



# *Gazette officielle du Québec*

## QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

**Partie I: avis juridiques**

**Part I: Juridical notices**

**Partie II: lois et règlements**

**Part II: Laws and Regulations**

(Voir sommaire en dernière page)

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 27 mai 1972

Québec, Saturday, May 27, 1972

### Règlements

### Rules

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

REÇU LE

2 JUIN 1972

DU QUÉBEC

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, Québec Official Publisher

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre \$20; du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre, \$15 et du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,  
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-0

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

#### Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,  
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,  
Québec, April 30, 1969

37883—1-52-0

## Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édition de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et un deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

## New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

## AVIS JURIDIQUES

## JURIDICAL NOTICES

## Lettres patentes

## Letters Patent

## Air Rimouski inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: André-P. Casgrain, 226, Sapinière, Marcel Crevier, 255, St-Jean-Baptiste est, tous deux avocats, et Gisèle Labbé, secrétaire, fille majeure, 161, St-André, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et exploiter des lignes ou services aériens et des moyens de transport de toutes sortes, sous le nom de « Air Rimouski inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o 720625

## Amqui Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Henri Dubé, entrepreneur, Léa St-Amand, ménagère, épouse dudit Henri Dubé, et Maurice Tardif, commis, tous trois d'Amqui, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Amqui Construction Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amqui, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953-o 720773

## Aqua-Air Techniques Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Michel Carrier, électronicien, Daniel Carrier, journaliste, tous deux de 53, 7e rue nord, Amos, et Claudette Morrissette, secrétaire, épouse de Denis Morrissette, Sullivan, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils électriques et électroniques, sous le nom de « Aqua-Air Techniques Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 12,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

## Air Rimouski inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-P. Casgrain, 226 Sapinière, Marcel Crevier, 255 St. Jean Baptiste East, both lawyers, and Gisèle Labbé, secretary, spinster, 161 St. André, all three of Rimouski, for the following purposes:

To establish, maintain and operate air lines or air services and means of transportation of all kinds, under the name of "Air Rimouski inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953 720625

## Amqui Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Dubé, contractor, Léa St-Amand, housewife, wife of the said Henri Dubé, and Maurice Tardif, clerk, all three of Amqui, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Amqui Construction Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Amqui, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953 720773

## Aqua-Air Techniques Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Carrier, electronics specialist, Daniel Carrier, labourer, both of 53, 7th Street North, Amos, and Claudette Morrissette, secretary, wife of Denis Morrissette, Sullivan, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical and electronical apparatus, under the name of "Aqua-Air Techniques Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each and 12,500 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

716299

**Argento Bros. Paving Co. Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Calogero Argento, 7470, Rousselot, Vito Argento, 7785, Chabot, app. 5, Domenico Argento, 7474, Garnier, app. 4, et Giuseppe Campisi, 7522, Chabot, app. 2, tous quatre entrepreneurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'entrepreneurs et de sous-traitants, sous le nom de « Argento Bros. Paving Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953

720965

**Automobile Riviera inc.  
Riviera Automobile Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation: Lili Tremblay, ménagère, épouse de Paul Bissonnette, 56, Plaisance, Longueuil, Noël-H. Paquette, constructeur, 8412, Peterborough, Anjou, et Daniel Coulombe, homme d'affaires, 4593, Notre-Dame, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, moteurs, machines, et tous leurs accessoires, pièces et parties, sous le nom de « Automobile Riviera inc. — Riviera Automobile Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

721027

**Ben-Aryeh Investment Corp.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Saul Handelman, 5532, Rosedale, Côte Saint-Luc, Lilian Reinblatt, épouse de Moe Reinblatt, 4520, Rosedale, Montréal, et Arnold Ilovitch, 390, Côte Vertu, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

716299

**Argento Bros. Paving Co. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Calogero Argento, 7470 Rousselot, Vito Argento, 7785 Chabot, Apt. 5, Domenico Argento, 7474 Garnier, Apt. 4, and Giuseppe Campisi, 7522 Chabot, Apt. 2, all four contractors, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as building contractors and sub-contractors, under the name of "Argento Bros. Paving Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-o

720965

**Automobile Riviera inc.  
Riviera Automobile Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lili Tremblay, housewife, wife of Paul Bissonnette, 56 Plaisance, Longueuil, Noël-H. Paquette, builder, 8412 Peterborough, Anjou, and Daniel Coulombe, businessman, 4593 Notre-Dame, Laval, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and deal in automobiles, trucks, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Automobile Riviera inc. — Riviera Automobile Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

721027

**Ben-Aryeh Investment Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Saul Handelman, 5532 Rosedale, Côte Saint-Luc, Lilian Reinblatt, wife of Moe Reinblatt, 4520 Rosedale, Montreal, and Arnold Ilovitch, 390 Côte Vertu, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « Ben-Aryeh Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1117, rue Sainte-Catherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953

717360

**C. Bernard associés inc.**  
**C. Bernard Associates Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Claude Bernard, représentant, 7372, de la Nantaise, Anjou, Léon Beauchemin, ingénieur, 430, Croissant de Paris, Laval, et Philippe Julien, notaire, 333, Craig est, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de ventilation, sous le nom de « C. Bernard associés inc. — C. Bernard Associates Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7370, de la Nantaise, Anjou, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

720797

**Beta Import Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10<sup>e</sup> jour de janvier 1972, constituant en corporation: Souren Bechlian, administrateur, Anahid Tafankejian, épouse dudit Souren Bechlian, et Soussi Bechlian, fille majeure, ces deux dernières secrétaires, tous trois de 8675, Bloomfield, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Beta Import Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 390 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 40, Calumet, Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720087

**B.L.M. Construction Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ben-Aryeh Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1117 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-o

717360

**C. Bernard associés inc.**  
**C. Bernard Associates Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Bernard, agent, 7372 de la Nantaise, Anjou, Léon Beauchemin, engineer, 430 Croissant de Paris, Laval, and Philippe Julien, notary, 333 Craig East, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of ventilation apparatus or systems, under the name of "C. Bernard associés inc. — C. Bernard Associates Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 7370 de la Nantaise, Anjou, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

720797

**Beta Import Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Souren Bechlian, administrator, Anahid Tafankejian, wife of the said Suren Bechlian, and Soussi Bechlian, spinster, the latter two secretaries, all three of 8675 Bloomfield, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, commodities and goods, under the name of "Beta Import Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 390 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 40 Calumet, Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

720087

**B.L.M. Construction Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Pierre Maltais, avocat, 385, Place de la Louisiane, Raymonde Gauthier, secrétaire, fille majeure, 16, Labonté, et André Chabot, notaire, 99, Gentilly ouest, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, d'immeuble et de placement, sous le nom de « B.L.M. Construction Inc. », avec un capital total de \$550,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720723

**Boutique Louise inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean Gosselin, Yvonne Power, épouse dudit Jean Gosselin, tous deux vendeurs, et Louise Gosselin, caissière, fille majeure, tous trois de 32, 7e Avenue, Roxboro, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce en gros de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de « Boutique Louise inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1600, Le Corbusier, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

721178

**Boutique Punch inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Morton Fleischer, 1162, rue Bardet, Saint-Laurent, René David Amar, 4190, rue Mackenzie, Montréal, tous deux vendeurs, Mark Abramowitz, 49, rue Aldercrest, Dollard-des-Ormeaux, et Joël Guberman, 85, avenue Brittany, Mont-Royal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de vêtements pour hommes et pour dames, sous le nom de « Boutique Punch inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6808, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720808

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Maltais, lawyer, 385 Place de la Louisiane, Raymonde Gauthier, secretary, spinster, 16 Labonté, and André Chabot, notary, 99 Gentilly West, all three of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as a construction, real estate and investment company, under the name of "B.L.M. Construction Inc.", with a total capital stock of \$550,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720723

**Boutique Louise inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Gosselin, Yvonne Power, wife of the said Jean Gosselin, both salesmen, and Louise Gosselin, cashier, spinster, all three of 32, 7th Avenue, Roxboro, for the following purposes:

To manufacture and deal, wholesale, in medical specialties and pharmaceutical and medical preparations of all kinds, under the name of "Boutique Louise inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1600 Le Corbusier, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

721178

**Boutique Punch inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Morton Fleischer, 1162 Bardet, Saint-Laurent, René David Amar, 4190 Mackenzie, Montreal, both salesmen, Mark Abramowitz, 49 Aldercrest, Dollard-des-Ormeaux, and Joël Guberman, 85 Brittany Avenue, Mount Royal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a men's and women's clothing store, under the name of "Boutique Punch inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 6808 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720808

**The Brigadier Frederick Kisch  
Remembrance Fund Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Eddie Hartman, 5060, avenue Walkley, app. 7, Jack Irving Shulman, 5295, boulevard Cavendish, Mark Neporent, 6420, avenue Somerled, app. 407, tous trois retraités, et Jack Wolfe, gérant de bureau, 4453, avenue Old Orchard, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Aider à l'entretien, et au bien-être des anciens combattants indigents, de croyance juive, sous le nom de « The Brigadier Frederick Kisch Remembrance Fund Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et détenir est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est au 5015, rue de la Savane, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45953

720276

**Centre de beauté naturiste Lafortune inc.  
Lafortune Naturist Beauty Center Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gisèle Lafortune, esthéticienne, épouse de Jean-Guy Brunet, 3333, Jean-Talon ouest, app. 423, Montréal, James Howard Wilds, représentant, 30, Place Côte Vertu, app. 201, et André Martineau, comptable, 3187, Noorduyn, ces deux derniers de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter des centres de beauté et de bien-être par les méthodes naturistes, sous le nom de « Centre de beauté naturiste Lafortune inc. — Lafortune Naturist Beauty Center Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 390 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1427, rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

45953-o

720272

**Cidexpor Québec Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 190, Varry, Saint-Laurent, Jacques Lemaitre-Auger, 8462, Drolet, Montréal, et Thomas A. Lavin, Lac Brome, tous trois avocats, pour les objets suivants:

**The Brigadier Frederick Kisch  
Remembrance Fund Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Eddie Hartman, 5060 Walkley Avenue, #7, Jack Irving Shulman, 5295 Cavendish Boulevard, Mark Neporent, 6420 Somerled Avenue, #407, all three retired, and Jack Wolfe, office manager, 4453 Old Orchard Avenue, all four of Montreal, for the following purposes:

To aid in the maintenance and welfare of indigent veterans of war of the Jewish faith, under the name of "The Brigadier Frederick Kisch Remembrance Fund Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 5015 de la Savane Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

45953-o

720276

**Centre de beauté naturiste Lafortune inc.  
Lafortune Naturist Beauty Center Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gisèle Lafortune, aesthetician, wife of Jean-Guy Brunet, 3333 Jean-Talon West, Apt. 423, Montreal, James Howard Wilds, agent, 30 Place Côte Vertu, Apt. 201, and André Martineau, accountant, 3187 Noorduyn, the latter two of St. Laurent, for the following purposes:

To operate beauty and health centers using naturist methods, under the name of "Centre de beauté naturiste Lafortune inc. — Lafortune Naturist Beauty Center Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 390 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1427 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

45953

720272

**Cidexpor Québec Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 190 Varry, St. Laurent, Jacques Lemaitre-Auger, 8462 Drolet, Montreal, and Thomas A. Lavin, Lac Brome, all three lawyers, for the following purposes:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Cidexpor Québec Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1058, rue Condé, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

**PIERRE DESJARDINS.**

45953-o

720795

**Clicen inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Marie Boivin, chirurgien-dentiste, 18, Landry, Roch Dubé, avenue Noiseux, Richard Dupont, 326, Louis-Hébert, et Jacques L'Heureux, 48, Elgin, ces trois derniers médecins, tous quatre de Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce de biens fonciers et faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Clicen inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

*Le directeur du service des compagnies,*

**PIERRE DESJARDINS.**

45953-o

721054

**Club des Chutes de Charrette inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Romuald Degarie, inspecteur, 4221, Dherelle, app. 4, Lauraine Desrosiers, couturière, fille majeure, 4221, Dherelle, app. 2, tous deux de Montréal, et Oménil Desrosiers, rentier, Saint-Antoine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Club des Chutes de Charrette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Charette, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le directeur du service des compagnies,*

**PIERRE DESJARDINS.**

45953-o

721044

**Les coffrages Chomedey inc.  
Chomedey Form Works Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Claude Mailloux, constructeur, 8815, boulevard Lévesque, Jean-Guy Arpin,

To deal in all products, items and merchandise, under the name of "Cidexpor Québec Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1058 Condé Street, Laval, judicial district of Montreal.

**PIERRE DESJARDINS,**

*Director of the Companies Service.*

45953

720795

**Clicen inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marie Boivin, dental surgeon, 18 Landry, Roch Dubé, Noiseux Avenue, Richard Dupont, 326 Louis-Hébert, and Jacques L'Heureux, 48 Elgin, the latter three physicians, all four of Granby, for the following purposes:

To deal in landed property and carry on business as an investment and holding company, under the name of "Clicen inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

**PIERRE DESJARDINS,**

*Director of the Companies Service.*

45953

721054

**Club des Chutes de Charrette inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Romuald Degarie, inspector, 4221 Dherelle, Apt. 4, Lauraine Desrosiers, dressmaker, spinster, 4221 Dherelle, Apt. 2, both of Montreal, and Oménil Desrosiers, annuitant, St. Antonin, for the following purposes:

To carry on the business of providing amusement for the public, under the name of "Club des Chutes de Charrette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Charette, judicial district of St. Maurice.

**PIERRE DESJARDINS,**

*Director of the Companies Service.*

45953

721044

**Les coffrages Chomedey inc.  
Chomedey Form Works Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Mailloux, builder, 8815 Lévesque Boulevard, Jean-Guy Arpin, administrator, 1885 Val-

administrateur, 1885, Vallières, tous deux de Laval, et G.-André Primeau, avocat, 95, Chartwell, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les coffrages Chomedey inc.—Chomedey Form Works Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées de classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,800 actions privilégiées de classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-0

720588

#### Compagnie de gestion Jean Morissette inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Jean Morissette, importateur, Jacqueline Bergeron, ménagère, épouse dudit Jean Morissette, tous deux de 3210, Glencoe, Montréal, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Compagnie de gestion Jean Morissette inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 20 actions ordinaires de \$1 chacune, 9,990 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 80 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3210, rue Glencoe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-0

721063

#### D.D.M. Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Matteo D'Amico, 1066, 90<sup>e</sup> Avenue, Antonio Maselli, 8633, Daoust, Antonio D'Amico, 1073, 90<sup>e</sup> Avenue, et Donato D'Amico, 8527, rue Réjeane, tous quatre entrepreneurs de Lasalle, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, d'immeuble et de placement, sous le nom de « D.D.M. Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953

720815

lières, both of Laval, and G.-André Primeau, lawyer, 95 Chartwell, Beaconsfield, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les coffrages Chomedey inc.—Chomedey Form Works Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 1,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$1 each and 3,800 class "B" preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

720588

#### Compagnie de gestion Jean Morissette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Morissette, importer, Jacqueline Bergeron, housewife, wife of the said Jean Morissette, both of 3210 Glencoe, Montreal, and Maurice Martel, lawyer, 1301 St. Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Compagnie de gestion Jean Morissette inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20 common shares of \$1 each, 9,990 class "A" preferred shares of \$10 each and 80 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3210 Glencoe Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

721063

#### D.D.M. Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Matteo D'Amico, 1066, 90th Avenue, Antonio Maselli, 8633 Daoust, Antonio D'Amico, 1073, 90th Avenue, and Donato D'Amico, 8527 Réjeane Street, all four contractors, of Lasalle, for the following purposes:

To carry on the business of a construction, real estate and investment company, under the name of "D.D.M. Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Lasalle, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-0

720815

**Copy-Static Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Irving Kaiser, gérant de vente, Eleanor Ram, ménagère, épouse dudit Irving Kaizer, tous deux de 1048, 100e avenue, Laval, Andy Jevcak, homme d'affaires, et Mary Murphy, ménagère, épouse dudit Andy Jevcak, ces deux derniers de 5055 Savoie, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes d'équipement de reproduction, duplicateurs et machines à photocopie, duplicateurs électrostatiques et tous les accessoires et pièces qui s'y rapportent directement ou indirectement, en faire le commerce, sous le nom de « Copy-Static Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953

720696

**Daigle-Deville Auto Centre Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Gilles Daigle, garagiste, Aline Denommée, ménagère, épouse dudit Gilles Daigle, tous deux de 5800, Belherbe, Saint-Léonard, et Denis Goulet, comptable, 640, Montrose, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de moteurs, machines, accessoires et parties d'automobiles, sous le nom de « Daigle-Deville Auto Centre Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3218, rue Deville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720716

**Dalton's Picture Framing Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, 88, Summit Crescent, Westmount, Elaine Short, céli-bataire, 2010 Chomedey, Montréal, et Madeleine Lamothe, épouse de Nelson Jackson, 155, de Guire, Saint-Laurent, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer des articles, objets manufacturés, objets d'utilité courante et de la marchandise de toute nature et description rattachés à la décoration intérieure, en

**Copy-Static Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Kaiser, sales manager, Eleanor Ram, housewife, wife of the said Irving Kaizer, both of 1048, 100th Avenue, Laval, Andy Jevcak, businessman, and Mary Murphy, housewife, wife of the said Andy Jevcak, the latter two of 5055 Savoie, Pierrefonds, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of reproduction equipment, copying and photocopying devices, electrostatic copiers and all supplies, parts and accessories related directly or indirectly thereto, under the name of "Copy-Static Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720696

**Daigle-Deville Auto Centre Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Daigle, garage operator, Aline Denommée, housewife, wife of the said Gilles Daigle, both of 5800 Belherbe, St. Léonard, and Denis Goulet, accountant, 640 Montrose, Laval, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in motors, engines and automobile parts and accessories, under the name of "Daigle-Deville Auto Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3218 Deville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

720716

**Dalton's Picture Framing Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, 88 Summit Crescent, Westmount, Elaine Short, spinster, 2010 Chomedey, Montreal, and Madeleine Lamothe, wife of Nelson Jackson, 155 de Guire, Saint-Laurent, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, commodities, merchandise of every nature and description with respect to home decoration, under the name of

faire le commerce, sous le nom de « Dalton's Picture Framing Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720237

**Darijan inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gilles Huot, homme d'affaires, Louise Germain, ménagère, épouse dudit Gilles Huot, tous deux de 30, Richelieu, et Claire Hotte, gérante, épouse de Anicet Pépin, 130, Frontenac, tous trois de Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille et de gestion, sous le nom de « Darijan inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,500 actions privilégiées « A » de \$1 chacune et en 2,850 actions privilégiées « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

720512

**Davan inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Saint-Léonard, Jeanne D'Arc Lachapelle, épouse de Jean-Marie Morissette, 6308, Garnier, Montréal, et Louise Beaudry, fille majeure, 184, Tailhandier, Boucherville, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Davan inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 3,500 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 3,350 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 315, rue Jeanne Petit, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

716237

**Dean Lake Mines Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

« Dalton's Picture Framing Ltd. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720237

**Darijan inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Huot, businessman, Louise Germain, housewife, wife of the said Gilles Huot, both of 30 Richelieu, and Claire Hotte, manager, wife of Anicet Pépin, 130 Frontenac, all three of Noranda, for the following purposes:

To carry on business as a management and holding company, under the name of "Darijan inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 1,500 "A" preferred shares of \$1 each and 2,850 "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

720512

**Davan inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, St. Léonard, Jeanne D'Arc Lachapelle, wife of Jean-Marie Morissette, 6308 Garnier, Montreal, and Louise Beaudry, spinster, 184 Tailhandier, Boucherville, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Davan inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each, 3,500 class "A" preferred shares of \$1 each and 3,350 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 315 Jeanne Petit Street, Boucherville, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

45953

716237

**Dean Lake Mines Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: I. David Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, Henri-W. Laurier, 110 Brixton, Saint-Lambert, tous deux avocats, et Dorothy Kawiuk, secrétaire, épouse de Bradley Taylor, 1540 Lafayette, Longueuil, pour les objets suivants:

Acheter, posséder, louer, prospecter, ouvrir, explorer, développer, exploiter, améliorer, entretenir et gérer des mines, des terrains et gisements de minéraux, sous le nom de « Dean Lake Mines Ltd. », avec un capital divisé en 3,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 415 rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON,

45953

720391

**Décorations L.L. Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Guy Lauzière, peintre, Lise Ducharme, maîtresse de maison, épouse dudit Guy Lauzière, tous deux de 10050, Lauzanne, app. 3, Montréal-Nord, et Germain Lauzière, inspecteur, 6815, Viau, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur-peintre, sous le nom de « Décorations L.L. Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10050, rue Lauzanne, appartement 3, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720730

**Diamond Head Resources Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, tous deux avocats, et Denyse Marcoux, secrétaire, célibataire, 1488, Galt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Prospecter et explorer des mines et minéraux, sous le nom de « Diamond Head Resources Ltd. », avec un capital divisé en 5,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 800 boulevard Dorchester ouest, Suite 2610, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720722

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvédère Road, Westmount, Henri-W. Laurier, 110 Brixton, Saint-Lambert, both advocates, and Dorothy Kawiuk, secretary, wife of Bradley Taylor, 1540 Lafayette, Longueuil, for the following purposes:

To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage mines and mineral lands and deposits, under the name of "Dean Lake Mines Ltd.", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 415 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720391

**Décorations L.L. Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Lauzière, painter, Lise Ducharme, housewife, wife of the said Guy Lauzière, both of 10050 Lauzanne, Apt. 3, Montreal North, and Germain Lauzière, inspector, 6815 Viau, Montreal, for the following purposes:

To act as painting contractors, under the name of "Décorations L.L. Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10050 Lauzanne Street, Apartment 3, Montreal North, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720730

**Diamond Head Resources Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, both advocates, and Denyse Marcoux, secretary, spinster, 1488 Galt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Diamond Head Resources Ltd.", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 800 Dorchester Boulevard West, Suite 2610, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720722

**Disques Concept Québec inc.  
Concept Records Québec Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: René Letarte, producteur, 10660, Chambord, Marcelle Gagnon, secrétaire, 4333, Berri, et Micheline Corbeil, avocate, 3470, Stanley, app. 1805, ces deux dernières filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de disques, rubans magnétiques et autres procédés reproduisant les sons, la voix et la musique, sous le nom de « Disques Concept Québec inc. — Concept Records Québec Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

721185

**Dominion Restaurant & Bar-B-Q. Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Vincent Ernest Lyew, restaurateur, Hilda Fung, ménagère, épouse dudit Vincent Ernest Lyew, tous deux du 4032, MacKenzie, Montréal, et Celyn Benoit, secrétaire, fille majeure, 524, Fort Saint-Louis, Boucherville, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, taverne et auberge, sous le nom de « Dominion Restaurant & Bar-B-Q. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 625, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions*

*financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720809

**Dynamic Cycle & Sports Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: James Ronald Miller, homme d'affaires, Barbara Hinkson, ménagère, épouse dudit James Ronald Miller, tous deux de 7926, rue Thelma, Lasalle, et Brian Peter Miller, employé du Bell Telephone, 579, rue Henry, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de motocyclettes, véhicules motorisés, véhicules utilitaires ou de plaisance, outillage et automobiles, sous le nom de « Dynamic Cycle & Sports

**Disques Concept Québec inc.  
Concept Records Québec Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Letarte, producer, 10660 Chambord, Marcelle Gagnon, secretary, 4333 Berri, and Micheline Corbeil, lawyer, 3470 Stanley, Apt. 1805, the latter two spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of records, magnetic tapes and other methods of reproducing sounds, voice and music, under the name of "Disques Concept Québec inc. — Concept Records Québec Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

721185

**Dominion Restaurant & Bar-B-Q. Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vincent Ernest Lyew, restaurateur, Hilda Fung, housewife, wife of the said Vincent Ernest Lyew, both of 4032 MacKenzie, Montreal, and Celyn Benoit, secretary, fille majeure, 524 Fort St. Louis, Boucherville, for the following purposes:

To operate a restaurant, a tavern and public house, under the name of "Dominion Restaurant & Bar-B-Q. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 625 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON.

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720809

**Dynamic Cycle & Sports Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James Ronald Miller, businessman, Barbara Hinkson, housewife, wife of the said James Ronald Miller, both of 7926 Thelma, Lasalle, and Brian Peter Miller, Bell Telephone employee, 579 Henry, Laval, for the following purposes:

To deal in motorcycles, motor driven, pleasure or utility vehicles or equipment and automobiles, under the name of "Dynamic Cycle & Sports Ltd.",

Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune et 395 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2921, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

717257

**Eastern Arctic Industries Inc.**  
**Les industries de l'Est Artique inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de janvier 1972, constituant en corporation: Milton Kanter, administrateur, Jean Tew, ménagère, épouse dudit Milton Kanter, tous deux de 1545, McGregor, Montréal, Robert McGrory, officier d'aviation, et Danielle Mathieu, ménagère, épouse dudit Robert McGrory, ces deux derniers de 11, Sunny Acres, Baie-d'Urfé, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Eastern Arctic Industries Inc. — Les industries de l'Est Artique inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1545, rue McGregor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720198

**Les éditions Pop Jeunesse inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de janvier 1972, constituant en corporation: Claude Charron, éditeur, Solange Charron, ménagère, épouse dudit Claude Charron, tous deux de 6565, Prince Rupert, Laval, et François Charron, professeur, 17, Lafontaine, Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de la papeterie sous toutes ses formes, sous le nom de « Les éditions Pop Jeunesse inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

720201

**Entrepôt Pierrefonds Itée**  
**Pierrefonds Warehouse Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$1 each and 395 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2921 Notre-Dame, Lachine, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

717257

**Eastern Arctic Industries Inc.**  
**Les industries de l'Est Artique inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Milton Kanter, executive, Jean Tew, housewife, wife of the said Milton Kanter, both of 1545 McGregor, Montreal, Robert McGrory, flying officer, and Danielle Mathieu, housewife, wife of the said Robert McGrory, the latter two of 11 Sunny Acres, Baie-d'Urfé, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Eastern Arctic Industries Inc. — Les industries de l'Est Artique inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1545 McGregor Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720198

**Les éditions Pop Jeunesse inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Charron, publisher, Solange Charron, housewife, wife of the said Claude Charron, both of 6565 Prince Rupert, Laval, and François Charron, teacher, 17 Lafontaine, St. Jérôme, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of paper, under the name of "Les éditions Pop Jeunesse inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

720201

**Entrepôt Pierrefonds Itée**  
**Pierrefonds Warehouse Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Jacques Mongeau, avocat, 15531, Boischatel, Pierrefonds, Michelle Ménard, 1565, Parc Lafontaine, et Diane Gougeon, 8509, St-Denis, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles, appareils électriques, rideaux, draperies, tapis et couvre-planchers de toutes sortes, sous le nom de « Entrepôt Pierrefonds ltée — Pierrefonds Warehouse Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 15798, rue Pierrefonds, Sainte-Genève, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS,

45953-o

720983

**Les entreprises D.G.L. inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Gaetan Durand, comptable, 197, Guillet, Achille Leblanc, ingénieur, 193, Guillet, tous deux de Cap-de-la-Madeleine, et Rogath Gagnon, médecin, 2750, du Carmel, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, fromageries et produits laitiers, sous le nom de « Les entreprises D.G.L. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 197, Guillet, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS,

45953-o

720711

**Les entreprises de drainage de Mont-Laurier inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Rolland-M. Gauthier, Jean-Guy Grenier, tous deux administrateurs, et Micheline Lefebvre, agent de sécurité sociale, épouse dudit Jean-Guy Grenier, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises de drainage de Mont-Laurier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON,

45953-o

720867

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Mongeau, lawyer, 15531 Boischatel, Pierrefonds, Michelle Ménard, 1565 Parc Lafontaine, and Diane Gougeon, 8509 St. Denis, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, electrical appliances, curtains, draperies, carpets and floor coverings of all kinds, under the name of "Entrepôt Pierrefonds ltée — Pierrefonds Warehouse Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 15798 Pierrefonds Street, Ste. Geneviève, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720983

**Les entreprises D.G.L. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaetan Durand, accountant, 197 Guillet, Achille Leblanc, engineer, 193 Guillet, both of Cap-de-la-Madeleine, and Rogath Gagnon, physician, 2750 du Carmel, Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in food products, cheese and dairy products, under the name of "Les entreprises D.G.L. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 197 Guillet, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720711

**Les entreprises de drainage de Mont-Laurier inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland-M. Gauthier, Jean-Guy Grenier, both administrators, and Micheline Lefebvre, social security agent, wife of the said Jean-Guy Grenier, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises de drainage de Mont-Laurier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

720867

**Les entreprises Jacques Grondines inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Jacques Grondines, recouvreur de planchers, Denise Trottier, secrétaire, épouse dudit Jacques Grondines, tous deux de 1445, Savoie, Orsainville, Réal Vaudreuil, vendeur, et Lise Gamache, ménagère, épouse dudit Réal Vaudreuil, ces deux derniers de 1530, Notre-Dame ouest, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire la pose, la finition et le sablage de plancher de bois franc, de parquet, tuile de vinyl et d'amiante et de tapis, sous le nom de « Les entreprises Jacques Grondines inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Orsainville, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

720798

**Les entreprises Jean-Marc inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Pierre Demers, postier, Florence Girard, ménagère, épouse dudit Pierre Demers, tous deux de 3225, Leduc, Saint-Hubert, Jacques Dagenais, coiffeur pour hommes, et Huguette Charlebois, ménagère, épouse dudit Jacques Dagenais, ces deux derniers de 12400, boulevard Langelier, app. 3, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Fabriquer, louer et faire le commerce de perruques, cheveux, toupets, prothèses capillaires et autres produits connexes, sous le nom de « Les entreprises Jean-Marc inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3748, rue Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

721010

**Les entreprises Rochon Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Joel A. Pinsky, 69, chemin Downshire, Martin Gross, 190, Netherwood Crescent, et Harold Dizgun, 57, Aldred Crescent, tous trois avocats, de Hampstead, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'opticiens et façonneurs, sous le nom de « Les entreprises Rochon Itée », avec

**Les entreprises Jacques Grondines inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Grondines, floor layer, Denise Trottier, secretary, wife of the said Jacques Grondines, both of 1445 Savoie, Orsainville, Réal Vaudreuil, salesman, and Lise Gamache, housewife, wife of the said Réal Vaudreuil, the latter two of 1530 Notre-Dame West, Victoriaville, for the following purposes:

To lay, finish and sand hardwood floors, linoleum, vinyl and asbestos tiles and carpets, under the name of "Les entreprises Jacques Grondines inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$5 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Orsainville, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

720798

**Les entreprises Jean-Marc inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Demers, post-office employee, Florence Girard, housewife, wife of the said Pierre Demers, both of 3225 Leduc, St. Hubert, Jacques Dagenais, men's hairdresser, and Huguette Charlebois, housewife, wife of the said Jacques Dagenais, the latter two of 12400 Langelier Boulevard, Apt. 3, Montreal North, for the following purposes:

To manufacture, rent and deal in wigs, hair, toupees, hair prosthesis and other like products, under the name of "Les entreprises Jean-Marc inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3748 Fleury Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

721010

**Les entreprises Rochon Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joel A. Pinsky, 69 Downshire Road, Martin Gross, 190 Netherwood Crescent, and Harold Dizgun, 57 Aldred Crescent, all three advocates, of Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as opticians and grinders, under the name of "Les entreprises Rochon Itée",

un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS,

45953

716060

#### Les entreprises R. St-Pierre inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de janvier 1972, constituant en corporation: Roland St-Pierre, Fernand St-Pierre, tous deux de Île-Sainte-Thérèse, Adrien St-Pierre, rue Dufresne, tous trois peintres, et Jean-Paul St-Pierre, commerçant, 122, Talon, ces deux derniers de Saint-Luc, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des peintures, polis et enduits colorants, couleurs, vernis, laques, produits chimiques, matériaux pour nettoyer ou assurer l'étanchéité, sous le nom de « Les entreprises R. St-Pierre inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 104, Jean-Talon, Saint-Luc, district judiciaire d'Iberville.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS,

45953-0

720146

#### Équipement de bureau Garneau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Garneau, 16130, Gouin ouest, Sainte-Genève, Georges Poirier, 1145, Pie X, et Jean Philippe Lauzon, 1870, avenue Albert Murphy, app. 5, ces deux derniers de Laval, tous trois vendeurs, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils et pièces d'équipement de bureau de tous genres, sous le nom de « Équipement de bureau Garneau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 16130, boulevard Gouin ouest, Sainte-Genève, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS,

45953-0

720863

#### Équipements C & U Gauthier Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de janvier 1972, constituant en corporation: Ulysse Gauthier, 462, Fréchette, Granby, Clément Gauthier, tous deux électriciens, et Daniel Gauthier, gérant, ces deux derniers de 109, Hanson, Cowansville, pour les objets suivants:

with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

716060

#### Les entreprises R. St-Pierre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland St-Pierre, Fernand St-Pierre, both of Île-Sainte-Thérèse, Adrien St-Pierre, Dufresne Street, all three painters, and Jean-Paul St-Pierre merchant, 122 Talon, the latter two of St. Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in paints, polishes and coloring coats, colors, varnishes, lacquers, chemicals and materials used for cleaning purposes or ensuring watertightness, under the name of "Les entreprises R. St-Pierre inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 104 Jean Talon, St. Luc, judicial district of Iberville.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720146

#### Équipement de bureau Garneau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Garneau, 16130 Gouin West, Ste. Geneviève, Georges Poirier, 1145 Pie X, and Jean Philippe Lauzon, 1870 Albert Murphy Avenue, Apt. 5, the latter two of Laval, all three salesmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of office equipment parts and appliances under the name of "Équipement de bureau Garneau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 16130 Gouin Boulevard West, Ste. Geneviève, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720863

#### Équipements C & U Gauthier Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ulysse Gauthier, 462 Fréchette, Granby, Clément Gauthier, both electricians, and Daniel Gauthier, manager, the latter two of 109 Hanson, Cowansville, for the following purposes:

Louer, fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de machines, outils et appareils, sous le nom de « Équipements C & U Gauthier Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 521, rue Cowie, Granby, district judiciaire de Bedford.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

715981

### Fédération de patinage artistique du Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Sam E. Reed, contremaitre général, 6057, Albanie, Brossard, Leslie Alderley, assistant-gérant, 7345, boulevard Churchill, Verdun, et Georges Éthier, technicien, 9369, Basile-Routhier, Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser les activités des associations de patinage artistique dans la Province, sous le nom de « Fédération de patinage artistique du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou détenir est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953

720144

### Fourrures Geremia & Renzetti inc. Geremia & Renzetti Furs Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation: Simon Brossard, 315, Lansdowne, Saint-Bruno-de-Montarville, Marc Bernard, 1061, Maple, Guy Girard, 435, Leblanc ouest, tous deux de Longueuil, et Pierre Despatis, 85, Auguste Lacaille, Boucherville, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de fourrures, peaux et cuir, sous le nom de « Fourrures Geremia & Renzetti inc. — Geremia & Renzetti Furs Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

721042

To rent, manufacture and deal in all kinds of machines, tools and appliances, under the name of "Équipements C & U Gauthier Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 521 Cowie Street, Granby, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

715981

### Fédération de patinage artistique du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Sam E. Reed, general foreman, 6057 Albanie, Brossard, Leslie Alderley, assistant manager, 7345 Churchill Boulevard, Verdun, and Georges Éthier, technician, 9369 Basile Routhier, Montreal, for the following purposes:

To promote activities of the artistic skating associations in the province, under the name of "Fédération de patinage artistique du Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953-o

720144

### Fourrures Geremia & Renzetti inc. Geremia & Renzetti Furs Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Simon Brossard, 315 Lansdowne, St. Bruno-de-Montarville, Marc Bernard, 1061 Maple, Guy Girard, 435 Leblanc West, both of Longueuil, and Pierre Despatis, 85 Auguste Lacaille, Boucherville, all four lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of furs, pelts and leather, under the name of "Fourrures Geremia & Renzetti inc. — Geremia & Renzetti Furs Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

721042

**Gormac Contact Lenses Laboratories Inc.**  
**Les laboratoires de lentilles cornéennes**  
**Gormac inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, rue Iona, Gilles Poulin, 103, Ashton, et André Larivière, 3328, Troie, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des verres de contact et tout produit connexe, en faire le commerce, sous le nom de « Gormac Contact Lenses Laboratories Inc. — Les laboratoires de lentilles cornéennes Gormac inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 1255, rue Université, Suite 400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720054

**Graziella Draperies & Bedspreads Ltd.**  
**Draperies et couvre-lits Graziella ltée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Graziella Litterio, administrateur, 7181, Berri, Harry Blank, 4625, avenue Miller, et Jean-Pierre Aubre, 755, boulevard Montpellier, ces deux derniers avocats, tous les trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des rideaux, draperies, couvre-lits, tringles de rideaux, y compris tout équipement, accessoires, matériel, pièces et fournitures, sous le nom de « Graziella Draperies & Bedspreads Ltd. — Draperies et couvre-lits Graziella ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720671

**D. & R. Grenier inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: François Rainville, notaire, 880, chemin Ste-Foy, Jacqueline Giroux, 2446, Pierre-Boucher, et Huguette Fournel, 554, Latourelle, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

**Gormac Contact Lenses Laboratories Inc.**  
**Les laboratoires de lentilles cornéennes**  
**Gormac inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Street, Gilles Poulin, 103 Ashton, and André Larivière, 3328 Troie, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in contact lenses and of all products related to it, under the name of "Gormac Contact Lenses Laboratories Inc. — Les laboratoires de lentilles cornéennes Gormac inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 1255 University Street, Suite 400, Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-0

720054

**Graziella Draperies & Bedspreads Ltd.**  
**Draperies et couvre-lits Graziella ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Graziella Litterio, executive, 7181 Berri, Harry Blank, 4625 Miller Avenue, and Jean-Pierre Aubre, 755 Montpellier Boulevard, the latter two advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in curtains, drapes, bedspreads, curtain rods, including all equipment, fixtures, materials, parts and supplies, under the name of "Graziella Draperies & Bedspreads Ltd. — Draperies et couvre-lits Graziella ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-0

720671

**D. & R. Grenier inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Rainville, notary, 880 Ste. Foy Road, Jacqueline Giroux, 2446 Pierre-Boucher, and Huguette Fournel, 554 Latourelle, the latter two secretaries, spinsters, all three of Québec, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « D. & R. Grenier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 19, rue St-Émile nord, Villeneuve, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service es compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

721099

**Les Grillades Hulloises inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Pierre Allaire, restaurateur, Madeleine Provost, ménagère, épouse dudit Pierre Allaire, tous deux de 8, Jumonville, Normand Ward, restaurateur, et Nicole Papineau, institutrice, épouse dudit Normand Ward, ces deux derniers de 53, boulevard Taché, tous quatre de Hull, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les Grillades Hulloises inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720378

**Hervieux Sports Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Claude Hervieux, commerçant, Florence Gagné, ménagère, épouse dudit Claude Hervieux, tous deux de 341, rang St-Louis, Mont-Carmel, et Pierre Deschênes, avocat, 681, 5e rue, Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, motos-neige, motocyclettes et autres véhicules de récréation, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Hervieux Sports Inc. », avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan-Sud, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

714705

**Hôtel Pierrefonds inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, consti-

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "D. & R. Grenier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 19 St. Émile Street North, Villeneuve, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service,*

45953

721099

**Les Grillades Hulloises inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Allaire, restaurateur, Madeleine Provost, housewife, wife of the said Pierre Allaire, both of 8 Jumonville, Normand Ward, restaurateur, and Nicole Papineau, teacher, wife of the said Normand Ward, the latter two of 53 Taché Boulevard, all four of Hull, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les Grillades Hulloises inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720378

**Hervieux Sports Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Hervieux, merchant, Florence Gagné, housewife, wife of the said Claude Hervieux, both of 341 St. Louis Range, Mont-Carmel, and Pierre Deschênes, lawyer, 681, 5th Street, Shawinigan, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, snowmobiles, motorcycles and other amusement vehicles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Hervieux Sports Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Shawinigan South, judicial district of St. Maurice.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

714705

**Hôtel Pierrefonds inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tuant en corporation: René Chauret, électricien, Lucille Paquette, maîtresse de maison, épouse dudit René Chauret, tous deux de 4393, Pascal, Pierrefonds, et Bernard Leduc, chauffeur, 20, Roy, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Pierrefonds inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 16289, boulevard Gouin ouest, Sainte-Genève, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

721093

incorporating: René Chauret, electrician, Lucille Paquette, housewife, wife of the said René Chauret, both of 4393 Pascal, Pierrefonds, and Bernard Leduc, chauffeur, 20 Roy, St. Raphaël-de-l'Île-Bizard, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Pierrefonds inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 16289 Gouin Boulevard West, Ste. Geneviève, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

721093

### Les immeubles Dessureault & fils Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Gilles Dessureault, 29, Brisson, Mistassini, Roméo Dessureault, tous deux marchands, et Antoinette Tremblay, ménagère, épouse dudit Roméo Dessureault, ces deux derniers de 521, des Érables, Dolbeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles Dessureault & fils Itée », avec un capital total de \$75,000, divisé en 3 actions ordinaires de \$100 chacune et en 7,470 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 521, rue des Érables, Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

720571

### Les immeubles Dessureault & fils Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Dessureault, 29 Brisson, Mistassini, Roméo Dessureault, both merchants, and Antoinette Tremblay, housewife, wife of the said Roméo Dessureault, the latter two of 521 des Érables, Dolbeau, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les immeubles Dessureault & fils Itée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 3 common shares of \$100 each and 7,470 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 521, des Érables Street, Dolbeau, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

720571

### Les immeubles Villeneuve Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Claudette Dostie, secrétaire, épouse de Denis Morrissette, 24, Principale, Sullivan Mines, Damien Chartré, industriel, 1338, 3e avenue, René Goyette, administrateur, 900, 5e avenue, et Jacques Langford, entrepreneur-électricien, 168, Perreault, ces trois derniers de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles Villeneuve Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720942

### Les immeubles Villeneuve Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claudette Dostie, secretary, wife of Denis Morrissette, 24 Principale, Sullivan Mines, Damien Chartré, industrialist, 1338, 3rd Avenue, René Goyette, administrator, 900, 5th Avenue, and Jacques Langford, electrical contractor, 168 Perreault, the latter three of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les immeubles Villeneuve Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

720942

**Importations Arday Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1972, constituant en corporation: David Edery, 135, Sunshire Drive, Dollard-des-Ormeaux, Armand Ohayon, 3360, Goyer, #18, tous deux vendeurs, Rachel Solomon, secrétaire, fille majeure, 4245, la Peltrie, tous deux de Montréal, et Myer Stern, avocat, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Importations Arday Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-0

720782

**Les importations Grandes Marques Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Pinja E. Blitt, 6600, chemin Kildare, app. 1401, tous deux de Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 795, Alexis Nihon, Saint-Laurent, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Importer, exporter des marchandises de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Les importations Grandes Marques Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953

715535

**Les importations Kado inc.  
Kado Importations Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Serge Marsh, grossiste, Ginette Pépin, ménagère, épouse dudit Serge Marsh, tous deux de 1720, Parent, et Yvan Marsh, vendeur, 2782, boulevard Lévesque, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les importations Kado inc.—Kado Importations Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de

**Importations Arday Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Edery, 135 Sunshire Drive, Dollard-des-Ormeaux, Armand Ohayon, 3360 Goyer, Apt. 18, both salesmen, Rachel Solomon, secretary, spinster, 4245 la Peltrie, both of Montreal, and Myer Stern, lawyer, 5501 Adalbert, Côte St. Luc, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Importations Arday Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

720782

**Les importations Grandes Marques Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Pinja E. Blitt, 6600 Kildare Road, Apt. 1401, both of Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 795 Alexis Nihon, Saint-Laurent, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all four advocates, for the following purposes:

To import, export and deal in merchandise of all kinds, under the name of "Les importations Grandes Marques Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-0

715535

**Les importations Kado inc.  
Kado Importations Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Marsh, wholesaler, Ginette Pépin, housewife, wife of the said Serge Marsh, both of 1720 Parent, and Yvan Marsh, salesman, 2782 Lévesque Boulevard, all three of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, commodities and merchandise, under the name of "Les importations Kado inc.—Kado Importations Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into

\$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720233

**Imprimerie Bégin inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Maurice Masson, 305, Napoléon, Québec, Wilfrid Demers, tous deux imprimeurs, et Thérèse Rioux, ménagère, épouse dudit Wilfrid Demers, ces deux derniers de 3245, Nobel, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires et tout autre commerce connexe, sous le nom de « Imprimerie Bégin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 48, Sous-le-Fort, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720935

**Independant Community Media Services Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Marion, 1094, 90<sup>e</sup> avenue, Lasalle, Stephen Bless, 5791, place Charles-Thibault, Montréal, tous deux avocats, et Linda Sauras, secrétaire, épouse de Keith David Angle, 625, avenue Mercille, app. 8, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Stimuler, encourager, favoriser, enseigner, préparer et développer la compréhension des films cinématographiques, rubans et dessins graphiques comme une forme d'art, sous le nom de « Independant Community Media Services Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou détenir est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est au 264 ouest, rue Villeneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,*

*compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45953

716744

**Les industries Pélouquin Itée  
Pélouquin Industries Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720233

**Imprimerie Bégin inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Masson, 305 Napoléon, Québec, Wilfrid Demers, both printers, and Thérèse Rioux, housewife, wife of the said Wilfrid Demers, the latter two of 3245 Nobel, Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers and all other like trades, under the name of "Imprimerie Bégin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 48 Sous-le-Fort, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720935

**Independant Community Media Services Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Normand Marion, 1094, 90th Avenue, Lasalle, Stephen Bless, 5791 Place Charles-Thibault, Montreal, both advocates, and Linda Sauras, secretary, wife of Keith David Angle, 625 Mercille Avenue, Apt. 8, Saint-Lambert, for the following purposes:

To promote, encourage, foster, teach, train and develop the understanding of cinematographic films, tapes and graphics as an art form, under the name of "Independant Community Media Services Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at 264 Villeneuve Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,*

*Companies and Cooperatives.*

45953-o

716744

**Les industries Pélouquin Itée  
Pélouquin Industries Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Georges Pélouin, administrateur, Isabelle Coiteux, secrétaire, épouse dudit Georges Pélouin, tous deux de 678, Abbés-Primeau, Jean-Marie Pélouin, entrepreneur, et Lucile Laporte, professeur, épouse dudit Jean-Marie Pélouin, ces deux derniers de 133, de Montbrun, tous quatre de Boucherville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et leurs sous-produits, sous le nom de « Les industries Pélouin ltée — Pélouin Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

720828

**International Forums Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Bruce Shadeed, étudiant, Ramsay Shadeed, tous deux de 475, avenue Barton, Mount-Royal, Ronald L. Gilchrist, tous deux marchands, et Lenora Fisher, ménagère, épouse dudit Ronald L. Gilchrist, ces deux derniers de 436, rue Crescent, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce qui consiste à organiser et à promouvoir des congrès, sous le nom de « International Forums Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720857

**Jardins Su-Casa inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jack Boidman, 6505, Côte St-Luc, Irwin Gliserman, 5700 Parkhaven, Sidney Cutler, 5767 Glenarden, tous trois de Côte Saint-Luc, et Moe Ackman, 26, Aldred Crescent, Hampstead, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Acheter, construire, posséder et gérer un projet d'habitations à loyer modique pour familles à faible revenus, sous le nom de « Jardins Su-Casa inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Pélouin, administrator, Isabelle Coiteux, secretary, wife of the said Georges Pélouin, both of 678 Abbés-Primeau, Jean-Marie Pélouin, contractor, and Lucile Laporte, teacher, wife of the said Jean-Marie Pélouin, the latter two of 133 de Montbrun, all four of Boucherville, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals of all kinds, their products and by-products, under the name of "Les industries Pélouin ltée — Pélouin Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

720828

**International Forums Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bruce Shadeed, student, Ramsay Shadeed, both of 475 Barton Avenue, Mount Royal, Ronald L. Gilchrist, both merchants, and Lenora Fisher, housewife, wife of the said Ronald L. Gilchrist, the latter two of 436 Crescent Street, Saint-Lambert, for the following purposes:

To carry on the business of organization and promotion of conventions, under the name of "International Forums Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720857

**Jardins Su-Casa inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack Boidman, 6505 Côte St. Luc, Irwin Gliserman, 5700 Parkhaven, Sidney Cutler, 5767 Glenarden, all three of Côte Saint-Luc, and Moe Ackman, 26 Aldred Crescent, Hampstead, all four advocates, for the following purposes:

To acquire, construct, hold and manage a low rental housing project for families having a limited income, under the name of "Jardins Su-Casa inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 3510 est, boulevard Saint-Joseph, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953

720267

**Jarsel Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Paul Lasry, marchand, Jacqueline D'Aban, esthéticienne, épouse dudit Paul Lasry, tous deux de 5820, Souart, app. 10, et Joseph Perez, linotypiste, 5740, Darlington, app. 5, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, articles vestimentaires, vêtements de sport et marchandises de sport de toutes sortes, sous le nom de « Jarsel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune, 1,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune et 38,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1470, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953

720483

**Ervin Kallos Insurance Agency Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation: Ervin Kallos, courtier en assurances, Eva Lowy, épouse dudit Ervin Kallos, et Maria Shusdek, veuve de Frank Kallos, les deux dernières ménagères, tous trois de 4859, Draper, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de courtiers et agents d'assurances, sous le nom de « Ervin Kallos Insurance Agency Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4859, rue Draper, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du Service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953

721037

**Laber inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, Marie-Rose, André St-Jacques, 154, d'Anjou, et Jacques Larivière, 352, Quinn, tous trois avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 3510 St. Joseph Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720267

**Jarsel Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Lasry, merchant, Jacqueline D'Aban, beautician, wife of the said Paul Lasry, both of 5820 Souart, Apt. 10, and Joseph Perez, linotypist, 5740 Darlington, Apt. 5, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, wearing apparel, sports wear and sporting goods of all kinds, under the name of "Jarsel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 class "A" shares of \$1 each, 1,000 class "B" shares of \$1 each and 38,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1470 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720483

**Ervin Kallos Insurance Agency Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ervin Kallos, insurance broker, Eva Lowy, wife of the said Ervin Kallos, and Maria Shusdek, widow of Frank Kallos, the latter two housewives, all three of 4859 Draper, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "Ervin Kallos Insurance Agency Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4859 Draper Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-o

721037

**Laber inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose, André St-Jacques, 154 d'Anjou, and Jacques Larivière, 352 Quinn, all three lawyers, of Longueuil, for the following purposes:

Rendre des services et faire des études et recherches dans le domaine de la construction, l'érection, la modification, l'amélioration et la réparation de tout genre de constructions, sous le nom de « Laber inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 380 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 107, rue St-Laurent ouest, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

721206

**Joseph Lambert inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Micheline Brosseau, secrétaire, fille majeure, Henri Courtemanche, 646, de la Madone, tous deux de Mont-Laurier, et Jehan Perdriau, 2113, Jean-Talon est, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pièces usagées d'automobile, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Joseph Lambert inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

717047

**Landry Habitation Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Émile Landry, entrepreneur Maurice Landry, garagiste, tous deux de Maria, et Germaine Simoneau, secrétaire, épouse de Armand Essiambre, Carleton, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Landry Habitation Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Maria, district judiciaire de Bonaventure.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720243

**Jean-Luc Lessard Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Luc Lessard, Simone Lemay, épouse dudit Jean-Luc Lessard, tous deux marchands, de 154, St-Alphonse est, et Fabienne Lessard, institu-

To provide service and carry out studies and research in the field of building, setting up, modifying, improving and repairing of all kinds of buildings, under the name of "Laber inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$10 each and 380 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 107 St. Laurent Street West, Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

721206

**Joseph Lambert inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Brosseau, secretary, spinster, Henri Courtemanche, 646 de la Madone, both of Mont-Laurier, and Jehan Perdriau, 2113 Jean-Talon East, Montreal, the latter two lawyers, for the following purposes:

To deal in used car parts, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Joseph Lambert inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

717047

**Landry Habitation Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émile Landry, contractor, Maurice Landry, garage operator, both of Maria, and Germaine Simoneau, secretary, wife of Armand Essiambre, Carleton, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Landry Habitation Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Maria, judicial district of Bonaventure.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720243

**Jean-Luc Lessard Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Luc Lessard, Simone Lemay, wife of the said Jean-Luc Lessard, both merchants, of 154 St. Alphonse East, and Fabienne Lessard, teacher,

trice, fille majeure, 11, St-Télesphore, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Exploiter une quincaillerie, sous le nom de « Jean-Luc Lessard ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

721070

### Lévis Traction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Georges Bussières, industriel, 30, boulevard Plessis, Adrien Lemelin, mécanicien, 10, boulevard de la Paix, André Buteau, opérateur, 3, boulevard de la Paix, Joseph-Edmond Roy, grossiste, 126, Commerciale, et Roger-T. Roberge, médecin, 1, boulevard Plessis, tous de Saint-Henri, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tout accessoire, pièce, outil, instrument et article servant à la traction et à l'entraînement de béliers mécaniques et de tout autre machinerie lourde, sous le nom de « Lévis Traction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Henri, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720967

### Lingerie Intimité ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1<sup>er</sup> jour de mars 1972, constituant en corporation: Jacqueline Petit, commerçante, épouse de Claude Hamel, 2350, Demeules, Yves Hamel, imprimeur, 2350, Demeules, tous deux de Laval, et Rita Hamel, secrétaire, épouse de Gaston Patry, 6431, de Lorimier, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de lingerie et confection pour dames, sous le nom de « Lingerie Intimité ltée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7373, rue Langelier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

721176

### London, Lussier & Ass. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de janvier 1972, constituant en corporation: Irving London, comptable agréé,

spinster, 11 St. Télesphore, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To operate a hardware store, under the name of "Jean-Luc Lessard ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*  
721070

45953

### Lévis Traction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Bussières, industrialist, 30 Plessis Boulevard, Adrien Lemelin, mechanic, 10 de la Paix Boulevard, André Buteau, operator, 3 de la Paix Boulevard, Joseph-Edmond Roy, wholesaler, 126 Commerciale, and Roger-T. Roberge, physician, 1 Plessis Boulevard, all of St. Henri, for the following purposes:

To manufacture and deal in all accessories, parts, tools, instruments and items used for the hauling and carrying away of bulldozers and any other heavy equipment, under the name of "Lévis Traction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Henri, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*  
720967

45953

### Lingerie Intimité ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacqueline Petit, merchant, wife of Claude Hamel, 2350 Demeules, Yves Hamel, printer, 2350 Demeules, both of Laval, and Rita Hamel, secretary, wife of Gaston Patry, 6431 de Lorimier, Montreal, for the following purposes:

To operate a women's lingerie and ready-made shop, under the name of "Lingerie Intimité ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 7373 Langelier, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*  
721176

45953

### London, Lussier & Ass. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving London, chartered accountant,

Pauline Rachel Pollack, secrétaire, épouse dudit Irving London, tous deux du 4444 ouest, Sherbrooke, app. 504, Montréal, René Lussier, comptable agréé, et Jocelyne Beaupré, institutrice, épouse dudit René Lussier, ces deux derniers du 347, Goineau, app. 1, Laval, pour les objets suivants:

Agir à titre de conseillers dans le domaine de l'administration des affaires, sous le nom de « London, Lussier & Ass. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4920 ouest, de Maisonneuve, app. 101, Westmount, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives.*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720567

**Longueuil Toyota Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Harold Gossack, 5761, Honoré-de-Balzac, Côte Saint-Luc, Rosa Gualtieri, spinster, 80, chemin Hudson, app. 10, Mont-Royal, tous deux avocats, Kathleen Wilfong, secrétaire, épouse de James Brawley, 8549, Brown Lasalle, et Abe Golden, commis, 4575, Saint-Kevin, app. 12, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de commerçants, distributeurs, représentants, bailleurs et agents de location de véhicules moteurs de toutes sortes, sous le nom de « Longueuil Toyota Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953

720691

**MacCallum Godbout (1972) Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Denis Provencher, 1385 McManamy, Jacques Dubois, tous deux plombiers, et Lucie Chapdelaine, ménagère, épouse dudit Jacques Dubois, ces deux derniers de 1056, St-Louis, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs en plomberie et chauffage, sous le nom de « MacCallum Godbout (1972) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Pauline Rachel Pollack, secretary, wife of the said Irving London, both of 4444 Sherbrooke West, #504, Montreal, René Lussier, chartered accountant, and Jocelyne Beaupré, teacher, wife of the said René Lussier, the latter two of 347 Goineau, #1, Laval, for the following purposes:

Act as councillor in business administration field, under the name of "London, Lussier & Ass. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 4920 de Maisonneuve West, #101, Westmount, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720567

**Longueuil Toyota Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold Gossack, 5761 Honoré de Balzac, Côte Saint-Luc, Rosa Gualtieri, fille majeure, 80 Hudson Road, Apt. 10, Mount Royal, both advocates, Kathleen Wilfong, secretary, wife of James Brawley, 8549 Brown, Lasalle, and Abe Golden, clerk, 4575 St. Kevin, Apt. 12, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers, distributors, representatives, lessors and rental agents of motor vehicles of every kind, under the name of "Longueuil Toyota Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and 25,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953-o

720691

**MacCallum Godbout (1972) Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Provencher, 1385 McManamy, Jacques Dubois, both plumbers, and Lucie Chapdelaine, housewife, wife of the said Jacques Dubois, the latter two of 1056 St-Louis, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as plumbing and heating contractors, under the name of "MacCallum Godbout (1972) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est au 309, rue Marquette, Sherbrooke, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720223

### Maclar Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona, Gilles Poulin, 103, Ashton, tous deux de Montréal, et Irving Adessky, 56, Heath, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et d'immeubles, sous le nom de « Maclar Corp. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 1255, rue University, suite 400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720079

### Magasin Continental (Chatham) Itée Continental Store (Chatham) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Rosario Desbiens, 245, boulevard St-Sacrement, Lorenzo Brisson, 499, boulevard St-Sacrement, tous deux commerçants, et Paul-Émile Normand, secrétaire, 734, Turgeon, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Magasin Continental (Chatham) Itée — Continental Store (Chatham) Ltd. », avec un capital total de \$42,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

720357

### Magasin Continental (Lachute) Itée Continental Store (Lachute) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Rosario Desbiens, 245, boulevard St-Sacrement, Lorenzo Brisson, 499, boulevard St-

The head office of the company is at 309 Marquette Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720223

### Maclar Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona, Gilles Poulin, 103 Ashton, both of Montreal, and Irving Adessky, 56 Heath, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and real estate company, under the name of "Maclar Corp.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 1255 University Street, Suite 400, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720079

### Magasin Continental (Chatham) Itée Continental Store (Chatham) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosario Desbiens, 245 St. Sacrement Boulevard, Lorenzo Brisson, 499 St. Sacrement Boulevard, both merchants, and Paul-Émile Normand, secretary, 734 Turgeon, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, wares and merchandise, under the name of "Magasin Continental (Chatham) Itée — Continental Store (Chatham) Ltd.", with a total capital stock of \$42,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each, 2,000 class "A" preferred shares of \$10 each and 2,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

720357

### Magasin Continental (Lachute) Itée Continental Store (Lachute) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosario Desbiens, 245 St. Sacrement Boulevard, Lorenzo Brisson, 499 St. Sacrement Boulevard,

Sacrement, tous deux commerçants, et Paul-Émile Normand, secrétaire, 734, Turgeon, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Magasin Continental (Lachute) Itée — Continental Store (Lachute) Ltd. », avec un capital total de \$42,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

720356

**Maloney, Rudy, Tessier Associates Inc.  
Maloney, Rudy, Tessier associés inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine-Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, avenue Notre-Dame-de-Grâce, tous deux avocats, et Georgette Lavoie, secrétaire, célibataire, 2860, avenue Granby, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'un marchand général, sous le nom de « Maloney, Rudy, Tessier Associates Inc.—Maloney, Rudy, Tessier associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des associés des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953

717040

**Les matériaux de construction du Moulin Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: Hermas Dumont, 9610, 87e avenue, Georges Linteau, 9161, 13e avenue, tous deux de Montréal, et Réjean Moreau, 11186, l'Archevêque, Montréal-Nord, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'articles et marchandises fabriqués totalement ou en partie de bois, sous le nom de « Les matériaux de construction du Moulin Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 900, Île du Moulin, Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720912

both merchants, and Paul-Émile Normand, secretary, 734 Turgeon, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, wares and merchandise, under the name of "Magasin Continental (Lachute) Itée — Continental Store (Lachute) Ltd.," with a total capital stock of \$42,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each, 2,000 class "A" preferred shares of \$10 each and 2,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

720356

**Maloney, Rudy, Tessier Associates Inc.  
Maloney, Rudy, Tessier associés inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, both advocates, and Georgette Lavoie, secretary, spinster, 2860 Granby Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Maloney, Rudy, Tessier Associates Inc.—Maloney, Rudy, Tessier associés inc.," with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

717040

**Les matériaux de construction du Moulin Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hermas Dumont, 9610, 87th Avenue, Georges Linteau, 9161, 13th Avenue, both of Montreal, and Réjean Moreau, 11186 l'Archevêque, Montreal North, all three businessmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of articles and merchandise totally or partially made of wood, under the name of "Les matériaux de construction du Moulin Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 900 Île du Moulin, Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

720912

**Maxi-Gestion Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Guy Therrien, 3075, de la Malbaie, Guy Décary, 79, 58<sup>e</sup> avenue, tous deux agents d'assurances, de Laval, et Gilles St-Pierre, avocat, 230, avenue Guillerm, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, de portefeuille, de placement et de construction, sous le nom de « Maxi-Gestion Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720952

**Medi Mart Industries Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Cherith Churly, secrétaire, épouse de Norman Churly, 29, Bywood Drive, Islington, William Brown, avocat, 35, Fraserwood, Joseph Weisfeld, pharmacien, 765, Briar Hill, Phyllis Lohan, épouse de Joseph Lohan, 1697, Bayview, tous trois de Toronto, et Helen Toszegi, épouse de Robert Toszegi, 46, Tulane Crescent, Don Mills, ces deux derniers teneurs de livres, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes d'articles, produits et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Medi Mart Industries Ltd. », avec un capital-actions divisé en 2,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 800, d'Youville, suite 1700, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720651

**Mobile Air Industries Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Walter Altendorfer, garagiste, Mariette Bouchard, ménagère, épouse dudit Walter Altendorfer, tous deux du 37, Fountain, Dollard-des-Ormeaux, et Carol Kert, secrétaire, fille majeure, 4858, Côte des Neiges, app. 806, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pièces d'automobiles, accessoires, appareils, climatiseurs d'air, et dispositifs nécessaires au fonctionnement et à l'entretien des véhicules moteurs, sous le nom de « Mobile Air Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

**Maxi-Gestion Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Therrien, 3075 de la Malbaie, Guy Décary, 79, 58th Avenue, both insurance agents, of Laval, and Gilles St-Pierre, lawyer, 230 Guillerm Avenue, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as management, holding, investment, and construction company, under the name of "Maxi-Gestion Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720952

**Medi Mart Industries Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Cherith Churly, secretary, wife of Norman Churly, 29 Bywood Drive, Islington, William Brown, barrister, 35 Fraserwood, Joseph Weisfeld, pharmacist, 765 Briar Hill, Phyllis Lohan, wife of Joseph Lohan, 1697 Bayview, all three of Toronto, and Helen Toszegi, wife of Robert Toszegi, 46 Tulane Crescent, Don Mills, the latter two bookkeepers, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of goods, wares and merchandise, under the name of "Medi Mart Industries Ltd.", with a capital stock divided into 2,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 800 D'Youville, suite 1700, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720651

**Mobile Air Industries Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives incorporating: Walter Altendorfer, garage owner, Mariette Bouchard, housewife, wife of the said Walter Altendorfer, both of 37 Fountain, Dollard-des-Ormeaux, and Carol Kert, secretary, spinster, 4858 Côte des Neiges, #806, Montreal, for the following purposes:

To deal in automobile parts, accessories, apparatus, air conditioners, and devices necessary in the operation and maintenance of motor vehicles, under the name of "Mobile Air Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est au 267, rue Dunbar, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953 720777

**Montreal Color Print Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Laurent Goulet, industriel, Huguette Séguin, ménagère, épouse dudit Laurent Goulet, et Jean Goulet, lithographe, tous trois de 42, Terrasse Villebon, Repentigny, pour les objets suivants:

Procurer un service complet de photographie et de lithographie, sous le nom de « Montreal Color Print Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 42, Terrasse Villebon, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-0 720943

**Roland Morin inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Roland Morin, marchand, 371, Lafontaine, Pierre Morin, 25, Ste-Anne, et André Morin, 88, Amyot, ces deux derniers vendeurs, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Roland Morin inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-0 720949

**Optel Film Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean Duceppe, comédien, 6965, boulevard l'Assomption, Guy Latraverse, producteur, 166, St-Amable, et Yves Laferrière, musicien, 1552, Ducharme, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers des entrepreneurs de publicité et comme producteurs, éditeurs, distributeurs et réalisateurs de films, images photographiques, disques, bandes sonores, enregistrements mécaniques, électriques, magnétiques et cinématographiques, sous le nom de « Optel Film Inc. », avec un capital total de

The head office of the company is at 267 Dunbar Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-0 720777

**Montreal Color Print Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Goulet, industrialist, Huguette Séguin, housewife, wife of the said Laurent Goulet, and Jean Goulet, lithographer, all three of 42 Terrasse Villebon, Repentigny, for the following purposes:

To provide a complete photographic and lithographic service, under the name of "Montreal Color Print Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 42 Terrasse Villebon, Repentigny, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953 720943

**Roland Morin inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Morin, merchant, 371 Lafontaine, Pierre Morin, 25 Ste. Anne, and André Morin, 88 Amyot, the latter two salesmen, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as electricians and manufacture and deal in all kinds of electrical apparatus and accessories, under the name of "Roland Morin inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 600 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953 720949

**Optel Film Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Duceppe, actor, 6965 l'Assomption Boulevard, Guy Latraverse, producer, 166 St. Amable, and Yves Laferrière, musician, 1552 Ducharme, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as consultants, for advertising contractors, and as makers, publishers, distributors and producers of films, photographic pictures, records, sound tracks, mechanical, electrical, magnetic and film recordings, under the name of "Optel Film Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000

\$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 440, Place Jacques-Cartier, chambre 4, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

720049

#### A. Paradis inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: André Paradis, vendeur, Monique Dupré, ménagère, épouse dudit André Paradis, tous deux de 2666, Place Vigneault, Sainte-Foy, et André Carter, avocat, 1242, Chanoine-Morel, Sillery, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épicerie, volailles, nourriture pour animaux et viande de toutes sortes, sous le nom de « A. Paradis inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2666, Place Vigneault, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720804

#### Phénix & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de janvier 1972, constituant en corporation: Paul-Émile Phénix, contremaitre, Germaine Phénix, institutrice, épouse dudit Paul-Émile Phénix, tous deux de 990, Bellerive, Iberville, Gaétan Phénix, cultivateur, et Lucille Phénix, institutrice, épouse dudit Gaétan Phénix, ces deux derniers de Henryville, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Phénix & fils inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Henryville, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

720367

#### Philkee Corporation La corporation Philkee

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Richard B. Holden, 359, Kensington, Westmount, Pierre Delorme, 575, Tait,

common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 440 Jacques Cartier Square, Room 4, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

720049

#### A. Paradis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Paradis, salesman, Monique Dupré, housewife, wife of the said André Paradis, both of 2666 Place Vigneault, Ste. Foy, and André Carter, lawyer, 1242 Chanoine-Morel, Sillery, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, groceries, poultry, animal food and meat of all kinds, under the name of "A. Paradis inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2666 Place Vigneault, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720804

#### Phénix & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-Émile Phénix, foreman, Germaine Phénix, teacher, wife of the said Paul-Émile Phénix, both of 990 Bellerive, Iberville, Gaétan Phénix, farmer, and Lucille Phénix, teacher, wife of the said Gaétan Phénix, the latter two of Henryville, for the following purposes:

To carry on business in the sale and manufacture of timber, under the name of "Phénix & fils inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Henryville, judicial district of Iberville.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

720367

#### Philkee Corporation La corporation Philkee

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard B. Holden, 359 Kensington, Westmount, Pierre Delorme, 575 Tait, Howard Der-

Howard Dermer, 5370, Macdonald, tous trois avocats, Pauline Karman, 1295, Jules-Poitras, Murielle Tardif, 1355, Saint-Zotique, Rosa L. Nelson, 5775, Sir Walter Scott, Susan Alcock, 4311, Old Orchard, toutes quatre secrétaires, et Ginette Trépanier, étudiante en droit, 1892, Desmarchais, ces cinq dernières filles majeures, les sept derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, véhicules automobiles, bateaux, aéro-nefs, motocyclettes, véhicules automobiles routiers, locomotives, ou engins propulsés par la vapeur, l'élec-tricité, l'huile et la gazoline, sous le nom de « Philkee Corporation — La corporation Philkee », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720313

**Pinto Mines Ltd.  
Mines Pinto Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1972, consti-tuant en corporation: I. David Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, Henri-W. Laurier, 110, Brixton, Saint-Lambert, tous deux avocats, et Dorothy Kawiuk, secrétaire, épouse de Bradley Taylor, 1540, Lafayette, Longueuil, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, louer, prospecter, ouvrir, explo- rer, mettre en valeur, exploiter, améliorer, entretenir et administrer des mines et terrains et gisements mi- niers, sous le nom de « Pinto Mines Ltd.— Mines Pinto Itée », avec un capital divisé en 3,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 485, rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953

721062

**Placements Verneuil inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, consti- tuant en corporation: Arthur Paiement, agent, 204, de Gentilly, app. 2, Longueuil, Guy Rousseau, admi- nistrateur, 44, Notre-Dame est, Madeleine Mailloux, secrétaire, fille majeure, 2401, Sheppard, Gérard- André Deniger, commis, 1033, Berri, et Gérard Deniger, avocat, 4185, Gouin ouest, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Placements Verneuil inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordi- naires de \$10 chacune.

mer, 5370 Macdonald, all three advocates, Pauline Karman, 1295 Jules-Poitras, Murielle Tardif, 1355 St-Zotique, Rosa L. Nelson, 5775 Sir Walter Scott, Susan Alcock, 4311 Old Orchard, all four secretaries, and Ginette Trépanier, law student, 1892 Desmarchais, the latter five spinsters, the latter seven of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, motor vehicles, ships, air- craft, motorcycles, motor road vehicles, locomotives or engines propelled by steam, electricity, oil and gasoline, under the name of "Philkee Corporation — La corpo- ration Philkee", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720313

**Pinto Mines Ltd.  
Mines Pinto Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvédère Road, Westmount, Henri-W. Laurier, 110 Brixton, Saint- Lambert, both advocates, and Dorothy Kawiuk, secretary, wife of Bradley Taylor, 1540 Lafayette, Longueuil, for the following purposes:

To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage mines and mineral lands and deposits, under the name of "Pinto Mines Ltd.— Mines Pinto Itée", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 485 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953-o

721062

**Placements Verneuil inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Paiement, agent, 204 de Gentilly, Apt. 2, Longueuil, Guy Rousseau, administrator, 44 Notre-Dame East, Madeleine Mailloux, secretary, spinster, 2401 Sheppard, Gérard-André Deniger, clerk, 1033 Berri, and Gérard Deniger, lawyer, 4185 Gouin West, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Placements Verneuil inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

720900

**Plexi Lamps Decor of Montreal Ltd.**  
**Les lampes Plexi Décor de Montréal Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Abe Cohen, 4698, Van Horne, David Benshoshan, 4785, Bouchette, apt. 25, tous deux de Montréal, et André Isakar Amsellen, 2094, Côte Vertu, Saint-Laurent, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'électricité et d'électronique, sous le nom de « Plexi Lamps Decor of Montreal Ltd.— Les lampes Plexi Décor de Montréal Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4725, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953

717304

**Les publications Mon Bébé inc.**  
**My Baby Publishing Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Michel Dupuy, avocat, 625, Cartier, Longueuil, Irène Crête, épouse de Edmond Legault, 14, Pacific, Senneville, et Cécile Dupont, épouse de Louis Bertrand, 6050, 29e avenue, Montréal, ces deux dernières secrétaires légales, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs, publicistes et autres commerces semblables, sous le nom de « Les publications Mon Bébé inc.— My Baby Publishing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720844

**G. Raymond Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gaétan Raymond, commerçant, Jeannine Raymond, ménagère, épouse dudit Gaétan

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

720900

**Plexi Lamps Decor of Montreal Ltd.**  
**Les lampes Plexi Décor de Montréal Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abe Cohen, 4698 Van Horne, David Benshoshan, 4785 Bouchette, Apt. 25, both of Montreal, and André Isakar Amsellen, 2094 Côte Vertu, Saint-Laurent, all three businessmen, for the following purposes:

To carry on the business of an electrical and electronic company, under the name of "Plexi Lamps Decor of Montreal Ltd.— Les lampes Plexi Décor de Montréal Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4725 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953-o

717304

**Les publications Mon Bébé inc.**  
**My Baby Publishing Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Dupuy, lawyer, 625 Cartier, Longueuil, Irène Crête, wife of Edmond Legault, 14 Pacific, Senneville, and Cécile Dupont, wife of Louis Bertrand, 6050, 29th Avenue, Montreal, the latter two legal secretaries, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders, publicists and other like trades, under the name of "Les publications Mon Bébé inc.— My Baby Publishing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720844

**G. Raymond Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Raymond, tradesman, Jeannine Raymond, housewife, wife of the said Gaétan Ray-

Raymond, et Suzette Raymond, gérante, fille majeure, tous trois de 48, rue Laniel, Sainte-Geneviève, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin à rayons, sous le nom de « G. Raymond Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 15790, boulevard Gouin ouest, Sainte-Geneviève, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o 720130

**Résidence St-Laurent inc.**  
**St. Laurent Residence Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: André Valiquette, 59, Franklin, Daniel M. Kochenburger, 1545, Grahams, app. 5, tous deux de Mont-Royal, Michel Blouin, 3328, Troie, app. 212, Montréal, tous trois avocats, et Liliane Thériault, secrétaire, épouse de Marc-G. Thériault, 7343, de la Loire, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Résidence St-Laurent inc.—St. Laurent Residence Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o 720762

**Restaurant de l'Auberge Laurier inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Paul Croteau, contrôleur, 630, Monk, Marguerite Poirier, réceptionniste, fille majeure, 31½, Laporte, app. 6, tous deux de Québec, et Thérèse Gosselin, secrétaire, épouse de Yves Villeneuve, 772, Place Philippe, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant de l'Auberge Laurier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est Rond-Point du boulevard Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953-o 720936

**Restaurant Le Dauphin inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

mond, and Suzette Raymond, manager, spinster, all three of 48 Laniel Street, Ste. Geneviève, for the following purposes:

To operate a department store, under the name of "G. Raymond Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 15790 Gouin Boulevard West, Ste. Geneviève, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953 720130

**Résidence St-Laurent inc.**  
**St. Laurent Residence Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Valiquette, 59 Franklin, Daniel M. Kochenburger, 1545 Grahams, Apt. 5, both of Mount Royal, Michel Blouin, 3328 Troie, Apt. 212, Montreal, all three lawyers, and Liliane Thériault, secretary, wife of Marc-G. Thériault, 7343 de la Loire, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Résidence St-Laurent inc.—St. Laurent Residence Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at St. Laurent, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953 720762

**Restaurant de l'Auberge Laurier inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Croteau, auditor, 630 Monk, Marguerite Poirier, receptionist, spinster, 31½ Laporte, Apt. 6, both of Québec, and Thérèse Gosselin, secretary, wife of Yves Villeneuve, 772 Place Philippe, Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant de l'Auberge Laurier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at the Laurier Boulevard Traffic Circle, Ste. Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953 720936

**Restaurant Le Dauphin inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de janvier 1972, constituant en corporation: Mary Liliane Anderson, épouse de Thomas Solarik, 5890, rue Thierry, Montréal nord, Madeleine Letendre, épouse de Tanguy Tomic, 2078, rue Clark, toutes deux ménagères, et Jules Swerdlove, retraité, 3555, chemin de la Côte des Neiges, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant, sous le nom de « Restaurant Le Dauphin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953

720261

### Restaurant Lessard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de janvier 1972, constituant en corporation: Bertrand Lessard, restaurateur, Colette B. Lessard, ménagère, épouse dudit Bertrand Lessard, et Alain Lessard, employé de restaurant, tous trois de 672, boulevard Ste-Geneviève, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Lessard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720441

### J.C. Ricard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Henry Beaudry, 159, Principale, Saint-Romuald-d'Etchemin, Gabrielle Vallée, fille majeure, 798, de Longpré, Sainte-Foy, et Paul Mercure, 1351, Maguire, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles, jouets, nouveautés et marchandises, sous le nom de « J.C. Ricard inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions classe « A » sans valeur nominale, 1,000 actions classe « B » sans valeur nominale et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

720642

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mary Liliane Anderson, wife of Thomas Solarik, 5890 Thierry, Montreal North, Madeleine Letendre, wife of Tanguy Tomic, 2078 Clark Street, both housewives, and Jules Swerdlove, retired, 3555 Côte des Neiges Road, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Restaurant Le Dauphin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720261

### Restaurant Lessard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bertrand Lessard, restaurateur, Colette B. Lessard, housewife, wife of the said Bertrand Lessard, and Alain Lessard, restaurant employee, all three of 672 Ste. Geneviève Boulevard, Chicoutimi North, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Lessard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

720441

### J.C. Ricard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henry Beaudry, 159 Principale, St. Romuald d'Etchemin, Gabrielle Vallée, spinster, 798 de Longpré, Ste. Foy, and Paul Mercure, 1351 Maguire, Sillery, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, commodities, toys novelties and merchandise, under the name of "J.C. Ricard inc", with a capital stock divided into 1,000 class "A" shares without nominal value, 1,000 class "B" shares without nominal value and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

720642

**Richelieu Auto Radiators Inc.  
Radiateurs d'autos du Richelieu inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Paul Mongeau, Michel Mongeau, tous deux de 28, Jacques-Cartier, et André Mongeau, 395, Baillargeon, tous trois mécaniciens, de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire de la réparation générale et de la soudure, sous le nom de « Richelieu Auto Radiators Inc.—Radiateurs d'autos du Richelieu inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 28, rue Jacques-Cartier, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-0 720074

**Rideau Pants Manufacturing Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, Philip Shugar, 6267, avenue Macdonald, tous deux de Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements sports, culottes, pantalons, shorts, blue-jeans et vêtements de toutes sortes, pour hommes et pour femmes, en faire le commerce, sous le nom de « Rideau Pants Manufacturing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 160 est, rue Saint-Viateur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953 720925

**R.L.T. Transport Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation: René Levac, homme d'affaires, Rose Alba, ménagère, épouse dudit René Levac, tous deux de 1359, Patrice, Lasalle, et Paul Catoir, comptable, 5010, Hingston, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « R.L.T. Transport Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

**Richelieu Auto Radiators Inc.  
Radiateurs d'autos du Richelieu inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Mongeau, Michel Mongeau, both of 28 Jacques-Cartier, and André Mongeau, 395 Baillargeon, all three mechanics, of St. Jean, for the following purposes:

To carry on general repair and welding, under the name of "Richelieu Auto Radiators Inc.—Radiateurs d'autos du Richelieu inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 28, Jacques-Cartier Street, St. Jean, judicial district of Iberville.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953 720074

**Rideau Pants Manufacturing Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, Philip Shugar, 6267 Macdonald Avenue, both of Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's and women's sportswear, pants, slacks, shorts, jeans and wearing apparel of every kind, under the name of "Rideau Pants Manufacturing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 160 St. Viateur Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-0 720925

**R.L.T. Transport Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Levac, business man, Rose Alba, housewife, wife of the said René Levac, both of 1359 Patrice, Lasalle, and Paul Catoir, accountant, 5010 Hingston, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "R.L.T. Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS,

45953-o

721043

**Ruth Investment Corp.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Saul Handelman, 5532, Rosedale, Côte Saint-Luc, Lilian Reinblatt, épouse de Moe Reinblatt, 4520, Rosedale, Montréal, et Arnold Ilovitch, 390, Côte Vertu, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « Ruth Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1117 ouest, rue Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS,

45953

717359

**Salon Erik of Denmark Inc.  
Salon Erik du Danemark inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Erik Jensen, coiffeur, 2295, Oxford, Claude Rancourt, 3425, Ste-Famille, app. 2, tous deux de Montréal, et Celyn Benoit, 524, Fort St-Louis, app. 1, Boucherville, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de beauté, un salon de coiffure pour dames et un salon de barbier et de coiffure pour hommes, sous le nom de « Salon Erik of Denmark Inc.—Salon Erik du Danemark inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune, 10,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON,

45953

716741

**Services sanitaires Jacques-Cartier limitée  
Jacques-Cartier Sanitary Services Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Georges Fortier, constructeur, 175, de Gentilly est, Gilles Boisvert, 790, de Roussillon,

The head office of the company is at Lasalle, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

721043

**Ruth Investment Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Saul Handelman, 5532 Rosedale, Côte Saint-Luc, Lilian Reinblatt, wife of Moe Reinblatt, 4520 Rosedale, Montreal, and Arnold Ilovitch, 390 Côte Vertu, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ruth Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1117 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-o

717359

**Salon Erik of Denmark Inc.  
Salon Erik du Danemark inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Erik Jensen, hairdresser, 2295 Oxford, Claude Rancourt, 3425 Ste-Famille, Apt. 2, both of Montreal, and Celyn Benoit, 524 Fort St-Louis, Apt. 1, Boucherville, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To operate a beauty salon, a ladies' hairdressing salon and a men's barber shop and hairdressing salon, under the name of "Salon Erik of Denmark Inc.—Salon Erik du Danemark inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 class "A" shares of \$1 each, 10,000 class "B" shares of \$1 each, 10,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 10,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

716741

**Services sanitaires Jacques-Cartier limitée  
Jacques-Cartier Sanitary Services Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Fortier, builder, 175 de Gentilly East, Gilles Boisvert, 790 de Roussillon, app. 4, both

#4, tous deux de Longueuil, et Denis Boisvert, 515, Cadillac, #1, Montréal, ces deux derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire la cueillette et le transport des déchets, rebuts, ordures et vidanges de toutes sortes, sous le nom de « Services sanitaires Jacques-Cartier limitée — Jacques-Cartier Sanitary Services Limited », avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions classe « A » de \$100 chacune, 2,000 actions classe « B » de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720724

**Léo Sévigny & fils inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: Léo Sévigny, exterminateur d'insectes, Jeanne Tremblay, ménagère, épouse dudit Léo Sévigny, et Serge Sévigny, biologiste, tous trois de 783, Lafrenière, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des insecticides et de tous autres produits et marchandises se rapportant à ce commerce, sous le nom de « Léo Sévigny & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2949, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

721161

**The Somerville House Corporation**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Robert Vineberg, avocat, Habitat '67, Nessie Borland, 1850, Lincoln, Shirley Atkinson, 3440, Durocher, tous trois de Montréal, Maureen Montgomery, 10 Place Côte Vertu, toutes trois filles majeures, Barbara Forrow, épouse de Nicholas Forrow, 1420, Quenneville, tous deux de Saint-Laurent, et Claudia Lobosco, épouse de Stanley O'Brien, 2855, Louis-Paré, Lachine, ces cinq dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Préparer de projections animées, des films, des disques ou tout autre produit du domaine du spectacle en faire le commerce, sous le nom de « The Somerville House Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2, Carré Westmount, Suite 606, Westmount, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

721235

of Longueuil, and Denis Boisvert, 515 Cadillac, app. 1, Montreal, the latter two businessmen, for the following purposes:

To collect and carry away refuse, trash and garbage of all kind, under the name of "Services sanitaires Jacques-Cartier limitée — Jacques-Cartier Sanitary Services Limited", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 class "A" shares of \$100 each, 2,000 class "B" shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720724

**Léo Sévigny & fils inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Sévigny, insect exterminator, Jeanne Tremblay, housewife, wife of the said Léo Sévigny, and Serge Sévigny, biologist, all three of 783 Lafrenière, Ste. Foy, for the following purposes:

To manufacture and deal in insecticides and all other products and goods related thereto, under the name of "Léo Sévigny & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2949 Ste. Foy Road, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

721161

**The Somerville House Corporation**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Vineberg, advocate, Habitat '67, Nessie Borland, 1850 Lincoln, Shirley Atkinson, 3440 Durocher, all three of Montreal, Maureen Montgomery, 10 Place Cote Vertu, all three spinsters, Barbara Forrow, wife of Nicholas Forrow, 1420 Quenneville, both of Saint-Laurent, and Claudia Lobosco, wife of Stanley O'Brien, 2855 Louis Paré, Lachine, the latter five secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in movies, films, records or other products in the filed of entertainment, under the name of "The Somerville House Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2 Westmount Square, Suite 606, Westmount, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

721235

**Sonax Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jacques Lefebvre, 12172, Joseph-Casavant, Yves Troalen, 6009, Gérin-Lajoie, tous deux de Montréal, et Douglas A. Stewart, 505, 32<sup>e</sup> Avenue, Lachine, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Fabriquer du courant électrique ou toute sorte d'appareils et accessoires électriques, matériel et approvisionnements, en faire le commerce, sous le nom de « Sonax Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953

720366

**Sumitel inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Michaud, radiologiste, Suzette Michaud, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Michaud, tous deux de 929, Davion, Longueuil, et Henri-Louis Martel, entrepreneur, 4465, Laval, Lac Mégantic, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Sumitel inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 929, rue Davion, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

720966

**H.J. Title Manufacturing Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3<sup>e</sup> jour de décembre 1971, constituant en corporation: Louis Orenstein, 5654, avenue Macdonald, Hampstead, Jason Ruby, 5669, Edgemore, Côte Saint-Luc, et Avrum Orenstein, 4725, Bourret, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « H.J. Title Manufacturing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 25,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

**Sonax Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Lefebvre, 12172 Joseph Casavant, Yves Troalen, 6009 Gérin Lajoie, both of Montreal, and Douglas A. Stewart, 505, 32nd Avenue, Lachine, all three executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in electric current or any manner of electric machinery, apparatus, appliances or supplies, under the name of "Sonax Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720366

**Sumitel inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Michaud, radiologist, Suzette Michaud, housewife, wife of the said Jean-Guy Michaud, both of 929 Davion, Longueuil, and Henri-Louis Martel, contractor, 4465 Laval, Lac Mégantic, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Sumitel inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 929 Davion Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

720966

**H.J. Title Manufacturing Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Orenstein, 5654 Macdonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, 5669 Edgemore, Côte Saint-Luc, and Avrum Orenstein, 4725 Bourret, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds and descriptions, under the name of "H.J. Title Manufacturing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each, 10,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 25,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45953 716823

**J. Edgar Tremblay & fils inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1971, constituant en corporation: J.-Edgar Tremblay, 1991, Notre-Dame, Yves Tremblay, 1989, Notre-Dame, Zoël Tremblay, 1993, Notre-Dame, tous trois d'Ancienne-Lorette, Claude Tremblay, 22, de l'Hôpital, Loretteville, tous quatre industriels, et William Francoeur, comptable, 1140, 3e avenue, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières de pierre, des bancs de sable et gravier, sous le nom de « J. Edgar Tremblay & fils in . », avec un capital total de \$100.000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1991, Notre-Dame, Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45953-o 716677

**Typographie Compoplus inc.  
Compoplus Typesetters Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation: Georges Bergeron, 3410, Richelieu, Claude Ménard, 3031, Denaut, tous deux vendeurs, et Jacques Morissette, typographe, 471, Front, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Agir comme graphiste, graphiste-conseil, typographe, typographe-conseil, composition typographique ou filmographique, tous les métiers des arts graphiques, dessins publicitaires et illustrations, production de matériel audiovisuel et phototypographie, sous le nom de « Typographie Compoplus inc.—Compoplus Typesetters Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,  
PIERRE DESJARDINS.*

45953-o 721051

**Universal Meat Market Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Harry Blank, 4625, Miller, Sol

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

45953-o 716823

**J. Edgar Tremblay & fils inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Edgar Tremblay, 1991 Notre-Dame, Yves Tremblay, 1989 Notre-Dame, Zoël Tremblay, 1993 Notre-Dame, all three of Ancienne-Lorette, Claude Tremblay, 22 de l'Hôpital, Loretteville, all four industrialists, and William Francoeur, accountant, 1140, 3rd Avenue, Québec, for the following purposes:

To operate stone quarries, sand and gravel pits, under the name of "J. Edgar Tremblay & fils inc", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1991, Notre-Dame, Ancienne-Lorette, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

45953 716677

**Typographie Compoplus inc.  
Compoplus Typesetters Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Bergeron, 3410 Richelieu, Claude Ménard, 3031 Denaut, both salesmen, and Jacques Morissette, typesetter, 471 Front, all three of Longueuil, for the following purposes:

To act as graphic artists, graphic arts consultants, typesetters, typesetting consultants, and typesetting or coldtype compositors, and practise all the trades related to the graphic arts, commercial drawing and illustration, audio-visual material production and phototypography, under the name of "Typographie Compoplus inc.—Compoplus Typesetters Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 10,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,  
Director of the Companies Service.*

45953 721051

**Universal Meat Market Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harry Blank, 4625 Miller, Sol Apel, 2657

Apel, 2657, Ekers, Michel Bergevin, 1195, Legendre, et Jean-Pierre Aubré, 463, Revere, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises, articles et effets de toutes sortes et descriptions reliés à l'épicerie et à la viande, en faire le commerce, sous le nom de « Universal Meat Market Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953

720987

### Vachon & Lessard Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour de décembre 1971, constituant en corporation: Denis Vachon, Fernand Vachon, Arnil Lessard et Clément Lessard, tous quatre menuisiers, de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Vachon & Lessard Construction Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

715946

### Valcourt Maintenance Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Marcel Habel, gérant, Rita Richard, ménagère, épouse dudit Marcel Habel, tous deux de route rurale 2, et Michel Fournier, imprimeur, rue St-Joseph, tous trois de Valcourt, pour les objets suivants:

Faire l'entretien d'édifices publics et privés, sous le nom de « Valcourt Maintenance Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Valcourt, district judiciaire de Bedford.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

721104

### Les Voûtes d'Artigny inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de février 1972, constituant en corporation: Gérard Houde, industriel, Bernadette Bergeron, ménagère, épouse dudit Gérard Houde, tous deux de 540, Laurier, Jean-Eudes Ouellet, fonction-

Ekers, Michel Bergevin, 1195 Legendre, and Jean-Pierre Aubré, 463 Revere, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds and descriptions connected with groceries and meat, under the name of "Universal Meat Market Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-o

720987

### Vachon & Lessard Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Vachon, Fernand Vachon, Arnil Lessard and Clément Lessard, all four carpenters, of St. Jean, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Vachon & Lessard Construction Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Jean, judicial district of Iberville.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

715946

### Valcourt Maintenance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Habel, manager, Rita Richard, housewife, wife of the said Marcel Habel, both of Rural Route 2, and Michel Fournier, printer, St. Joseph Street, all three of Valcourt, for the following purposes:

To deal in the maintenance of public and private buildings, under the name of "Valcourt Maintenance Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Valcourt, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

721104

### Les Voûtes d'Artigny inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Houde, industrialist, Bernadette Bergeron, housewife, wife of the said Gérard Houde, both of 540 Laurier, Jean-Eudes Ouellet, civil servant,

naire, et Anne-Marie Lessard, ménagère, épouse dudit Jean-Eudes Ouellet, ces deux derniers de 1193, St-Cyrille ouest, tous quatre de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les Vouîtes d'Artigny inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

**J.C. Walker Inc.**

721050

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: James Christopher Walker, marchand, Murray James Flynn, entrepreneur, tous deux de Morin Heights, et Graham Kerr, fonctionnaire, Gore, pour les objets suivants:

Produire tous genres de courant électrique ou de toute sorte de machinerie, appareils, dispositifs ou approvisionnementnements électriques en faire le commerce, sous le nom de « J.C. Walker Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Casier postal 85, Morin Heights, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953

**Walpol Enterprises Inc.**  
**Les entreprises Walpol inc.**

720817

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, Asher Kahn, tous deux avocats, et Sheila Raymond, secrétaire, fille majeure, tous trois de 1, Place Ville-Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des produits et du matériel de plastique, des métaux, des produits chimiques, des minéraux, du caoutchouc et des produits de caoutchouc, de la peinture, du verre, des matériaux et fournitures de construction, de la brique, des blocs, des meubles, de l'ébénisterie, des jouets et toutes sortes d'articles de maison, en faire le commerce, sous le nom de « Walpol Enterprises Inc.—Les entreprises Walpol inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953

720719

and Anne-Marie Lessard, housewife, wife of the said Jean-Eudes Ouellet, the latter two of 1193 St. Cyrille West, all four of Québec, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les Vouîtes d'Artigny inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

**J.C. Walker Inc.**

721050

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James Christopher Walker, merchant, Murray James Flynn, contractor, both of Morin Heights, and Graham Kerr, public servant, Gore, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of electric current or any manner or electric machinery, apparatus, appliances or supplies, under the name of "J.C. Walker Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Box 85, Morin Heights, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

**Walpol Enterprises Inc.**  
**Les entreprises Walpol inc.**

720817

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, Asher Kahn, both advocates, and Sheila Raymond, secretary, spinster, all three of 1 Place Ville Marie, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics and plastic goods and materials, metals, chemicals, minerals, rubber and rubber products, paints, glass, building materials and supplies, bricks, blocks, furniture, woodwork, toys and all kinds of household articles, under the name of "Walpol Enterprises Inc.—Les entreprises Walpol inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720719

**Young Men's - Young Women's Christian  
Association of Sherbrooke (1971)**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, autorisant la fusion des corporations ci-après nommées: « Sherbrooke Young Men's Christian Association » et « Sherbrooke Young Women's Christian Association », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite troisième partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1971, pour les objets suivants:

Faciliter le progrès des intérêts sociaux, physiques, intellectuels et spirituels des personnes, jeunes et âgées, de la collectivité, sous le nom de « Young Men's - Young Women's Christian Association of Sherbrooke (1971) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou détenir est \$300,000.

Le siège social de la corporation est au 300, rue Montréal, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953

715609

**Zepoli Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Aida Lopez, Norma Lopez, toutes deux secrétaires, filles majeures, du 535, 33e Avenue, Wilfrido Torres, marchand, 3475, Ivan Franko, et Wilfrido Lopez, administrateur, 565, 33e Avenue, tous quatre de Lachine, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de produits, marchandises, articles et effets, offrir des services et biens de toute sorte, en faire le commerce, sous le nom de « Zepoli Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 535, 33e Avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions  
financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

45953

720975

**Young Men's - Young Women's Christian  
Association of Sherbrooke (1971)**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, dated the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Sherbrooke Young Men's Christian Association" and "Sherbrooke Young Women's Christian Association", both incorporated under the said Part III of the Companies Act, by letters patent dated, June 22, 1971, for the following purposes:

To advance the physical, social, intellectual and spiritual interest of the people of the community, young and old, under the name of "Young Men's - Young Women's Christian Association of Sherbrooke (1971)".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is \$300,000.

The head office of the corporation is at 300 Montreal Street, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-o

715609

**Zepoli Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aida Lopez, Norma Lopez, both secretaries, spinsters, of 535, 33rd Avenue, Wilfrido Torres, merchant, 3475 Ivan Franko, and Wilfrido Lopez, executive, 565, 33rd Avenue, all four of Lachine, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, goods, wares, services and merchandise of all kinds, under the name of "Zepoli Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 535, 33rd Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

720975

**Lettres patentes supplémentaires**

**Supplementary Letters Patent**

**Les Appartements Lafayette inc.**

**Les Appartements Lafayette inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the

patentes supplémentaires en date du 9e jour de mars 1972, à la compagnie « Les Appartements Lafayette inc. », modifiant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o 1463-66

**Auto Hudson Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de mars 1972, à la compagnie « Auto Hudson Inc. », augmentant son capital de \$15,000 à \$250,000, par la création de 235,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953 10803-61

**Beiersdorf (Canada) Ltd.  
Beiersdorf (Canada) Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de mars 1972, à la compagnie « Beiersdorf (Canada) Ltd.—Beiersdorf (Canada) Itée », portant son capital de \$80,000 à \$300,000, par la création de 220,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953 81-70

**Beloit Sorel Walmsley Ltd.  
Beloit Sorel Walmsley Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de mars 1972, à la compagnie « Beloit Sorel Walmsley Ltd.—Beloit Sorel Walmsley Itée », augmentant son capital de \$2,100,000 à \$4,000,000, par la création de 1,900,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953 14723-62

**Calvin Exploration & Development Corporation  
(No personal liability)**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de février 1972, à la compagnie « Southern Exploration & Development Corporation » (No personal liability), constituée par lettres patentes en date du 20e jour de février 1954, 1° changeant son nom en celui de « Calvin Exploration & Development Corporation » (No personal liability); 2° changeant 5,000,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 5,000,000 actions

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Appartements Lafayette inc.", modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953 1463-66

**Auto Hudson Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Auto Hudson Inc.", increasing its capital from \$15,000 to \$250,000 by the creation of 235,000 common shares of the par value of \$1 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-o 10803-61

**Beiersdorf (Canada) Ltd.  
Beiersdorf (Canada) Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Beiersdorf (Canada) Ltd.—Beiersdorf (Canada) Itée", increasing its capital from \$80,000 to \$300,000 by the creation of 220,000 common shares of the par value of \$1 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-o 81-70

**Beloit Sorel Walmsley Ltd.  
Beloit Sorel Walmsley Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Beloit Sorel Walmsley Ltd.—Beloit Sorel Walmsley Itée", increasing its capital from \$2,100,000 to \$4,000,000 by the creation of 1,900,000 common shares of the par value of \$1 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-o 14723-62

**Calvin Exploration & Development Corporation  
(No personal liability)**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act and the Mining Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Southern Exploration & Development Corporation" (No personal liability), incorporated by letters patent dated the 20th day of February, 1954, 1. changing its name into that of "Calvin Exploration & Development Corporation" (No personal liability); 2. changing 5,000,000 common shares of the par value of \$1 each into 5,000,000

ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ces 5,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de \$5,000,000.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953

10416-54

**Cegelec Canada inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16<sup>e</sup> jour de mars 1972, à la compagnie « Cegelec Canada inc. », augmentant son capital de \$50,000 à \$500,000 par la création de 450,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

1364-63

**Centre Médical Fabreville inc.  
Fabreville Medical Centre Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15<sup>e</sup> jour de mars 1972, à la compagnie « Centre Médical Fabreville inc.—Fabreville Medical Centre Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000 par la création de 6,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

3733-66

**Chouinard & Associés (1972) inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21<sup>e</sup> jour de mars 1972, à la compagnie « Cloutier, Chouinard, Lewis & Associés inc. », constituée par lettres patentes en date du 27<sup>e</sup> jour de mars 1962, changeant son nom en celui de « Chouinard & Associés (1972) inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

11335-62

**Club de Golf des Pins inc.  
Pinetree Golf Club Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3<sup>e</sup> jour de février 1972, à la compagnie « Club de Golf des Pins inc.—Pinetree Golf Club Inc. », modifiant le taux de dividende attaché aux actions privilégiées en l'augmentant à huit et demi pour cent (8½%).

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

14455-62

common shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the said 5,000,000 common shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of \$5,000,000.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953-o

10416-54

**Cegelec Canada inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Cegelec Canada inc.", increasing its capital from \$50,000 to \$500,000 by the creation of 450,000 common shares of a par value of \$1 each.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

1364-63

**Centre Médical Fabreville inc.  
Fabreville Medical Centre Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Centre Médical Fabreville inc.—Fabreville Medical Centre Inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$100,000 by the creation of 6,000 common shares of \$10 each.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

3733-66

**Chouinard & Associés (1972) inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Cloutier, Chouinard, Lewis & Associés inc.", incorporated by letters patent dated March 27, 1962, changing its name to that of "Chouinard & Associés (1972) inc.".

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

11335-62

**Club de Golf des Pins inc.  
Pinetree Golf Club Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Club de Golf des Pins inc.—Pinetree Golf Club Inc.", amending the dividend rate on preferred shares by increasing it to eight and a half percent (8½%).

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

14455-62

**Coinco Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de mars 1972, à la compagnie « Coinco Ltd. », subdivisant 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953 13338-60

**Les Développements du Nord-Est, Itée  
Northeastern Development, Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de mars 1972, à la compagnie « Les Développements du Nord-Est, Itée — Northeastern Development, Ltd. », retranchant quelques dispositions de ses lettres patentes.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o 3174-46

**Distribution Gaston Morin inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de février 1972, à la compagnie « Distribution Gaston Morin inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o 714781

**Dunver Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mars 1972, à la compagnie « Dunver Inc. », modifiant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953 5744-64

**Enteco inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de mars 1972, à la compagnie « Enteco inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o 1433-69

**Coinco Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Coinco Ltd.", subdividing 200 common shares of the par value of \$100 each into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 200 preferred shares of the par value of \$100 each into 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953-o 13338-60

**Les Développements du Nord-Est, Itée  
Northeastern Development, Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Développements du Nord-Est, Itée — Northeastern Development, Ltd.", striking out a few provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953 3174-46

**Distribution Gaston Morin inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Distribution Gaston Morin inc.", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953 714781

**Dunver Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Dunver Inc.", modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953-o 5744-64

**Enteco inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Enteco inc.", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953 1433-69

**Les Entreprises Dagobert Itée  
Dagobert Enterprises Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15<sup>e</sup> jour de mars 1972, à la compagnie « Pierre Daigneault inc. », constituée par lettres patentes en date du 23<sup>e</sup> jour de décembre 1971, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Dagobert Itée — Dagobert Enterprises Ltd. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

717213

**Les Entreprises Verdi inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9<sup>e</sup> jour de mars 1972, à la compagnie « Les Entreprises Verdi inc. », augmentant son capital de \$100,000 à \$200,000 par la création de 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

5189-69

**Fairview Dairy Inc.  
La Laiterie Fairview inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22<sup>e</sup> jour de février 1972, à la compagnie « Fairview Dairy Inc. — La Laiterie Fairview inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$70,000 par la création de 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953

1604-65

**Fédération d'Athlétisme du Québec**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25<sup>e</sup> jour de février 1972, à la corporation "The Province of Québec Amateur Track and Field Association — L'Association d'Athlétisme Amateur de la Province de Québec", constituée par lettres patentes en date du 3<sup>e</sup> jour de février 1967, 1<sup>o</sup> changeant son nom en celui de « Fédération d'Athlétisme du Québec »; 2<sup>o</sup> changeant ses objets.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o

293-67

**Francico Itée — Francico Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31<sup>e</sup> jour de décembre 1971, à la compagnie « Francico Itée — Francico

**Les Entreprises Dagobert Itée  
Dagobert Enterprises Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Pierre Daigneault inc.", incorporated by letters patent dated December 23, 1971, changing its name to that of "Les Entreprises Dagobert Itée — Dagobert Enterprises Ltd."

PIERRE DEDJARDINS.  
*Director of the Companies Service.*

45953

717213

**Les Entreprises Verdi inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises Verdi inc.", increasing its capital from \$100,000 to \$200,000 by the creation of 10,000 common shares of \$10 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

5189-69

**Fairview Dairy Inc.  
La Laiterie Fairview inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Fairview Dairy Inc. — La Laiterie Fairview inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$70,000 by the creation of 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-o

1604-65

**Fédération d'Athlétisme du Québec**

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "The Province of Québec Amateur Track and Field Association — L'Association d'Athlétisme Amateur de la Province de Québec", incorporated by letters patent dated the 3rd day of February, 1967, 1. changing its name to that of "Fédération d'Athlétisme du Québec"; 2. changing its purposes.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953

293-67

**Francico Itée — Francico Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Francico Itée — Francico Ltd.", 1.

Ltd. », 1° modifiant ses pouvoirs et ses objets; 2° changeant et subdivisant 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ses 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de \$10,000; 3° changeant son siège social du numéro 4876, avenue Rosedale, Montréal, à Dorval.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o 4398-67

**Grenier Auto Radio Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de mars 1972, à la compagnie « Grenier Auto Radio Itée », 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmentant son capital de \$10,000 à \$40,000 par la création de 500 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune et 25,000 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o 5445-65

**H.I.L. Industries Ltd.  
Les Industries H.I.L. Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de février 1972, à la compagnie « Aerodoo Industries Inc. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de mars 1969, changeant son nom en celui de « H.I.L. Industries Ltd. — Les Industries H.I.L. Itée ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o 1077-69

**Les Immeubles Daigle inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de mars 1972, à la compagnie « Les Immeubles Daigle inc. », modifiant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953-o 2557-65

**Jewish People's Schools and Peretz Schools Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mars 1972, à la corporation « Jewish People's and Peretz Schools Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de novembre 1948, changeant son nom en celui de « Jewish People's Schools and Peretz Schools Inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45953 7571-48

modifying its powers and objects; 2. changing and subdividing 1,000 common shares of a par value of \$10 each into 10,000 common shares without par value; the total consideration for which its 10,000 common shares without par value may be issued shall not exceed the sum of \$10,000; 3. changing its head office from 4876 Rosedale Avenue, Montreal, to Dorval.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953 4398-67

**Grenier Auto Radio Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Grenier Auto Radio Itée", 1. extending its powers; 2. increasing its capital from \$10,000 to \$40,000 by the creation of 500 class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and 25,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953 5445-65

**H.I.L. Industries Ltd.  
Les Industries H.I.L. Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Aerodoo Industries Inc.", incorporated by letters patent dated March 10, 1969, changing its name to that of "H.I.L. Industries Ltd. — Les Industries H.I.L. Itée".

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953 1077-69

**Les Immeubles Daigle inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Immeubles Daigle inc.", modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953 2557-65

**Jewish People's Schools and Peretz Schools Inc.**

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Jewish People's and Peretz Schools Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of November, 1948, changing its name to that of "Jewish People's Schools and Peretz Schools Inc.".

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45953-o 7571-48

**Lacroix inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de mars 1972, à la compagnie « Lacroix & Frères inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour d'août 1957, 1° changeant son nom en celui de « Lacroix inc. »; 2° augmentant le nombre de ses administrateurs de 4 à 7; 3° fractionnant et convertissant 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 6,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair; 4° réduisant son capital par l'annulation de 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 5° abrogeant certaines dispositions de ses lettres patentes et de ses lettres patentes supplémentaires.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS,

45953-o

12483-57

**Ronald Ladouceur Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de février 1972, à la compagnie « Ronald Ladouceur Itée », modifiant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

208-71

**Lanshire Manufacturing Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de novembre 1971, à la compagnie « Lanshire Manufacturing Inc. », diminuant son capital de \$100,000 à \$10,000, par l'annulation de 90,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45953

12582-62

**Maintenance Eureka Itée  
Eureka Maintenance Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de février 1972, à la compagnie « Gratien Veilleux (T.M.) inc. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de juillet 1969, 1° changeant son nom en celui de « Maintenance Eureka Itée — Eureka Maintenance Ltd. »; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS,

45953-o

2811-69

**Lacroix inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Lacroix & Frères inc.", incorporated by letters patent dated August 6, 1957, 1. changing its name to that of "Lacroix inc."; 2. increasing the number of its directors from 4 to 7; 2. splitting up and converting 2,000 common shares of a par value of \$10 each into 6,000,000 common shares without par value; 4. reducing its capital stock by the cancellation of 3,000,000 common shares without par value and 10,000 preferred shares of a par value of \$100 each; 5. annulling some provisions of its letters patent and supplementary letters patent.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

12483-57

**Ronald Ladouceur Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ronald Ladouceur Itée", modifying its powers.

J.-ALBERT GAGNON.

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

208-71

**Lanshire Manufacturing Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Lanshire Manufacturing Inc.", reducing its capital from \$100,000 to \$10,000 by the cancellation of 90,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953-o

12582-62

**Maintenance Eureka Itée  
Eureka Maintenance Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gratien Veilleux (T.M.) inc.", incorporated by letters patent dated the 8th day of July, 1969, 1. changing its name to that of "Maintenance Eureka Itée — Eureka Maintenance Ltd."; 2. extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

2811-69

**Mesco inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7<sup>e</sup> jour de mars 1972, à la compagnie « Mesco inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o 15347-60

**North American Expansion Corp.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8<sup>e</sup> jour de mars 1972, à la compagnie « M.E. Estates Inc. », constituée par lettres patentes en date du 27<sup>e</sup> jour d'octobre 1966, changeant son nom en celui de « North American Expansion Corp. ».

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953 4396-66

**Pâtisserie Georges Fortin inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21<sup>e</sup> jour de février 1972, à la compagnie « Pâtisserie Georges Fortin inc. », augmentant son capital par la création de 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o 2840-70

**François Prévost inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20<sup>e</sup> jour de mars 1972, à la compagnie « Universa limitée », constituée par lettres patentes en date du 24<sup>e</sup> jour de janvier 1962, 1<sup>o</sup> changeant son nom en celui de « François Prévost inc. »; 2<sup>o</sup> étendant ses pouvoirs.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o 10357-62

**Les Provisions Économiques Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6<sup>e</sup> jour de mars 1972, à la compagnie « Les Provisions Économiques Itée », diminuant son capital par la diminution de la valeur au pair de chacune des actions ordinaires et de chacune des actions classe « A », de \$100 à \$61.50.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953 12394-57

**Mesco inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Mesco inc.", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953 15347-60

**North American Expansion Corp.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "M.E. Estates Inc.", incorporated by letters patent dated 27th day of October, 1966, changing its name to that of "North American Expansion Corp."

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953-o 4396-66

**Pâtisserie Georges Fortin inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Pâtisserie Georges Fortin inc.", increasing its capital by the creation of 20,000 preferred shares of \$10 each.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953 2840-70

**François Prévost inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Universa limitée", incorporated by letters patent dated January 24, 1962, 1. changing its name to that of "François Prévost inc."; 2. extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953 10357-62

**Les Provisions Économiques Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Provisions Économiques Itée", reducing its capital by the reduction of the par value of each of the common shares and each of the class "A" shares from \$100 to \$61.50.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953-o 12394-57

**Publication du Journal de Québec (Offset) inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13<sup>e</sup> jour de mars 1972, à la compagnie « Poirier, Bessette Compagnie, limitée », constituée par lettres patentes en date du 2<sup>e</sup> jour de décembre 1929, changeant son nom en celui de « Publication du Journal de Québec (Offset) inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

2347-29

**Regent Properties Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15<sup>e</sup> jour de mars 1972, à la compagnie « Regent Properties Limited », 1<sup>o</sup> diminuant son capital par l'annulation de 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2<sup>o</sup> modifiant ses objectifs.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953

12470-62

**Riviera Kitchen Inc.  
Cuisines Riviera inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23<sup>e</sup> jour de mars 1972, à la compagnie « Spécialités de Cloisonnement inc. », constituée par lettres patentes en date du 2<sup>e</sup> jour de décembre 1960, changeant son nom en celui de « Riviera Kitchen Inc. — Cuisines Riviera inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o

15302-60

**Roulottes Eureka limitée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16<sup>e</sup> jour de février 1972, à la compagnie « Distribution de Roulottes Montcalm ltée — Montcalm Mobile Homes Distribution Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 14<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, changeant son nom en celui de « Roulottes Eureka limitée ».

*Le sous-ministre associé des Institutions*

*financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

45953-o

4467-70

**Silvomatic Commonwealth Corporation  
La Compagnie Silvomatic du Commonwealth**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25<sup>e</sup> jour de février 1972, à la compagnie « Silvomatic Commonwealth Corporation — La Compagnie Silvomatic du Com-

**Publication du Journal de Québec (Offset) inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Poirier, Bessette Compagnie, limitée", incorporated by letters patent dated December 2, 1929, changing its name to that of "Publication du Journal de Québec (Offset) inc."

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

2347-29

**Regent Properties Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Regent Properties Limited", 1. reducing its capital by the cancellation of 35,000 preferred shares of the par value of \$1 each; 2. modifying its objects.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953-o

12470-62

**Riviera Kitchen Inc.  
Cuisines Riviera inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Spécialités de Cloisonnement inc.", incorporated by letters patent dated December 2, 1960, changing its name to that of "Riviera Kitchen Inc. — Cuisines Riviera inc."

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953

15302-60

**Roulottes Eureka limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Distribution de Roulottes Montcalm ltée — Montcalm Mobile Homes Distribution Ltd.", incorporated by letters patent dated the 14th day of October, 1970, changing its name to that of "Roulottes Eureka limitée".

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial*

*Institutions, Companies and Cooperatives.*

45953

4467-70

**Silvomatic Commonwealth Corporation  
La Compagnie Silvomatic du Commonwealth**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Silvomatic Commonwealth Corporation — La Compagnie Silvomatic du Commonwealth",

monwealth », diminuant son capital par l'annulation de 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953 11335-60

**Société de Promotion et de Publicité (S.P.P.) Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mars 1972, à la compagnie « Sepepe Itée », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de novembre 1971, changeant son nom en celui de « Société de Promotion et de Publicité (S.P.P.) Itée ».

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o 716562

**Trans-Québec Realities Ltd.**

**Les Immeubles Trans-Québec Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mars 1972, à la compagnie « Trans-Québec Realities Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de septembre 1964, changeant son nom en celui de « Trans-Québec Realities Ltd. — Les Immeubles Trans-Québec Itée ».

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o 3072-64

**Victor Vachon & Fils inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de mars 1972, à la compagnie « Victor Vachon inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour d'octobre 1968, 1° changeant son nom en celui de « Victor Vachon & Fils inc. »; 2° changeant son siège social au numéro 1999, Roland Therrien, Longueuil.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45953-o 4233-68

reducing its capital by the cancellation of 20,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953-o 11335-60

**Société de Promotion et de Publicité (S.P.P.) Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, Supplementary letters patent, bearing date the 24th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Sepepe Itée", incorporated by letters patent dated November 30, 1971, changing its name to that of "Société de Promotion et de Publicité (S.P.P.) Itée".

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953 716562

**Trans-Québec Realities Ltd.**

**Les Immeubles Trans-Québec Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Trans-Québec Realities Ltd.", incorporated by letters patent dated September 9, 1964, changing its name to that of "Trans-Québec Realities Ltd. — Les Immeubles Trans-Québec Itée".

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953 3072-64

**Victor Vachon & Fils inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Victor Vachon inc.", incorporated by letters patent dated October 11, 1968, 1. changing its name to that of "Victor Vachon & Fils inc."; 2. transferring its head office to 1999 Roland Therrien, Longueuil.

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45953 4233-68

**Ministère des institutions  
financières, compagnies et  
coopératives  
Assurances**

**Rapport sommaire**

Sommaire des états financiers des compagnies d'assurance provinciale et des sociétés de secours mutuels provinciales pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971. Les noms des compagnies qui n'ont pas déposé ces états y apparaissent également.

**Department of Financial  
Institutions, Companies and  
Cooperatives  
Insurance**

**Summary Report**

Summary of the financial statements of provincial insurance companies and of provincial mutual benefit associations for the year ended December 31, 1971. The names of the companies not having sent such reports are also included.

TABLE I — COMPAGNIES D'ASSURANCE SUR LA VIE

Actif au 31 décembre 1971

COMPAGNIES COMPANIES	Obligations Bonds	Actions Stocks	Prêts hypothécaires Mortgage loans	Promesses de ventes d'immeubles Agreements of sale of real estate	Immeubles, moins hypothèques Real estate, less encumbrances
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	\$	\$	\$	\$	\$
1 Aeterna-Vie, Compagnie d'Assurance.....	6,624,402	1,671,747	8,645,250	—	1,415,000
2 Assurance-Vie du St-Laurent (L').....	705,105	61,360	—	—	—
3 Compagnie d'Assurances Provinces-Unies (La).....	1,264,611	—	—	—	—
4 Excellence (L'), Compagnie d'Assurance-Vie.....	835,850	4,294	—	—	—
5 Internationale (L'), Compagnie d'Assurance-Vie.....	252,116	15,770	—	—	24,536
6 Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances.....	16,091,200	319,102	978,021	—	178,406
7 Prévoyants du Canada (Les).....	13,856,569	4,853,525	16,980,074	—	44,194
8 Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie....	9,974,924	1,261,557	13,169,386	4,441	909,979
9 Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances....	1,287,905	29,925	452,746	—	—
10 Unique (L'), Compagnie d'Assurance-Vie.....	2,235,689	436,105	—	—	—
MUTUELLES — MUTUALS					
11 Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal.....	32,305,162	4,761,510	20,358,869	14,359	15,436
12 Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle.....	17,696,744	3,749,221	4,172,934	—	110,229
13 Caisse de Retraite du Clergé (La).....	461,997	116,197	—	—	—
14 Économie Mutuelle d'Assurance (L') — Assurance-Vie	10,467,250	1,326,736	12,777,608	333,986	2,863,974
15 Économie Mutuelle d'Assurance (L') — Rentes non garanties.....	4,167,834	—	2,275,395	2,013,627	1,460,064
16 Industrielle, Compagnie d'Assurance sur la Vie (L')....	97,434,208	4,755,231	123,829,379	—	5,639,377
17 Laurentienne (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance.	20,512,548	6,203,172	17,029,800	—	5,361,386
18 Mutuelle-Vie des Fonctionnaires du Québec (La)....	8,249,141	2,073,635	7,128,585	—	1,483,574
19 Prévoyants du Canada (Les) — Fonds de Pension....	3,842,022	1,624,643	3,979,300	—	—
20 Québec Mutual Life Assurance Company (The).....	9,441,430	—	—	—	—
21 Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie	8,729,330	806,756	1,309,274	—	1,225,333
22 Union-Vie (L'), Compagnie Mutuelle d'Assurance....	3,343,991	497,454	2,181,169	—	157,396
<b>Total.....</b>	<b>269,780,028</b>	<b>34,567,940</b>	<b>235,267,790</b>	<b>2,366,413</b>	<b>20,888,884</b>

TABLE I — LIFE INSURANCE COMPANIES

Assets, December 31, 1971

Prêts sur polices <i>Policy loans</i>	Dépôts en fiducie pour fins de placements <i>Deposits with trust companies for investment purposes</i>	Espèces en caisse et en banque <i>Cash on hand and in banks</i>	Revenu de placements, déjà et couru <i>Investment income, due and accrued</i>	Primes à recevoir <i>Outstanding premiums</i>	Autres actifs <i>Other assets</i>	Fonds séparés <i>Segregated funds</i>	Total de l'actif <i>Total assets</i>	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
1,431,741	12,085	208,898	275,766	60,446	21,540	—	20,366,875	1
185,342	—	689,468	25,242	13,367	10,200	—	1,690,084	2
6,790	—	189,270	14,987	16,974	—	—	1,492,632	3
20,927	3,999	9,647	11,039	12,085	1,000	—	898,841	4
13,084	119,900	100,770	4,940	4,796	45,504	—	581,416	5
1,299,118	—	6,920	326,534	319,362	11,624	—	19,530,287	6
2,601,010	—	296,309	436,469	558,671	3,176,477	300,707	43,104,005	7
2,634,688	—	210,885	299,377	456,948	836,567	—	29,758,752	8
196,169	—	92,068	29,016	39,001	8,856	—	2,135,686	9
—	—	515,095	45,325	22,614	3,103	100,000	3,357,931	10
—	—	284,229	686,535	347,886	356,123	—	59,130,109	11
1,731,939	—	283,400	401,694	515,525	21,673	18,871	28,702,230	12
—	—	91,013	9,859	—	20,037	—	699,103	13
1,284,696	—	69,540	371,032	286,917	388,925	13,924	30,184,588	14
—	—	39,743	129,916	179	41,459	—	10,128,217	15
10,907,785	—	685,761	2,650,823	2,916,311	190,231	2,552,273	251,668,179	16
4,429,003	—	81,109	625,738	940,085	2,989,835	233,663	58,406,339	17
1,313,477	—	75,771	251,443	309,824	92,312	—	20,977,762	18
—	—	21,712	85,315	33	610,746	—	10,163,771	19
65,574	100,000	195,612	94,052	131,566	792	—	10,029,026	20
884,769	75,000	76,882	169,247	240,479	750,000	—	14,267,070	21
405,149	176,000	38,791	94,112	40,184	10,105	—	6,944,351	22
29,411,261	486,984	4,262,893	7,038,461	7,233,253	9,693,909	3,219,438	624,217,254	

TABLE I — COMPAGNIES D'ASSURANCE SUR LA VIE (suite)

Passif au 31 décembre 1971

COMPAGNIES COMPANIES	Réserves mathématiques Actuarial reserves	Réclamations à payer et non produites Outstanding and unreported claims	Montants laissés en dépôt Amounts on deposit	Dividendes, dus et impayés, et autres profits aux assurés Dividends, due but unpaid, and other profits to policyholders	Engagements divers Miscellaneous liabilities
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	\$	\$	\$	\$	\$
1 Aeterna-Vie, Compagnie d'Assurance.....	16,495,328	186,593	481,218	250,367	334,201
2 Assurance-Vie du St-Laurent (L').....	1,213,787	78,195	3,456	3,240	13,162
3 Compagnie d'Assurances Provinces-Unies (La).....	762,591	78,899	2,243	—	111,909
4 Excellence (L'), Compagnie d'Assurance-Vie.....	326,917	26,367	—	—	188,295
5 Internationale (L'), Compagnie d'Assurance-Vie.....	316,471	5,294	—	—	157,371
6 Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances.....	17,485,898	566,163	40,929	60,204	185,046
7 Prévoyants du Canada (Les).....	36,735,291	1,589,597	1,332,538	276,194	500,604
8 Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie.....	24,403,991	819,858	224,779	648	893,267
9 Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances.....	1,295,384	249,416	6,745	9,442	68,240
10 Unique (L'), Compagnie d'Assurance-Vie.....	1,414,819	48,000	—	—	275,428
MUTUELLES — MUTUALS					
11 Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal.....	73,261,000	18,220	—	—	1,960,817
12 Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle.....	21,582,674	699,247	731,940	1,436,483	248,034
13 Caisse de Retraite du Clergé (La).....	577,454	—	17,718	—	1,761
14 Économie Mutuelle d'Assurance (L') — Assurance-Vie	26,358,415	795,494	641,782	227,103	247,135
15 Économie Mutuelle d'Assurance (L') — Rentes non garanties.....	9,788,194	65,686	791	—	47,566
16 Industrielle, Compagnie d'Assurance sur la Vie (L')..	206,449,397	3,952,801	9,651,250	2,998,359	2,322,236
17 Laurentienne (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance..	45,173,362	1,732,392	2,234,907	573,576	1,776,153
18 Mutuelle-Vie des Fonctionnaires du Québec (La).....	15,163,899	699,162	1,178,005	545,197	168,211
19 Prévoyants du Canada (Les) — Fonds de Pension....	10,152,516	—	—	—	1,426
20 Québec Mutual Life Assurance Company (The).....	1,870,674	730,617	112,826	138,199	140,393
21 Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie	11,969,872	245,855	53,451	76,194	849,278
22 Union-Vie (L'), Compagnie Mutuelle d'Assurance....	6,041,323	69,679	97,613	42,911	92,574
Total.....	528,839,257	12,657,535	16,812,251	6,638,117	10,583,107

\*Applicable à la caisse de réserve souscrite par l'Association d'Hospitalisation du Québec — Refers to the Reserve Fund

TABLE I — LIFE INSURANCE COMPANIES (continued)

Liabilities, December 31, 1971

Réserves ou fonds spéciaux Special reserves or funds	Fonds séparés Segregated funds	Total du passif Total liabilities	Capital-actions, versé Capital stock paid	Surplus au fonds des actionnaires Surplus in shareholders fund	Surplus aux fonds d'assurance et rentes Surplus in insurance and annuity funds	Grand total	Montant brut d'assurance en cours Gross amount of insurance in force	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
214,399	—	17,962,106	500,000	—	1,904,769	20,366,875	234,137,494	1
27,967	—	1,339,807	800,000	312,906	(762,629)	1,690,084	31,221,814	2
—	—	955,642	350,000	186,990	—	1,492,632	73,538,741	3
70	—	541,649	553,965	436,962	(633,735)	898,841	20,701,187	4
30,411	—	509,547	595,250	—	(523,381)	581,416	10,656,043	5
59,650	—	18,397,890	—	1,132,397	—	19,530,287	545,444,535	6
831,484	300,707	41,566,415	350,000	54,025	1,133,565	43,104,005	677,710,630	7
673,218	—	27,015,761	500,000	13,421	2,229,570	29,758,752	378,078,055	8
121,918	—	1,751,145	730,300	494,385	(840,144)	2,135,686	101,975,576	9
22,527	100,000	1,860,774	1,138,880	578,437	(220,160)	3,357,931	165,226,141	10
328,000	—	75,568,037	—	—	(16,437,928)	59,130,109	—	11
2,516,068	18,871	27,233,317	—	—	1,468,913	28,702,230	533,336,849	12
—	—	596,933	—	—	102,170	699,103	—	13
267,127	13,924	28,550,980	—	—	1,633,608	30,184,588	634,160,192	14
225,980	—	10,128,217	—	—	—	10,128,217	—	15
9,639,341	2,552,273	237,565,657	—	—	14,102,522	251,668,179	2,056,831,004	16
2,718,603	233,663	54,442,656	—	—	3,963,683	58,406,339	687,244,685	17
1,900,000	—	19,654,474	—	—	1,323,288	20,977,762	556,066,803	18
9,829	—	10,163,771	—	—	—	10,163,771	—	19
135,500	—	3,128,269	*9,988,400	—	(3,087,643)	10,029,026	218,039,575	20
755,809	—	13,950,459	—	—	316,611	14,267,070	258,821,035	21
167,247	—	6,511,347	—	—	433,004	6,944,351	100,877,959	22
20,645,148	3,219,438	599,394,853	15,506,795	3,209,523	6,106,083	624,217,254	7,284,063,318	

subscribed by the Québec Hospital Service Association.

TABLE I — COMPAGNIES D'ASSURANCE SUR LA VIE (suite)  
Revenus pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971

COMPAGNIES  COMPANIES	PRIMES — PREMIUMS				
	Assurance sur la vie <i>Life insurance</i>			Contrats de rentes <i>Annuity contracts</i>	
	Ordinaire <i>Ordinary</i>	Collective <i>Group</i>	Populaire <i>Industrial</i>	Ordinaire <i>Ordinary</i>	Collective <i>Group</i>
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK					
1 Aeterna-Vie, Compagnie d'Assurance.....	\$ 3,230,954	\$ 41,283	\$ 187,604	\$ 85,798	—
2 Assurance-Vie du St-Laurent (L').....	311,769	23,555	6,952	4,620	2,485
3 Compagnie d'Assurances Provinces-Unies (La).....	669,797	928	—	—	—
4 Excellence (L'), Compagnie d'Assurance-Vie.....	227,457	4,111	—	17,933	—
5 Internationale (L'), Compagnie d'Assurance-Vie.....	219,373	—	—	48,759	—
6 Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances.....	3,682,076	859,319	1,189	205,474	231,420
7 *Prévoyants du Canada (Les).....	5,131,449	1,124,792	—	919,078	879,969
8 Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie.....	3,964,639	455,669	—	62,743	173,732
9 Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances.....	337,094	147,659	—	20,213	13,279
10 Unique (L'), Compagnie d'Assurance-Vie.....	1,173,842	75,041	—	—	—
MUTUELLES — MUTUALS					
11 Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal.....	—	—	—	8,388,871	—
12 Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle.....	3,350,806	1,569,967	—	10,751	50,993
13 Caisse de Retraite du Clergé (La).....	—	—	—	66,555	—
14 *Économie Mutuelle d'Assurance (L') — Assurance-Vie..	2,663,798	2,456,713	—	709,968	121,471
15 Économie Mutuelle d'Assurance (L') — Rentes non garanties.....	—	—	—	499,094	—
16 *Industrielle, Compagnie d'Assurance sur la Vie (L')....	21,053,807	3,995,881	2,902,032	2,995,627	10,999,886
17 *Laurentienne (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance....	7,714,998	823,232	—	189,242	613,238
18 Mutuelle-Vie des Fonctionnaires du Québec (La).....	3,169,703	1,156,098	—	261,178	—
19 Prévoyants du Canada (Les) — Fonds de Pension.....	—	—	—	317,599	—
20 Québec Mutual Life Assurance Company (The).....	1,080,182	740,415	—	17,466	—
21 Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie..	2,070,043	153,140	—	79,652	21,411
22 Union-Vie (L'), Compagnie Mutuelle d'Assurance.....	1,374,349	768	—	—	—
	61,426,136	13,628,571	3,097,777	14,900,621	13,107,884

\*Incluant les transactions des fonds séparés — Including Segregated Fund transactions

TABLE I — LIFE INSURANCE COMPANIES (continued)  
Income for the year ended December 31, 1971

Accident maladie <i>Accident and sickness</i>			Rentes de règle- ments	Revenu net de place- ments	Revenus divers	Total des revenus	
Ordinaire <i>Ordinary</i>	Collective <i>Group</i>	Total	Settle- ment annuities	Net investment income	Miscel- laneous income	Total income	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
—	—	3,545,639	18,124	1,308,158	—	4,871,921	1
—	—	349,381	—	90,536	2,325	442,242	2
—	—	670,725	—	64,494	—	735,219	3
—	—	249,501	—	34,786	—	284,287	4
3,926	—	272,058	—	14,356	25,000	311,414	5
10,304	459,893	5,449,675	—	1,208,326	4,756	6,662,757	6
648	1,865,571	9,921,507	56,352	2,669,971	188,367	12,836,197	7
—	—	4,656,783	71,668	1,841,400	101,611	6,671,462	8
11,187	—	529,432	—	148,648	18,012	696,092	9
—	1,549	1,250,432	—	168,429	11,670	1,430,531	10
—	—	8,388,871	—	3,424,118	2,707	11,815,696	11
—	36,906	5,019,423	—	1,587,696	41,247	6,648,366	12
—	—	66,555	—	39,526	—	106,081	13
7,181	362,322	6,321,453	1,477	1,824,007	704	8,147,641	14
—	—	499,094	—	590,838	—	1,089,932	15
233,360	3,982,876	46,163,469	—	15,937,299	680,324	62,781,092	16
15,415	2,449,982	11,806,107	77,178	3,125,639	163,899	15,172,823	17
—	59,950	4,646,929	75,937	1,307,912	156,947	6,187,725	18
—	—	317,599	—	655,416	—	973,015	19
—	1,498,401	3,336,464	—	337,294	—	3,673,758	20
655,981	163,035	3,143,262	—	722,710	50,381	3,916,353	21
—	—	1,375,117	—	419,590	17,811	1,812,518	22
938,002	10,880,485	117,979,476	300,736	37,521,149	1,465,761	157,267,122	

TABLE I — COMPAGNIES D'ASSURANCE SUR LA VIE (suite et fin)  
Dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971

COMPAGNIES <i>COMPANIES</i>	Réclamations encourues <i>Claims incurred</i>		Rentes de règlements <i>Settlement annuities</i>	Augmentation de la réserve mathématique <i>Increase in actuarial reserve</i>
	Vie et rentes <i>Life and annuities</i>	Accident maladie <i>Accident and sickness</i>		
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	\$	\$	\$	\$
1 Aeterna-Vie, Compagnie d'Assurance.....	1,294,318	—	7,130	1,308,506
2 Assurance-Vie du St-Laurent (L').....	132,451	3,063	—	131,271
3 Compagnie d'Assurances Provinces-Unies (La).....	58,633	—	—	283,130
4 Excellence (L'), Compagnie d'Assurance-Vie.....	24,736	—	—	90,706
5 Internationale (L'), Compagnie d'Assurance-Vie.....	10,900	3,031	—	104,679
6 Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances.....	1,733,940	415,871	12,167	1,892,363
7 *Prévoyants du Canada (Les).....	3,778,429	1,478,230	28,203	3,741,016
8 Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie.....	1,982,160	—	4,516	2,253,450
9 Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances.....	226,585	3,631	—	143,033
10 Unique (L'), Compagnie d'Assurance-Vie.....	88,765	1,354	—	688,064
MUTUELLES — MUTUALS				
11 Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal.....	3,271,802	—	—	—
12 Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle.....	2,264,969	28,779	22,143	1,592,224
13 Caisse de Retraite du Clergé (La).....	77,981	—	—	19,351
14 Économie Mutuelle d'Assurance (L') — Assurance-Vie.....	3,902,335	339,545	2,843	1,163,615
15 Économie Mutuelle d'Assurance (L')—Rentes non garanties.....	1,306,896	—	—	—
16 *Industrielle, Compagnie d'Assurance sur la Vie (L').....	17,926,419	3,390,184	—	22,941,709
17 *Laurentienne (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance.....	3,919,534	1,983,422	46,777	3,839,514
18 Mutuelle-Vie des Fonctionnaires du Québec (La).....	2,052,374	21,197	16,328	2,118,845
19 Prévoyants du Canada (Les) — Fonds de Pension.....	1,095,118	—	—	—
20 Québec Mutual Life Assurance Company (The).....	781,200	1,418,331	—	553,560
21 Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie.....	968,732	376,582	756	959,139
22 Union-Vie (L'), Compagnie Mutuelle d'Assurance.....	393,976	—	—	547,361
<b>Total.....</b>	<b>47,292,253</b>	<b>9,463,220</b>	<b>140,863</b>	<b>44,371,536</b>

\*Incluant les transactions des fonds séparés — *Including Segregated Fund transactions*

TABLE I — LIFE INSURANCE COMPANIES (continued and concluded)  
 Expenditure for the year ended December 31, 1971

Augmentation de la réserve accident maladie <i>Increase in reserve for accident and sickness</i>	Taxes, permis et honoraires <i>Taxes, licences and fees</i>	Commissions sur primes <i>Commissions on premiums</i>	Frais généraux <i>General expenses</i>	Dividendes aux assurés, y compris provision <i>Dividends to policyholders, including provisions</i>	Ristournes sur contrats col- lectifs, y compris provision <i>Group experience refunds, including provisions</i>	Dépenses diverses <i>Miscellaneous expenses</i>	Total des dépenses <i>Total expenditure</i>	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
—	83,455	593,356	1,061,674	150,558	5,787	23,749	4,528,533	1
—	6,955	17,674	114,825	—	—	2,374	408,613	2
—	18,659	377,475	240,966	—	—	272	979,135	3
—	9,124	103,232	121,590	—	—	630	350,018	4
140	8,588	150,276	153,216	—	—	17,314	448,144	5
30,349	110,156	1,118,679	1,048,572	184	94,145	11,555	6,467,981	6
65,727	209,337	741,565	2,164,130	277,598	—	264,534	12,748,769	7
—	378,339	394,468	1,395,457	30,974	29,774	126,646	6,595,784	8
2,460	18,566	31,606	154,088	—	7,529	29,135	616,633	9
—	31,617	331,598	291,533	—	—	8,420	1,441,351	10
—	2,545	—	217,063	—	—	—	3,491,410	11
(1,477)	235,689	411,232	1,041,749	595,836	105,385	95,621	6,392,150	12
—	421	—	4,816	940	—	1,695	105,204	13
10,257	143,888	701,987	1,381,109	280,038	153,772	56,943	8,136,332	14
—	—	—	88,933	—	—	29	1,395,858	15
196,928	1,702,939	3,707,446	7,797,920	1,855,153	478,834	1,320,869	61,318,401	16
257,089	266,220	1,424,228	2,442,579	447,807	24,549	412,524	15,064,243	17
29,089	135,404	183,377	835,899	456,900	140,033	187,852	6,177,298	18
—	2,220	—	—	—	—	—	1,097,338	19
10,086	74,949	301,096	1,000,800	63,790	29,830	26,151	4,259,793	20
37,396	65,446	511,000	828,807	75,036	—	77,373	3,900,267	21
—	27,392	306,741	408,790	45,911	—	30,689	1,760,860	22
638,044	3,531,909	11,407,036	22,794,516	4,280,725	1,069,638	2,694,375	147,684,115	

TABLE II — ASSURANCE-INCENDIE ET AUTRES GENRES  
Actif au 31 décembre 1971

COMPAGNIES <i>COMPANIES</i>	Placements — <i>Investments</i>							
	Dépôts à court terme et certificats de billets garantis <i>Short term deposits and money market securities</i>	Obligations <i>Bonds</i>	Actions <i>Stocks</i>	Hypothèques et options <i>Mortgage loans and sales agreements</i>	Immobilisations <i>Real estate</i>	Prêts sur nantissements <i>Secured loans</i>	Compagnie-mère, filiales et associées <i>Subsidiaries, associates and affiliates</i>	Situation des investissements (sous-totaux) <i>Summary of investments (Sub-total)</i>
FONDS SOCIAL — <i>JOINT STOCK</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1 Belair Insurance Company.....	—	3,443,174	938,191	20,575	495,089	—	—	4,897,029
2 Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale (La).....	—	1,439,424	213,682	33,970	201,876	—	—	1,888,952
3 Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec (La).....	301,688	7,729,494	901,877	—	675,974	—	416,421	10,025,454
4 Compagnie d'Assurances Provinces-Unies (La)...	600,000	8,456,844	477,037	3,930	—	—	—	9,537,811
5 Personnelle, (La), Compagnie d'Assurance.....	—	3,302,209	94,625	—	—	1,425	—	3,398,259
6 Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances.....	—	20,656,361	2,194,278	—	3,825,490	—	186,714	26,862,843
7 Prévoyants du Canada (Les), Assurances Générales.....	600,000	16,032,860	3,040,548	537,308	242,403	54,996	502,288	21,010,403
8 Protection Universelle (La), Compagnie d'Assurances.....	100,000	1,077,790	194,803	—	—	—	—	1,372,593
9 Saint-Maurice (La), Compagnie d'Assurance....	321,790	1,206,744	72,202	—	94,235	—	—	1,694,971
10 Société Nationale d'Assurances (La).....	75,000	1,030,371	103,092	112,407	—	—	—	1,320,870
11 Société Provinciale d'Assurances Générales (La)	35,000	432,668	51,965	—	—	—	—	519,633
12 Sterling Insurance Company of Canada.....	—	460,454	45,278	—	—	—	—	505,732
13 Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances.....	—	6,941,827	1,100,745	144,911	—	—	—	8,187,483
<b>MUTUELLES — <i>MUTUALS</i></b>								
14 Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L').....	150,000	3,365,433	28,690	—	—	—	—	3,544,123
15 Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L').....	—	6,954,660	207,036	—	1	—	—	7,161,697
16 Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L').....	100,000	168,767	—	—	—	—	—	268,767
17 Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)	—	17,048,150	1,108,908	57,820	2,247,929	—	131,888	20,594,695
<b>Total.....</b>	<b>2,283,478</b>	<b>99,747,230</b>	<b>10,772,957</b>	<b>910,921</b>	<b>7,782,997</b>	<b>56,421</b>	<b>1,237,311</b>	<b>122,791,315</b>

TABLE II — FIRE INSURANCE AND OTHER CLASSES  
Assets, December 31, 1971

Encaisse Cash	Intérêts et dividendes coursus ou à recevoir <i>Investment income due or accrued</i>	Primes à recevoir par versements <i>Instalment premiums receivable</i>	Comptes à recevoir agents et courtiers <i>Amounts due from agents and brokers</i>	Comptes à recevoir — réassurance <i>Amounts owing by reinsurers</i>	Actif divers <i>Other assets</i>	Total de l'actif <i>Gross assets</i>	Moins: Actif non agréé <i>Deduct: Assets not admitted</i>	Total de l'actif agréé <i>Total assets admitted</i>	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
68,958	57,744	163,686	8,818	—	58,619	5,254,854	242,573	5,012,281	1
200,574	22,892	83,317	1,248,893	336,350	42,849	3,823,827	45,012	3,778,815	2
557,544	124,386	1,491,518	—	289,142	207,371	12,695,415	191,947	12,503,468	3
1,179,938	156,488	—	2,712,536	182,581	582,180	14,351,534	412,222	13,939,312	4
156,455	42,313	228,656	12,539	110,153	19,281	3,967,656	24,431	3,943,225	5
454,643	390,466	—	4,113,188	82,410	128,405	32,031,955	248,109	31,783,846	6
465,985	290,464	764,905	4,092,036	442,388	395,441	27,461,622	333,706	27,127,916	7
316,344	19,500	—	285,896	2,894	40,981	2,038,208	27,748	2,010,460	8
113,102	27,944	—	858,408	3,657	110,953	2,809,035	57,870	2,751,165	9
101,670	25,729	—	535,443	1,018	12,932	1,997,662	17,681	1,979,981	10
28,830	6,434	—	78,018	195	292,354	925,464	30,579	894,885	11
36,760	5,512	—	—	—	496,192	1,044,196	—	1,044,196	12
401,601	112,648	—	1,755,022	225,582	128,398	10,810,734	299,271	10,511,463	13
246,736	58,242	—	—	6,527	378	3,856,006	—	3,856,006	14
583,723	115,649	—	—	97,149	—	7,958,218	—	7,958,218	15
64,485	4,628	30	132	25,079	5,645	368,766	1,543	367,223	16
553,663	314,961	—	3,942,392	209,812	2,961,737	28,577,260	199,657	28,377,603	17
5,531,011	1,776,000	2,732,112	19,643,321	2,014,937	5,483,716	159,972,412	2,132,349	157,840,063	

TABLE II — ASSURANCE-INCENDIE ET AUTRES GENRES (suite)

Passif au 31 décembre 1971

COMPAGNIES COMPANIES	Primes non acquises à 80% <i>Unearned premiums extended at 80%</i>	Primes non acquises à 100% <i>Unearned premiums extended at 100%</i>	Provision supplémentaire afférente aux polices <i>Additional policy reserves</i>	Provision pour sinistres et frais de règlement <i>Provision for unpaid claims and adjustment expenses</i>	Découvert et emprunts de banque <i>Bank overdraft and loans</i>	Comptes à payer — agents et courtiers <i>Agents' and brokers' credit balances</i>	Comptes à payer — réassurance <i>Amounts owing to reinsurers</i>
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1 Belair Insurance Company.....	28,346	545,701	—	3,138,394	—	7,177	33,738
2 Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale (La).....	820,194	—	145	1,195,570	—	1,459	9,680
3 Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec (La).....	3,922,321	—	—	4,085,554	184,472	—	287,515
4 Compagnie d'Assurances Provinces-Unies (La).....	4,450,038	—	3,908	5,234,891	—	9,941	146,262
5 Personnelle, (La), Compagnie d'Assurance.....	1,306,245	—	677	1,435,454	—	14,457	45,713
6 Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances.....	11,164,315	—	65,453	13,097,272	—	19,719	—
7 Prévoyants du Canada (Les), Assurances Générales.....	8,544,712	—	4,463	11,771,994	—	165,319	196,662
8 Protection Universelle (La), Compagnie d'Assurances.....	653,720	—	—	569,117	—	—	147,020
9 Saint-Maurice (La), Compagnie d'Assurance.....	943,157	—	24,226	808,383	—	2,522	61,563
10 Société Nationale d'Assurances (La).....	820,058	—	650	517,511	—	6,439	90,841
11 Société Provinciale d'Assurances Générales (La).....	80,867	141,982	—	92,301	—	19,654	28,188
12 Sterling Insurance Company of Canada.....	380,182	—	—	281,415	—	—	—
13 Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances.....	3,725,439	—	19,796	3,897,624	—	1,038	174,686
MUTUELLES — MUTUALS							
14 Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L').....	—	—	—	3,274	—	—	16
15 Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L').....	—	—	—	19,518	—	—	—
16 Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L').....	—	1,881	—	1,153	—	—	—
17 Société d'Assurance des Caisses Populaires (La).....	11,788,026	—	38,467	9,707,112	—	19,527	261,346
Total.....	48,627,620	689,564	157,785	55,856,537	184,472	267,252	1,482,730

TABLE II — FIRE INSURANCE AND OTHER CLASSES (continued)  
 Liabilities, December 31, 1971

Dépôts des réassureurs <i>Deposits from reinsurers</i>	Frais courus à payer <i>Expenses due and accrued</i>	Provision pour impôt sur le revenu <i>Provision for income tax</i>	Autres <i>Other liabilities</i>	Total du passif <i>Total liabilities</i>	Réserves — Capital-Actions et Surplus <i>Reserves and Equity</i>						Total du passif, capital et surplus <i>Total liabilities, capital and surplus</i>
					Placements et aléas <i>General</i>	Réassurance non agréée à découvert <i>Reinsurance ceded to unregistered companies</i>	Capital-actions <i>Capital stock — Paid</i>	Surplus — d'apport <i>Surplus — Contributed</i>	Bénéfices non répartis <i>Retained earnings</i>		
\$ 9,029	\$ 107,876	\$ 175,700	\$ 9,580	\$ 4,055,541	\$ —	\$ 3,010	\$ 500,000	\$ 1,035	\$ 452,695	\$ 5,012,281	1
128,941	4,500	—	75,289	2,235,778	11,618	2,639	300,000	—	1,228,780	3,778,815	2
158,734	345,032	13,054	661,286	9,657,968	—	—	312,300	—	2,533,200	12,503,468	3
51,665	61,924	53,002	226,123	10,237,754	—	11,460	400,000	—	3,290,098	13,939,312	4
65,546	—	3,597	6,860	2,878,549	—	—	308,500	398,000	358,176	3,943,225	5
69,618	392,012	450,000	66,238	25,324,627	250,000	495	500,000	83,000	5,625,724	31,783,846	6
184,314	39,954	78,120	344,744	21,329,782	—	—	2,150,000	865,000	2,783,134	27,127,916	7
22,903	13,350	28,025	31,517	1,465,652	—	37	293,350	58,670	192,751	2,010,460	8
114,607	23,047	—	59,613	2,037,118	—	—	371,512	45,958	296,577	2,751,165	9
11,839	18,678	—	14,492	1,480,508	30,000	19	300,000	—	169,454	1,979,981	10
138,844	16,651	7,545	86,822	612,854	—	195	85,000	—	196,836	894,885	11
—	61	—	—	661,658	—	—	100,000	—	282,538	1,044,196	12
18,626	89,777	—	414,425	8,341,411	10,250	58	1,027,300	23,614	1,108,830	10,511,463	13
15,627	—	—	235,655	254,572	583,455	—	—	—	3,017,979	3,856,006	14
—	448	—	711,162	731,128	2,100,000	—	—	—	5,127,090	7,958,218	15
—	698	—	71,115	74,847	—	—	—	—	292,376	367,223	16
556,350	257,459	28,000	182,429	22,838,716	800,000	187,641	1,024,368	—	3,526,878	28,377,603	17
1,546,643	1,371,467	837,043	3,197,350	114,218,463	3,785,323	205,554	7,672,330	1,475,277	30,483,116	157,840,063	

TABLE II — ASSURANCE-INCENDIE ET AUTRES GENRES (*suite et fin*)  
Compte de Profits et Pertes pour l'année 1971

COMPAGNIES  COMPANIES	Primes nettes souscrites <i>Net premiums written</i>	Redressement de la prime non acquise et ajustements pour réserves additionnelles afférentes aux polices <i>Unearned premium and additional policy reserve adjustment</i>	Primes nettes acquises <i>Net premiums earned</i>	Simistres et frais nets supportés <i>Net losses incurred including adjusting expenses</i>	Sous-total <i>Sub-Total</i>
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	\$	\$	\$	\$	\$
1 Belair Insurance Company.....	2,804,127	(80,713)	2,723,414	2,076,868	646,546
2 Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale (La) . .	1,727,764	38,416	1,766,180	1,033,845	732,335
3 Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec (La).....	7,625,793	(693,021)	6,932,772	4,329,271	2,603,501
4 Compagnie d'Assurances Provinces-Unies (La).....	9,645,610	(657,807)	8,987,803	5,673,320	3,314,483
5 Personnelle, (La), Compagnie d'Assurance.....	3,489,416	(516,201)	2,973,215	2,072,289	900,926
6 Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances.....	23,898,638	(834,436)	23,064,202	14,212,435	8,851,767
7 Prévoyants du Canada (Les), Assurances Générales... .	20,746,231	(936,089)	19,810,142	13,856,690	5,953,452
8 Protection Universelle (La), Compagnie d'Assurances .	1,271,093	(115,520)	1,155,573	764,585	390,988
9 Saint-Maurice (La), Compagnie d'Assurance.....	2,021,568	(134,949)	1,886,619	1,225,852	660,767
10 Société Nationale d'Assurances (La).....	1,390,923	(107,230)	1,283,693	817,855	465,838
11 Société Provinciale d'Assurances Générales (La).....	321,013	(29,226)	291,787	115,569	176,218
12 Sterling Insurance Company of Canada.....	719,143	(55,491)	663,652	462,382	201,270
13 Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances....	7,632,277	(728,085)	6,904,192	4,479,206	2,424,986
MUTUELLES — MUTUALS					
14 Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L') . .	67,766	—	67,766	110,738	(42,972)
15 Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L')....	262,412	—	262,412	31,599	230,813
16 Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L').....	6,466	11,860	18,326	16,766	1,560
17 Société d'Assurance des Caisses Populaires (La).....	22,947,926	(1,554,468)	21,393,458	13,573,378	7,820,080
Total.....	106,578,166	(6,392,960)	100,185,206	64,852,648	35,332,558

TABLE II — FIRE INSURANCE AND OTHER CLASSES (continued and concluded)  
*Profit and Loss account for the year 1971*

Commissions et allocations <i>Commission and allowances</i>	Frais généraux <i>General expenses</i>	Profit ou (perte) d'exploitation <i>Underwriting profit or (loss)</i>	Revenus nets d'investissements <i>Investment income</i>	Autres revenus et frais <i>Other income and expenditure</i>	Profit ou (perte) net avant impôt sur le revenu <i>Net profit or (loss) before income taxes</i>	Impôt sur le Revenu <i>Income taxes</i>	Profit ou (perte) net <i>Net profit or (loss)</i>	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
46,974	448,652	150,920	363,968	32	514,920	175,700	339,220	1
264,259	268,228	199,848	113,184	70,885	383,917	186,447	197,470	2
832,363	1,466,014	305,124	617,167	—	922,291	338,253	584,038	3
978,291	2,262,800	73,392	673,687	40,551	787,630	7,731	779,899	4
843,154	48,360	9,412	259,313	—	268,725	3,597	265,128	5
4,362,763	3,958,974	530,032	1,606,058	194	2,136,282	450,000	1,686,282	6
2,263,624	4,258,649	(568,821)	1,326,170	—	757,349	113,124	644,225	7
115,144	267,975	7,869	96,727	—	104,596	28,785	75,811	8
149,040	538,137	(26,410)	110,058	—	83,648	22,229	61,419	9
45,433	520,559	(100,154)	91,669	44	(8,441)	—	(8,441)	10
44,584	111,345	20,289	29,166	4,056	53,511	11,945	41,566	11
116,764	115,984	(31,478)	50,126	—	18,648	—	18,648	12
1,195,655	1,460,593	(231,262)	560,357	(21,752)	307,343	—	307,343	13
(33,528)	48,094	(57,538)	238,854	—	181,316	—	181,316	14
(58,892)	78,491	211,214	480,728	(423,949)	267,993	—	267,993	15
(10,904)	23,602	(11,138)	16,648	—	5,510	—	5,510	16
4,782,134	3,815,754	(777,808)	1,311,554	(32,130)	501,616	216,467	285,149	17
15,936,858	19,692,211	(296,511)	7,945,434	(362,069)	7,286,854	1,554,278	5,732,576	

TABLE III — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DE COMTÉS  
Actif au 31 décembre 1971

COMPAGNIES COMPANIES	Immeubles <i>Real estate</i>
	\$
1 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de Lotbinière et Mégantic.....	—
2 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des Cultivateurs du District de Bedford	16,505
3 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue.....	—
4 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi.....	—
5 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska.....	9,098
6 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé.....	—
7 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Nicolet.....	26,572
8 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Richelieu.....	—
9 Mutual Fire Insurance Company of the county of Beauharnois.....	—
Total.....	52,175

Passif au 31 décembre 1971

COMPAGNIES COMPANIES	Sinistres impayés <i>Unpaid losses</i>
	\$
1 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de Lotbinière et Mégantic.....	—
2 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des Cultivateurs du District de Bedford	2,095
3 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue.....	—
4 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi.....	7,802
5 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska.....	10,222
6 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé.....	833
7 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Nicolet.....	20,100
8 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Richelieu.....	—
9 Mutual Fire Insurance Company of the county of Beauharnois.....	5,676
Total.....	46,728

TABLE III — COUNTIES MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANIES

Assets, December 31, 1971

Obligations et actions	Espèces en caisse et en banque	Cotisations non perçues	Autres	Total	Billets de dépôt non cotisés	
<i>Bonds, debentures and stocks</i>	<i>Cash on hand and in banks</i>	<i>Unpaid assessments</i>	<i>Other</i>		<i>Unassessed deposit note</i>	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
6,000	7,943	375	423	14,741	189,918	1
111,680	36,298	6,144	121	170,748	1,375,460	2
13,000	14,106	212	15,502	42,820	398,241	3
177,000	28,620	3,316	7,305	216,241	989,433	4
201,500	83,067	6,861	12,552	313,078	1,569,786	5
35,000	18,262	—	798	54,060	582,651	6
226,665	12,166	1,318	22,769	289,490	3,618,016	7
—	13,039	—	7,598	20,637	379,772	8
37,948	15,429	9,204	2,243	64,824	126,138	9
808,793	228,930	27,430	69,311	1,186,639	9,229,415	

Liabilities, December 31, 1971

Emprunts	Cotisations non gagnées	Autres	Total	Surplus ou/or (deficit)	Assurance en vigueur nette	
<i>Borrowed money</i>	<i>Unearned assessments</i>	<i>Other</i>			<i>Net insurance in force</i>	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
—	—	—	—	14,741	2,958,010	1
—	—	7	2,102	168,646	27,746,400	2
—	—	—	—	42,820	7,132,495	3
—	—	—	7,802	208,439	19,288,470	4
—	—	—	10,222	302,856	313,078	5
—	—	—	—	53,227	8,066,880	6
—	—	3,317	23,417	266,073	35,635,165	7
2,000	—	8,221	10,221	10,416	4,613,100	8
—	20,233	1,966	27,875	36,949	2,942,689	9
2,000	20,233	13,511	82,472	1,104,167	108,696,287	

TABLE III — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DE COMTÉS (*fin*)  
Revenus et dépenses

COMPAGNIES COMPANIES	Solde au 31 déc. 1970  Balance Dec. 31 1970
	\$
1 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de Lotbinière et Mégantic.....	17,605
2 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des Cultivateurs du District de Bedford	132,477
3 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue.....	37,923
4 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi.....	199,043
5 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska.....	268,884
6 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé.....	48,782
7 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Nicolet.....	224,556
8 Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Richelieu.....	(1,819)
9 Mutual Fire Insurance Company of the county of Beauharnois.....	39,746
<b>Total.....</b>	<b>967,197</b>

TABLE III — COUNTIES MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANIES (concluded)  
Income and Expenditure

OPÉRATIONS 1971									
Revenus — Income			Dépenses — Expenditure			Profits	Pertes Losses	Solde au 31 déc. 1971  Balance Dec. 31 1971	
Cotisation Assessments	Autres Other	Total	Sinistres Claims	Autres Other	Total				
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
12,445	2,616	15,061	12,112	5,813	17,925	—	2,864	14,741	1
79,961	11,757	91,718	15,565	39,984	55,549	36,169	—	168,646	2
37,717	6,651	44,368	27,217	12,254	39,471	4,897	—	42,820	3
97,259	28,230	125,489	60,710	55,383	116,093	9,396	—	208,439	4
88,559	59,764	148,323	71,165	43,186	114,351	33,972	—	302,856	5
28,159	14,256	42,415	27,304	10,666	37,970	4,445	—	53,227	6
217,161	30,735	247,896	117,779	88,600	206,379	41,517	—	266,073	7
22,627	4,535	27,162	4,658	10,269	14,927	12,235	—	10,416	8
24,359	2,090	26,449	9,088	8,996	18,084	8,365	—	48,111	9
608,247	160,634	768,881	345,598	275,151	620,749	150,996	2,864	1,115,329	

TABLE IV — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE MUNICIPALITÉS, INCENDIE

COMPAGNIES COMPANIES	Actif — Assets				Passif — Liabilities			
	Argent en caisse et en banque Cash on hand and in banks	Placements Investments	Autres Other	Total	Sinistres impayés Unpaid losses	Autres Other	Total	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
1 *Bonaventure (en liquidation).....	—	—	—	—	—	—	—	
2 Hereford.....	15,706	5,000	5	20,711	—	107	107	
3 Lambton.....	344	—	80	424	—	—	—	
4 Louis-Joliette.....	2,711	—	5	2,716	—	—	—	
5 Newport.....	919	—	—	919	—	3	3	
6 Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland.....	19	—	336	355	—	—	—	
7 Notre-Dame-de-Stanbridge.....	2,412	—	69	2,481	—	—	—	
8 N.-D.-du-Mont-Carmel (St-Jean).....	7,808	—	6,000	13,808	—	13,808	13,808	
9 Rivière-Ouelle.....	2,410	—	2,744	5,154	—	—	—	
10 St-Alexandre (Iberville).....	3,330	—	240	3,570	—	—	—	
11 Ste-Anne-de-Varenes.....	2,564	—	—	2,564	—	—	—	
12 St-Anselme.....	5,598	—	7,215	12,813	—	—	—	
13 St-Antoine-sur-Richelieu.....	516	—	85	601	—	—	—	
14 St-Athanase (Iberville).....	21	1,509	1,496	3,026	875	1,120	1,995	
15 St-Bernard, Partie Sud.....	4,971	—	57	5,028	—	—	—	
16†*Ste-Brigide-d'Iberville.....	17,386	—	8,819	26,205	—	411	411	
17 Ste-Claire.....	14,768	500	125	15,393	—	104	104	
18 Ste-Édouard-de-Frampton.....	—	24,000	5	24,005	—	—	—	
19 Ste-Edwidge-de-Clifton.....	807	—	—	807	—	—	—	
20 St-François-Xavier-de-Verchères.....	—	—	—	—	24	5,244	5,268	
21†*Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin.....	13,484	18,000	169	31,653	—	—	—	
22 St-Grégoire-le-Grand.....	4,946	—	654	5,600	—	—	—	
23 St-Jacques-le-Mineur.....	1,123	—	36	1,159	—	—	—	
24†*St-Joseph-de-Maskinongé.....	—	—	135	135	—	1,752	1,752	
25†*St-Joseph-de-Soulanges.....	990	—	1,087	2,077	—	200	200	
26 St-Justin.....	585	5,500	1,919	8,004	—	38	38	
27 Ste-Justine-de-Newton.....	6,742	—	449	7,191	—	100	100	
28†*St-Lazare.....	3,643	1,000	—	4,643	—	100	100	
29 Ste-Marie (Beauce).....	6,353	57,235	434	64,022	—	5	5	
30 Ste-Marthe.....	4,610	—	—	4,610	—	—	—	
31 St-Odilon-de-Cranbourne.....	8,825	—	75	8,900	—	—	—	
32 St-Pierre-du-Lac.....	8,811	30,000	91	38,902	—	16	16	
33 St-Polycarpe.....	23	—	1	24	—	—	—	
34 St-Prosper.....	12,109	—	169	12,278	—	—	—	
35 Ste-Rose-de-Watford.....	17,869	—	—	17,869	—	—	—	
36 St-Sébastien (Frontenac).....	7,106	—	285	7,391	—	—	—	
37 St-Sébastien (Iberville).....	387	—	1,172	1,559	—	1,559	1,559	
38 St-Télesphore.....	669	—	1,112	1,781	—	—	—	
39 Ste-Théodosie-Calixa-Lavallée.....	1,392	—	94	1,486	—	—	—	
40 St-Thomas-d'Aquin.....	1,671	—	643	2,314	—	—	—	
41 Ste-Ursule.....	95	—	—	95	—	125	125	
42†*St-Valérien-de-Milton.....	27,445	—	2,742	30,187	—	—	—	
43 Ste-Victoire.....	90	—	371	461	—	—	—	
44 Wotton.....	1,466	—	598	2,064	—	—	—	
Total.....	212,724	142,744	39,517	394,985	899	24,692	25,591	

\* État annuel non transmis — Annual statement not filed.

† Chiffres de 1970 — Figures.

TABLE IV — MUNICIPAL MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE

Surplus ou déficit Surplus or deficit	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Nombre de membres Number of members	Assurance en vigueur nette Net insurance in force
	Cotisations Assessments	Autres Other	Total	Sinistres payés Losses paid	Autres Other	Total		
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
—	—	—	—	—	—	—	—	—
20,604	1,082	—	1,082	118	100	218	—	242,035
424	187	6	193	275	188	463	152	1,124,125
2,716	3,778	81	3,859	4,611	225	4,836	56	626,000
916	122	583	705	1,030	119	1,149	117	724,650
355	500	25	525	355	530	885	73	217,875
2,481	7	72	79	49	86	135	82	868,000
—	1,658	4,452	6,110	8	2,000	2,008	89	820,150
5,154	1,394	48	1,442	2,000	5	2,005	223	557,333
3,570	5,535	194	5,729	125	3,130	3,255	104	1,182,899
2,564	3,936	1,413	5,349	3,115	3,542	6,657	135	1,542,850
12,813	5,963	1,090	7,053	7,065	528	7,593	190	—
601	703	9	712	—	272	272	139	1,479,055
1,031	6,857	23	6,880	5,764	236	6,000	122	1,343,530
5,028	1,530	115	1,645	51	56	107	82	593,000
25,794	4,757	14,294	19,051	—	13,373	13,373	155	1,521,645
15,289	687	775	1,462	1,402	215	1,617	90	737,780
24,005	6,037	914	6,951	39	545	584	201	2,719,838
807	2,921	794	3,715	600	2,330	2,930	96	483,930
(5,268)	202	3,971	4,173	3,800	373	4,173	154	1,903,275
31,653	610	1,308	1,918	3,750	251	4,001	235	1,103,560
5,600	2,566	79	2,645	—	412	412	141	1,512,486
1,159	1,776	674	2,450	1,672	706	2,378	165	1,044,754
(1,617)	6,101	—	6,101	2,190	3,911	6,101	213	1,295,145
1,877	1,831	13	1,844	80	1,255	1,335	—	—
7,966	1,804	1,097	2,901	925	7,110	8,035	264	1,879,715
7,091	4,986	99	5,085	4,067	732	4,799	150	1,373,600
4,543	302	219	521	—	175	175	90	304,600
64,017	9,288	263	9,551	486	20,581	21,067	467	4,052,550
4,610	23	146	169	50	365	415	157	1,829,340
8,900	2,570	188	2,758	263	322	585	130	514,054
38,886	2,752	1,588	4,340	294	10,077	10,371	132	990,200
24	—	—	—	833	60	893	159	3,095,370
12,278	2,669	709	3,378	195	55	250	201	766,830
17,869	1,149	781	1,930	2,936	339	3,275	112	457,485
7,391	1,049	164	1,213	99	96	195	106	373,298
—	6,764	324	7,088	2,967	5,365	8,332	—	1,182,300
1,781	4,934	3,000	7,934	3,895	3,383	7,278	133	2,048,300
1,486	284	1	285	—	96	96	55	281,865
2,314	36	54	90	—	175	175	—	—
(30)	2,388	4	2,392	604	1,788	2,392	—	—
30,187	10,728	871	11,599	2,544	269	2,813	—	—
461	1,337	373	1,710	488	1,170	1,658	121	416,665
2,064	13,520	12,151	25,671	13,290	13,730	27,020	157	1,270,034
369,394	127,323	52,965	180,288	72,035	100,276	172,311	5,448	44,376,121

TABLE V — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES, INCENDIE

COMPAGNIES COMPANIES	Actif — Assets				Passif — Liabilities		
	Argent en caisse et en banque Cash on hand and in banks	Placements Investments	Autres Other	Total	Sinistres impayés Unpaid losses	Autres Other	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1 *Beloil . . . . .	—	—	—	—	—	—	—
2 Berthier, (en bas) . . . . .	14,150	10,000	40	24,190	—	—	—
3 Cap St-Ignace . . . . .	18,411	15,100	2,537	36,048	—	67	67
4 Charlesbourg . . . . .	6,583	26,784	5,229	38,596	—	1,555	1,555
5 Château-Richer . . . . .	3,497	—	433	3,930	—	—	—
6 Chicoutimi . . . . .	13,488	60,000	292	73,780	—	—	—
7 Compton . . . . .	27,678	35,000	736	63,414	—	—	—
8 Frontenac . . . . .	9,708	113,000	19,087	141,795	150	633	783
9 Granby . . . . .	62,078	30,000	1,374	93,452	—	425	425
10 Kingsey . . . . .	12,811	15,000	41	27,852	—	—	—
11 Lacadie . . . . .	8,096	—	21	8,117	—	—	—
12 L'Annonciation . . . . .	19,936	—	297	20,233	60	—	60
13 La Présentation . . . . .	12,772	5,773	2,489	21,034	197	—	197
14 L'Assomption . . . . .	395	—	152	547	—	—	—
15 La Visitation-de-l'Île-Dupas . . . . .	13,017	—	—	13,017	—	—	—
16 L'Épiphanie . . . . .	5,805	—	984	6,789	—	42	42
17 Low . . . . .	9,861	8,000	135	17,996	50	—	50
18 N.-D.-de-Bon-Secours (L'Islet) . . . . .	11,813	18,500	451	30,764	—	—	—
19 N.-D.-de-l'Ancienne-Lorette . . . . .	5,423	5,500	203	11,126	—	—	—
20 N.-D.-d'Hébertville . . . . .	10,004	—	470	10,474	—	3	3
21 N.-D.-du-Très-Saint-Sacrement-de-Ferme-Neuve . . . . .	3,517	22,000	2,773	28,290	87	30	117
22 Roxton . . . . .	1,715	—	79	1,794	—	—	—
23 Sacré-Coeur-de-Jésus (Beauce) . . . . .	13,599	15,000	1,032	29,631	50	—	50
24 St-Alban . . . . .	5,025	—	—	5,025	—	—	—
25 St-Alexandre (Kamouraska) . . . . .	7,366	10,000	73	17,439	—	—	—
26 St-Alexis-de-Matapédia . . . . .	8,334	19,342	57	27,733	—	—	—
27 St-Alexis-de-Montcalm . . . . .	14,109	—	178	14,287	—	8	8
28 St-Ambroise-de-Kildare . . . . .	14,755	30,000	3,072	47,827	—	1,128	1,128
29 St-André-Avelin . . . . .	17,414	72,000	1,696	91,110	—	—	—
30 Saints-Anges . . . . .	2,676	2,000	—	4,676	—	—	—
31 Ste-Anne-de-Danville . . . . .	28,141	—	269	28,410	—	3,183	3,183
32 Ste-Anne-de-la-Pérade . . . . .	29,406	—	18	29,424	—	—	—
33 Ste-Anne-de-la-Pocatière . . . . .	7,346	22,000	142	29,488	—	129	129
34 Ste-Anne-de-la-Rochelle . . . . .	25,358	42,946	7,364	75,668	2,800	170	2,970
35 Ste-Anne-des-Plaines . . . . .	4,183	21,000	3,071	28,254	—	13	13
36 Ste-Anne-de-Yamachiche . . . . .	151	38,000	4,940	43,091	—	173	173
37 St-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre . . . . .	42,612	50,000	5,427	98,039	—	—	—
38 St-Augustin . . . . .	21,487	15,000	144	36,631	—	—	—
39 Ste-Barbe . . . . .	4,993	—	251	5,244	268	—	268
40 St-Barthélemi . . . . .	10,884	—	334	11,218	—	—	—
41 St-Basile . . . . .	8,512	5,300	238	14,050	50	14	64
42 St-Benoit-Labre . . . . .	15,081	20,000	764	35,845	—	—	—
43 St-Bernard (Dorchester) . . . . .	12,744	30,676	6,163	49,583	7,647	—	7,647
44 St-Bernard-de-Beauchastel . . . . .	19,275	10,000	266	29,541	—	—	—
45 St-Blaise . . . . .	2,629	—	167	2,796	—	—	—
46 Ste-Brigitte-des-Saults . . . . .	10,998	—	1,101	12,099	—	—	—
47 St-Bruno (Lac-St-Jean-Est) . . . . .	40,015	—	5,269	45,284	6,000	—	6,000
48 St-Camille (Compton) . . . . .	225	60,000	5,183	65,408	275	4,035	4,310
49 St-Camille-de-Wolfe . . . . .	18,481	—	940	19,421	—	—	—
50 Ste-Cécile-de-Masham . . . . .	3,286	15,000	402	18,688	—	—	—
51 Ste-Cécile-du-Bic . . . . .	32,352	77,000	788	110,140	—	—	—
52 St-Césaire . . . . .	101,299	50,000	5,387	156,686	333	—	333
53 St-Charles (St-Hyacinthe) . . . . .	1,573	—	316	1,889	—	—	—
54 St-Clet . . . . .	2,547	15,500	240	18,287	75	4	79
55 St-Coeur-de-Marie . . . . .	6,074	4,000	1,087	11,161	—	—	—
56 St-Côme-de-Kennebec . . . . .	6,978	30,000	1,175	38,153	—	148	148
57 St-Constant . . . . .	3,782	—	329	4,111	—	—	—
58 Ste-Croix (Lac-St-Jean-Est) . . . . .	5,911	—	1,148	7,059	—	—	—
59 Ste-Croix (Lotbinière) . . . . .	9,248	110,000	3,622	122,870	—	—	—
60 St-Cuthbert . . . . .	11,540	10,000	410	21,950	—	—	—

TABLE V — PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE

Surplus ou déficit Surplus or deficit	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Solde non cotisé des billets de dépôt Unassessed balance of deposit notes	Nombre de polices Number of policies	Assurance en vigueur nette Net insurance in force	
	Cotisations Assessments	Autres Other	Total	Sinistres payés Losses paid	Autres Other	Total				
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
24,190	—	—	12,382	2,569	12,606	15,175	224,593	537	3,821,575	1
35,981	9,541	2,841	9,643	2,937	2,119	5,056	153,946	510	2,883,175	2
37,041	7,048	2,595	8,963	1,302	3,912	5,214	142,391	325	2,740,465	3
3,930	6,894	2,069	3,800	5,825	1,450	7,275	47,830	179	809,075	4
73,780	3,143	657	29,459	18,995	14,478	33,473	413,331	805	6,114,185	6
63,414	22,324	7,135	19,559	3,875	3,942	7,817	174,000	288	2,360,520	7
141,012	11,301	8,258	49,034	20,533	25,528	46,061	232,048	728	6,053,425	8
93,027	23,940	25,094	37,060	9,294	11,808	21,102	447,455	956	3,529,200	9
27,852	33,709	3,351	10,108	615	2,715	3,330	114,748	227	1,708,335	10
8,117	7,197	2,911	4,362	46	1,297	1,297	80,007	138	575,935	11
20,173	2,218	2,144	13,167	5,909	3,051	9,006	66,598	361	1,335,095	12
20,837	10,995	2,172	14,585	9,146	4,906	14,052	424,516	540	3,828,915	13
547	10,268	4,317	3,426	3,221	503	3,724	12,829	128	271,000	14
13,017	3,426	—	2,751	—	300	300	30,691	128	613,825	15
6,747	2,509	242	5,822	1,325	1,342	2,667	66,111	123	847,175	16
17,946	4,366	1,456	5,628	158	9,893	10,051	51,668	189	829,700	17
30,764	4,338	1,290	8,728	812	7,372	8,184	124,056	428	2,055,475	18
11,126	5,008	3,774	9,241	335	6,589	6,924	46,909	170	662,150	19
10,471	2,431	6,810	5,988	6,264	3,429	9,693	103,900	162	991,850	20
28,173	2,292	3,696	15,493	10,774	2,461	13,235	127,355	305	2,205,150	21
1,794	10,985	4,508	7,633	950	6,868	7,818	89,140	171	1,324,940	22
29,581	5,813	1,820	6,532	4,209	853	5,062	58,405	174	1,009,475	23
5,025	3,908	2,624	668	3,096	40	3,136	—	47	141,000	24
17,439	432	236	7,969	4,891	1,615	6,506	115,979	421	2,089,150	25
27,733	6,280	1,689	7,603	5,575	3,248	8,823	73,811	271	1,301,665	26
14,279	5,961	1,642	6,084	1,205	2,205	3,410	130,464	226	1,281,730	27
46,699	3,800	2,284	44,662	8,841	38,849	47,690	204,880	448	3,124,130	28
91,110	16,123	28,539	35,139	17,714	20,796	38,510	292,157	748	4,267,995	29
4,676	12,740	22,399	3,302	—	3,330	3,330	2,890	31	57,800	30
25,227	—	3,302	10,784	4,345	2,842	7,187	95,117	193	1,395,730	31
29,424	6,541	4,243	8,206	185	3,077	3,262	116,294	187	1,472,500	32
29,359	4,471	3,735	10,819	2,744	4,196	6,940	151,307	372	2,364,015	33
72,688	7,634	3,185	57,819	19,823	29,268	49,091	822,496	1,418	9,962,965	34
28,241	38,262	19,557	19,364	7,873	13,179	21,052	121,199	216	1,629,790	35
42,918	8,097	11,267	81,845	28,791	58,428	87,219	546,891	1,619	6,755,689	36
98,039	28,521	53,324	84,888	41,990	40,943	82,933	879,837	1,070	8,332,945	37
36,631	36,085	48,803	23,049	8,188	14,935	23,123	763,873	537	4,171,645	38
4,976	13,002	10,047	4,360	2,800	5	2,805	49,807	104	909,450	39
11,218	4,248	112	10,358	10,401	2,449	12,850	159,777	343	2,571,830	40
13,986	8,078	2,280	7,619	1,007	7,306	8,313	120,426	320	2,002,180	41
35,845	6,098	1,521	10,278	1,152	3,497	4,649	140,813	326	1,929,950	42
41,936	6,628	3,650	12,755	4,973	3,831	8,804	195,019	244	2,542,575	43
29,541	8,873	3,882	13,425	718	3,915	4,633	105,475	453	2,374,000	44
2,796	11,772	1,653	339	—	48	48	51,128	243	994,500	45
12,099	289	50	4,258	—	1,424	1,424	36,609	61	392,895	46
39,284	2,048	2,210	8,305	—	1,185	1,185	53,472	146	961,335	47
61,098	5,947	2,358	44,383	24,157	25,926	50,083	304,810	643	4,679,430	48
19,421	17,945	26,438	8,613	6,771	2,810	9,581	211,623	599	2,667,503	49
18,688	7,643	970	10,493	6,532	3,658	10,210	125,685	388	2,243,700	50
110,140	7,845	2,648	58,483	16,107	30,356	46,463	800,985	2,124	11,567,450	51
156,353	48,898	9,585	69,702	42,628	26,989	69,617	2,044,054	1,572	14,437,176	52
1,889	45,176	24,526	4,912	4,000	436	4,436	73,005	214	912,567	53
18,208	4,879	33	6,367	451	6,287	6,738	92,142	155	986,485	54
11,161	2,686	3,681	19,239	6,143	9,650	15,793	108,369	212	1,176,690	55
38,005	11,590	7,649	13,276	4,449	5,561	10,010	93,303	310	1,310,030	56
4,111	5,947	7,329	2,366	1,822	927	2,749	33,326	86	406,650	57
7,059	4,111	798	9,365	1,296	3,850	5,146	282,741	195	1,351,050	58
122,870	5,740	3,625	52,428	34,623	33,763	68,386	622,302	1,468	10,188,320	59
21,950	30,670	21,758	35,452	16,469	13,708	30,177	229,103	612	3,917,065	60

TABLE V — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PARISSSES, INCENDIE (suite)

COMPAGNIES COMPANIES		Actif — Assets				Passif — Liabilities			
		Argent en caisse et en banque Cash on hand and in banks	Placements Investments	Autres Other	Total	Sinistres impayés Unpaid losses	Autres Other	Total	
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
61	St-Cyprien-de-Léry.....	19,070	10,000	231	29,301	—	—	—	
62	St-Cyrille-de-Normandin.....	22,786	21,455	2,391	46,632	2,535	—	2,535	
63	St-Damase.....	27,543	—	10,006	37,549	—	—	—	
64	St-David (Yamaska).....	261	—	26	287	—	—	—	
65	St-Denis.....	14,839	—	80	14,919	—	—	—	
66	St-Dominique-de-Bagot.....	6,975	—	—	6,975	—	—	—	
67	St-Dominique-de-Jonquière.....	8,492	35,000	29,152	72,644	—	256	256	
68	St-Edmond-de-Coaticook.....	15,658	29,503	3,020	48,181	—	419	419	
69	St-Edouard-de-Napierville.....	6,432	7,000	13	13,445	—	—	—	
70	St-Élisabeth.....	2,899	35,000	377	38,276	800	—	800	
71	St-Elzéar.....	12,652	15,000	6	27,658	—	—	—	
72	St-Ephrem-de-Tring.....	19,568	20,000	4,630	44,198	—	—	—	
73	St-Ephrem-d'Upton.....	11,709	—	8,527	20,236	10,275	—	10,275	
74	St-Esprit.....	2,852	—	1,671	4,523	—	3,000	3,000	
75	St-Étienne (Beauharnois).....	8,051	—	41	8,092	—	—	—	
76	St-Étienne-de-la-Malbaie.....	7,181	—	1,006	8,187	—	33	33	
77	St-Eugène-de-Grantham.....	3,018	6,000	39	9,057	—	—	—	
78	St-Eugène-de-L'Islet.....	7,464	—	229	7,693	—	54	54	
79	St-Famille-du-Cap-Santé.....	6,543	6,000	9,502	22,045	10,700	—	10,700	
80	St-Félicien.....	15,306	47,619	1,453	64,378	279	—	279	
81	St-Félix-de-Valois.....	13,206	35,000	323	48,529	—	—	—	
82	St-François (Beauce).....	7,971	31,027	292	39,290	—	—	—	
83	St-François-de-Sales.....	7,249	12,000	47	19,296	—	—	—	
84	St-François-du-Lac.....	12,660	—	11	12,671	—	—	—	
85	St-François (Ile d'Orléans).....	2,106	6,000	72	8,178	—	—	—	
86	St-Frédéric-de-Beauce.....	6,326	—	165	6,491	—	—	—	
87	St-Gabriel-de-Brandon.....	4,994	5,000	193	10,187	250	—	250	
88	St-Genève-de-Berthier.....	10,104	—	1,663	11,767	454	—	454	
89	St-Georges-de-Beauce.....	11,000	—	179	11,179	110	—	110	
90	St-Georges-de-Clarenceville.....	1,988	3,500	29	5,517	—	142	142	
91	St-Georges-de-Henryville.....	2,127	31,000	28	33,155	—	—	—	
92	St-Germain.....	22,626	—	1,340	23,966	—	5,500	5,500	
93	St-Gervais.....	29,443	31,000	1,931	62,374	—	—	—	
94	St-Guillaume-d'Upton.....	4,264	—	18,441	22,705	—	—	—	
95	St-Hélène (Bagot).....	6,251	—	6	6,257	—	—	—	
96	St-Hénéfline.....	6,262	—	45	6,307	—	—	—	
97	St-Henri-de-Lévis.....	9,417	5,000	8,690	23,107	—	—	—	
98	St-Henri-de-Mascouche.....	6,629	5,000	18	11,647	—	—	—	
99	St-Harmas.....	44,387	32,400	1,450	78,237	—	—	—	
100	St-Herménégide.....	8,782	—	195	8,977	—	—	—	
101	St-Hilaire.....	4,756	—	3	4,759	—	—	—	
102	St-Hilarion.....	22,810	9,500	175	32,485	—	—	—	
103	St-Honoré-de-Shenley.....	33,489	13,000	297	46,786	—	—	—	
104	St-Hugues.....	10,067	—	67	10,134	—	—	—	
105	St-Hyacinthe.....	1,962	7,000	60	9,022	—	5	5	
106	St-Ignace-du-Côteau-du-Lac.....	(5,703)	21,500	5,532	21,329	—	18	18	
107	St-Isidore (Dorchester).....	10,231	—	2,478	12,709	—	—	—	
108	St-Isidore (Laprairie).....	10,284	—	497	10,781	—	—	—	
109	St-Jacques-de-l'Acigian.....	17,041	—	4,635	21,676	6,000	—	6,000	
110	St-Jacques-de-Leeds.....	10,170	6,000	39	16,209	—	—	—	
111	St-Jacques-de-Parisville.....	2,310	9,000	28	11,338	—	—	—	
112	St-Jacques-le-Majeur.....	11,968	16,000	5,260	33,228	11,000	15,000	26,000	
113	St-Jean-Baptiste-de-l'Île-Verte.....	164,064	—	—	164,064	—	—	—	
114	St-Jean-Baptiste-de-Nicolet.....	232	6,000	1,707	7,939	6,000	—	6,000	
115	St-Jean-Baptiste-de-Rouville.....	2,120	10,980	370	13,470	—	—	—	
116	St-Jean-Chrysostôme.....	6,224	8,000	337	14,561	—	35	35	
117	St-Jean-de-Wickham.....	18,291	30,000	204	48,495	4,985	3,689	8,674	
118	St-Jean-L'Évangéliste-de-Thurso.....	13,082	25,000	98	38,180	—	—	—	
119	St-Jeanne-de-Neuville.....	5,689	—	36	5,725	—	—	—	
120	St-Jean-Port-Joli.....	15,364	69,000	2,714	87,078	—	—	—	

TABLE V — PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS FIRE (continued)

Surplus ou déficit Surplus or deficit	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Solde non cotisé des billets de dépôt. Unassessed balance of deposit notes	Nombre de polices Number of policies	Assurance en vigueur nette Net insurance in force
	Cotisations Assessments	Autres Other	Total	Sinistres payés Losses paid	Autres Other	Total			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
29,301	9,209	3,052	12,261	837	1,121	1,958	135,522	209	1,861,360
44,097	15,730	9,108	24,838	6,158	11,819	17,977	211,845	490	3,312,565
37,549	6,408	25,322	31,730	1,233	7,575	8,808	227,674	246	2,153,550
287	273	—	273	540	99	639	57,064	263	1,508,675
14,919	3,856	2,599	6,455	293	1,599	1,892	71,768	173	961,825
6,975	4,450	2,240	6,690	5,046	2,691	7,737	151,740	171	1,432,060
72,388	8,614	4,469	13,083	2,450	4,832	7,282	135,561	416	3,371,870
47,762	19,864	25,389	45,253	10,191	25,534	35,725	258,787	449	3,756,226
13,445	3,618	1,279	4,897	5,775	1,019	6,794	90,352	178	1,192,575
37,476	13,793	6,875	20,668	2,488	14,869	17,357	303,912	443	3,634,585
27,658	3,722	2,044	5,766	503	1,777	2,280	59,680	138	1,061,775
44,198	6,289	1,896	8,185	5,651	2,296	7,947	63,220	226	1,261,700
9,961	2,665	3,261	5,926	444	2,075	2,519	155,760	137	849,600
1,523	2,503	4,020	6,523	3,548	122	3,670	39,944	149	695,700
8,092	3,742	1,054	4,796	—	980	980	68,592	103	975,850
8,154	10,138	3,046	13,184	5,521	6,651	12,172	172,811	413	2,552,590
9,057	1,164	797	1,961	81	2,387	2,468	33,803	80	285,300
7,639	1,312	1,407	2,719	166	1,150	1,316	60,841	202	440,250
11,345	1,769	1,435	3,204	474	1,735	2,209	60,034	109	494,500
64,099	20,688	19,182	39,870	14,812	17,471	32,283	378,312	733	5,236,745
48,529	14,803	16,652	31,455	7,222	14,287	21,509	219,412	374	3,283,770
39,290	11,075	2,245	13,320	4,407	3,725	8,132	176,649	570	3,041,350
19,296	10,284	11,515	21,799	7,030	16,176	23,206	206,550	392	2,912,150
12,671	5,730	1,377	7,107	948	1,641	2,589	90,974	212	1,341,895
8,178	1,442	685	2,127	2,000	134	2,134	19,575	63	369,500
6,491	5,355	6,536	11,891	7,940	1,724	9,664	83,517	202	1,445,830
9,937	8,287	1,896	10,045	9,376	2,554	11,930	72,300	236	1,667,300
11,313	6,090	2,259	8,349	650	1,594	2,244	119,638	221	1,744,925
11,069	9,761	2,580	12,341	9,517	4,974	14,491	124,786	380	2,089,150
5,375	633	272	905	—	243	243	16,551	86	275,850
33,155	10,601	1,920	12,521	1,349	15,917	17,266	206,297	325	1,209,100
18,466	21,753	5,639	27,392	7,866	10,857	18,723	516,815	1,368	7,833,485
62,374	33,885	24,946	58,831	15,370	38,692	54,062	842,072	1,305	8,990,426
22,705	7,445	2,809	10,254	1,206	10,214	11,420	63,963	215	1,461,175
6,257	2,271	1,418	3,689	—	1,328	1,328	47,941	71	451,000
6,307	8,135	3,917	12,052	9,666	5,572	15,238	227,705	328	2,827,540
23,107	11,083	6,236	17,319	10,125	6,511	16,636	218,742	553	2,429,430
11,647	3,389	1,601	4,990	50	1,481	1,531	64,518	240	836,925
78,237	27,517	9,887	37,404	17,684	15,505	33,189	1,572,979	1,131	9,692,640
8,977	1,774	1,081	2,855	312	730	1,042	29,227	67	299,500
4,759	816	194	1,010	—	396	396	36,956	102	680,500
32,485	5,319	1,579	6,898	4,465	1,176	5,641	57,186	294	1,423,950
46,786	4,865	6,533	11,398	67	1,185	1,252	181,045	261	1,945,754
10,134	4,016	1,370	5,386	333	1,181	1,514	91,071	135	1,142,500
9,017	2,497	2,956	5,453	—	5,602	5,602	131,092	124	1,001,200
21,311	3,058	2,903	5,961	9,766	9,910	19,676	101,926	201	1,248,514
12,709	9,452	2,048	12,400	5,426	3,034	8,460	308,830	370	3,689,270
10,781	3,901	479	4,380	376	745	1,121	33,908	156	776,200
15,676	4,679	1,873	6,752	1,257	1,325	2,582	101,585	238	1,441,750
16,209	2,738	2,395	5,133	—	854	854	51,933	165	778,800
11,338	4,687	3,988	8,675	5,031	6,002	11,033	91,401	184	1,353,575
7,228	27,047	32,323	59,370	19,919	25,906	45,825	245,278	773	5,697,010
164,064	22,710	13,235	35,945	8,913	11,287	20,200	803,547	1,579	13,047,525
1,939	14,618	15,185	29,803	11,644	18,340	29,984	199,701	407	2,898,610
13,470	7,474	3,918	11,392	4,518	5,936	10,454	412,247	186	2,044,010
14,526	5,988	5,615	11,603	5,274	3,362	8,636	207,966	330	1,512,210
39,821	32,748	12,542	45,290	9,616	17,287	26,903	604,641	608	5,005,560
38,180	6,480	3,803	10,283	2,532	7,418	9,950	153,055	344	2,154,525
5,725	3,538	2,097	5,635	4,457	1,374	5,831	101,156	160	969,850
87,078	13,573	7,337	20,910	3,810	18,007	21,817	285,638	789	4,601,580

TABLE V — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES, INCENDIE (suite)

COMPAGNIES COMPANIES		Actif — Assets				Passif — Liabilities			
		Argent en caisse et en banque Cash on hand and in banks	Placements Investments	Autres Other	Total	Sinistres impayés Unpaid losses	Autres Other	Total	
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
121	St-Jérôme (Lac St-Jean Est).....	10,542	10,950	3,242	24,734	—	—	—	
122	St-Jérôme-de-Matane.....	5,085	—	14,314	19,399	18,200	29	18,229	
123	St-Jérusalem d'Argenteuil.....	14,003	—	549	14,552	4,000	202	4,202	
124	St-Joseph-de-Beauce.....	6,394	—	431	6,825	79	1,124	1,203	
125	St-Joseph-de-Godmanchester.....	359	—	1,742	2,101	—	9,650	9,650	
126	St-Joseph-de-Lanoraie.....	3,595	—	5	3,600	—	—	—	
127	Ste-Julie (Verchères).....	432	14,000	10,000	24,432	—	—	—	
128	Ste-Julienne.....	14,599	—	103	14,702	—	—	—	
129	Ste-Justine (Dorchester).....	5,794	30,000	578	36,372	—	—	—	
130	St-Lambert.....	4,086	—	3,209	7,295	5,500	—	5,500	
131	St-Léon-de-Standon.....	10,428	7,000	70	17,498	—	—	—	
132	St-Liboire.....	4,942	—	6,989	11,931	2,000	—	2,000	
133	St-Lin-des-Laurentides.....	22,950	—	763	23,713	20	—	20	
134	St-Louis (Lévis).....	16,109	11,000	2,950	30,059	—	—	—	
135	St-Louis-de-Chambord.....	3,716	2,100	32	5,848	—	—	—	
136	*St-Louis-de-Gonzague.....	—	—	—	—	—	—	—	
137	St-Louis-de-l'Île-aux-Coudres.....	6,221	27,500	80	33,801	22	—	22	
138	St-Louis-de-Lotbinière.....	7,999	136,494	2,793	147,286	—	—	—	
139	St-Luc (Champlain).....	7,604	5,000	523	13,127	—	—	—	
140	Ste-Luce-de-Disraeli.....	7,976	19,000	2,334	29,310	—	—	—	
141	Ste-Lucie-d'Albanel.....	19,564	27,500	1,674	48,738	—	—	—	
142	Ste-Madeleine-de-Rigaud.....	18,348	20,000	864	39,212	—	—	—	
143	St-Magloire.....	23,169	—	—	23,169	—	—	—	
144	St-Malachie (Dorchester).....	40,724	10,500	311	51,535	—	—	—	
145	St-Malachie-d'Ormstown.....	10,702	—	1,485	12,187	—	—	—	
146	St-Marc (Verchères).....	1,013	11,500	73	12,586	—	—	—	
147	*St-Marc-des-Carrières.....	—	—	—	—	—	—	—	
148	Ste-Marie-de-Sayabec.....	15,420	20,005	585	36,010	—	310	310	
149	Ste-Marie-Madeleine.....	2,991	17,000	224	20,215	—	—	—	
150	Ste-Marie-Salomé.....	3,274	—	5,774	9,048	—	15,000	15,000	
151	St-Martin.....	1,384	14,000	127	15,511	—	25	25	
152	Ste-Martine.....	15,976	10,000	47	26,023	—	—	—	
153	St-Maurice.....	20,916	—	358	21,274	500	—	500	
154	St-Méthode-d'Adstock.....	10,699	14,500	89	25,288	—	—	—	
155	St-Michel (Bellechasse).....	12,263	—	59	12,322	120	—	120	
156	St-Michel-Archange.....	12,879	—	5,676	18,555	7,884	—	7,884	
157	Ste-Monique.....	(5,462)	48,000	8,668	51,206	—	—	—	
158	St-Narcisse.....	2,883	—	—	2,883	—	—	—	
159	St-Nazaire-d'Acton.....	8,365	10,000	11,360	29,725	—	—	—	
160	St-Nérée.....	1,506	—	132	1,638	—	—	—	
161	St-Nicolas.....	3,800	8,000	306	12,106	—	4	4	
162	St-Octave-de-Métis.....	18,757	—	355	19,112	—	—	—	
163	St-Ours.....	1,158	—	444	1,602	—	1,500	1,500	
164	St-Pamphile.....	8,755	4,000	527	13,282	—	—	—	
165	St-Patrice-de-Beaurivage.....	7,520	62,500	713	70,733	—	—	—	
166	St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup.....	22,752	—	297	23,049	—	613	613	
167	St-Patrice-de-Sherrington.....	13,274	5,000	10,061	28,335	—	—	—	
168	St-Philippe-de-Laprairie.....	1,204	—	141	1,345	—	—	—	
169	Ste-Philomène.....	399	—	—	399	—	—	—	
170	St-Pie.....	26,403	—	3,439	29,842	—	—	—	
171	St-Pierre-Baptiste.....	21,207	129,505	15,492	166,204	1,703	—	1,703	
172	St-Pierre-de-Broughton.....	15,281	7,500	5	22,786	—	—	—	
173	St-Pierre-de-Durham.....	21,540	—	—	21,540	—	—	—	
174	St-Pierre-de-la-Patrie.....	12,598	—	41	12,639	—	—	—	
175	St-Pierre, Ile d'Orléans.....	25,029	—	24	25,053	—	—	—	
176	St-Pierre-les-Becquets.....	26,147	78,000	625	104,772	—	—	—	
177	St-Raphaël.....	849	—	1,905	2,754	55	1,633	1,688	
178	St-Raymond.....	15,398	10,000	380	25,778	—	1,085	1,085	
179	St-Rémi.....	338	—	—	338	—	1,100	1,100	
180	St-Robert.....	180	—	—	180	—	—	—	

TABLE V — PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE (continued)

Surplus ou déficit Surplus or deficit	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Solde non cotisé des billets de dépôt Unassessed balance of deposit notes	Nombre de polices Number of policies	Assurance en vigueur nette Net insurance in force
	Cotisations Assessments	Autres Other	Total	Sinistres payés Losses paid	Autres Other	Total			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
24,734	4,177	3,096	7,273	473	10,069	10,542	67,652	129	940,350
1,170	15,332	10,405	25,737	11,400	12,312	23,712	247,620	634	3,211,425
10,350	4,987	2,361	7,348	8,390	5,052	13,442	96,478	330	1,931,100
5,622	10,140	2,023	12,163	7,067	2,366	9,433	210,228	388	3,536,575
(7,549)	6,288	9,001	15,289	10,742	4,312	15,054	107,575	363	1,590,825
3,600	1,496	60	1,556	175	242	417	14,965	—	315,800
24,432	86	30,434	30,520	6,000	89	6,089	30,062	80	614,615
14,702	8,057	3,308	11,365	8,644	4,341	12,985	237,458	370	2,665,325
36,372	4,179	2,682	6,861	2,957	6,455	9,412	64,552	201	1,180,352
1,795	2,229	1,219	3,448	1,878	1,319	3,197	78,333	135	730,200
17,498	1,909	2,164	4,073	8,606	861	9,467	28,678	156	637,700
9,931	3,702	2,264	5,966	2,955	1,488	4,443	70,764	209	698,350
23,693	8,482	3,959	12,441	7,89	3,822	4,611	152,072	280	1,967,760
30,059	14,096	5,290	19,386	13,458	5,221	18,679	211,519	391	3,134,400
5,848	1,741	768	2,509	75	1,170	1,245	43,392	79	385,800
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
33,779	2,573	3,207	5,780	238	1,285	1,523	34,705	146	637,750
147,286	30,310	29,074	59,384	21,414	36,612	58,026	436,377	661	10,019,840
13,127	4,870	1,344	6,214	3,955	1,638	5,593	62,156	230	1,287,550
29,310	13,379	7,668	21,047	16,359	6,937	23,296	213,623	434	2,893,775
48,738	5,065	18,166	23,231	2,983	4,172	7,155	213,535	271	1,254,965
39,212	9,832	3,725	13,557	4,248	5,894	10,142	144,085	310	2,115,125
23,169	1,263	875	2,138	375	10,250	10,625	11,210	80	303,455
51,535	5,449	3,071	8,520	2,282	2,909	5,191	125,414	288	1,945,505
12,187	8,688	3,323	12,011	10,718	3,082	13,800	153,627	290	2,068,285
12,586	2,786	5,918	8,704	151	7,561	7,712	66,632	88	781,370
35,700	7,780	3,016	10,796	428	3,262	3,690	99,380	670	1,441,811
20,215	4,081	2,302	6,383	—	6,897	6,897	129,440	146	1,178,565
(5,952)	10,880	20,250	31,130	30,728	1,356	32,084	328,016	471	3,765,655
15,486	2,115	6,492	8,607	1,043	9,202	10,245	133,165	148	871,250
26,023	4,071	2,352	6,423	100	1,365	1,465	137,538	179	1,680,200
20,774	6,978	4,944	11,922	6,024	4,193	10,217	124,977	224	1,366,215
25,288	2,997	1,341	4,338	1,020	605	1,625	25,256	165	609,775
12,202	8,847	2,643	11,490	6,955	2,642	9,597	253,786	318	2,929,550
10,671	1,199	4,667	5,866	405	2,373	2,778	169,875	234	1,829,184
51,206	8,530	17,868	26,398	17,187	21,478	38,665	185,427	347	2,410,050
2,883	4,720	244	4,964	6,200	468	6,668	46,095	189	921,900
29,725	4,376	3,081	7,457	5,471	6,571	12,042	120,817	180	1,358,675
1,638	5,969	1,297	7,266	1,355	5,061	6,416	197,997	463	2,829,475
12,102	3,328	13,592	16,920	5,601	10,880	16,481	80,263	176	928,615
19,112	11,594	3,101	14,695	6,583	4,129	10,712	166,602	389	2,724,725
102	913	86	999	120	604	724	86,729	102	967,300
13,282	9,903	1,846	11,749	1,287	8,664	9,951	112,659	521	1,888,750
70,733	14,574	6,017	20,591	3,767	29,787	33,554	230,912	438	4,173,652
22,436	12,008	4,014	16,022	7,060	4,956	12,016	280,721	622	4,074,390
28,335	4,587	2,279	6,866	189	1,037	1,226	69,469	234	1,398,525
1,345	5,229	17	5,246	6,245	763	7,008	71,239	198	1,424,785
399	2,315	11	2,326	2,400	399	2,799	77,841	293	1,297,350
29,842	6,394	3,926	10,320	448	3,457	3,905	263,116	306	2,625,005
164,501	49,255	33,676	82,931	28,006	52,347	80,353	737,290	1,532	10,849,285
22,786	5,216	6,219	11,435	5,824	1,505	7,329	72,598	228	1,716,675
21,540	17,236	1,646	18,882	13,100	5,757	18,857	78,094	527	3,837,700
12,639	2,124	724	2,848	—	585	585	24,285	71	384,625
25,053	5,655	24,176	29,831	2,719	3,087	5,806	102,784	172	1,596,465
104,772	26,161	14,973	41,134	17,192	23,827	41,019	326,185	885	5,751,834
1,066	5,314	5,895	11,209	4,885	6,562	11,447	68,297	227	1,149,650
24,693	6,119	2,665	8,784	3,757	2,869	6,626	51,629	314	1,279,935
(762)	14	1,000	1,014	3,193	345	3,538	79,744	191	1,365,160
180	—	6	6	—	99	99	35,958	117	633,398

TABLE V — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES, INCENDIE (suite et fin)

COMPAGNIES COMPANIES	Actif — Assets					Passif — Liabilities		
	Argent en caisse et en banque Cash on hand and in banks	Placements Investments	Autres Other	Total	Sinistres impayés Unpaid losses	Autres Other	Total	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
181 St-Roch-de-l'Achigan	22,190	5,000	12,390	39,580	—	19,164	19,164	
182 St-Roch-des-Aulnaies	9,276	20,000	197	29,473	—	—	—	
183 St-Roch-d'Orford	14,497	10,000	393	24,890	—	—	—	
184 Ste-Rosalie	21,714	—	288	22,002	—	—	—	
185 Ste-Rose (Laval)	1,049	16,845	6	17,900	—	3,000	3,000	
186 Ste-Rose-du-Dégelis	19,799	31,000	289	51,088	—	—	—	
187 St-Samuel	13,532	59,500	1,451	74,483	—	234	234	
188 Ste-Scholastique	12,080	—	16,868	28,948	4,000	200	4,200	
189 St-Séverin	3,849	8,000	40	11,889	—	—	—	
190 St-Simon	7,278	—	1,033	8,311	—	—	—	
191 St-Stanislas (Champlain)	17,868	20,000	6	37,874	—	—	—	
192 St-Stanislas-de-Kostka	5,175	—	414	5,589	—	—	—	
193 St-Sylvestre	6,176	15,000	6	21,182	—	—	—	
194 Ste-Thècle	3,858	8,000	586	12,444	—	—	—	
195 St-Théodore-d'Acton	14,354	—	189	14,543	—	10	10	
196 St-Thomas-de-Montmagny	22,740	25,000	1,206	48,946	—	—	—	
197 St-Thuribe	845	—	—	845	—	—	—	
198 St-Tite	16,791	—	553	17,344	—	—	—	
199 St-Ubald	2,000	25,500	83	27,583	—	5	5	
200 St-Urbain-Premier	4,361	21,000	1,608	26,969	650	—	650	
201 St-Valentin	527	—	5	532	—	—	—	
202 St-Victor-de-Tring	17,121	—	354	17,475	2,000	—	2,000	
203 St-Zacharie	10,058	13,000	269	23,327	—	26	26	
204 St-Zéphirin-de-Courval	17,279	—	207	17,486	—	—	—	
205 St-Zotique	5,973	18,500	468	24,941	600	1,851	2,451	
206 Shawville	1,281	—	2,706	3,987	—	1,577	1,577	
207 Stoke	10,582	—	280	10,862	—	285	285	
208 Très-Saint-Coeur-de-Marie	16,289	15,000	232	31,521	—	64	64	
209 Windsor	28,978	10,000	27,889	66,867	—	35,085	35,085	
<b>Total</b>	<b>2,572,246</b>	<b>2,891,804</b>	<b>425,915</b>	<b>5,889,965</b>	<b>118,763</b>	<b>133,687</b>	<b>252,450</b>	

\*État annuel non transmis — Annual statement not filed.

TABLE V — PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATION, FIRE (continued and concluded)

Surplus ou déficit Surplus or deficit	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Solde non cotisé des billets de dépôt Unassessed balance of deposit notes	Nombre de polices Number of policies	Assurance en vigueur nette Net insurance in force
	Cotisations Assessments	Autres Other	Total	Sinistres payés Losses paid	Autres Other	Total			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$		\$
20,416	11,297	11,322	22,619	3,019	15,598	18,617	401,829	400	9,190,371
29,473	5,366	2,356	7,722	479	1,899	2,378	122,652	289	1,949,470
24,890	12,126	4,567	16,693	6,488	9,307	15,795	157,121	324	2,141,500
22,002	3,373	1,908	5,281	25	1,117	1,142	115,373	128	982,600
14,900	4,867	5,169	10,036	5,047	5,465	10,512	171,433	262	1,484,000
51,088	7,942	3,666	11,608	650	4,513	5,163	79,531	304	1,483,250
74,249	21,575	6,251	27,826	9,642	11,563	21,205	291,078	692	1,796,450
24,748	5,036	4,731	9,767	914	9,615	10,529	136,305	316	2,850,670
11,889	961	906	1,867	125	471	596	18,486	94	318,500
8,311	3,156	1,597	4,753	6,200	944	7,144	127,413	163	1,553,250
37,874	10,235	3,489	13,724	6,900	2,994	9,894	119,798	322	2,556,930
5,589	3,393	2,574	5,967	625	2,341	2,966	105,602	168	838,800
21,182	2,799	12,185	14,984	—	15,838	15,838	39,529	128	799,950
12,444	2,326	1,271	3,597	350	8,562	8,912	44,329	125	506,505
14,533	6,291	4,609	10,900	3,174	3,799	6,973	220,053	357	1,606,050
48,946	6,973	3,953	10,926	6,992	8,516	15,508	130,850	297	2,215,140
845	25	1,665	1,690	645	646	1,291	82,250	329	1,645,000
17,344	6,904	2,136	9,040	5,259	2,829	8,088	113,471	307	1,828,830
27,578	3,130	16,220	19,350	77	23,784	23,861	58,590	142	826,950
26,319	2,850	2,047	4,897	300	6,256	6,556	77,728	167	1,114,200
532	—	18	18	—	10	10	18,667	88	304,728
15,475	7,717	1,930	9,647	5,305	1,738	7,043	144,860	274	2,092,865
23,301	4,772	1,472	6,244	60	2,175	2,235	71,877	328	1,193,400
17,486	2,355	4,640	6,995	65	1,152	1,217	88,347	119	592,300
22,490	2,860	6,452	9,312	1,374	8,955	10,329	94,816	213	1,331,760
2,410	25,725	8,261	33,986	27,460	9,621	37,081	455,902	3,092	12,517,115
10,577	4,836	980	5,816	2,466	2,974	5,440	43,654	110	1,041,616
31,457	2,663	8,751	11,414	1,171	952	2,123	51,104	155	763,525
31,782	27,484	48,622	76,106	43,495	16,111	59,606	447,050	789	6,011,495
5,637,515	1,790,249	1,326,605	3,116,854	1,201,138	1,500,278	2,701,416	37,461,935	75,441	493,742,951

TABLE VI — COMPAGNIES D'ASSURANCE FUNÉRAIRE

Actif au 31 décembre 1971

COMPAGNIES COMPANIES	Immeubles, moins hypothèques <i>Real estate, less encumbrances</i>	Prêts hypothécaires <i>Mortgage loans</i>	Obligations et actions <i>Bonds and stocks</i>
	\$	\$	\$
1 Assurances Funéraires Rousseau & Frères, Limitée (Les) .....	436,938	10,500	20,000
2 Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée (La) .....	158,374	—	22,642
3 Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée (La) .....	2,424,842	74,794	75,133
4 Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est, Limitée (La) .....	396,559	—	230,758
5 Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée (La) .....	—	—	29,150
6 Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec (La) .....	246,439	—	58,100
7 Société Coopérative de Frais Funéraires, Limitée (La) .....	972,986	—	68,955
<b>Total</b> .....	<b>4,636,138</b>	<b>85,294</b>	<b>504,738</b>

Passif au 31 décembre 1971

COMPAGNIES COMPANIES	Réserve mathématique sur polices en vigueur <i>Actuarial reserve of policies in force</i>	Réserve pour valeurs de rachat <i>Reserve for cash surrender values</i>	Comptes à payer <i>Accounts payable</i>
	\$	\$	\$
1 Assurances Funéraires Rousseau & Frères, Limitée (Les) .....	118,618	—	4,412
2 Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée (La) .....	94,791	17,412	—
3 Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée (La) .....	2,066,665	31,522	190,077
4 Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est, Limitée (La) .....	104,364	3,980	123,876
5 Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée (La) .....	33,964	5,335	—
6 Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec (La) .....	24,269	—	6,755
7 Société Coopérative des Frais Funéraires, Limitée (La) .....	145,866	17,500	—
<b>Total</b> .....	<b>2,588,537</b>	<b>75,749</b>	<b>325,120</b>

TABLE VI — FUNERAL INSURANCE COMPANIES

Assets, December 31, 1971

Espèces en caisse et en banque <i>Cash on hand and in banks</i>	Primes et comptes à recevoir <i>Premiums and accounts receivable</i>	Inventaire des mar- chandises et des appro- visionnement <i>Inventories of goods and supplies</i>	Matériel roulant, déco- rations et accessoires <i>Rolling stock, accesso- ries and equipment</i>	Autres actifs <i>Other assets</i>	Total de l'actif <i>Total assets</i>	Actif non admis <i>Assets not admitted</i>	Total de l'actif admis <i>Total admitted assets</i>	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
2,549	126,119	1,023	173,982	37,126	808,237	21,896	786,341	1
83,036	35,372	4,276	43,818	18,866	366,384	—	366,384	2
1,431,914	615,462	54,805	877,466	1,129,473	6,683,889	114,139	6,569,750	3
1,240	68,140	21,931	246,436	4,621	969,685	—	969,685	4
195,613	23,345	2,857	26,941	530	278,436	—	278,436	5
59,593	25,557	6,097	93,110	48,506	537,402	—	537,402	6
194,475	117,500	12,263	314,807	1,155	1,682,141	1,501	1,680,640	7
1,968,420	1,011,495	103,252	1,776,560	1,240,277	11,326,174	137,536	11,188,638	

Liabilities, December 31, 1971

Emprunts et décou- verts aux banques <i>Borrowed money and bank overdrafts</i>	Taxes et impôts <i>Taxes and fees</i>	Frais funéraires, payés d'avance <i>Funeral expenses, paid in advance</i>	Réserve pour dépréciation <i>Reserve for depreciation</i>	Engagements divers <i>Miscellaneous liabilities</i>	Total du passif <i>Total liabilities</i>	Capital-actions versé <i>Capital stock paid</i>	Surplus ou déficit <i>Surplus or deficit</i>	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
26,327	1,263	27,034	286,607	10,227	474,488	55,600	256,253	1
—	16,786	11,763	108,808	21,345	270,905	50,000	45,479	2
—	7,260	120,728	1,317,915	202,124	3,936,291	27,000	2,606,459	3
13,000	6,983	267,466	291,459	131,820	942,948	20,000	6,737	4
—	6,429	6,613	21,856	25,549	99,746	86,000	92,690	5
—	363	25,748	204,550	1,216	262,901	27,400	247,101	6
301,250	3,701	69,724	611,277	128,647	1,277,965	95,000	307,675	7
340,577	42,785	529,076	2,842,472	520,928	7,265,244	361,000	3,562,394	

TABLE VI — COMPAGNIES D'ASSURANCE FUNÉRAIRE (*suite et fin*)

États des opérations, Assurance

COMPAGNIES COMPANIES	Revenu — Income			
	Primes Premiums	Intérêts, dividendes et loyers Interest, dividends and rents	Revenus divers Miscellaneous income	Diminution des réserves mathématiques et des valeurs de rachat Decrease in actuarial reserves and cash surrender values
	\$	\$	\$	\$
1 Assurances Funéraires Rousseau & Frères, Limitée (Les) . . .	1,861	780	—	1,230
2 Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée (La) .	6,336	1,307	4,984	2,651
3 Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée (La) . . . . .	10,417	157,155	134	45,643
4 Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est, Limitée (La) . . . . .	5,265	—	—	—
5 Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée (La) . . . .	645	1,312	647	277
6 Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec (La) . . . . .	146	—	—	—
7 Société Coopérative de Frais Funéraires, Limitée (La) . . . . .	458	10,027	1,705	2,207
Total . . . . .	25,128	170,581	7,470	52,008

## Frais funéraires

COMPAGNIES COMPANIES	Revenu — Income			
	Ventes et frais funéraires Sales and funeral	Revenus divers Miscellaneous income	Matériel roulant Rolling stock	Louage de voitures Renting of automobiles
	\$	\$	\$	\$
1 Assurances Funéraires Rousseau & Frères, Limitée (Les) . . .	317,154	35,893	26,515	1,726
2 Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée (La) .	141,960	4,848	2,668	5,094
3 Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée (La) . . . . .	1,791,617	72,344	76,526	68,438
4 Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est, Limitée (La) . . . . .	370,609	4,388	30,093	—
5 Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée (La) . . . .	119,286	731	1,199	4,487
6 Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec (La) . . . . .	162,512	29,668	27,968	3,307
7 Société Coopérative de Frais Funéraires, Limitée (La) . . . . .	447,326	26,684	14,091	16,065
Total . . . . .	3,350,464	174,556	179,060	99,117

TABLE VI — FUNERAL INSURANCE COMPANIES (continued and concluded)

Statement of operations, Insurance

Dépenses — Expenditures						
Réclamations en vertu des contrats souscrits <i>Claims under insurance contracts</i>	Taxes sur primes et honoraires de permis <i>Taxes on premiums and licenses</i>	Frais de perception <i>Costs of collection</i>	Frais d'administration <i>Management expenses</i>	Dépenses diverses <i>Miscellaneous expenses</i>	Augmentation des réserves mathématiques et des valeurs de rachat <i>Increase in actuarial reserves and cash surrender values</i>	Profits nets sur les opérations ou pertes <i>Net operating profit or loss</i>
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
6,697	300	—	1,190	—	—	(4,316) 1
8,449	552	2,903	340	—	—	3,034 2
34,743	554	4,492	4,180	899	—	168,481 3
10,180	552	—	2,100	—	987	(8,554) 4
654	551	177	350	—	174	975 5
183	271	—	1,136	—	—	(1,444) 6
2,690	551	999	800	15,918	—	(6,561) 7
63,596	3,331	8,571	10,096	16,817	1,161	151,615

Funeral fees

Dépenses — Expenditure						
Salons mortuaires <i>Funeral parlors</i>	Décorations, accessoires et outillage <i>Decorations, accessories and equipment</i>	Service général <i>General expenses</i>	Frais d'administration <i>Management expenses</i>	Charges fixes <i>Fixed charges</i>	Dépenses diverses <i>Miscellaneous expenses</i>	Profits nets sur les opérations ou pertes <i>Net operating profit or loss</i>
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1,537	8,346	100,401	94,555	52,665	36,556	30,746 1
16,338	—	19,291	15,518	12,701	9,441	65,757 2
189,574	—	281,659	235,195	272,312	86,799	653,458 3
8,426	—	4,796	142,872	40,315	117,415	31,080 4
8,337	927	16,205	12,505	17,086	3,549	55,722 5
5,294	5,203	65,242	14,871	29,121	12,602	28,572 6
102,120	345	67,900	67,942	87,717	33,127	84,703 7
331,626	14,821	555,494	583,458	511,917	299,489	950,038

## TABLE VII — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

Actif au 31 décembre 1971

SOCIÉTÉS ASSOCIATIONS	Obligations	Actions
	Bonds	Stocks
	\$	\$
1 Alumnae Mut. Ben. Assoc. Montreal General Hospital.....	55,382	—
2 Assoc. de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec (en liquidation).....	87,250	11,675
3 Assoc. de Protection Mutuelle de la Province de Québec.....	1,312,279	—
4 Assoc. de Sec. Mut. des Empl. des Industries Valcartier Inc.....	117,533	30
5† Assoc. des Infirmières Diplômées de l'Hôpital Notre-Dame.....	13,000	—
6 Assoc. Protectrice des Policiers Municipaux de Québec.....	265,171	—
7 Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association.....	43,983	—
8 Canadian Hebrew Sick Benefit Association.....	10,439	—
9 C. P. Expressmen's Mutual Benefit Society.....	9,729	36,949
10 *Canadian Railways Benefit Society.....	—	—
11 Caserta Mutual Aid Society.....	15,000	—
12 Dominion Hebrew Sick Benefit Association.....	24,046	—
13 Entre-Aide de la Société St-Jean Baptiste de Québec (L').....	2,291,013	24,469
14 Hebrew Protective Association.....	57,522	—
15 Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.....	66,212	—
16 Hungarian Sick Benefit Association.....	1,500	—
17 Independent Hebrew Sick Ben. Assoc. of Montreal.....	10,000	—
18 I.O.O.F., Grand Lodge of Québec.....	268,388	8,433
19 †I.O.O.F., Montreal District (En cours de liquidation).....	—	—
20 King Edward Benefit Association.....	40,880	—
21 King George Sick Benefit Association.....	5,412	—
22 Lithuanian Sons & Daughters Mutual Benefit Assoc.....	4,500	—
23† Montefiore Protective and Mutual Benefit Association.....	8,982	—
24 Mutuelle Bond (La).....	89,840	133,652
25 North End Walkimir Hebrew Sick Ben. Assoc.....	6,376	—
26 Northern Electric Employees' Benevolent Association.....	72,845	—
27 Order Sons of Italy in Canada.....	10,724	—
28 Porters Mutual Benefit Association.....	40,145	13,953
29 Prossedana Mutual Benefit Association.....	5,000	—
30 Quebec Hospital Service Association.....	15,763,223	—
31 Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association.....	90,963	—
32† Secours Mutuels Canada.....	310,345	30,098
33 Secours Mutuel du Facteur (Le).....	18,301	—
34 Services de Santé du Québec (Les).....	4,233,650	233,963
35 Société de Bénéfices Mortuaires de l'Ét.....	—	—
36 Société de Secours Mutuels « Dante Alighieri ».....	43,000	—
37 Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda.....	—	—
38 Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec.....	7,150	—
39 Société St-Jean-Baptiste-de-Masson.....	—	7,048
40 Toilet Laundries Social and Benevolent Fund.....	—	—
41 Union St-Joseph-de-Notre-Dame-de-Beauport.....	58,666	—
42 Victoria Hebrew Sick Benefit Association.....	—	—
43 Yishitzer Young Men's Benefit Association.....	16,500	—
Total.....	25,474,949	500,270

\*État annuel non transmis — Annual statement not filed.

†Chiffres de 1970 — Figures.

MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS

Assets, December 31, 1971

Prêts hypothécaires <i>Mortgage loans</i>	Immeubles moins hypothèques <i>Real estate, less encumbrances</i>	Espèces en caisse et en banque <i>Cash on hand and in banks</i>	Revenu de placements échu et couru <i>Investment income, due and accrued</i>	Primes, redevances et cotisations dûes et échues <i>Outstanding premiums, contributions and dues</i>	Autres actifs <i>Other assets</i>	Total de l'actif <i>Total assets</i>
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
—	—	12,091	—	—	—	67,473 1
—	75,090	—	2,026	2,555	—	178,596 2
22,636	38,051	32,946	26,242	740	113,261	1,546,155 3
—	—	19,889	1,631	1,179	5,000	145,262 4
—	—	4,503	293	—	11,000	28,796 5
—	—	1,965	5,358	2,121	—	274,615 6
—	2,861	19,848	—	341	79	67,112 7
—	22,095	1,117	—	416	—	34,067 8
—	—	10,113	142	—	178	57,111 9
—	—	—	—	—	—	— 10
—	—	7,892	3,012	—	1,298	27,202 11
—	—	840	225	64	—	25,175 12
—	—	63,139	38,338	29,196	11,933	2,458,088 13
—	—	5,507	—	—	9,266	72,295 14
—	34,844	3,938	—	351	589	105,934 15
—	—	2,500	—	—	12,000	16,000 16
5,100	41,679	8,006	—	71	25,034	89,890 17
11,171	88,866	35,517	2,982	2,915	28,600	446,872 18
—	—	—	—	—	—	— 19
—	30,750	32,927	—	349	—	104,906 20
—	—	7,935	—	—	52,688	66,035 21
4,000	—	7,886	—	—	9,998	26,384 22
2,640	—	6,768	—	567	5,000	23,957 23
—	—	19,841	1,903	7,441	—	252,677 24
—	16,365	4,919	—	—	5,000	32,660 25
—	—	11,308	1,135	1,460	20	86,768 26
38,751	65,000	29,105	3,726	—	3,046	150,352 27
—	—	2,036	—	—	—	56,134 28
—	—	5,728	—	—	11,000	21,728 29
—	—	237,083	306,028	134,867	11,326,094	27,767,295 30
—	8,849	11,847	—	964	37,500	150,123 31
—	—	4,031	—	—	32,539	377,013 32
—	—	10,828	275	—	4,000	33,404 33
14,013	161,314	—	75,677	1,551,130	1,327,604	7,597,351 34
—	—	3,118	—	—	—	3,118 35
—	—	3,645	—	—	—	46,645 36
45,350	—	10,492	—	—	—	55,842 37
—	—	822	—	—	—	7,972 38
—	—	2,839	—	—	—	9,887 39
—	—	1,535	1,148	—	65,000	67,683 40
108,970	—	14,105	1,300	131	—	183,172 41
—	—	7,152	—	—	—	7,152 42
—	—	29,283	140	738	5	46,666 43
252,631	585,764	695,044	471,581	1,737,596	13,097,732	42,815,567

TABLE VII — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (suite)

Passif au 31 décembre 1971

SOCIÉTÉS ASSOCIATIONS	Réclamations à payer en vertu de certificats Outstanding claims under certificates	Primes, redevances et cotisations, payées d'avance Premiums, contributions and dues, received in advance	Frais généraux, dus et courus General expenses, due and accrued
	\$	\$	\$
1 Alumnae Mut. Ben. Assoc., Montreal General Hospital.....	—	248	—
2 Assoc. de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec (en liquidation).....	—	—	—
3 Assoc. de Protection Mutuelle de la Province de Québec.....	10,500	—	4,474
4 Assoc. de Sec. Mut. des Empl. des Industries Valcartier Inc.....	—	—	—
5† Assoc. des Infirmières Diplômées de l'Hôpital Notre-Dame.....	300	—	18
6 Assoc. Protectrice des Policiers Municipaux de Québec.....	—	—	—
7 Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association.....	—	172	—
8 Canadian Hebrew Sick Benefit Association.....	—	—	—
9 C. P. Expressmen's Mutual Benefit Society.....	—	—	—
10 *Canadian Railway Benefit Society.....	—	—	—
11 Caserta Mutual Aid Society.....	—	—	—
12 Dominion Hebrew Sick Benefit Association.....	1,075	31	150
13 Entre-Aide de la Société St-Jean-Baptiste de Québec (L').....	49,763	3,734	1,009
14 Hebrew Protective Association.....	—	—	—
15 Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.....	—	—	—
16 Hungarian Sick Benefit Association.....	—	—	—
17 Independent Hebrew Sick Ben. Assoc. of Montreal.....	1,400	—	200
18 I.O.O.F., Grand Lodge of Québec.....	—	691	—
19 *I.O.O.F., Montreal District.....	—	—	—
20 King Edward Benefit Association.....	4,294	—	700
21 King George Sick Benefit Association.....	1,950	880	300
22 Lithuanian Sons & Daughters Mutual Benefit Assoc.....	—	—	—
23† Montefiore Protective and Mutual Benefit Association.....	—	—	—
24 Mutuelle Bond (La).....	—	—	350
25 North End Walkimir Hebrew Sick Ben. Assoc.....	—	—	—
26 Northern Electric Employees' Benevolent Association.....	2,334	14	—
27 Order Sons of Italy in Canada.....	700	—	1,322
28 Porters Mutual Benefit Association.....	—	—	—
29 Prossedana Mutual Benefit Association.....	—	—	331
30 Québec Hospital Service Association.....	7,150,839	622,660	20,980
31 Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association.....	4,650	1,240	—
32† Secours Mutuels Canada.....	—	—	—
33 Secours Mutuel du Facteur (Le).....	—	—	—
34 Services de Santé du Québec (Les).....	3,368,077	259,112	12,915
35 Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est.....	2,902	—	—
36 Société de Secours Mutuels « Dante Alighieri ».....	—	—	—
37 Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda.....	—	—	—
38 Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec.....	—	—	—
39 Société St-Jean-Baptiste-de-Masson.....	—	—	—
40 Toilet Laundries Social and Benevolent Fund.....	—	—	150
41 Union St-Joseph-de-Notre-Dame-de-Beauport.....	—	—	—
42 Victoria Hebrew Sick Benefit Association.....	—	—	—
43 Yishitzer Young Men's Benefit Association.....	—	297	207
Total.....	10,598,784	889,079	43,106

\*État annuel non transmis — Annual statement not filed.

†Chiffres de 1970 — Figures.

TABLE VII — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS (continued)

Liabilities, December 31, 1971

Déouvert de banques <i>Bank overdrafts</i>	Engagements divers <i>Miscellaneous liabilities</i>	Réserves ou fonds spéciaux <i>Special reserves or funds</i>	Total du passif <i>Total liabilities</i>	Surplus	Grand total
\$	\$	\$	\$	\$	\$
—	—	—	248	67,225	67,473 1
8,603	14,187	—	22,790	155,806	178,596 2
—	27,974	1,218,288	1,261,236	284,919	1,546,155 3
—	—	—	—	145,262	145,262 4
—	1,000	—	1,318	27,478	28,796 5
—	—	—	—	274,615	274,615 6
—	4,200	—	4,372	62,740	67,112 7
—	—	—	—	34,067	34,067 8
—	—	—	—	57,111	57,111 9
—	—	—	—	—	— 10
—	1,387	—	1,387	25,815	27,202 11
—	—	—	1,256	23,919	25,175 12
90,661	133,700	1,620,751	1,899,618	558,470	2,458,088 13
—	19,683	—	—	72,295	72,295 14
—	—	—	19,683	86,251	105,934 15
—	—	—	—	16,000	16,000 16
—	—	—	1,600	88,290	89,890 17
—	5,206	—	5,897	440,975	446,872 18
—	508	—	5,502	—	— 19
—	—	—	—	99,404	104,906 20
—	—	—	3,130	62,905	66,035 21
—	—	—	—	26,384	26,384 22
—	—	—	—	23,957	23,957 23
—	900	—	1,250	251,427	252,677 24
—	—	—	—	32,660	32,660 25
—	—	5,654	8,002	78,766	86,768 26
—	—	200	2,222	148,130	150,352 27
—	—	—	—	56,134	56,134 28
—	—	—	331	21,397	21,728 29
—	1,373,076	13,500,000	22,667,555	5,099,740	27,767,295 30
—	—	9,664	15,554	134,569	150,123 31
—	—	—	—	377,013	377,013 32
—	—	—	—	33,404	33,404 33
267,631	1,753,107	904,365	6,565,207	1,032,144	7,597,351 34
—	—	—	2,902	216	3,118 35
—	—	—	—	46,645	46,645 36
—	—	—	—	55,842	55,842 37
—	—	—	—	7,972	7,972 38
—	—	—	—	9,887	9,887 39
—	—	—	501	67,533	67,683 40
—	—	—	—	183,172	183,172 41
—	—	—	—	7,152	7,152 42
—	1,000	—	1,504	45,162	46,666 43
366,895	3,335,928	17,258,922	32,492,714	10,322,853	42,815,567

TABLE VII — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (suite et fin)  
États des opérations pour l'année 1971

SOCIÉTÉS ASSOCIATIONS	REVENU — INCOME			
	Primes, redevances et contributions <i>Premiums Contributions and dues</i>	Revenu de placement <i>Investment income</i>	Profit sur réalisation d'actif <i>Profit on sale of assets</i>	Revenus divers <i>Miscellaneous income</i>
	\$	\$	\$	\$
1 Alumnae Mut. Ben. Assoc., Montreal General Hospital . . .	7,832	2,968	—	—
2 Assoc. de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec (1/1 au — to 31/8) . . . . .	—	5,489	—	180
Assoc. de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec (en liquidation) (1/9 au — to 31/12) . . . . .	—	3,988	—	—
3 Assoc. de Protection Mutuelle de la Province de Québec . . .	184,896	103,635	—	133
4 Assoc. de Sec. Mut. des Empl. des Industries Valcartier Inc. . .	13,293	6,585	—	32
5†*Assoc. des Infirmières Diplômées de l'Hôpital Notre-Dame . .	1,846	1,290	—	—
6 Assoc. Protectrice des Policiers Municipaux de Québec . . . . .	22,648	17,008	—	13,565
7 Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association . . . . .	5,116	3,636	—	3,660
8 Canadian Hebrew Sick Benefit Association . . . . .	1,903	537	—	1,382
9 C.P. Expressmen's Mutual Benefit Society . . . . .	16,193	2,557	—	47
10 *Canadian Railways Benefit Society . . . . .	—	—	—	—
11 Caserta Mutual Aid Society . . . . .	3,764	1,235	—	—
12 Dominion Hebrew Sick Benefit Association . . . . .	2,303	1,016	—	107
13 Entre-Aide de la Société St-Jean-Baptiste de Québec (L') . . .	491,344	161,568	3,446	1,007
14 Hebrew Protective Association . . . . .	4,553	4,058	—	—
15 Hebrew Sick Benefit Association of Montreal . . . . .	4,949	5,145	—	32,660
16 Hungarian Sick Benefit Association . . . . .	1,603	935	—	80
17 Independent Hebrew Sick Ben. Assoc. of Montreal . . . . .	3,272	2,934	—	12,161
18 I.O.O.F., Grand Lodge of Québec . . . . .	7,424	19,099	—	6,689
19 *I.O.O.F., Montreal District . . . . .	—	—	—	—
20 King Edward Benefit Association . . . . .	9,794	4,889	—	—
21 King George Sick Benefit Association . . . . .	8,742	3,243	—	1,590
22 Lithuanian Sons & Daughters Mutual Benefit Assoc. . . . .	2,293	1,316	—	1,162
23†*Montefiore Protective and Mutual Benefit Association . . . . .	1,884	865	—	2,467
24 Mutuelle Bond (La) . . . . .	39,379	13,610	11,292	9,822
25 North End Walkmir Hebrew Sick Ben. Assoc. . . . .	5,758	835	—	3,702
26 Northern Electric Employees' Benevolent Association . . . . .	15,183	3,943	80	—
27 Order Sons of Italy in Canada . . . . .	17,981	5,079	—	6,657
28 Porters Mutual Benefit Association . . . . .	1,601	2,854	—	76
29 Prossadana Mutual Benefit Association . . . . .	2,464	1,240	—	—
30 Québec Hospital Service Association . . . . .	14,987,675	1,384,335	197,779	75,219
31 Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association . . . . .	6,452	7,971	—	—
32†*Secours Mutuels Canado . . . . .	129,130	23,607	—	—
33 Secours Mutuel du Facteur (Le) . . . . .	15,924	1,566	—	70
34 Services de Santé du Québec (Les) . . . . .	18,113,195	442,422	—	239,166
35 Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est . . . . .	51,559	—	—	—
36 Société de Secours Mutuels « Dante Alighieri » . . . . .	3,080	2,898	—	—
37 Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda . . . .	4,866	4,002	—	39
38 Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec . . . .	632	384	—	—
39 Société St-Jean-Baptiste-de-Masson . . . . .	273	203	—	332
40 Toilet Laundries Social and Benevolent Fund . . . . .	5,256	4,603	—	—
41 Union St-Joseph-de-Notre-Dame-de-Beauport . . . . .	3,160	11,238	—	—
42 Victoria Hebrew Sick Benefit Association . . . . .	2,371	297	—	412
43 Yishitzer Young Men's Benefit Association . . . . .	8,000	1,999	—	—
Total . . . . .	34,209,491	2,267,082	212,597	412,417

\*État annuel non transmis — *Annual statement not filed.*

†Chiffres de 1970 — *Figures.*

TABLE VII — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS (continued and concluded)  
Statement of operations for the year 1971

DÉPENSES — EXPENDITURE							
Transport d'une autre caisse <i>Transfer from other fund</i>	Total des revenus <i>Total income</i>	Réclamations encourues en vertu de certificats <i>Claims incurred under certificates</i>	Frais généraux <i>General expenses</i>	Perte sur réalisation d'actif <i>Loss on sale of assets</i>	Dépenses diverses <i>Miscellaneous expenses</i>	Transport à une autre caisse <i>Transfer to other fund</i>	Total des dépenses <i>Total expenditure</i>
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
—	10,800	7,812	1,548	—	—	—	9,360
—	5,669	7,030	16,158	—	20,623	—	43,811
—	3,988	—	6,018	—	—	—	6,018
—	288,664	106,000	59,680	—	28,332	—	194,012
1,650	21,560	13,612	1,582	—	169	1,650	17,013
—	3,136	2,050	425	—	—	—	2,475
—	53,221	3,450	809	—	34,638	—	38,897
324	12,736	1,394	2,621	—	1,435	324	5,774
—	3,822	—	3,806	—	—	—	3,806
—	18,797	15,319	1,945	—	—	—	17,264
—	—	—	—	—	—	—	—
—	4,999	3,675	787	—	52	—	4,514
—	3,326	817	1,375	—	163	—	2,355
—	657,365	286,000	120,643	—	145,223	—	551,866
—	8,611	2,446	5,177	—	—	—	7,623
—	42,754	9,264	6,639	—	—	65,965	81,868
—	2,618	877	514	—	—	—	1,391
—	18,367	600	2,759	—	5,584	—	8,943
5,744	38,956	—	27,248	—	5,708	5,744	38,700
—	14,683	5,082	3,501	—	—	—	8,583
—	13,575	5,379	3,407	—	—	—	8,786
—	4,771	3,284	940	—	—	—	4,224
—	5,216	850	1,508	—	1,231	—	3,589
—	74,103	41,181	4,946	—	158	—	46,285
—	10,295	2,808	2,382	—	1,380	—	6,570
—	19,206	14,835	1,844	—	116	—	16,795
—	29,717	7,910	10,416	—	2,884	—	21,210
—	4,531	2,390	1,212	—	—	—	3,602
—	3,704	1,591	286	—	—	—	1,877
—	16,645,008	12,469,854	3,466,782	—	902,841	—	16,839,477
—	14,423	5,024	3,705	—	1,625	—	10,354
—	152,737	116,000	1,052	—	760	—	123,832
218	17,778	12,000	2,677	6,020	—	218	14,895
—	18,794,783	15,382,234	3,168,553	—	1,130,266	—	19,681,053
—	51,559	45,942	4,387	—	71	—	50,400
—	5,978	1,445	741	—	1,358	—	3,544
—	8,907	5,319	1,592	—	—	—	6,911
—	1,016	599	169	—	—	—	768
—	808	490	347	—	51	—	888
—	9,859	10,346	335	—	—	—	10,681
2,227	16,625	3,083	2,433	—	—	2,227	7,743
—	3,080	1,488	909	—	51	—	2,448
—	9,999	—	2,083	—	2,474	—	4,557
10,163	37,111,750	28,599,480	6,945,941	6,020	2,287,193	76,128	37,914,762

Publié en conformité des dispositions de l'article 162 de la Loi des assurances de Québec (S.R.Q. 1964).

Pour le ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives de la Province,  
Le surintendant des assurances,  
46002-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Published in accordance with section 162 of the Québec Insurance Act (R.S.Q., 1964).

For the Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives of the Province,  
ROGER-A. CAMARAIRE,  
Superintendent of Insurance.  
46002-o

**Avis d'émission de permis et de certificat  
d'enregistrement**

Avis est par les présentes donné que les compagnies d'assurances et les sociétés dont les noms suivent ont obtenu le renouvellement de leur permis et de leur enregistrement pour l'année commençant le 1er juillet 1972 et finissant le 30 juin 1973.

**Notice of issue of license and certificate  
of registry**

Notice is hereby given that the following insurance companies and associations have obtained the renewal of their license and registration for the year beginning on the 1st day of July 1972 and ending on the 30th of June 1973.

TABLE VIII

**COMPAGNIES SOUS PERMIS ET  
ENREGISTRÉES  
AU 1er MAI 1972**

**COMPANIES LICENSED AND  
REGISTERED  
AS AT MAY 1, 1972**

Nom — Name

Abbey Life Insurance Company of Canada — Abbaye Compagnie d'Assurance-Vie du Canada (L')

Abeille (L'), Compagnie Anonyme d'Assurances à Primes Fixes contre l'Incendie, la Grêle, les Accidents et les Risques Divers — Bee Fire (The), Hail, Accident and General Insurance Company

Acadia Insurance Co. (The) — Acadie (L'), Compagnie d'Assurances

Acadia Life Insurance Company (The) — Acadie (L'), Compagnie d'Assurance-Vie

Adanac General Insurance Company of Canada — Adanac du Canada, Compagnie d'Assurance Générale

Adriatic Insurance Company

Aeterna-Vie, Compagnie d'Assurance — Aeterna-Life Insurance Company

Aetna Casualty and Surety Co. (The)

Aetna Casualty Co. of Canada — Aetna Casualty du Canada, Compagnie d'Assurance

Aetna Insurance Company

Aetna Life Insurance Company

Affiliated F M Insurance Co.

Agricultural Insurance Company

Albion Insurance Company of Canada (The)

Allendale Mutual Insurance Company

Alliance Assurance Company Limited

Alliance Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie — Alliance Mutual Life Insurance Company

Allstate Insurance Company

Allstate Insurance Company of Canada — Allstate du Canada, Compagnie d'Assurance

Allstate Life Insurance Company

Allstate Life Insurance Company of Canada — Allstate du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie

Alpina Insurance Company Ltd.

American Bankers Insurance Company of Florida

American Bankers Life Assurance Company of Florida

American Casualty Company of Reading, Pennsylvania

American Credit Indemnity Co. of New-York

American Health and Life Insurance Company

American Home Assurance Company

American Insurance Company (The)

American Mutual Liability Insurance Company

American National Fire Ins. Co.

American National Insurance Company

American Re-Insurance Company

American Road Insurance Company (The)

Ancienne Mutuelle Accidents Société d'Assurances à forme mutuelle à cotisations fixes contre les accidents et autres risques — Old Mutual Accident Insurance Society

Argonaut Insurance Company

Arkwright-Boston Manufacturers Mutual Insurance Company

Artisans (Les), société coopérative d'assurance-vie — Artisans (The), Life Insurance Cooperative Society

Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal — Montreal Police Benevolent and Pension Society

Assomption Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie — Assumption Mutual Life Insurance Company

Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L') — Fabriques of Montreal Mutual Assurance (The)

Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L')

Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L')

Assurances Funéraires Rousseau & Frère Limitée (Les)

Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle — U.C.C. Mutual Insurance Company

Assurance-Vie Desjardins (L') — Desjardins Mutual Life Assurance Company

Nom — Name

Assurance-Vie du St-Laurent (L') — St. Lawrence Life Assurance Company

Aviation and General Insurance Company Limited

Balboa Insurance Company — Compagnie d'Assurance Balboa (La)

Bâloise Insurance Co. Ltd. (The) — Bâloise (La), Compagnie d'Assurances

Bankers & Traders Insurance Company Limited

Bankers Life and Casualty Company

Bankers Life Company

Beaver Insurance Company

Bee Fire (The), Hail, Accident and General Insurance Company — Abeille (L'), Compagnie Anonyme d'Assurances à Primes Fixes contre l'Incendie, la Grêle, les Accidents et les Risques Divers

Belair Insurance Company — Compagnie d'Assurance Béclair (La)

Boiler Inspection and Insurance Co. of Can. (The)

British America Assurance Company

British and Foreign Marine Insurance Co. Ltd. (The)

British Aviation Insurance Co. Ltd. (The)

British Economic Insurance Co. Ltd

British Pacific Life Insurance Company

Buffalo Insurance Company

Caisse de Retraite du Clergé (La).

Calvert Fire Insurance Company

Canada Accident and Fire Assurance Co. (The) — Compagnie d'Assurance contre les Accidents et l'Incendie du Canada (La)

Canada Health and Accident Assurance Corporation — Corporation Canadienne d'Assurances Santé et Accidents (La)

Canada Life Assurance Company (The) — Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (La)

Canada Security Assurance Company

Canada Uni, Compagnie d'Assurance — United Canada Insurance Company

Canadian Commerce Insurance Co. (The)

Canadian General Insurance Company — Compagnie d'Assurance Canadienne Générale

Canadian Home Assurance Company — Compagnie d'Assurance du Home Canadien

Canadian Indemnity Company (The) — Indemnité Compagnie Canadienne (L')

Canadian Mercantile Insurance Co. (The) — Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile (La)

Canadian National Insurance Co. (The) — Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale (La)

Canadian Pioneer Insurance Company — Compagnie d'Assurance Pionnier Canadien (La)

Canadian Premier Life Insurance Company — Compagnie d'Assurance-Vie Canadian Premier (La)

Canadian Provident (The) (Life) — Prévoyants du Canada (Les) (Vie)

Canadian Provident (The) (Pension Fund) — Prévoyants du Canada (Les) (Fonds de pension)

Canadian Provident-General Insurance (The) — Prévoyants du Canada-Assurance Générale (Les)

Canadian Provincial Insurance Company (The) — Compagnie d'Assurance Canadienne Provinciale (La)

Canadian Reassurance Company — Compagnie Canadienne de Réassurance

Canadian Reinsurance Company

Canadian Surety Company (The)

Canadian Union Ins. Co. (The) — Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances

TABLE VIII

COMPAGNIES SOUS PERMIS ET  
ENREGISTRÉES  
AU 1er MAI 1972 (suite)

COMPANIES LICENSED AND  
REGISTERED  
AS AT MAY 1, 1972 (continued)

Nom — Name

Canadian Universal Insurance Company, Limited — Compagnie d'Assurance Canadienne Universelle Limitée (La)

Capitol Life Insurance Company (The)

Car City Insurance Company

Casualty Company of Canada (The) — Casualty (La), Compagnie d'Assurance du Canada

Centennial Insurance Company

Central Mutual Ins. Co.

Century Insurance Company of Canada (The) — Compagnie d'Assurance Century du Canada (La)

Chicago Title Insurance Company

Christania Almindelinge Forsikrings Aktieselskap Storebrand — Storebrand Insurance Company Limited

Combined Insurance Company of America

Commerce and Industry Insurance Company

Commerce and Industry Insurance Company of Canada

Commerce General Insurance Co. (The) — Compagnie d'Assurance Générale de Commerce (La)

Commercial Life Assurance Company of Canada (The) — Commerciale (La), Compagnie d'Assurance-Vie

Commercial Travelers Mutual Insurance Company

Commercial Union Assurance Co. Ltd.

Commonwealth Insurance Company

Compagnie Canadienne de Réassurance — Canadian Reassurance Company

Compagnie Cooperative Incendie et Accidents (La) — Co-operative Fire and Casualty Company

Compagnie d'Assurance Balboa (La) — Balboa Insurance Company

Compagnie d'Assurance Belair (La) — Belair Insurance Company

Compagnie d'Assurance Canadienne Écossaise (La) — Scottish Canadian Assurance Corporation

Compagnie d'Assurance Canadienne Générale (La) — Canadian General Insurance Company

Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile (La) — Canadian Mercantile Insurance Company (The)

Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale (La) — Canadian National Insurance Company (The)

Compagnie d'Assurance Canadienne Provinciale (La) — Canadian Provincial Insurance Company (The)

Compagnie d'Assurance Canadienne Universelle Limitée (La) — Canadian Universal Insurance Company, Limited

Compagnie d'Assurance Century du Canada (La) — Century Insurance Company of Canada (The)

Compagnie d'Assurance contre les Accidents et l'Incendie du Canada (La) — Canada Accident and Fire Assurance Company (The)

Compagnie d'Assurance d'Hypothèques du Canada (La) — Mortgage Insurance Company of Canada (The)

Compagnie d'Assurance du Canada contre l'Incendie (La) — Fire Insurance Company of Canada (The)

Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (La) — Canada Life Assurance Company (The)

Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec (La) — Québec Automobile Club Ins. Co.

Compagnie d'Assurance du Home Canadien — Canadian Home Assurance Company

Compagnie d'Assurance du Québec — Québec Assurance Company

Compagnie d'Assurance Eaton (La) — Eaton Insurance Company

Compagnie d'Assurances Élite (La) — Elite Insurance Company

Compagnie d'Assurance Fidélité du Canada — Fidelity Insurance Co. of Canada

Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée (La)

Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée (La)

Compagnie d'Assurance Générale de Commerce (La) — Commerce General Insurance Co. (The)

Compagnie d'Assurance Halifax (La) — Halifax Insurance Company (The)

Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville (La) — Missisquoi and Rouville Ins. Co. (The)

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Comtés de Lotbinière et Mégantic.

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des Cultivateurs du district de Bedford (La) — Mutual Fire lightning and windstorm Insurance Company of the farmers of the district of Bedford (The)

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue (La)

Nom — Name

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi (La)

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Nicolet

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Richelieu (La)

Compagnie d'Assurance Pionnier Canadien (La) — Canadian Pioneer Insurance Company

Compagnie d'Assurances Provinces Unies (La) — United Provinces Insurance Company (The)

Compagnie d'Assurance Royal Général du Canada (La) — Royal General Insurance Company of Canada

Compagnie d'Assurance Stanstead et Sherbrooke (La) — Stanstead and Sherbrooke Insurance Company (The)

Compagnie d'Assurance sur la Vie La Sauvegarde (La) — Safeguard Life Assurance Company (The)

Compagnie d'Assurance-Vie Canadian Premier (La) — Canadian Premier Life Insurance Company

Compagnie d'Assurance-Vie Crown Life (La) — Crown Life Insurance Company

Compagnie d'Assurance-Vie de Montréal — Montreal Life Insurance Company

Compagnie d'Assurance-Vie, Eaton Life — T. Eaton Life Assurance Co. (The)

Compagnie d'Assurance-Vie Federated (La) — Federated Life Insurance Company

Compagnie d'Assurance-Vie Laurier — Laurier Life Insurance Company

Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (La) — Manufacturers Life Insurance Company (The)

Compagnie d'Assurance-Vie Monarch (La) — Monarch Life Assurance Company (The)

Compagnie d'Assurance-Vie North American Life (La) — North American Life Assurance Company

Compagnie d'Assurance-Vie North West du Canada (La) — North West Life Assurance Company of Canada (The)

Compagnie d'Assurance-Vie Unionmutuelle du Canada (La) — Unionmutual Life Assurance Company of Canada

Compagnie d'Assurance-Vie United Investment (La) — United Investment Life Assurance Company

Compagnie d'Assurance Vie Westmount (La) — Westmount Life Insurance Company

Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est (La)

Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée (La)

Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec (La)

Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie du Québec (La) — Québec Mutual Life Assurance Company (The)

Concordia Life Insurance Company — Concordia Compagnie d'Assurances sur la Vie S.A.

Confederation Life Insurance Company — Confédération (La), Compagnie d'Assurance-Vie

Connecticut General Life Insurance Company

Consolidated Fire and Casualty Ins. Co.

Continental Assurance Company

Continental Casualty Company

Continental Insurance Company (The)

Contingency Insurance Company Limited (The)

Co-operative Fire and Casualty Company — Compagnie Co-opérative Incendie et Accidents (La)

Cooperative Funeral Expenses Society (The) — Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée (La)

Co-operative Life Insurance Company

Cornhill Insurance Company, Limited

Corporation Canadienne d'Assurances Santé et Accidents (La) — Canada Health and Accident Assurance Corporation

Credit Life Insurance Company (The)

Crown Life Insurance Company — Compagnie d'Assurance-Vie Crown Life (La)

Cumis Insurance Society, Inc.

Cuna Mutual Insurance Society

Desjardins Mutual Life Assurance Company — Assurance-Vie Desjardins (L)

Dominion Insurance Corporation (The) — Dominion Corporation d'Assurance (La)

Dominion Life Assurance Co. (The) — Dominion (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie

Dominion of Canada General Ins. Co. (The) — Dominion of Canada, Compagnie d'Assurance Générale

## TABLE VIII

COMPAGNIES SOUS PERMIS ET  
ENREGISTRÉES  
AU 1er MAI 1972 (suite)COMPANIES LICENSED AND  
REGISTERED  
AS AT MAY 1, 1972 (continued)

Nom — Name	Nom — Name
Eagle Star Insurance Company Limited	Guardian Assurance Company, Limited
Eagle Star Insurance Company of Canada — Eagle Star Compagnie d'Assurance du Canada	Guardian Insurance Co. of Canada (The)
Eaton Insurance Company — Compagnie d'Assurance Eaton (La)	Guildhall Insurance Company of Canada — Guildhall, Compagnie d'Assurance du Canada
Eaton Life Assurance Co. (The) T. — T. Eaton Life Ass. Co. (The)	Halifax Insurance Company (The) — Compagnie d'Assurance Halifax (La)
Economical Mutual Insurance Co. — Economical, Compagnie Mutuelle d'Assurance	Hanover Insurance Company (The)
Economie Mutuelle d'Assurance (L')	Hartford Fire Insurance Company
Elite Insurance Company — Compagnie d'Assurances Élite (La)	Helvétia (L'), Compagnie Suisse d'Assurances contre l'Incendie — Helvetia Swiss Fire Ins. Co. Ltd.
Emmco Insurance Company	Holland Life Insurance Society Limited — Hollandsche Sociëteit Van Levensverzekering N.V.
Empire Life Insurance Company (The) — Empire (L'), Compagnie d'Assurance-Vie	Home Insurance Company (The)
Employers' Liability Assurance Corp'n., Ltd. (The)	Hudson Bay Insurance Company (The)
Employers Mutual Fire Insurance Company	Ideal Mutual Insurance Company
Employers Mutual Liability Insurance Company of Wisconsin	Imperial Guarantee and Accident Ins. Company of Canada (The)
Employers Reinsurance Corporation	Imperial Life Ass. Co. of Canada (The) — Impériale (L'), Compagnie d'Assurance-Vie
English and American Insurance Company Limited	Income Disability and Reinsurance Company of Canada — Income du Canada, Compagnie d'Assurance-Invalidité et de Réassurance
Equitable (L'), Compagnie d'Assurances Générales — Equitable General Insurance Company (The)	Indemnité Compagnie Canadienne (L') — Canadian Indemnity Company (The)
Equitable Life Assurance Society of the United States (The)	Indemnity Marine Assurance Co. Ltd. (The)
Equitable Life Insurance Co. of Canada (The) — Equitable (L'), Compagnie d'Assurance Vie du Canada	Industrial Life Insurance Company — Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie (L')
Excellence (L'), Compagnie d'Assurance-Vie — Excellence Life Insurance Company (The)	Insurance Company of North America
Excelsior Life Insurance Company (The) — Excelsior (L') Compagnie d'Assurance-Vie	Insurance Corporation of Ireland Limited (The)
Excess Insurance Company Limited	Internationale (L'), Compagnie d'Assurance Vie — International Life Insurance Company (The)
Fabriques of Montreal Mutual Assurance (The) — Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L')	John Hancock Mutual Life Insurance Company
Familiale (La), Compagnie d'Assurance-Vie — Family Life Assurance Company	Laurentienne (La), Compagnie mutuelle d'Assurance — Laurentian Mutual Assurance Company (The)
Federal Fire Insurance Co. of Canada	Laurier Life Insurance Company — Compagnie d'Assurance-Vie Laurier
Federal Insurance Company	Law Union and Rock Insurance Co., Ltd. (The)
Federal Life and Casualty Company	Lawyers Title Insurance Corporation
Federated Life Insurance Company — Compagnie d'Assurance-Vie Federated (La)	Liberty Mutual Fire Insurance Company
Federated Mutual Insurance Company	Liberty Mutual Insurance Company
Fédération (La), Compagnie d'Assurances du Canada — Federation Insurance Co. of Canada	Life Insurance Company of North America
Fidelity and Casualty Co. of New-York (The)	Liverpool and London and Globe Ins. Co. Ltd. (The)
Fidelity Insurance Co. of Canada — Compagnie d'Assurance Fidélité du Canada	Lloyd's (The), Non-Marine Underwriters, Members of — Lombard Insurance Company Limited
Fire Insurance Company of Canada (The) — Compagnie d'Assurance du Canada contre l'Incendie (La)	London & Edinburgh General Insurance Company Limited
Fireman's Fund Insurance Company	London and Lancashire Insurance Co., Ltd. (The)
Firemen's Insurance Co. of Newark, N.J.	London and Midland General Insurance Company — La London et Midland Compagnie d'Assurance Générale
Florists' Mutual Insurance Company	London Assurance (The)
Ford Life Insurance Company	London-Canada Insurance Company
Gamble Aiden Life Insurance Company	London Life Insurance Company — London Life, Compagnie d'Assurance-Vie
Garantie (La), Compagnie d'Assurance de l'Amérique du Nord — Guarantee Company of North America (The)	Loyal Protective Life Insurance Co.
General Accident Assurance Company of Canada (The) — General Accident, Compagnie d'Assurance du Canada	Lumbermens Mutual Casualty Co.
General Accident Fire and Life Assurance Corp., Ltd.	Lumbermen's Underwriting Alliance
General American Life Insurance Company	Maccabees Mutual Life Insurance Company
General Fire and Casualty Company	Manufacturers Life Insurance Co. (The) — Compagnie d'Assurance-Vie, Manufacturers (La)
General Reassurance Corporation	Maritime Insurance Company, Limited
General Reinsurance Corporation	Maritime Life Assurance Company (The) — Maritime Compagnie d'Assurance-Vie (La)
General Security Assurance Corporation of New-York	Maryland Casualty Company
General Security Insurance Co. of Canada — Sécurité (La) Compagnie d'Assurances Générales du Canada	Massachusetts Mutual Life Insurance Company
Gerling Global General Insurance Co. — Gerling Globale Compagnie d'Assurances Générales (La)	Mercantile and General Reinsurance Company Limited (The)
Gerling Global Life Insurance Company — Gerling Globale Compagnie d'Assurance-Vie (La)	Mercantile and General Reinsurance Company of Canada Ltd. (The)
Gerling Global Reinsurance Company — Gerling Globale Compagnie de Réassurances (La)	Merit Insurance Company — Mérite, Compagnie d'Assurance
Gibraltar General Insurance Company	Metropolitan Life Insurance Company — Métropolitaine (La) Compagnie d'Assurance-Vie
Globe Indemnity Co. of Canada (The)	Middlesex Mutual Insurance Company
Globe Life Insurance Company	Midland Insurance Company
Gore Mutual Insurance Company	Ministers Life and Casualty Union (The)
Granite State Insurance Company	Minnesota Mutual Life Insurance Company (The)
Great American Insurance Company	Missisquoi and Rouville Insurance Company (The) — Cie d'Ass. Missisquoi et Rouville (La)
Great Eastern Insurance Co. (The)	Monarch Life Assurance Company (The) — Compagnie d'Assurance-Vie Monarch (La)
Great Lakes Reinsurance Co. (The)	
Great-West Life Assurance Co. (The) — Great-West (La), Compagnie d'assurance-vie	
Guarantee Company of North America (The) — Garantie (La) Compagnie d'Assurance de l'Amérique du Nord	

TABLE VIII

COMPAGNIES SOUS PERMIS ET  
ENREGISTRÉES  
AU 1er MAI 1972 (suite)

COMPANIES LICENSED AND  
REGISTERED  
AS AT MAY 1, 1972 (continued)

Nom — Name	Nom — Name
<p>Montreal Life Insurance Company — Compagnie d'Assurance-Vie de Montréal                      Montreal Police Benevolent and Pension Society — Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal                      Mortgage Insurance Company of Canada (The) — Compagnie d'Assurance d'Hypothèques du Canada (La)                      Motors Insurance Corporation                      Munich Reinsurance Company                      Munich Reinsurance Company of Canada — Munich du Canada (La), Compagnie de Réassurance                      Mutual Boiler and Machinery Insurance Company                      Mutual Fire Ins. Co. of the County of Beauharnois                      Mutual Fire, lightning and windstorm Insurance Company of the farmers of the district of Bedford (The) — Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des Cultivateurs du district de Bedford (La)                      Mutual Life and Citizens' Assurance Co., Ltd. (The)                      Mutual Life Assurance Company of Canada (The) — Mutuelle du Canada (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie                      Mutual Life Insurance Company of New-York (The)                      Mutual of Omaha Insurance Company                      Mutuelle Générale Française Vie                      Mutuelle-Vie des Fonctionnaires du Québec (La)</p>	<p>Phoenix Insurance Company, (Hartford, Conn.) (The)                      Pilot Insurance Company                      Pitts Insurance Company — Pitts Compagnie d'Assurance                      Pitts Life Insurance Company — Pitts Compagnie d'Assurance-Vie                      Presbyterian Ministers' Fund                      Prévoyance, Compagnie d'assurances (La) — Provident Assurance Co. (The)                      Prévoyants du Canada (Les) (Vie) — The Canadian Provident (Life)                      Prévoyants du Canada (Les) — (Fonds de Pension) — Canadian Provident (The) — (Pension Fund)                      Prévoyants du Canada — Assurance Générale (Les) — Canadian Provident — General Insurance (The)                      Principal Life Insurance Company of Canada — Principale du Canada (La), Compagnie d'Assurance Vie                      Protection Mutual Insurance Co.                      Protection Universelle (La), Compagnie d'Assurances — Universal Protection Insurance Company                      Providence Washington Insurance Co.                      Provident Assurance Co. (The) — Prévoyance, Compagnie d'assurances (La)                      Provident Life and Accident Insurance Company                      Provincial General Insurance Society (The) — Société provinciale d'assurances générales (La)                      Provincial Insurance Company, Limited                      Prudential Assurance Co. Ltd. (The)                      Prudential Ins. Co. of America (The)</p>
<p>Nationale (La), Compagnie de Réassurance du Canada — National Reinsurance Company of Canada (The)                      Nationale du Canada (La), Compagnie d'Assurance-Vie — National Life Assurance Company of Canada (The)                      National Employers' Mutual General Insurance Association Limited                      National Fidelity Life Ins. Co.                      National Insurance Society — Société Nationale d'Assurances                      National Life Ass. Co. of Canada (The) — Nationale du Canada (La), Compagnie d'Assurance-Vie                      National Union Fire Ins. Company of Pittsburg, Pa.                      Netherlands Reinsurance Group N.V.                      New England Mutual Life Insurance Company                      New Hampshire Insurance Co.                      New India Assurance Co. Ltd. (The)                      New York Life Insurance Company                      New Zealand Insurance Company Ltd. (The)                      Niagara Fire Insurance Company                      Non-Marine Underwriters (The), Members of Lloyd's                      Nordisk Reinsurance Company Limited (The)                      North American Life and Casualty Company                      North American Life Assurance Co. — Compagnie d'Assurance-Vie North American Life (La)                      North American Reassurance Company                      North American Reinsurance Corporation                      North British and Mercantile Insurance Company Ltd.                      Northern Assurance Company, Ltd.                      Northern Life Ass. Co. of Canada (The) — Northern du Canada (La), Compagnie d'Assurance-Vie                      North West Life Assurance Company of Canada (The) — Compagnie d'Assurance-Vie North West du Canada (La)                      Norwich Union Fire Insurance Society Ltd.                      Norwich Union Life Insurance Company (The)</p>	<p>Québec Automobile Club Insurance Company — Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec (La)                      Québec Assurance Company — Compagnie d'Assurance du Québec                      Québec Mutual Life Assurance Company (The) — Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie du Québec (La)                      Reinsurance Corporation Ltd. (The)                      Reliable Life Insurance Company — Reliable (La), Compagnie d'Assurance-Vie                      Reliance Insurance Company "of Philadelphia"                      Rivière du Nord (La), Compagnie d'Assurance — North River Insurance Company (The)                      Royal Exchange Assurance (The)                      Royal General Insurance Company of Canada — Compagnie d'Assurance Royal Général du Canada (La)                      Royal Insurance Company, Limited</p>
<p>Occidental Life Insurance Company of California                      Occidental Life Insurance Company of Canada                      Ocean Accident and Guarantee Corporation Ltd. (The)                      Old Mutual Accident Insurance Society — Ancienne Mutuelle Accidents Société d'Assurance à forme mutuelle, à cotisations fixes contre les accidents et autres risques                      Old Republic Insurance Company                      Old Republic Life Insurance Company                      Olympic Insurance Company                      Orion Insurance Company Limited (The)</p>	<p>St. Lawrence Life Assurance Company — Assurance-Vie du St-Laurent (L)                      St-Maurice (La), Compagnie d'Assurance — St. Maurice Insurance Company (The)                      St. Paul Fire and Marine Ins. Co.                      Safeguard Life Assurance Company (The) — Compagnie d'Assurance sur la Vie La Sauvegarde (La)                      Scottish &amp; York Insurance Company Limited                      Scottish Canadian Assurance Corporation — Compagnie d'Assurance Canadienne Ecosaise (La)                      Scottish Dominion Ins. Co. Ltd (The)                      Scottish Union and National Insurance Company (The)                      Seaboard Surety Company                      Sécurité (La), Compagnie d'Assurances Générales du Canada — General Security Insurance Co. of Canada                      Security Mutual Casualty Company                      Security National Insurance Company                      Sentry Insurance A Mutual Company                      Service Fire Insurance Company of New York                      Simcoe and Erie General Insurance Company                      Skandia Insurance Company                      Société Coopérative de Frais Funéraires, Limitée (La) — Cooperative Funeral Expenses Society (The)                      Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)                      Société Nationale d'Assurances — National Insurance Society                      Société provinciale d'assurances générales (La) — Provincial General Insurance Society (The)                      Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie                      South British Insurance Company Limited (The)                      Sovereign Life Assurance Company of Canada (The) — Souveraine (La), Compagnie d'Assurance-Vie du Canada                      Standard Life Assurance Company (The)                      Stanstead and Sherbrooke Insurance Company (The) — Compagnie d'Assurance Stanstead et Sherbrooke (La)</p>
<p>Pacific Employers Insurance Company                      « La Paix », Compagnie d'Assurances Générales du Canada — « La Paix », General Insurance Company of Canada                      Paix (La), Société Anonyme d'Assurances à Primes Fixes contre les Accidents, l'Incendie, le Vol et Autres Risques Divers                      Paul Revere Life Insurance Company (The)                      Pearl Assurance Company Ltd.                      Pennsylvania Life Insurance Company                      Personnelle (La), Compagnie d'Assurance — Personal Insurance Company (The)                      Philadelphia Manufacturers' Mutual Ins. Co.                      Phoenix Assurance Company Limited</p>	

## TABLE VIII

COMPAGNIES SOUS PERMIS ET  
ENREGISTRÉES  
AU 1er MAI 1972 (fin)COMPANIES LICENSED AND  
REGISTERED  
AS AT MAY 1, 1972 (concluded)

Nom — Name	Nom — Name
<p>State Assurance Company Limited (The) State Farm Mutual Automobile Insurance Company State Mutual Life Assurance Company of America Sterling Insurance Company of Canada Stonewall Insurance Company Storebrand Insurance Company Limited — Christiania Almindelige Forsikrings — Aktieselskap Storebrand Suisse (La), Compagnie Anonyme d'Assurances Générales — Switzerland General Ins. Co. Ltd. Sun Alliance and London Assurance Company Limited Sun Insurance Office Limited Sun Life Assurance Company of Canada — Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie — Survivance (La), Mutual Life Assurance Company Swiss Reinsurance Company Switzerland General Ins. Co. Ltd. — Suisse (La), Compagnie Anonyme d'Assurances Générales</p> <p>T. Eaton Life Assurance Co. (The) — Compagnie d'Assurance-Vie, Eaton Life Tokio Marine and Fire Insurance Company, Limited (The) Toronto General Insurance Company Toronto Mutual Life Ins. Co. Traders General Insurance Company Transport Indemnity Company Transport Insurance Company Transportation Insurance Company Travelers Indemnity Company (The) Travelers Indemnity Co. of Canada — Travelers du Canada, Cie d'Indemnité Travelers Insurance Company (The) Travelers Life Insurance Co. of Canada — Travelers du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie Truck Insurance Exchange</p> <p>U.C.C. Mutual Insurance Company — Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle Underwriters National Assurance Company Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances — Canadian Union Insurance Company (The) Union Fidelity Life Insurance Company Union Insurance Society of Canton, Ltd.</p>	<p>Union Marine and General Insurance Co. Ltd. (The) Unionmutual Life Assurance Company of Canada — Compagnie d'Assurance-Vie Unionmutuelle du Canada (La) Union Mutual Life Insurance Company — Union Mutuelle Compagnie d'Assurance-Vie (L') Union Reinsurance Company Union-Vie (L'), Cie Mutuelle d'Assurance — Union Life Mutual Insurance Company (The) Unique (L'), Compagnie d'Assurance Vie — Unique Life Insurance Company United American Insurance Company United Benefit Life Insurance Company United Canada Insurance Company — Canada Uni, Compagnie d'Assurance United Investment Life Assurance Company — Compagnie d'Assurance-Vie United Investment (La) United Provinces Insurance Company (The) — Compagnie d'Assurances Provinces-Unies (La) United States Fidelity and Guaranty Company United States Fire Insurance Company Unity Fire and General Insurance Company (The) Universal Protection Insurance Company — Protection Universelle (La), Compagnie d'Assurances Utica Mutual Insurance Company</p> <p>Victoria Insurance Company of Canada Victory Insurance Company Limited (The)</p> <p>Waterloo Mutual Insurance Company (The) Wawanesa Mutual Insurance Co. (The) Wellington Fire Insurance Company Western Assurance Company (The) Western Life Assurance Company (The) Western Surety Company Westmount Life Insurance Company — Compagnie d'Assurance Vie Westmount (La)</p> <p>Yorkshire Insurance Company Ltd. (The)</p> <p>Zurich Ins. Co. — Zurich Compagnie d'Assurances Zurich Life Insurance Company of Canada — Zurich du Canada Compagnie d'Assurance-Vie</p>

TABLE IX

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS SOUS  
PERMIS ET ENREGISTRÉES  
AU 1er MAI 1972

MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS  
LICENSED AND REGISTERED  
AS AT MAY 1, 1972

Nom — Name	Nom — Name
<p>Alumnae Mutual Benefit Assoc. of the Montreal General Hospital Training School for Nurses Association Canado-Américaine Association de Protection Mutuelle de la Province de Québec Association de Secours Mutuels des Employés des Industries Valcartier Inc. (L') Association des Infirmières diplômées de l'Hôpital Notre-Dame Association des Voyageurs de Commerce du Canada (L') — Commercial Travellers' Association of Canada (The) Association d'Hospitalisation du Québec — Québec Hospital Service Association Association Protectrice des Policiers Municipaux de Québec</p>	<p>Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association (The) Loyal Christian Benefit Association</p>
<p>Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal (The) Bond Mutual (The) — Mutuelle Bond (La) Brotherhood of Railroad Trainmen Insurance Department Inc.</p>	<p>Montefiore Protective and Mutual Benefit Association of Montreal Mutuelle Bond (La) — Bond Mutual (The)</p>
<p>Canadian Foresters Life Insurance Society — Forestiers Canadiens, Société d'Assurance-Vie Canadian Hebrew Sick Benefit Association Canadian Pacific Expressmen's Mutual Benefit Society Canadian Railways Benefit Society Canadian Slovak Benefit Society — Kanadsky Slovensky Podporny Spolok Canadian Slovak League — Kanadska Slovenska Liga Canadian Woodmen of the World (The) Caserta Mutual Aid Society Catholic Order of Foresters Commercial Travellers' Association of Canada (The) — Association des Voyageurs de Commerce du Canada (L') Croatian Fraternal Union of America</p>	<p>National Catholic Society of Foresters North American Benefit Association North End Walkimir Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Northern Electric Employees Benevolent Association</p>
<p>Dominion Hebrew Sick Benefit Association</p>	<p>Ordre des Italo-Canadiens (L') — Order of Italo-Canadians (The) Ordre Indépendant des Forestiers (L') — Independent Order of Foresters (The) Order of United Commercial Travelers of America (The) Order Sons of Italy in Canada</p>
<p>Electrical Workers' Benefit Association Entraide de la Société St-Jean-Baptiste de Québec (L')</p>	<p>Pension Fund Society of Canada Packers, Ltd. Porters Mutual Benefit Association Prosedana Mutual Benefit Association</p>
<p>Forestiers Canadiens, Société d'Assurance-Vie — Canadian Foresters Life Insurance Society</p>	<p>Québec Firemen's Benefit and Pension Association — Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec Québec Health Services — Services de Santé du Québec (Les) Québec Hospital Service Association — Association d'Hospitalisation du Québec</p>
<p>Grand Orange Lodge of British America (The)</p>	<p>Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association</p>
<p>Hebrew Protective Association (The) Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Hungarian Reformed Federation of America (The) Hungarian Sick Benefit Association</p>	<p>Secours Mutuel du Facteur (Le) Secours Mutuels Canado Services de Santé du Québec (Les) — Québec Health Services Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est Société de Secours Mutuels « Dante Alighieri » Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec Société St-Jean-Baptiste de Masson Sons of England Benefit Society Sons of Scotjand Benevolent Association Supreme Council of the Royal Arcanum</p>
<p>Independent Hebrew Sick Benefit Assoc. of Montreal Independent Order of Foresters (The) — Ordre Indépendant des Forestiers Independent Order of Odd Fellows, Grand Lodge of Québec</p>	<p>Toilet Laundries Social and Benevolent Fund</p>
<p>Kanadska Slovenska Liga — Canadian Slovak League Kanadsky Slovensky Podporny Spolok — Canadian Slovak Benefit Society King Edward Benefit Association of Montreal King George Sick Benefit Association Knights of Columbus</p>	<p>Ukrainian Mutual Benefit Association of St. Nicholas of Canada Ukrainian National Association Union du Canada Assurance-Vie — Union of Canada Life Insurance Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport</p>
<p>Lithuanian Sons and Daughters Mutual Benefit Assoc. of Mtl.</p>	<p>Victoria Hebrew Sick Benefit Association</p>
	<p>Workers' Benevolent Association of Canada Workmen's Circle (The)</p>
	<p>Yishitzer Young Men's Sick Benefit Association (The)</p>

TABLE X

SOCIÉTÉS CHARITABLES SOUS PERMIS  
ET ENREGISTRÉES  
AU 1er MAI 1972

CHARITABLE ASSOCIATIONS LICENSED  
AND REGISTERED  
AS AT MAY 1, 1972

Nom — Name	Nom — Name
Allied Jewish Community Services of Montreal	Irish Protestant Benevolent Society
Anciens Combattants Français (Les)	Maimonides Hospital and Home for the Aged
Assistance Maternelle, Montréal (L')	Montreal Children's Library
Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal	Montreal Day Nursery
Bureau de Consultation-Jeunesse Inc.	Montreal Diet Dispensary
Catholic Sailors' Club	Montreal Dispensary
Child Health Association of Montreal	Montreal Protestant Homes
Child Welfare Clinic of Sherbrooke	Montreal Sailors' Institute
Children's Service Centre	Montreal Soldiers' Wives' League
Church of England Female Orphan Asylum	Mount Sinai Hospital — Hôpital Mont Sinai
Coaticook Masonic Association	Québec Playgrounds Association
Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire (La)	St. Andrew's Society of Montreal
Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de St-Hyacinthe-le-Confesseur (La)	St. Andrew's Society of Québec
Friendly Home for Young Women	St. George's Society of Montreal
Girls' Cottage School	St. George's Society of Québec
Hellenic Ladies' Benevolent Society	Social Service Council of Québec City
Hervey Institute	Société Amicale des Aveugles (La)
Herzl Health Service Centre	Society for the Protection of Women and Children
Institut Canadien-Polonais du Bien Être Inc. — Canadian Polish Welfare Institute Inc.	Summerhill Homes Inc.
	Union Nationale Française (L')
	Welcome Hall Mission
	Wong Wun Sun Association
	Young Hebrew Malbish Arumim Society

TABLE XI

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE  
DE MUNICIPALITÉS SOUS PERMIS  
ET ENREGISTRÉES  
AU 1er MAI 1972

MUNICIPAL MUTUAL INSURANCE  
CORPORATIONS LICENSED  
AND REGISTERED  
AS AT MAY 1, 1972

Nom — Name	Nom — Name
Bonaventure	St-Jacques-le-Mineur
Hereford	St-Joseph-de-Maskinongé
Lambton	St-Joseph-de-Soulanges
Louis-Joliette	St-Justin
Newport	St-Justine-de-Newton
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	St-Lazare
Notre-Dame-de-Stanbridge	St-Marie
Notre-Dame-du-Mont-Carmel (St-Jean)	St-Marthe
Rivière-Ouelle	St-Odilon-de-Cranbourne
St-Alexandre (Iberville)	St-Philémon
St-Anne-de-Varenes	St-Pierre-du-Lac
St-Anselme	St-Polycarpe
St-Antoine-sur-Richelieu	St-Prospère
St-Athanase	St-Rose-de-Watford
St-Bernard (Partie Sud-South Part)	St-Sébastien (Frontenac)
St-Brigide-d'Iberville	St-Sébastien (Iberville)
St-Claire	St-Télesphore (Soulanges)
St-Édouard-de-Frampton	St-Théodosie-Calixa-Lavallée
St-Edwidge-de-Clifton (Township of)	St-Thomas-d'Aquin
St-François-Xavier-de-Verchères	St-Ursule
St-Germaine-du-lac-Etchemin	St-Valérien-de-Milton
St-Grégoire-le-Grand	St-Victoire
	Wotton (township)

TABLE XII

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE  
DE PAROISSES SOUS PERMIS  
ET ENREGISTRÉES  
AU 1er MAI 1972

PARISH MUTUAL INSURANCE  
CORPORATIONS LICENSED  
AND REGISTERED  
AS AT MAY 1, 1972

Nom — Name	Nom — Name
Beleoil	St-Elzéar
Berthier-Sur-Mer	St-Ephrem-de-Tring
Cap St-Ignace	St-Ephrem-d'Upton
Charlesbourg	St-Esprit
Château-Richer	St-Etienne (Beauharnois)
Chicoutimi	St-Etienne-de-la-Malbaie
Compton	St-Eugène-de-Grantham
Frontenac	St-Eugène-de-l'Islet
Granby	Ste-Famille-du-Cap-Santé
Kingsey	St-Félicien
Lacadie	St-Félix-de-Valois
L'Annonciation	St-François (Beauce)
La Présentation	St-François (Ile d'Orléans)
L'Assomption	St-François-de-Sales (Portneuf)
La Visitation-de-l'Île-Dupas	St-François-du-Lac
L'Épiphanie	St-Frédéric-de-Beauce
Low	St-Gabriel-de-Brandon
Notre-Dame-de-Bon-Secours (L'Islet)	St-Geneviève-de-Berthier
Notre-Dame-de-l'Ancienne-Lorette	St-Georges-de-Beauce
Notre-Dame d'Hébertville	St-Georges-de-Clarenceville
Notre-Dame-du-Très-Saint-Sacrement de Ferme-Neuve	St-Georges-de-Henryville
Roxton	St-Germain
Sacré-Coeur-de-Jésus (Beauce)	St-Gervais
St-Alban	St-Guillaume-d'Upton
St-Alexandre (Kamouraska)	St-Hélène-de-Bagot
St-Alexis-de-Matapédia	St-Hénédine
St-Alexis-de-Montcalm	St-Henri-de-Lévis
St-Ambroise-de-Kildare	St-Henri-de-Mascouche
St-André Avellan	St-Hermas
Saints-Anges	St-Herménégilde
Ste-Anne-de-Danville	St-Hilaire (Rouville)
Ste-Anne-de-la-Pérade	St-Hilarion
Ste-Anne-de-la-Pocatière	St-Honoré-de-Shenley
Ste-Anne-des-Plaines	St-Hugues
Ste-Anne-de-La-Rochelle	St-Hyacinthe
Ste-Anne-d'Yamachiche	St-Ignace-du-Côteau-du-Lac
St-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre	St-Isidore (Dorchester)
St-Augustin (Deux-Montagnes)	St-Isidore-de-Laprairie
St-Barbe	St-Jacques-de-l'Acigian
St-Barthélemi	St-Jacques-de-Leeds
St-Basile	St-Jacques-de-Parisville
St-Benoît Labre	St-Jacques-le-Majeur
St-Bernard (Dorchester)	St-Janvier
St-Bernard-de-Beauchastel	St-Jean-Baptiste-de-l'Isle Verte
St-Blaise	St-Jean-Baptiste-de-Nicolet
St-Brigitte-des-Saults	St-Jean-Baptiste-de-Rouville
St-Bruno (Lac-St-Jean-Est)	St-Jean-Chrysostôme
St-Camille-de-Cookshire	St-Jean-de-Wickham
St-Camille-de-Wolf	St-Jean-l'Évangiliste-de-Thurso
St-Cécile-de-Masham	Ste-Jeanne-de-Neuveville
St-Cécile-du-Bic	St-Jean-Port-Joli
St-Césaire	St-Jérôme (Lac St-Jean-Est)
St-Charles (St-Hyacinthe)	St-Jérôme-de-Matane
St-Clet	St-Jérusalem d'Argenteuil
St-Coeur-de-Marie (Lac St-Jean-Est)	St-Joseph-de-Beauce
St-Côme-de-Kennebec	St-Joseph-de-Godmanchester
St-Constant	St-Joseph-de-Lanoraie
St-Croix (Lac St-Jean-Est)	St-Julie
St-Croix (Lotbinière)	St-Julien-de-Wolfestown
St-Cuthbert	St-Julienne
St-Cyprien-de-Léry	St-Justine (Dorchester)
St-Cyrille-de-Normandin	St-Lambert
St-Damase	St-Léon-de-Standon
St-David (Yamaska)	St-Liboire
St-Denis	St-Lin-des-Laurentides
St-Dominique (Bagot)	St-Louis (Lévis)
St-Dominique-de-Jonquière	St-Louis-de-Chambord
St-Edmond-de-Coaticook	St-Louis-de-Gonzague
St-Edouard-de-Napierville	St-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres
St-Élizabéth	St-Louis-de-Lotbinière
	St-Luc (Champlain)
	Ste-Luce-de-Disraëli
	Ste-Lucie-d'Albanel
	Ste-Madeleine-de-Rigaud
	St-Magloire

TABLE XII

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE  
DE PAROISSES SOUS PERMIS  
ET ENREGISTRÉES  
AU 1er MAI 1972 (fin)

PARISH MUTUAL INSURANCE  
CORPORATIONS LICENSED  
AS AT MAY 1, 1972 (concluded)

Nom — Name	Nom — Name
St-Malachie (Dorchester)	St-Raymond
St-Malachie d'Ormstown	St-Rémi
St-Marc (Verchères)	St-Robert
St-Marc-des-Carrières	St-Roch-de-l'Achigan
Ste-Marie-de-Sayabec	St-Roch-des-Aulnaies
Ste-Marie-Madeleine	St-Roch-d'Orford
Ste-Marie-Salomé	Ste-Rosalie
St-Martin	Ste-Rose (Laval)
Ste-Martine	Ste-Rose-du-Dégelis
St-Maurice	
St-Méthode-d'Adstock	St-Samuel
St-Michel (Bellechasse)	Ste-Scholastique
St-Michel-Archange	St-Séverin
St-Monique	St-Simon
	St-Stanislas (Champlain)
St-Narcisse	St-Stanislas-de-Kostka
St-Nazaire-d'Acton	St-Sylvestre
St-Nérée	
St-Nicolas	Ste-Thècle
	St-Théodore-d'Acton
St-Octave-de-Métis	St-Thomas-de-Montmagny
St-Ours	St-Thurbe
	St-Tite (Champlain)
St-Pamphile	
St-Patrice-de-Beaurivage	St-Ubald
St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup	St-Urbain-Premier
St-Patrice-de-Sherrington	
St-Philippe-de-Laprairie	St-Valentin
Ste-Philomène	St-Victor-de-Tring
St-Pie	
St-Pierre-Baptiste	St-Zacharie
St-Pierre-de-Broughton	St-Zéphirin-de-Courval
St-Pierre-de-Durham	St-Zotique
St-Pierre-de-la-Patrie	Shawville
St-Pierre, Ile d'Orléans	Stoke
St-Pierre-les-Becquets	
	Très Saint-Coeur-de-Marie
St-Raphaël	Windsor

Donné au bureau du Service des assurances  
conformément aux dispositions de l'article 121  
de la Loi des assurances (S.R.Q. 1964), le 27  
mai 1972.

*Pour le ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives de la Province,  
Le surintendant des assurances,*

46002-0

ROGER-A. CAMARAIRE.

Given at the office of the Insurance Branch  
in accordance with the provisions of section  
121 of the Québec Insurance Act (R.S.Q., 1964),  
the 27th of May, 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives of the Province,*

ROGER-A. CAMARAIRE,  
*Superintendent of Insurance.*

46002-0

**Avis relatif aux dépôts faits en vertu de l'article 94 de la Loi des assurances de Québec (R.S.Q. 1964)**

Avis est donné par les présentes que le 1er mai 1972, les compagnies d'assurance et les sociétés dont les noms suivent avaient auprès du Ministre des finances le dépôt dont le montant a été inscrit en regard de leur nom.

**Notice concerning the deposits made pursuant to section 94 of the Québec Insurance Act (R.S.Q. 1964)**

Notice is hereby given that on the 1st May 1972, the following insurance companies and associations have deposited with the Minister of Finance the amount which is shown opposite their name.

**TABLE XVI**

**DÉPÔTS CHEZ LE MINISTRE DES FINANCES AU 1er MAI 1972**

**DEPOSITS WITH THE MINISTER OF FINANCE AS AT MAY 1, 1972**

**COMPAGNIES D'ASSURANCE — INSURANCE COMPANIES**

Provinciales — Provincial	Dépôt — Deposit
Aeterna-Vie, Compagnie d'Assurance — Aeterna Life Insurance Company	\$ 50,000.00
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal — Montreal Police Benevolent and Pension Society	25,000.00
Assurances Funéraires Rousseau & Frère, Limitée (Les)	20,000.00
Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle — U.C.C. Mutual Insurance Company	75,000.00
Assurance-Vie du St-Laurent (L') — St. Lawrence Life Assurance Company	200,000.00
Belair Insurance Company — Compagnie d'Assurance Bélair (La)	100,000.00
Caisse de Retraite du Clergé (La)	5,000.00
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale (La) — Canadian National Insurance Company (The)	95,000.00
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec (La) — Québec Automobile Club Insurance Company	80,000.00
Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée (La)	22,700.00
Compagnie d'Assurance Funéraire, Urgel Bourgie, Limitée (La)	35,300.00
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale (La) — National Protection Assurance Company (The)	121,500.00
(En liquidation — In liquidation)	20,000.00
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, la Foudre et le Vent du Comté de Nicolet	10,000.00
Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est	25,000.00
Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée (La) — General Funeral Expenses Company, Limited	7,000.00
Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec	100,000.00
Economie Mutuelle d'Assurance (L')	55,000.00
Excellence (L'), Compagnie d'Assurance-Vie — Excellence Life Insurance Company	125,000.00
Industrial Life Insurance Company — Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie (L')	25,000.00
Internationale (L'), Compagnie d'Assurance-Vie — International Life Insurance Company (The)	150,000.00
Laurentienne (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance — Laurentian Mutual Assurance Company (The)	25,000.00
Médicale (La), Compagnie d'Assurances Générales — Medical General Insurance Company (The) (absorbée par l'Union Canadienne, Compagnie d'Assurances — amalgamated with the Canadian Union Insurance Company)	50,000.00
Mutuelle-Vie des Fonctionnaires du Québec (La)	65,000.00
Personnelle (La), Compagnie d'Assurance — Personal Insurance Company (The)	55,000.00
Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances — Provident Assurance Company (The)	55,000.00
Prévoyants du Canada (Les) — Canadian Provident (The)	160,000.00
Prévoyants du Canada (Les) — Assurance Générale — Canadian Provident (The) — Gen. Ins.	25,000.00
Progressive (La), Compagnie d'Assurance — Progressive Insurance Company (The) (absorbée par l'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — amalgamated with The Equitable General Insurance Company)	80,000.00
Protection Universelle (La), Compagnie d'Assurances — Universal Protection Insurance Company	100,000.00
Québec Mutual Life Assurance Company (The) — Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie du Québec (La)	75,000.00
St-Maurice (La), Compagnie d'Assurance — St-Maurice Insurance Company (The)	27,500.00
Société Coopérative de Frais Funéraires, Limitée — Cooperative Funeral Expenses Society (The)	200,000.00
Société d'Assurances des Caisse Populaires (La)	50,000.00
Société Nationale d'Assurances — National Insurance Society	10,000.00
Société Provinciale d'Assurances Générales (La) — Provincial General Insurance Society (The)	30,000.00
Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie	56,000.00
Stabilité (La), Compagnie d'Assurance-Vie — Stability Life Insurance Company (En liquidation — In liquidation)	56,000.00
Sterling Insurance Company of Canada	100,000.00
Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie — Survivance (La), Mutual Life Assurance Company	150,000.00
Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances — Canadian Union Insurance Company (The)	50,000.00
Union-Vie (L'), Compagnie Mutuelle d'Assurance — Union Life Mutual Insurance Company (The)	140,000.00
United Provinces Insurance Company (The) — Compagnie d'Assurances Provinces-Unie (La)	55,000.00
Unique (L'), Compagnie d'Assurance-Vie — Unique Life Insurance Company	43,000.00
Zénith (La), Compagnie d'Assurances Générales — Zenith General Insurance Company (The) (En liquidation — In liquidation)	

## TABLE XVI

DÉPÔTS CHEZ LE MINISTRE DES  
FINANCES AU 1er MAI 1972 (suite)DEPOSITS WITH THE MINISTER OF  
FINANCE AS AT MAY 1, 1972 (continued)

## COMPAGNIES D'ASSURANCE — INSURANCE COMPANIES

	Dépôt — Deposit
<b>Extra-provinciales — Extra-Provincial</b>	
Assomption Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie — Assumption Mutual Life Insurance Company .....	194,000.00
Canadian Universal Insurance Company, Limited — Compagnie d'Assurance Canadienne Universelle Limitée (La) .....	100,000.00
Commerce and Industry Insurance Company of Canada .....	185,000.00
Empire Life Insurance Company — Empire (L'), Compagnie d'Assurance-Vie .....	265,000.00
Gerling Global General Insurance Company — Gerling Globale Compagnie d'Assurances Générales (La) .....	155,000.00
Gerling Global Life Insurance Company — Gerling Globale Compagnie d'Assurance-Vie (La) .....	50,000.00
Gerling Global Reinsurance Company — Gerling Globale Compagnie de Réassurances (La) .....	135,000.00
Gibraltar General Insurance Company .....	142,000.00
Home Assurance Company of Canada (En liquidation — In liquidation) .....	106,500.00
Pilot Insurance Company .....	60,000.00
Reliable Life Insurance Company — Reliable (La), Compagnie d'Assurance-Vie .....	\$ 75,000.00
Scottish & York Insurance Company Limited .....	132,000.00
Simcoe and Erie General Insurance Company .....	160,000.00
<b>Fédérales — Federal</b>	
Abbey Life Insurance Company of Canada — Abbaye Compagnie d'Assurance-Vie du Canada (L') .....	200,000.00
Bâloise Insurance Company, Limited (The) — Bâloise (La), Compagnie d'Assurances .....	30,000.00
Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile (La) — Canadian Mercantile Insurance Company (The) .....	50,000.00
Equitable (L'), Compagnie d'Assurances Générales — Equitable General Insurance Company (The) .....	57,000.00
Guardian Insurance Company of Canada (The) .....	25,000.00
Lloyd's (The), Non-Marine Underwriters Members of .....	55,000.00
Lombard Insurance Company Limited .....	25,000.00
Maccabees Mutual Life Insurance Company .....	50,000.00
Pitts Insurance Company — Pitts Compagnie d'Assurance .....	107,000.00
Pitts Life Insurance Company — Pitts Compagnie d'Assurance-Vie .....	62,000.00
Québec Assurance Company — Compagnie d'Assurance du Québec .....	25,000.00
Stanstead and Sherbrooke Insurance Company (The) — Compagnie d'Assurance Stanstead et Sherbrooke (La) .....	54,000.00
Toronto General Insurance Company .....	25,000.00
Westmount Life Insurance Company — Compagnie d'Assurance-Vie Westmount .....	30,000.00
<b>SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS</b>	
<b>Provinciales — Provincial</b>	
Association de Protection Mutuelle de la Province de Québec .....	30,000.00
Entraide de la Société St-Jean-Baptiste de Québec (L') .....	25,000.00
Order Sons of Italy in Canada .....	5,000.00
Québec Hospital Service Association — Association d'Hospitalisation du Québec .....	100,000.00
Secours Mutuels Canada .....	25,000.00
Services de Santé du Québec (Les) — Québec Health Services .....	10,000.00
<b>Extra-provinciales — Extra-Provincial</b>	
Canadian Foresters Life Ins. Society — Forestiers Canadiens, Société d'Assurance-Vie .....	20,000.00
Sons of England Benefit Society .....	5,000.00
Union du Canada, Assurance-Vie — Union of Canada Life Insurance .....	20,000.00

TABLE XVI

DÉPÔTS CHEZ LE MINISTRE DES  
FINANCES AU 1er MAI 1971 (fn)

DEPOSITS WITH THE MINISTER OF  
FINANCE AS AT MAY 1, 1971 (concluded)

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION

Fédérales — Federal

Canadian Slovak Benefit Society — Kanadsky Slovensky Podporny Spolok.....	5 000.00
Canadian Slovak League — Kanadska Slovenska Liga.....	5 000.00
Commercial Travellers' Association of Canada (The) — Association des Voyageurs de Commerce du Canada (L')	10,000.00
Electrical Workers' Benefit Association.....	10,000.00
Locomotive Engineers Mutual Life & Accident Insurance Association (The).....	5,000.00
Sons of Scotland Benevolent Association.....	6,000.00
Ukrainian Mutual Benefit Association of St. Nicholas of Canada.....	5,000.00
Workers Benevolent Association of Canada.....	5,000.00

Donné au bureau du Service des assurances conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances (S.R.Q. 1964), le 27 mai 1972.

Pour le ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives de la Province,  
Le surintendant des assurances,  
46002-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Given at the office of the Insurance Branch in accordance with the provisions of section 121 of the Québec Insurance Act (R.S.Q., 1964) on the 27th of May 1972.

For the Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives of the Province,  
ROGER-A. CAMARAIRE,  
Superintendent of Insurance.

Associations coopératives

Cooperative Associations

Coop Funéraire St-Agnès

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coop Funéraire Ste-Agnès ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Ste-Agnès, Québec, dans le district électoral de Charlevoix.

Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
45960-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Coop Funéraire St-Agnès

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coop Funéraire Ste-Agnès".

The head office of this cooperative association is located at Ste. Agnès, Québec, electoral district of Charlevoix.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.

Coopérative Étudiante Critne

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coopérative Étudiante Critne ».

Le siège social de cette association coopérative est situé en la ville de La Pocatière (C.E.G.E.P. La Pocatière), Québec, dans le district électoral de Kamouraska.

Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
45988-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Coopérative Étudiante Critne

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coopérative Étudiante Critne".

The head office of this cooperative association is located in the Town of La Pocatière (C.E.G.E.P. La Pocatière), Québec, in the electoral District of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.

**Caboteurs Unis de Québec,  
Association Coopérative  
Québec United Coasters,  
Cooperative Association**

*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que l'association coopérative « Caboteurs Unis de Québec, Association Coopérative — Québec United Coasters, Cooperative Association », dont le siège social était situé à Montréal, Québec, a été dissoute le 10 mai 1972, et ce conformément aux dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45958-0

**Caboteurs Unis de Québec,  
Association Coopérative  
Québec United Coasters,  
Cooperative Association**

*(Cooperative Associations Act)*

Notice is given that the cooperative association "Caboteurs Unis de Québec, Association Coopérative — Québec United Coasters, Cooperative Association", whose head office was located in Montréal, Québec, was dissolved on May 10, 1972, in conformity with the provisions of the Cooperative Associations Act and the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

45958

**Association Coopérative Forestière  
de St-Siméon**

*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la demande du syndicat coopératif « Syndicat Forestier de St-Siméon », de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec pour devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Association Coopérative Forestière de St-Siméon ».

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45959-0

**Association Coopérative Forestière  
de St-Siméon**

*(Cooperative Associations Act)*

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the petition of the cooperative syndicate "Syndicat Forestier de St-Siméon", to cease to be governed by the Québec Cooperative Syndicates Act, to become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Association Coopérative Forestière de St-Siméon".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

45959

**Avis divers**

**Paroisse de Saint-Honoré  
Village de Saint-Honoré**

Avis est par les présentes donné que le conseil de la municipalité de la paroisse de Saint-Honoré et le conseil de la municipalité du village de Saint-Honoré, ont adopté, à la majorité de leurs membres, des règlements, soit le règlement No 92 de la municipalité de la paroisse de Saint-Honoré et le règlement No 22 de la municipalité du village de Saint-Honoré, autorisant ces municipalités à présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour fusionner les municipalités de la paroisse et du village de Saint-Honoré et créer la nouvelle municipalité de Saint-Honoré, aux conditions suivantes:

1. Attendu que la loi favorisant le regroupement des municipalités (chap. 53 des lois 1971) prévoit que les municipalités qui désirent se fusionner peuvent adopter un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité:

2. Attendu que le conseil de chacune des requérantes a adopté un tel règlement;

**Miscellaneous Notice**

**Parish of St. Honoré  
Village of St. Honoré**

Notice is hereby given that the Council of the Municipality of the Parish of St. Honoré and the Council of the Municipality of the Village of St. Honoré have adopted, by the majority of their members, No. 92 of the Municipality of the Parish of St. Honoré, and by-law No. 22 of the Municipality of the Village of St. Honoré, authorizing these municipalities to petition the Lieutenant-Governor in Council for the right to amalgamate the Municipalities of the Parish and of the Village of St. Honoré and to create the new Municipality of St. Honoré, under the following conditions:

1. Whereas the Act to promote the regroupement of municipalities (Chapter 53 of the Statutes of 1971) provides that the municipalities wishing to amalgamate may pass a by-law authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, praying him to grant letters patent amalgamating these municipalities and creating a new municipality;

2. Whereas the Council of each of the petitioners has passed such a by-law:

En conséquence, les requérantes prient le lieutenant-gouverneur en conseil d'octroyer des lettres patentes fusionnant la municipalité du village de Saint-Honoré et celle de la paroisse de Saint-Honoré selon les modalités suivantes:

a) le nom de la nouvelle municipalité sera « Municipalité de Saint-Honoré ».

b) Le territoire de la nouvelle municipalité est celui déterminé par la description technique en date du 4 mai 1972 préparée par monsieur Jean-Marie Lamarre, arpenteur-géomètre et annexée à la présente pour en faire partie comme si elle était ici au long reproduite;

c) La nouvelle municipalité sera régie par le Code municipal;

d) Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé de tous les membres des deux conseils existant avant la fusion. Le quorum sera de huit (8) membres. Les deux maires actuels alternent comme maire du conseil provisoire pour deux périodes égales qui couvriront le temps séparant la première assemblée et la date des premières élections générales. Le premier maire à exercer ce rôle sera déterminé lors de la première assemblée;

e) La première élection générale du maire et des conseillers aura lieu le premier dimanche de novembre suivant le trentième jour de l'entrée en vigueur des lettres patentes; la durée du mandat des membres du conseil est de trois (3) ans et, quant au premier mandat conforme aux dispositions des articles 249 « C » et « D » du Code municipal;

f) La première assemblée du conseil provisoire sera tenue le premier lundi juridique du mois suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à 20 heures dans la salle de l'Hôtel de Ville à St-Honoré.

g) Le siège de chacun des conseillers est numéroté de un (1) à six (6). Le conseil est formé d'un (1) maire et de dix (6) conseillers;

h) Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés;

i) Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des municipalités requérantes deviennent la propriété de la nouvelle municipalité;

j) Les surplus et déficits accumulés par chacune des municipalités requérantes seront transportés aux fonds de la nouvelle municipalité;

k) Les fonctionnaires et employés des municipalités fusionnées passent au service de la nouvelle municipalité, conservent le même traitement et y demeurent en fonction jusqu'à leur démission ou leur remplacement;

l) Le taux de la taxe foncière générale applicable au territoire de chacune des municipalités au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes restera le même jusqu'au premier (1) janvier 1973;

m) Les taxes spéciales décrétées aux règlements Nos 64, 89, 67, de la paroisse de Saint-Honoré et des Nos 7 et 8 du village de Saint-Honoré sont pour l'avenir imposées et seront prélevées sur tous les biens fonds imposables desservi par le réseau d'aqueduc de la nouvelle municipalité selon leur valeur, tel qu'il appert

Therefore, the petitioners pray the Lieutenant-Governor in Council to grant letters patent amalgamating the Municipality of the Village of St. Honoré and that of the Parish of St. Honoré, under the following terms and conditions:

a) The name of the new municipality is "Municipality of St. Honoré".

b) The territory of the new Municipality is that determined by the technical description, dated May 5, 1972, prepared by Mr. Jean-Marie Lamarre, land-surveyor, and appended herewith to form a part of these presents as if it were fully reproduced;

c) The new Municipality shall be governed by the Municipal Code;

d) Until the first general election the Provisional Council shall be composed of all the members of both councils existing before the amalgamation. The quorum shall be of eight (8) members. The two present mayors shall alternate as Mayor of the Provisional Council for two equal periods of time from the day of the first meeting to the date of the first general elections. The first Mayor to take office will be chosen during the first meeting;

e) The first general election of a mayor and councillors shall be held on the first Sunday of November following the thirtieth day of the coming into force of the letters patent; the term of office of the members of the Council shall be three (3) years and the first term of office shall conform to the provisions of sections 249 "C" and "D" of the Municipal Code;

f) The first meeting of the provisional council shall be held on the second judicial Monday following the coming into force of the letters patent. It shall be held at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, in St. Honoré;

g) The seats of the councillors shall be numbered from one (1) to six (6). The Council shall be formed of one (1) Mayor and six (6) councillors;

h) The by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collection rolls and other acts of each of the petitioning municipalities will remain in force in the territory for which they were made until they are amended, cancelled or repealed;

i) All movable and immovable property belonging to each of the petitioning municipalities shall become the property of the new Municipality;

j) The surpluses and deficits accumulated by each petitioning municipality shall be transferred to the funds of the new Municipality;

k) The officers and employees of the amalgamated municipalities shall be transferred to the new municipality and shall retain the same salary and remain in office until their resignation or replacement.

l) The rate of the general land tax application to the territory of each of the municipalities at the time of the coming into force of the letters patent will remain the same until the first (1st) of January, 1973;

m) The special taxes decreed in by-laws Nos. 64, 89, 67 of the Parish of St. Honoré and in by-laws Nos. 7 and 8 of the Village of St. Honoré already imposed, shall be, from now on, imposed and levied on all the taxable immovable property of the new Municipality according to their value, as shown on the valuation

du rôle d'évaluation en vigueur chaque année; cependant ces taxes spéciales ne seront prélevées qu'en cas d'insuffisance du tarif de compensation alors en vigueur dans la nouvelle municipalité;

n) Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité sera monsieur Edmond-Louis Larouche, secrétaire-trésorier actuellement au service du village de Saint-Honoré;

o) La nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi;

Tout propriétaire ou locataire des municipalités concernées peut s'opposer au principe de la fusion ou aux modalités de la requête conjointe dans les trente jours qui suivent la date de la dernière parution dans un journal du présent avis et peut faire connaître les motifs de son opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale de Québec, au 1995, boul. Charest Ouest, Québec.

On peut prendre connaissance et obtenir copie du texte de la requête conjointe aux secrétariats des municipalités du Village ou de la Paroisse de St-Honoré.

Donné à Saint-Honoré ce 17<sup>e</sup> jour de mai 1972.

Village de Saint-Honoré,  
Le maire,  
EDGAR BERGERON.  
Village de Saint-Honoré,  
Le secrétaire-trésorier,  
EDMOND-LOUIS LAROUCHE.  
Paroisse de Saint-Honoré,  
Le maire,  
RODRIGUE VILLENEUVE.  
Paroisse de Saint-Honoré,  
Le secrétaire-trésorier,  
MARCEL BILODEAU.

46006-o

roll in force each year; however, these special taxes shall be levied only when the compensation tariff then in force in the new Municipality are insufficient;

n) The Secretary-Treasurer of the new Municipality shall be Mr. Edmond-Louis Larouche, the present Secretary-Treasurer for the Village of St. Honoré;

o) The new Municipality shall become effective in conformity with the law;

Every property-owner or tenant in the municipalities concerned may object to the principle of the amalgamation or to the terms and conditions of the joint petition, within thirty days after the date of the last appearance in a newspaper of the present notice, and may state the grounds of his objection in writing to the Québec Municipal Commission, at 1995 Charest Boulevard West, Québec.

A copy of the joint petition may be examined and obtained at the secretary's offices of the municipalities of the Village and of the Parish of St. Honoré.

Given at St. Honoré, this seventeenth day of May, 1972.

Village of St. Honoré,  
EDGAR BERGERON,  
Mayor.  
Village of St. Honoré,  
EDMOND-LOUIS LAROUCHE,  
Secretary-Treasurer.  
Parish of St. Honoré,  
RODRIGUE VILLENEUVE,  
Mayor.  
Parish of St. Honoré,  
MARCEL BILODEAU,  
Secretary-Treasurer.

46006

## Caisses d'épargne et de crédit

## Savings and Credit Union

### The Strathcona Credit Union Limited

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 24 novembre 1971 par la caisse d'économie « The Strathcona Credit Union Limited » modifiant son groupe qui était « les employés du Y.M.C.A. de Montréal, de l'Université Sir George Williams, et les membres de la caisse d'économie The Strathcona Credit Union Limited antérieurement au 31 mars 1943 », en celui de « les employés du Y.M.C.A. de Montréal, de l'Université Sir George Williams, du Collège Dawson, et les membres de la caisse d'économie The Strathcona Credit Union antérieurement au 31 mars 1943 ».

Québec, le 3 mai 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45961-o

### The Strathcona Credit Union Limited

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on November 24, 1971, by "The Strathcona Credit Union Limited" modifying its group which was "an employee of the Y.M.C.A. of Montreal, Sir George Williams University, or a member of The Strathcona Credit Union prior to March 31, 1943", is being changed to "an employee of the Y.M.C.A. of Montreal, Sir George Williams University, Dawson College, or a member of The Strathcona Credit Union prior to March 31, 1943".

Québec, May 3, 1972.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.

45961

**Chartes —  
demandes d'abandon de**

**Charters —  
Applications for Surrender of**

**Astra Distribution inc.**

Avis est donné que « Astra Distribution inc. » dont le siège social est situé à 76, rue St-Laurent, Beauharnois, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

*Les procureurs de la compagnie,*  
45962-o HÉBERT, LABERGE & MONTPETIT.

**Bourget Wholesale Fruit & Vegetable Inc.**

Avis est par les présentes donné que « Bourget Wholesale Fruit & Vegetable Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans les Cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte, selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 9e jour de mai, 1972.  
*Les procureurs de la compagnie,*  
MENDELSON, SELICK, GROSS & PINSKY.  
630 ouest Dorchester, chambre 2800,  
Montréal, Qué. 45963-o

**Brault Entreprises inc.**

Avis est donné que la compagnie « Brault Entreprises inc. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives d'abandonner sa charte.

Montréal, le 11 mai 1972.  
JACQUES LAURENT, *avocat.*  
630 ouest, boul. Dorchester,  
Suite 2620, Montréal 101, Qué. 45964-o

**Cedar Plaza Inc.**

La compagnie « Cedar Plaza Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de ladite Loi des compagnies.

Montréal, ce 10e jour de février 1972.  
*Les procureurs du requérant,*  
45965 GREENBLATT, GODINSKY & RESIN.

**20th Century Fiberglass Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « 20th Century Fiberglass Ltd. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Lavaltrie, le 20 avril 1972.  
*Le président,*  
45966-o ROLAND MÉNARD.

**Astra Distribution inc.**

Notice is given that "Astra Distribution inc.", the head office of which is located at 76 St. Laurent Street, Beauharnois, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

HÉBERT, LABERGE & MONTPETIT,  
45962 *Attorneys for the company.*

**Bourget Wholesale Fruit & Vegetable Inc.**

Notice is hereby given that "Bourget Wholesale Fruit & Vegetable Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of May, 1972.  
MENDELSON, SELICK, GROSS & PINSKY,  
630 Dorchester W., Suite 2800,  
Montreal, Qué. 45963-o  
*Attorneys for the company.*

**Brault Entreprises inc.**

Notice is given that "Brault Entreprises inc." will apply to the Minister of the Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 11, 1972.  
JACQUES LAURENT, *lawyer.*  
630 Dorchester Blvd. West,  
Suite 2620, Montreal 101, Qué. 45964-o

**Cedar Plaza Inc.**

Notice is hereby given that "Cedar Plaza Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of said Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of February, 1972.  
GREENBLATT, GODINSKY & RESIN,  
45965-o *Attorneys for applicant.*

**20th Century Fiberglass Ltd.**

Notice is given that "20th Century Fiberglass Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Lavaltrie, April 20, 1972.  
ROLAND MÉNARD,  
45966 *President.*

**Clinique Métropolitaine limitée**

Avis est par les présentes donné que « Clinique Métropolitaine limitée » dont le bureau principal est situé dans la ville de Montréal, Province de Québec, fera une demande au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, Québec, ce 29<sup>e</sup> jour de mars 1972.

*Le secrétaire,*

45967-0

ROLAND DESILETS.

**Clinique Métropolitaine limitée**

Notice is hereby given that "Clinique Métropolitaine limitée" which has its head office in the City of Montreal, Province of Québec, will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montreal, Québec, this 29th day of March, 1972.

ROLAND DESILETS.

45967-0

*Secretary.*

**Les Constructions Busque Itée**

Avis est donné que la compagnie « Les Constructions Busque Itée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 8 mai 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*

MALO, CROTEAU, LARUE, CYR,

BOUDREAU & LATULIPPE.

45968-0

**Les Constructions Busque Itée**

Notice is given that "Les Constructions Busque Itée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, May 8, 1972.

MALO, CROTEAU, LARUE, CYR,

BOUDREAU & LATULIPPE,

*Attorneys for the Company.*

45968

**Couvent de la Baie**

Avis est par les présentes donné que « Couvent de la Baie » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

St-Joseph-de-la-Baie-du-Febvre, le 8 mai 1972.

*La secrétaire générale,*

45969-0

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.

**Couvent de la Baie**

Notice is hereby given that "Couvent de la Baie" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

St-Joseph-de-la-Baie-du-Febvre, May 8, 1972.

GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.,

*General Secretary.*

45969-0

**Couvent de Gentilly**

Avis est par les présentes donné que « Couvent de Gentilly » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Gentilly, ce 8 mai 1972.

*La secrétaire générale,*

45970-0

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.

**Couvent de Gentilly**

Notice is hereby given that "Couvent de Gentilly" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Gentilly, May 8, 1972.

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.,

*General Secretary.*

45970-0

**Couvent de Sainte-Angele**

Avis est par les présentes donné que « Couvent de Sainte-Angele » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Sainte-Angele, ce 8 mai 1972.

*La secrétaire générale,*

45971-0

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.

**Couvent de Sainte-Angele**

Notice is hereby given that "Couvent de Sainte-Angele" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Sainte-Angele, May 8, 1972.

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.,

*General Secretary.*

45971-0

**Pensionnat Notre-Dame de l'Assomption**

Avis est par les présentes donné que « Pensionnat Notre-Dame de l'Assomption » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Nicolet, ce 8 mai 1972.

*La secrétaire générale,*

45972-0

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.

**Pensionnat Notre-Dame de l'Assomption**

Notice is hereby given that "Pensionnat Notre-Dame de l'Assomption" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Nicolet, May 8, 1972.

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.,

*Secretary General.*

45972-0

**Pensionnat Saint-Germain**

Avis est par les présentes donné que « Pensionnat Saint-Germain » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Saint-Germain, le 8 mai 1972.

*La secrétaire générale,*

45973-o Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.

**Pensionnat Saint-Germain**

Notice is hereby given that "Pensionnat Saint-Germain" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Saint-Germain, May 8, 1972.

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.,

45973-o *General Secretary.*

**Couvent Saint-Célestin**

Avis est par les présentes donné que « Couvent Saint-Célestin » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Saint-Célestin, ce 8 mai 1972.

*La secrétaire générale,*

45974-o Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.

**Couvent Saint-Célestin**

Notice is hereby given that "Couvent Saint-Célestin" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Saint-Célestin, May 8, 1972.

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.,

45974-o *General Secretary.*

**Couvent de Sainte-Gertrude**

Avis est par les présentes donné que « Couvent de Sainte-Gertrude » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Sainte-Gertrude, ce 8 mai 1972.

*La secrétaire générale,*

45975-o Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.

**Couvent de Sainte-Gertrude**

Notice is hereby given that "Couvent de Sainte-Gertrude" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Sainte-Gertrude, May 8, 1972.

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.,

45975-o *General Secretary.*

**Pensionnat Saint-Guillaume**

Avis est par les présentes donné que « Pensionnat Saint-Guillaume » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Saint-Guillaume, ce 8 mai 1972.

*La secrétaire générale,*

45976-o Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.

**Pensionnat Saint-Guillaume**

Notice is hereby given that "Pensionnat Saint-Guillaume" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Saint-Guillaume, May 8, 1972.

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.,

45976-o *Secretary General.*

**Pensionnat Sainte-Marie**

Avis est par les présentes donné que « Pensionnat Sainte-Marie » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Amos, ce 8 mai 1972.

*La secrétaire générale,*

45977-o Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.

**Pensionnat Sainte-Marie**

Notice is hereby given that "Pensionnat Sainte-Marie" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Amos, May 8, 1972.

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.,

45977-o *General Secretary.*

**Drummond Heights Ltd.**

La compagnie « Drummond Heights Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à ville d'Anjou, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 12e jour de mai 1972.

*Les procureurs de la requérante,*

45981 PASCAL, COHEN & DEVINE.

**Drummond Heights Ltd.**

Notice is hereby given that "Drummond Heights Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the town of Anjou, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of May, 1972.

PASCAL, COHEN & DEVINE,

45981-o *Attorneys for the Petitioner.*

**Pensionnat de Louiseville**

Avis est par les présentes donné que « Pensionnat de Louiseville » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Louiseville, ce 8 mai 1972.

*La secrétaire générale,*

45978-o Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.

**Flash Screen Process Inc.**

Avis est par les présentes donné que « Flash Screen Process Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 3e jour de mai, 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*

MENDELSON, SELICK, GROSS & PINSKY.

630, Dorchester Ouest, Suite 2800, Montréal, Qué.

45982-o

**McIntyre Educational Materials Ltd.****Le Matériel d'Enseignement McIntyre Itée**

Avis est par les présentes donné que « McIntyre Educational Materials Ltd. — Le Matériel d'Enseignement McIntyre Itée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 21e jour de mars 1972.

*Le président,*

T. F. WHYTE.

45983-o

**Richard Investment Corp.**

Avis est donné que la compagnie « Richard Investment Corp. », une corporation constitué en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montreal, ce 9e jour de mai, 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*

LIGHTSTONE & RIBACK.

45986-o

**Stancarole Holdings Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Stancarole Holdings Ltd. », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, fera une demande au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour abandon de sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 14e jour d'avril, 1972.

(Seal)

*Le secrétaire,*

STANLEY GOLD.

45987-o

**Pensionnat de Louiseville**

Notice is hereby given that "Pensionnat de Louiseville" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Louiseville, May 8, 1972.

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.,

*General Secretary.*

45978-o

**Flash Screen Process Inc.**

Notice is hereby given that "Flash Screen Process Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of May, 1972.

MENDELSON, SELICK, GROSS & PINSKY,

*Attorneys for the company.*

630 Dorchester W., Suite 2800, Montreal, Qué.

45982-o

**McIntyre Educational Materials Ltd.****Le Matériel d'Enseignement McIntyre Itée**

Notice is hereby given that "McIntyre Educational Materials Ltd. — Le Matériel d'Enseignement McIntyre Itée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, Québec, this 21st day of March, 1972.

T. F. WHYTE,

*President.*

45983-o

**Richard Investment Corp.**

Notice is hereby given that "Richard Investment Corp.", a corporation constituted under the Companies Act, and having its head office on the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of May, 1972.

LIGHTSTONE & RIBACK,

*Attorneys for the Company.*

45986-o

**Stancarole Holdings Ltd.**

Notice is hereby given that "Stancarole Holdings Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 14th day of April, 1972.

(Seal)

STANLEY GOLD,

*Secretary.*

45987-o

**Pensionnat de Paquetteville**

Avis est par les présentes donné que « Pensionnat de Paquetteville » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Paquetteville, ce 8 mai 1972.

*La secrétaire générale,*

45979-o Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.

**Pensionnat de Wotton**

Avis est par les présentes donné que « Pensionnat de Wotton » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Wotton, ce 8 mai 1972.

*La secrétaire générale,*

45980-o Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.

**Murmac Corporation Limited**

La compagnie « Murmac Corporation Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 10e jour de mai 1972.

*Les procureurs du requérant,*

45984 VALIQUETTE, BLOUIN & KOCHENBURGER.

**Reliance Molded Plastics Ltd.**

Avis est donné par les présentes que « Reliance Molded Plastics Ltd. », une corporation incorporée suivant la Loi des compagnies et ayant son bureau chef dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15e jour de mai 1972.

*Les procureurs de la compagnie,*

45985-o APPEL & GOLFMAN.

**Pensionnat de Paquetteville**

Notice is hereby given that "Pensionnat de Paquetteville" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Paquetteville, May 8, 1972.

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.,

45979-o *General Secretary.*

**Pensionnat de Wotton**

Notice is hereby given that "Pensionnat de Wotton" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Wotton, May 8, 1972.

Soeur GERTRUDE DESJARDINS, S.A.S.V.,

45980-o *General Secretary.*

**Murmac Corporation Limited**

Notice is hereby given that "Murmac Corporation Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1972.

VALIQUETTE, BLOUIN & KOCHENBURGER,

45984-o *Attorneys for the Applicant.*

**Reliance Molded Plastics Ltd.**

Notice is hereby given that "Reliance Molded Plastics Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of May, 1972.

APPEL & GOLFMAN,

45985-o *Attorneys for the Company.*

**Sièges sociaux**

**Head Offices**

**Professional Ski Promotions Inc.**

La compagnie « Professional Ski Promotions Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes datées du 9 juillet 1970, donne avis qu'elle a transporté son siège social de 4866 Chemin Côte des Neiges, suite 1408, Montréal, P.Q., à 5151 boulevard De Maisonneuve ouest, Montréal, P.Q.

Montréal, le 1er décembre 1971.

*Le secrétaire,*  
J. P. COLLINS.

46003 2989-70

**Professional Ski Promotions Inc.**

Notice is hereby given that "Professional Ski Promotions Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated July 9, 1970 has moved its head office from 4866 Côte des Neiges Road, Suite 1408, Montreal, P.Q. to 5151 De Maisonneuve Blvd. West, Montreal, P.Q.

Montreal, December 1st, 1971.

J. P. COLLINS,  
*Secretary.*

46003-o 2989-70

**Institut Populaire d'Information Écologique Inc.**

Avis est donné que l'« Institut Populaire d'Information Écologique Inc. », constitué en corporation en date du 12 août 1971, et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au 4,030 de l'avenue Old Orchard, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 10<sup>e</sup> jour de mars 1972.

Institut Populaire d'Information Écologique Inc.

*Le secrétaire,*

(Sceau)

Par: ROBERT ASCAH.

46001-o

71-4199

**Terminus des Trois-Rivières Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Terminus des Trois-Rivières Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 juillet 1971 et ayant son siège social à Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 58, de la rue des Forges.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Shawinigan, ce 24<sup>e</sup> jour de septembre 1971.

*Les procureurs de la compagnie,*

CHRÉTIEN, LANDRY, DESCHÊNES

& TRUDEL.

46012-o

3849-71

**Institut Populaire d'Information Écologique Inc.**

Notice is hereby given that "Institut Populaire d'Information Écologique Inc.", incorporated on the 12th day of August, 1971 and having its head office in the City of Montreal, district of Montreal, has established its office at 4,030 Old Orchard Avenue, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Corporation as being the head office of the Corporation.

Dated at Montreal, this 10th day of March 1972.

Institut Populaire d'Information Écologique Inc.

Per: ROBERT ASCAH,

*Secretary.*

(Seal)

46001-o

71-4199

**Terminus des Trois-Rivières Inc.**

Notice is hereby given that the "Terminus des Trois-Rivières Inc." company incorporated by letters patent on the 20th July 1971 and having its head office in Trois-Rivières has established its office at number 58, des Forges Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Shawinigan, this 24th day of September, 1971.

CHRÉTIEN, LANDRY, DESCHÊNES

& TRUDEL,

*Attorneys for the company.*

46012-o

3849-71

**Changement de nom — Loi du Demandes****Jeanne Fernande Doris Beaudry**

Avis est donné que Jeanne Fernande Doris Beaudry, secrétaire, de la cité de Québec, district de Québec, province de Québec, domiciliée et résidente au numéro civique 89, rue Leclerc, Stoneham, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Jeanne Fernande Réjeanne Beaudry.

Québec, le 20 avril 1972.

46011-21-2-o

RÉJEANNE BEAUDRY.

**Piotr Kalischtschuk**

Avis est donné que Piotr Kalischtschuk, ouvrier, domicilié et demeurant au numéro 939, 19<sup>e</sup> avenue, Fabreville, Ville de Laval, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour modifier son nom en celui de Petro Kalischuk.

Montréal, le 26 avril 1972.

*Le procureur du requérant,*

NICHOLAS NASADIUK, *avocat.*

170 est, boulevard Dorchester,

Suite 402, 403, Montréal 129, P.Q.

46018-21-2-o

**Change of name — Act Applications****Jeanne Fernande Doris Beaudry**

Notice is given that Jeanne Fernande Doris Beaudry, secretary, of the City of Québec, Province of Québec, domiciled and residing at civic number 89 Leclerc Street, Stoneham, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing her name to Jeanne Fernande Réjeanne Beaudry.

Québec, April 20, 1972.

46011-21-2

RÉJEANNE BEAUDRY.

**Piotr Kalischtschuk**

Notice is given that Piotr Kalischtschuk, labourer, domiciled and residing at 939, 19th Avenue, Fabreville, City of Laval, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Petro Kalischuk.

Montreal, April 26, 1972.

NICHOLAS NASADIUK, *Advocate,*

*Attorney for Applicant.*

170 East, Dorchester Boulevard,

Suite 402, 403, Montreal 129, P.Q.

46018-21-2-o

**Farah Ebeid Tawadros**

Prenez avis que Farah Ebeid Tawadros, restaurateur, domicilié et résidant au 2555, rue Davidson, dans les cité de district de Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Farah Ebeid Tawadros — Christos Ebeid Theodorou.

Ce changement sera applicable également à son épouse, Jeannette Televantou, et à ses trois enfants mineurs, Ebeid-Sotiri Tawadros, Henry Tawadros et Marianti Tawadros, des mêmes lieux.

Montréal, le 5 mai 1972.  
46017-21-2-o PILON, LEMIEUX et LAGACÉ.

**Daniel Saucier McCraw**

Avis est donné que Daniel Saucier, étudiant, domicilié au no 870 de l'avenue Ottawa, Ste-Foy, district de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec afin de changer son nom en celui de Daniel Saucier McCraw.

Québec, le 4 avril 1972.  
46019-21-2-o *Les procureurs du requérant,*  
BLANCHET & BLANCHET.

**Russell Lynwood Thomas**

Avis est donné que Russell Lynwood Thomas, professeur de musique, résidant au numéro 1302, Sherwood Crescent, en les ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Sayyd Abdul Al-Khabyyr. Ce changement de nom devra aussi concerner son épouse, Lucia Thomas, de la même adresse, changeant son nom en celui de Lucia Abdul Al-Khabyyr et ses enfants dont les noms seront changés de Russell Lynwood Thomas, fils, en celui de Ameen Abdul Al-Khabyyr; Laura Roxann Thomas en celui de Sayyidah Abdul Al-Khabyyr; James Franklin Thomas en celui de Nasyr Abdul Al-Khabyyr; Artem Ramsay Thomas en celui de Muhammad Abdul Al-Khabyyr; John Regis Thomas en celui de Zayd Abdul Al-Khabyyr.

Montréal, 5 avril 1972.  
46020-21-2 *Le procureur du requérant,*  
ME MOSES FEIGENBAUM.

**Ted John Bromirski**

Avis est donné que M. Ted John Bromirski, résidant au 7320, rue Lacordaire, Saint-Léonard, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Ted John Brome; ledit changement de nom devra aussi concerner son épouse, née Barbara Stephanie Fleming, et ses enfants mineurs, savoir: Patricia Bromirski, Gail Bromirski et Diane Bromirski, tous de la même adresse.

Montréal, 16 mai 1972.  
45990-21-2 *Les procureurs du requérant,*  
RADINO & CÔTÉ, notaires.

**Farah Ebeid Tawadros**

Notice is given that Farah Ebeid Tawadros, restaurateur, domiciled and residing at 2555 Davidson Street, city and district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain a decree allowing him to change his name to that of Farah Ebeid Tawadros — Christos Ebeid Theodorou.

This change will also apply to his wife, Jeannette Televantou, and his three children, Ebeid-Sotiri Tawadros, Henry Tawadros and Marianti Tawadros, minors, of the same place.

Montreal, May 5, 1972.  
46017-21-2 PILON, LEMIEUX and LAGACÉ.

**Daniel Saucier McCraw**

Notice is given that Daniel Saucier, student, domiciled at No. 870 Ottawa Avenue, Ste. Foy, district of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for having his name changed to that of Daniel Saucier McCraw.

Québec, April 4, 1972.  
46019-21-2 BLANCHET & BLANCHET,  
*Attorneys for the Petitioner.*

**Russell Lynwood Thomas**

Notice is hereby given that Russell Lynwood Thomas, professor of music, residing at 1302 Sherwood Crescent, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for the adoption of an order changing his name to Sayyd Abdul Al-Khabyyr. The change of name shall benefit his wife of the same address, Lucia Thomas to change her name to Lucia Abdul Al-Khabyyr and his children, whose names shall be changed from Russell Lynwood Thomas Jr. to Ameen Abdul Al-Khabyyr; Laura Roxann Thomas to Sayyidah Abdul Al-Khabyyr; James Franklin Thomas to Nasyr Abdul Al-Khabyyr; Artem Ramsay Thomas to Muhammad Abdul Al-Khabyyr; John Regis Thomas to Zayd Abdul Al-Khabyyr.

Montreal, April 5th, 1972.  
46020-21-2-o ME MOSES FEIGENBAUM,  
*Attorney for Applicant.*

**Ted John Bromirski**

Notice is hereby given that M. Ted John Bromirski, clerk, residing at 7320 Lacordaire St., in St-Léonard, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for an Order changing his name to Ted John Brome; said change of name shall also benefit his wife, née Dame Barbara Stephanie Fleming, and his minor children, namely: Patricia Bromirski, Gail Bromirski and Diane Bromirski, all of the same address.

Montreal, May 16, 1972.  
45990-21-2-o RADINO & CÔTÉ, Notaries,  
*Attorneys for Applicant.*

**Robert Fréchette**

Avis est donné que Robert Fréchette, étudiant, domicilié et résidant au 5209 Ponsard, Notre-Dame-de-Grâce, dans les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Robert Desjardins. Montréal, ce 18e jour du mois de mai 1972.

*Les procureurs du requérant,*  
LAFLEUR & MACDOUGALL.  
46038-21-2-o

**Robert Fréchette**

Notice is given that Robert Fréchette, student, domiciled and residing at 5209 Ponsard, Notre-Dame-de-Grâce, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain an order changing his name to that of Robert Desjardins. Montreal, this 18th day of May 1972.

LAFLEUR & MACDOUGALL,  
*Attorneys for petitioner.*  
46038-21-2-o

**Witold Konrad Brzostowski**

Avis est donné que Witold Konrad Brzostowski, domicilié et résidant avec son épouse Maria Jolanta Brzostowski, (née Garbowska), à 3440 rue Durocher, app. 1410, à Montréal, présentera une requête auprès du ministre de la justice pour changer son nom en celui de Witold Konrad Brostow, selon le chapitre 77 des Lois du Québec 1965.

Montréal, ce 27 mars, 1972.  
*Les procureurs du requérant,*  
UNTERBERG & BOYER.  
45957-21-2-o

**Witold Konrad Brzostowski**

Notice is given that Witold Konrad Brzostowski, domiciled and residing with his wife Maria Jolanta Brzostowski, (née Garbowska), at 3440 Durocher Street, Apt. 1410, in the district of Montreal, will present a petition to the Minister of Justice to change his name to Witold Konrad Brostow, according to chapter 77 of Statutes of Québec 1965.

Montreal, March 27, 1972.  
UNTERBERG & BOYER,  
*Attorneys for petitioner.*  
45957-21-2-o

**Pierre Daigle**

Avis est par les présentes donné que Monsieur Pierre Daigle, demeurant avenue du Parc, à Deauville, Qué., présentera sous peu une requête à l'Honorable ministre de la Justice pour obtenir le changement de son nom en celui de Pierre D. Mercier.

Sherbrooke, le 7 mai 1972.  
*Le procureur du requérant,*  
Me LOUIS LAGASSÉ, notaire.  
46049-21-2-o

**Pierre Daigle**

Notice is hereby given that Mr. Pierre Daigle, residing on Parc Avenue, in Deauville, Qué., will shortly present a petition to the Honourable Minister of Justice to have his name changed to that of Pierre D. Mercier.

Sherbrooke, this May 7, 1972.  
M<sup>re</sup> LOUIS LAGASSÉ, Notary,  
*Attorney for the Petitioner.*  
46049-21-2-o

**Gordon Allyson Jarvis**

Avis est donné que Gordon Allyson Jarvis, résidant au 17048, rue Omega, Pierrefonds, P.Q., présentera au ministre de la Justice de la province de Québec, une requête à l'effet de changer son nom en celui de Gordon Nicholas Eccles, conformément à la Loi du changement de nom, chapitre 77, Statuts du Québec, 1965, chapitre 1. Pointe Claire, 6 avril 1972.

*Le procureur du requérant,*  
LEONARD ROSEN, notaire.  
46007-21-2

**Gordon Allyson Jarvis**

Notice is hereby given that Gordon Allyson Jarvis, residing at 17048 Omega Street, Pierrefonds, P.Q. is applying to the Minister of Justice of the Province of Québec to change his name to Gordon Nicholas Eccles in accordance with the Change of Name Act, Québec Statutes, chapter 77, 1965, chapter 1.

Pointe Claire, April 6, 1972.  
LEONARD ROSEN, Notary,  
*Attorney for the applicant.*  
46007-21-2-o

## Changement de nom — Loi du Accordés

**Alphonse Oscar Arthur Karl Archambault**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1168, du 3 mai 1972, d'effectuer le changement de nom de Alphonse Oscar Arthur Archambault en celui de Alphonse Oscar Arthur Karl Archambault.

Québec, le 12 mai 1972.  
ROBERT NORMAND, C.R.,  
*Sous-ministre de la Justice.*  
45955-o

## Change of name — Act Granted

**Alphonse Oscar Arthur Karl Archambault**

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1168, dated May 3, 1972, to change the name of Alphonse Oscar Arthur Archambault to that of Alphonse Oscar Arthur Karl Archambault.

Québec, May 12, 1972.  
ROBERT NORMAND, Q.C.,  
*Deputy Minister of Justice.*  
45955

**Peter Joseph Rochon Beauvais**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1169, du 3 mai 1972, d'effectuer le changement de nom de Peter Joseph Rochon en celui de Peter Joseph Rochon Beauvais.

Québec, le 15 mai 1972.

45955-o ROBERT NORMAND, C.R.,  
*Sous-ministre de la Justice.*

**Peter Joseph Rochon Beauvais**

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1169, dated May 3, 1972, to change the name of Peter Joseph Rochon to that of Peter Joseph Rochon Beauvais.

Québec, May 15, 1972.

45955 ROBERT NORMAND, Q.C.,  
*Deputy Minister of Justice.*

**Henry Blum**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1170, du 3 mai 1972, d'effectuer le changement de nom de Samuel Hermann Ringelblum en celui de Henry Blum.

Québec, le 12 mai 1972.

45955-o ROBERT NORMAND, C.R.,  
*Sous-ministre de la Justice.*

**Henry Blum**

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1170, dated May 3, 1972, to change the name of Samuel Hermann Ringelblum to that of Henry Blum.

Québec, May 12, 1972.

45955 ROBERT NORMAND, Q.C.,  
*Deputy Minister of Justice.*

**John McBain Bonspiel**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1171, du 3 mai 1972, d'effectuer le changement de nom de John McBain St. Arnaud en celui de John McBain Bonspiel.

Québec, le 12 mai 1972.

45955-o ROBERT NORMAND, C.R.,  
*Sous-ministre de la Justice.*

**John McBain Bonspiel**

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1171, dated May 3, 1972, to change the name of John McBain St. Arnaud to that of John McBain Bonspiel.

Québec, May 12, 1972.

45955 ROBERT NORMAND, Q.C.,  
*Deputy Minister of Justice.*

**Joseph Aurèle Louis Mario Laverdière**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1172, du 3 mai 1972, d'effectuer le changement de nom de Joseph Aurèle Louis Mario Cauchon en celui de Joseph Aurèle Louis Mario Laverdière.

Québec, le 12 mai 1972.

45955-o ROBERT NORMAND, C.R.,  
*Sous-ministre de la Justice.*

**Joseph Aurèle Louis Mario Laverdière**

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1172, dated May 3, 1972, to change the name of Joseph Aurèle Louis Mario Cauchon to that of Joseph Aurèle Louis Mario Laverdière.

Québec, May 12, 1972.

45955 ROBERT NORMAND, Q.C.,  
*Deputy Minister of Justice.*

**Marie Lucette Claude Ouellette**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1173, du 3 mai 1972, d'effectuer le changement de nom de Marie Lucette Claudette Ouellette en celui de Marie Lucette Claude Ouellette.

Québec, le 12 mai 1972.

45955-o ROBERT NORMAND, C.R.,  
*Sous-ministre de la Justice.*

**Marie Lucette Claude Ouellette**

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1173, dated May 3, 1972, to change the name of Marie Lucette Claudette Ouellette to that of Marie Lucette Claude Ouellette.

Québec, May 12, 1972.

45955 ROBERT NORMAND, Q.C.,  
*Deputy Minister of Justice.*

**Manon Savard**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1174, du 3 mai 1972, d'effectuer le changement de nom de Marie-Violette Crépin en celui de Manon Savard.

Québec, le 12 mai 1972.

45955-o ROBERT NORMAND, C.R.,  
*Sous-ministre de la Justice.*

**Manon Savard**

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1174, dated May 3, 1972, to change the name of Marie-Violette Crépin to that of Manon Savard.

Québec, May 12, 1972.

45955 ROBERT NORMAND, Q.C.,  
*Deputy Minister of Justice.*

**Tom Thomas**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1175, du 3 mai 1972, d'effectuer le changement de nom de Tohme Youssef Tohme en celui de Tom Thomas.

Québec, le 12 mai 1972.

45955-o

ROBERT NORMAND, C.R.,  
*Sous-ministre de la Justice.*

**Tom Thomas**

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1175, dated May 3, 1972, to change the name of Tohme Youssef Tohme to that of Tom Thomas.

Québec, May 12, 1972.

45955

ROBERT NORMAND, Q.C.,  
*Deputy Minister of Justice.*

## Divers Compagnies

**Bouchard & Véronneau Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXVII, de la compagnie « McMaster Development Corp. », constituée par lettres patentes en date du 6<sup>e</sup> jour de novembre 1959, changeant son nom en celui de « Bouchard & Véronneau Inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45991-o

15820-59

### The Visual Arts Centre Le Centre des Arts Visuels

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 4 avril 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « The Visual Arts Centre — Le Centre des Arts Visuels », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*

PIERRE DESJARDINS.

45992-o

2183-51

**Compagnie Pharmaceutique Vita Itée**

La « Compagnie Pharmaceutique Vita Itée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

*Le secrétaire,*

JEAN RIVARD.

45993-o

2589-64

**Les Distributions Clément inc.**

La compagnie « Les Distributions Clément inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

*Le président,*

JEAN ALLAIRE, C.R.

45994-o

5419-68

**Budmark Converters Co. Ltd.**

La compagnie « Budmark Converters Co. Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 5 à 8 le nombre de ses administrateurs.

*Le secrétaire,*

GERALD CHARNES.

46014

2889-48

## Miscellaneous Companies

**Bouchard & Véronneau Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. XXVII, of the company "MacMaster Development Corp.", incorporated by letters patent dated the 6th day of November, 1959, changing its name into that of "Bouchard & Véronneau Inc.".

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45991-o

15820-59

### The Visual Arts Centre Le Centre des Arts Visuels

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 4, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of the "The Visual Arts Centre — Le Centre des Arts Visuels".

PIERRE DESJARDINS,

*Director of the Companies Service.*

45992

2183-51

**Compagnie Pharmaceutique Vita Itée**

Notice is given that "Compagnie Pharmaceutique Vita Itée" has increased the number of its directors from 3 to 9.

JEAN RIVARD,

*Secretary.*

45993

2589-64

**Les Distributions Clément inc.**

Notice is given that "Les Distributions Clément inc." has decreased the number of its directors from 5 to 4.

JEAN ALLAIRE, Q.C.,

*President.*

45994

5419-68

**Budmark Converters Co. Ltd.**

Notice is given that "Budmark Converters Co. Ltd." has changed the number of its directors from 5 to 8.

GERALD CHARNES,

*Secretary.*

46014-o

2889-48

**Hôtel des Vingt-Quatre inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro B (1972), de la compagnie « Hôtel Richelieu limitée », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de novembre 1961, changeant son nom en celui de « Hôtel des Vingt-Quatre inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45995-o 15734-61

**Ouellet, Bilodeau inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « Ouellet, St-Gélais inc. », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de mars 1971, changeant son nom en celui de « Ouellet, Bilodeau inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45996-o 1649-71

**Visites Interprovinciales Québec**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 24 avril 1972, les amendements aux règlements généraux (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 3 à 9) de la corporation « Visites Interprovinciales Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

45997-o 716049

**Béton Duroplast inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 13, de la compagnie « Duro-Plastic Inc. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour d'octobre 1971, changeant son nom en celui de « Béton Duroplast inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

46013-o 715443

**La Clinique Pédagogique de Montréal inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 avril 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « La Clinique Pédagogique de Montréal inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

46015-o 717367

**International Titanium Limited**

Avis est donné que la compagnie « International Titanium Limited » a augmenté le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

*Le secrétaire,*  
HUGH G. ROSS.

46016 720605

**Hôtel des Vingt-Quatre inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. B (1972), of the company "Hôtel Richelieu limitée", incorporated by letters patent dated the 27th day of November, 1961, changing its name into that of "Hôtel des Vingt-Quatre inc."

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45995-o 15734-61

**Ouellet, Bilodeau inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 4, of the company "Ouellet, St-Gélais inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of March, 1971, changing its name into that of "Ouellet, Bilodeau inc."

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45996-o 1649-71

**Visites Interprovinciales Québec**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that subject to section 84, on April 24, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the amendments to the general by-laws (including a section increasing the number of its directors from 3 to 9) of "Visites Interprovinciales Québec".

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

45997 716049

**Béton Duroplast inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 13, of the company "Duro-Plastic Inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of October, 1971, changing its name into that of "Béton Duroplast inc."

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

46013-o 715443

**La Clinique Pédagogique de Montréal inc.**

Notice is given that, on April 5, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "La Clinique Pédagogique de Montréal inc.", the foregoing, pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

46015 717367

**International Titanium Limited**

Notice is given that "International Titanium Limited" has changed the number of its directors from 3 to 7.

HUGH G. ROSS,  
*Secretary.*

46016-o 720605

**Metro Wall Coverings (Montreal) Ltd.  
Revêtements de Mur Métro (Montréal) Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 26, de la compagnie « St. Clair Paint & Wallpaper (Montreal) Ltd.—Peinture et Papier Tentre Ste-Claire (Montréal) Itée », constituée par lettres patentes en date du 20<sup>e</sup> jour de mars 1968, changeant son nom en celui de « Metro Wall Coverings (Montreal) Ltd.—Revêtements de Mur Métro (Montréal) Itée ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

46021-o 1283-68

**Marcel Jobidon inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 101, de la compagnie « Les Immeubles Laurentiens inc. », constituée par lettres patentes en date du 13<sup>e</sup> jour de novembre 1962, changeant son nom en celui de « Marcel Jobidon inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
PIERRE DESJARDINS.

46050-o 14561-62

**Metro Wall Coverings (Montreal) Ltd.  
Revêtements de Mur Métro (Montréal) Itée**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 26, of the company "St. Clair Painty & Wallpaper (Montreal) Ltd.—Peinture et Papier Tentre Ste-Claire (Montréal) Itée", incorporated by letters patent dated the 20th day of March, 1968, changing its name into that of "Metro Wall Coverings (Montreal) Ltd.—Revêtements de Mur Métro (Montréal) Itée".

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

46021-o 1283-68

**Marcel Jobidon inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 101, of the company "Les Immeubles Laurentiens inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of November, 1962, changing its name into that of "Marcel Jobidon inc."

PIERRE DESJARDINS,  
*Director of the Companies Service.*

46050-o 14561-62

**Liquidation — Loi de la**

**L'Action Populaire, limitée**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « L'Action Populaire, limitée », tenue à Joliette, le 17 février 1972, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Roland Magnan et Louis Germain ont été nommés liquidateurs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46046-o 374-18

**Winding — Up Act**

**L'Action Populaire, limitée**

Notice is given that at a special general meeting of the shareholders of "L'Action Populaire, limitée", held in Joliette, on February 17, 1972, it was resolved that the affairs of the said company be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act. Messrs. Roland Magnan et Louis Germain were appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

46046 374-1

**Demandes à la Législature**

**L'Excellence, Compagnie d'Assurance-vie**

Avis est par les présentes donné que « L'Excellence, Compagnie d'Assurance-vie », de la ville de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la présente session, pour la passation d'une loi amendant le Bill 125 adopté le 4 juin 1971.

Donné à Montréal, ce 27<sup>e</sup> jour d'avril 1972.

*Les procureurs de la requérante,*  
DE GRANDPRÉ, COLAS, DESCHÊNES,  
GODIN & LAPOINTE.

45683-18-4-0

**Applications to Legislature**

**The Excellence Life Insurance Company**

Notice is hereby given that "The Excellence Life Insurance Company", of the city of Montreal, in the judicial district of Montreal, will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the passing of an act amending Bill No. 125 assented to on June 4, 1971.

Given at Montreal, this 27th day of April 1972.

DE GRANDPRÉ, COLAS, DESCHÊNES,  
GODIN & LAPOINTE,  
*Attorneys for Petitioner.*

45683-18-4-0

**Cité de Verdun**

Avis public est par les présentes donné que la cité de Verdun s'adressera à l'Assemblée nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

1° pour autoriser la cité à verser à Guy Gagnon une indemnité à la suite de l'incident survenu le 14 octobre 1971;

2° pour autoriser la cité à verser à Guy Gagnon, à la cessation de son emploi, une pension annuelle;

3° pour déclarer valide et légale la vente intervenue entre la cité et Arthur J. Burgess le 24 septembre 1937 devant le notaire J. H. R. Messier et enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal sous le No 420478. et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 11-avril 1972.

*Les procureurs de la cité de Verdun,*

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,

45682-18-4-0

MAILLOUX & BEAUREGARD.

**City of Verdun**

Public notice is hereby given that the city of Verdun will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes:

1. to authorize the city to pay to Guy Gagnon an indemnity following the incident of October 14, 1971;

2. to authorize the city to pay to Guy Gagnon an annual pension at the end of his employ;

3. to declare valid and legal the sale from Arthur J. Burgess to the city executed before J. H. R. Messier, notary, the 24th of September 1937 and registered in the Registry office for the Registration Division of Montreal under No. 420478. and for all other purposes.

Montreal, April 11, 1972.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,

MAILLOUX & BEAUREGARD,

45682-18-4

*Attorneys for the city of Verdun.*

**Youssef El-Batrawi**

Avis est par les présentes donné que Youssef El-Batrawi domicilié au 1160 Alexandre Desève, dans les cité et district de Montréal, s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Barreau du Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat.

Montréal, le 8 mai 1972.

*Les procureurs du requérant,*

LETTE, MARCOTTE, BIRON

45927-20-4-0

& SUTTO.

**Youssef El-Batrawi**

Notice is hereby given that Youssef El-Batrawi, domiciled at 1160 Alexandre Desève, in the City and District of Montreal, will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, to seek the adoption of an Act authorizing the Bar of the Province of Québec to admit him to the practice of the legal profession.

Montreal, May 8, 1972.

LETTE, MARCOTTE, BIRON

& SUTTO,

45927-20-4-0

*Attorneys for the petitioner.*

**Communauté urbaine de Montréal**

Avis est par les présentes donné que la « Communauté urbaine de Montréal », ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa présente ou à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour:

1. Modifier les pouvoirs d'emprunts de la Communauté;

2. Modifier certaines dispositions financières applicables à la Communauté;

3. Prévoir et modifier la procédure des emprunts en rapport avec les dépenses relatives au boulevard métropolitain;

4. Modifier certaines dispositions régissant les bons du trésor, billets et autres titres de la Communauté;

5. Prévoir le renouvellement par les municipalités intéressées des emprunts contractés pour leur compte par l'ancienne Commission Métropolitaine de Montréal et l'ancienne Corporation de Montréal Métropolitain;

6. Modifier la procédure des emprunts de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal et prévoir certaines dispositions relatives aux matières pendantes en rapport avec le Métro;

7. Étendre les délais prévus pour le dépôt du rapport des vérificateurs de la Communauté et la transmission du rapport annuel de la Communauté;

**Montreal Urban Community**

Notice is hereby given that the "Montreal Urban Community", having its head office in the City of Montreal will apply to the National Assembly of Québec, at its present or next session, to obtain the adoption of an act so as to:

1. Modify the borrowing powers of the Community;

2. Modify certain financial provisions applicable to the Community;

3. Prescribe and modify the borrowing procedure with respect to expenditures related to the Metropolitan boulevard;

4. Modify certain provisions governing treasury bills, notes and other securities of the Community;

5. Provide for the renewal, by the municipalities concerned, of borrowings, made on their behalf, by the former Montreal Metropolitan Commission and the former Montreal Metropolitan Corporation;

6. Modify the borrowing procedure of the Montreal Urban Community Transit Commission and prescribe certain provisions concerning pending matters related to Metro;

7. Extend the delays for filing of the report of the Auditor of the Community and of the annual report of the Community;

8. Modifier certaines dispositions relatives au transfert à la Communauté de certains préposés à la surveillance;  
et à diverses autres fins.

Montréal, ce 24<sup>e</sup> jour d'avril 1972.

*Les procureurs de la Communauté  
urbaine de Montréal,*

BEAUPRÉ, TRUDEAU, SYLVESTRE  
& TAILLEFER.

45651-18-4-o

8. Modify certain provisions concerning the transfer to the Community of certain employees assigned to surveillance functions;  
and for various other purposes.

Montreal, this 24th day of April, 1972.

BEAUPRÉ, TRUDEAU, SYLVESTRE  
& TAILLEFER,

*Attorneys for the Montreal  
Urban Community.*

45651-18-4-o

### La Commission de transport de la Ville de Laval

Avis public est donné, que la Commission de transport de la Ville de Laval, corps public légalement constitué en vertu de la Charte de la Ville de Laval (Chapitre 89 des lois de 1965, première session), tel qu'ajouté aux termes de l'article 25 de la loi modifiant la Charte de la Ville de Laval, (Chapitre 99 des lois de 1971), sanctionnée le 30 juin 1971, ayant son siège social dans la Ville de Laval, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale modifiant l'article 102, paragraphe 3, du chapitre 99 des lois de 1971, ci-haut mentionné, lui permettant d'intégrer le transport des écoliers du niveau secondaire au transport public et autres fins.

Montréal, ce 15 mai 1972.

*Les agents et procureurs de*

*La Commission de transport de la Ville de Laval,*

BOURRET, ALLAIRE, L'HEUREUX,  
GRATTON & BLAIN.

45946-20-4-o

### City of Laval Transit Commission

Public notice is given that the City of Laval Transit Commission, a public body legally incorporated pursuant to the Charter of the City of Laval (Chapter 89 of the Statutes of 1965, first Session), as added under the provisions of Section 25 of the Act to amend the charter of the City of Laval, (Chapter 99 of the Statutes of 1971), assented to on June 30th, 1971, having its head office in the City of Laval, will apply to the Québec National Assembly, at its present session, for the adoption of a special legislation amending Section 102, Paragraph 3, of Chapter 99 of the Statutes of 1971, hereinabove mentioned, allowing it to integrate school transportation at secondary level to public transportation and other purposes.

Montreal, May 15, 1972.

BOURRET, ALLAIRE, L'HEUREUX,  
GRATTON & BLAIN,

*Representatives and Attorneys for  
The City of Laval Transit Commission.*

45946-20-4

### Bethel Gospel Chapel Montreal

Avis public est donné, par les présentes, que Bethel Gospel Chapel Montreal, une Église Protestante particulière selon la Loi de la Constitution de Certaines Églises, (1964 S.R.Q., chapitre 305), s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'acquisition des pouvoirs d'un corps constitué en corporation, le tout suivant ladite Loi de la Constitution de Certaines Églises.

*Les procureurs de la requérante,*

MARTINEAU, WALKER,  
ALLISON ET AL.

45798-19-4-o

### Bethel Gospel Chapel Montreal

Public notice is hereby given that Bethel Gospel Chapel Montreal, an individual Protestant Church within the meaning of the Church Incorporation Act, (1964 R.S.Q., chapter 305), will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for incorporation under the said Church Incorporation Act.

MARTINEAU, WALKER,

ALLISON ET AL.,  
*Attorneys for the Petitioners.*

45798-19-4-o

### Chomedey Baptist Church

Avis public est donné, par les présentes, que Chomedey Baptist Church, une Église Protestante particulière selon la Loi de la Constitution de Certaines Églises, (1964, S.R.Q., chapitre 305), s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'acquisition des pouvoirs d'un corps constitué en corporation, le tout suivant ladite Loi de la Constitution de Certaines Églises.

*Les procureurs de la requérante,*

MARTINEAU, WALKER,  
ALLISON ET AL.

45799-19-4-o

### Chomedey Baptist Church

Public notice is hereby given that Chomedey Baptist Church, an individual Protestant Church within the meaning of the Church Incorporation Act, (1964, R.S.Q., chapter 305), will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for incorporation under the said Church Incorporation Act.

MARTINEAU, WALKER,

ALLISON ET AL.,  
*Attorneys for the Petitioners.*

45799-19-4-o

**Ministère des Affaires municipales**

**Department of Municipal Affairs**

Ville de Port-Alfred  
 Ville de Bagotville  
 Paroisse de Bagotville

Town of Port-Alfred  
 Town of Bagotville  
 Parish of Bagotville

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant la ville de Port-Alfred, la ville de Bagotville et la paroisse de Bagotville, comté de Chicoutimi.

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of Chapter 53 of the Statutes of 1971, an Act to promote the regroupement of municipalities, I have established a regroupement unit comprising the Town of Port-Alfred, the Town of Bagotville and the Parish of Bagotville, county of Chicoutimi.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

*Le ministre des Affaires municipales,*  
 MAURICE TESSIER, C.R.

MAURICE TESSIER, Q.C.,  
*Minister of Municipal Affairs.*

46045-o

46045

**Ministère des Terres et Forêts**  
**Cadastre**

**Department of Lands and Forests**  
**Cadastre**

**Canton Babel**

**Township Babel**

Cadastre officiel de canton Babel, municipalité de la ville de Port-Cartier, division d'enregistrement de Saguenay.

Official cadastre of township Babel, municipality of the city of Port-Cartier, registration division of Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots G-359 et G-360 du bloc G sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots G-359 and G-360 of block G are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 1er mai 1972.

Québec, May 1, 1972.

*Le sous-ministre,*  
 MICHEL DUCHESNEAU.

MICHEL DUCHESNEAU,  
*Deputy Minister.*

45956-o

45956-o

**Canton Babel**

**Township Babel**

Cadastre officiel de canton Babel, municipalité de la ville de Port-Cartier, division d'enregistrement de Saguenay.

Official cadastre of township Babel, municipality of the city of Port-Cartier, registration division of Saguenay.

Avis est par la présente donné que deux parties du lot G-443 et une partie des lots G-444 et G-445, G-452 et G-453 sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that two parts of lot G-443 and a part of lots G-444 and G-445, G-452 and G-453 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 25 avril 1972.

Québec, April 25, 1972.

*Le sous-ministre,*  
 MICHEL DUCHESNEAU.

MICHEL DUCHESNEAU,  
*Deputy Minister.*

45956-o

45956-o

**Canton Babel**

**Township Babel**

Cadastre officiel de canton Babel, municipalité de la ville de Port-Cartier, division d'enregistrement de Saguenay.

Official cadastre of township Babel, municipality of the city of Port-Cartier, registration division of Saguenay.

Avis est par la présente donné que deux parties du lot G-378 et une partie des lots G-389 à 392, G-402, G-403, G-405, G-442, G-452 sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that two parts of lot G-378 and a part of lots G-389 to G-392, G-402, G-403, G-405, G-442, G-452 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 25 avril 1972.

Québec, April 25, 1972.

*Le sous-ministre,*  
 MICHEL DUCHESNEAU.

MICHEL DUCHESNEAU,  
*Deputy Minister.*

45956-o

45956-o

**Canton de Douglas (Révisé)**

Cadastre officiel de canton de Douglas (révisé), municipalité de la ville de Gaspé, division d'enregistrement de Gaspé.

Avis est par la présente donné que le lot 11-1-g-3 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 avril 1972.

45956-o

*Le sous-ministre,*  
MICHEL DUCHESNEAU.

**Canton Dubuisson**

Cadastre officiel de canton Dubuisson, municipalité de la ville de Val d'Or, division d'enregistrement d'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots 59-47 à 59-49 Rang VII, canton Dubuisson sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 avril 1972.

45956-o

*Le sous-ministre,*  
MICHEL DUCHESNEAU.

**Canton de Hull**

Cadastre office de canton de Hull, municipalité de la ville de Touraine, division d'enregistrement de Gatineau.

Avis est par la présente donné que les lots 3C-39 et 3C-40 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 avril 1972.

45956-o

*Le sous-ministre,*  
MICHEL DUCHESNEAU.

**Paroisse de Laprairie de la Magdeleine**

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine, municipalité de la ville de Brossard, division d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 97-29-1, 97-29-2, 97-29-3 et 97-30-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 avril 1972.

45956-o

*Le sous-ministre,*  
MICHEL DUCHESNEAU.

**Paroisse de St-Bruno**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, municipalité de la ville de St-Basile le Grand, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 396-139 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 mars 1972.

45956-o

*Le sous-ministre,*  
MICHEL DUCHESNEAU.

**Township of Douglas (Revised)**

Official cadastre of township of Douglas (revised), municipality of the city of Gaspé, registration division of Gaspé.

Notice is hereby given that lots 11-1-g-3 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 6, 1972.

45956-o

MICHEL DUCHESNEAU,  
*Deputy Minister.*

**Township Dubuisson**

Official cadastre of township Dubuisson, municipality of the city of Val d'Or, registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that lots 59-47 to 59-49 Range VII, township Dubuisson are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 24, 1972.

45956-o

MICHEL DUCHESNEAU,  
*Deputy Minister.*

**Township of Hull**

Official cadastre of township of Hull, municipality of the city of Touraine, registration division of Gatineau.

Notice is hereby given that lots 3C-39 and 3C-40 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 24, 1972.

45956-o

MICHEL DUCHESNEAU,  
*Deputy Minister.*

**Parish of Laprairie de la Magdeleine**

Official cadastre of the parish of Laprairie de la Magdeleine, municipality of the city of Brossard, registration division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 97-29-1, 97-29-2, 97-29-3 and 97-30-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 28, 1972.

45956-o

MICHEL DUCHESNEAU,  
*Deputy Minister.*

**Parish of St-Bruno**

Official cadastre of the parish of St-Bruno, municipality of the town of St-Basile le Grand, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that a remaining part of lot 396-139 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 30, 1972.

45956-o

MICHEL DUCHESNEAU,  
*Deputy Minister.*

**Paroisse de St-Mathieu de Beloeil**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Beloeil, municipalité de la ville de Beloeil, division d'enregistrement de Verchères.

Avis est par la présente donné que les lots 33-184-1 et 33-184-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 avril 1972.

*Le sous-ministre,*  
MICHEL DUCHESNEAU.

45956-o

**Parish of St-Mathieu de Beloeil**

Official cadastre of the parish of St-Mathieu de Beloeil, municipality of the city of Beloeil, registration division of Verchères.

Notice is hereby given that lots 33-184-1 and 33-184-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 24, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,  
*Deputy-Minister.*

45956-o

**Ministère des Richesses  
naturelles**

*Avis sommaire de révocation*

Avis est donné que l'arrêté en conseil numéro 4006 du 24 novembre 1971 révoquant les droits de mine autres que l'or et l'argent sur certains lots des cantons de Wickham, Simpson et Acton a été modifié par l'arrêté en conseil numéro 1277-72 du 10 mai 1972 de la façon suivante:

1° En remplaçant après le mot « rang » dans la description et l'énumération des lots du canton d'Acton sous la rubrique « A ) la totalité des droits miniers (droits au pétrole et au gaz naturel) sur les lots suivants », le chiffre « VII » par le chiffre « VIII ».

2° En retranchant, dans la description et l'énumération des lots du rang VIII du canton Simpson, sous la rubrique « A ) la totalité des droits miniers (droits au pétrole et au gaz naturel) sur les lots suivants », le lot vingt-cinq (25) de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Ces modifications prennent effet à la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 17 mai 1972.

*Le sous-ministre,*  
JEAN-GUY FREDETTE.

46041-o

**Department of Natural  
Resources**

*Summary Notice of Revocation*

Notice is given that Order in Council number 4006, dated November 24, 1971, revoking mining rights other than gold and silver on certain lots in the Townships of Wickham, Simpson and Acton was amended by Order in Council Number 1277-72, dated May 10, 1972, in the following manner:

1. By replacing after the word "range" in the description and enumeration of the lots of the Township of Acton under heading "A) all mining rights (petroleum and natural gas rights) on the following lots", figure "VII" by figure "VIII".

2. By deleting, in the description and enumeration of the lots of Range VIII of the Township of Simpson, under heading "A) all mining rights (petroleum and natural gas rights) on the following lots", lot twenty-five (25) on the original land-surveying and official cadastre.

These amendments take effect upon, from and after the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

Québec, May 17, 1972.

JEAN-GUY FREDETTE,  
*Deputy Minister.*

46041

**Syndicats professionnels**

**L'Association des Policiers de Gatineau**

*(Loi des syndicats professionnels)*

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 29 mars 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Policiers de Gatineau », avec siège social situé à Gatineau, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des Institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46048-o

8-72

**Professional Syndicates**

**L'Association des Policiers de Gatineau**

*(Professional Syndicates Act)*

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 29, 1972, he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Policiers de Gatineau", with a head office situated in Gatineau, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

46048

8-72

## Association des Cadres Scolaires du Québec

*(Loi des syndicats professionnels)*

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 avril 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Cadres Scolaires du Québec », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,  
compagnies et coopératives.*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46047-o

14-72

## Association des Cadres Scolaires du Québec

*(Professional Syndicates Act)*

Notice is given that on April 6, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the constitution of a professional syndicate, under the name of "Association des Cadres Scolaires du Québec", with its head office located in Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

46047

14-72

## Proclamation

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

## Proclamation

ATTENDU QU'EN VERTU de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU QU'IL Y A lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Châteauguay, à Sainte-Martine, et de décréter l'émission d'une proclamation à cette fin.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3740, en date du 3 novembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons sur la proposition du ministre de la Justice que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), s'appliquent à la division d'enregistrement de Châteauguay, à Sainte-Martine, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

## Proclamation

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

## Proclamation

WHEREAS pursuant to section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it expedient, extend, by proclamation, the provisions of Division I of this Act to any of the other registration divisions of the Province;

WHEREAS it is deemed expedient to apply the said legislative provisions to the Châteauguay Registration Division, at Ste. Martine, and to decree that a proclamation be issued for this purpose.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 3740, dated November 3, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the provisions of Division I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 319), apply to the Châteauguay Registration Division, at Ste. Martine, upon, from and after the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,  
Sous-procureur général adjoint.  
45989-0

Libro: 500  
Folio: 159

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in our City of Québec, in Our Province of Québec, this third day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,  
Assistant Deputy Attorney General.  
45989

Libro: 500  
Folio: 159

## Soumissions — Demandes de

## Tenders — Requests for

### Cité de Chicoutimi Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Benoit Simard, greffier, Hôtel de Ville, 201, rue Racine Est, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, P.Q., jusqu'à 4 heures de l'après-midi, mardi, le 13 juin 1972, pour l'achat de \$2,000,000 d'obligations de la cité de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, datées du 1er juillet 1972 et remboursables en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

Tableau d'amortissement — \$2,000,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1973	\$ 45,000
1er juillet 1974	48,000
1er juillet 1975	51,000
1er juillet 1976	55,000
1er juillet 1977	60,000
1er juillet 1978	63,000
1er juillet 1979	69,000
1er juillet 1980	74,000
1er juillet 1981	62,000
1er juillet 1982	66,000
1er juillet 1983	63,000
1er juillet 1984	67,000
1er juillet 1985	72,000
1er juillet 1986	78,000
1er juillet 1987	84,000
1er juillet 1988	91,000
1er juillet 1989	98,000
1er juillet 1990	106,000
1er juillet 1991	114,000
1er juillet 1992	634,000

### City of Chicoutimi County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Benoit Simard, City Clerk, in the City Hall, 201 Racine Street East, Chicoutimi, County of Chicoutimi, P.Q., until 4:00 o'clock p.m., on Tuesday, June 13, 1972, for the purchase of a bond issue of \$2,000,000 for the City of Chicoutimi, County of Chicoutimi, dated July 1st, 1972 and redeemable serially from July 1st, 1973 to July 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 1st, 1972.

Redemption table — \$2,000,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1973	\$ 45,000
July 1, 1974	48,000
July 1, 1975	51,000
July 1, 1976	55,000
July 1, 1977	60,000
July 1, 1978	63,000
July 1, 1979	69,000
July 1, 1980	74,000
July 1, 1981	62,000
July 1, 1982	66,000
July 1, 1983	63,000
July 1, 1984	67,000
July 1, 1985	72,000
July 1, 1986	78,000
July 1, 1987	84,000
July 1, 1988	91,000
July 1, 1989	98,000
July 1, 1990	106,000
July 1, 1991	114,000
July 1, 1992	634,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$70,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1992 au montant de \$634,000 comprend un solde de \$515,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er juillet 1993.....	\$35,000
1er juillet 1994.....	38,000
1er juillet 1995.....	41,000
1er juillet 1996.....	45,000
1er juillet 1997.....	48,000
1er juillet 1998.....	52,000
1er juillet 1999.....	57,000
1er juillet 2000.....	62,000
1er juillet 2001.....	67,000
1er juillet 2002.....	70,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Ledites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$634,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Chicoutimi s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1972, sans une

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$70,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of July 1st, 2002 of the renewable part mentioned hereinafter.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of July 1st, 1992 in the amount of \$634,000 includes a balance of \$515,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
July 1, 1993.....	\$35,000
July 1, 1994.....	38,000
July 1, 1995.....	41,000
July 1, 1996.....	45,000
July 1, 1997.....	48,000
July 1, 1998.....	52,000
July 1, 1999.....	57,000
July 1, 2000.....	62,000
July 1, 2001.....	67,000
July 1, 2002.....	70,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$634,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Chicoutimi agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days, upon, from and after July 1st, 1972, without written

autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 599 — \$61,000 — renouvellement d'emprunt; 607 — \$255,500 — renouvellement d'emprunt; 908 (tel que modifié) — \$40,300 — aqueduc et égouts; 909 (tel que modifié) — \$31,700 — voirie et éclairage; 910 (tel que modifié) — \$46,800 — aqueduc et égouts; 911 (tel que modifié) — \$149,400 — voirie, éclairage, etc.; 930 (tel que modifié) — \$114,600 — voirie; 935 — \$120,000 — voirie; 937 — \$16,500 — services récréatifs et communautaires; 938 — \$99,000 — achat de machinerie; 940 — \$20,000 — aqueduc et égouts; 951 — \$140,600 — aqueduc, égouts et voirie; 952 — \$168,000 — aqueduc et égouts; 953 — \$81,000 — aqueduc et égouts; 956 — \$555,600 — construction d'une autogare; 966 (tel que modifié) — \$100,000 — services récréatifs et communautaires.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 4 heures de l'après-midi, mardi, le 13 juin 1972, Hôtel de Ville, 201, rue Racine Est, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi (Comté de Chicoutimi), ce 23 mai 1972.

*Le greffier,*  
BENOIT SIMARD,

Hôtel de Ville, 201, rue Racine Est,  
Chicoutimi, (Chicoutimi), P.Q.,  
Téléphone: 543-4486, code 418.

46040-o

**Ville de Lévis**  
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Pierre Gagnon, greffier, Hôtel de ville, 225, Côte du Passage, Lévis, comté de Lévis, P.Q. jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 12 juin 1972, pour l'achat de \$639,000 d'obligations de la ville de Lévis, comté de Lévis, datées du 1er juillet 1972 et remboursables en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

Tableau d'amortissement — \$639,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er juillet 1973.....	\$20,000
1er juillet 1974.....	21,000
1er juillet 1975.....	24,000
1er juillet 1976.....	24,000

authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 599 — \$61,000 — loan renewal; 607 — \$255,500 — loan renewal; 908 (as amended) — \$40,300 — aqueduct and sewers; 909 (as amended) — \$31,700 — roads and lighting; 910 (as amended) — \$46,800 — aqueduct and sewers; 911 (as amended) — \$149,400 — roads, lighting, etc.; 930 (as amended) — \$114,600 — roads; 935 — \$120,000 — roads; 937 — \$16,500 — recreational and community services; 938 — \$99,000 — purchase of machinery; 940 — \$20,000 — aqueduct and sewers; 951 — \$140,600 — aqueduct, sewers and roads; 952 — \$168,000 — aqueduct and sewers; 953 — \$81,000 — aqueduct and sewers; 956 — \$555,600 — construction of a parking station; 966 (as amended) — \$100,000 — recreational and community services.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 4:00 o'clock p.m., on Tuesday, June 13, 1972, in the City Hall, 201 Racine Street East, Chicoutimi, County of Chicoutimi, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi (County of Chicoutimi), May 23, 1972.

BENOIT SIMARD,  
*City Clerk.*

City Hall, 201 Racine Street East,  
Chicoutimi, (Chicoutimi), P.Q.,  
Telephone: 543-4486, code 418.

46040

**City of Lévis**  
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Me Pierre Gagnon, City Clerk, at the City Hall, 225 Côte du Passage, Lévis, County of Lévis, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, June 12, 1972, for the purchase of a bond issue of \$639,000 for the City of Lévis, County of Lévis, dated July 1, 1972, and redeemable serially from July 1, 1973 to July 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 1, 1972.

Redemption table — \$639,000 — 20 years	
Year	Capital
July 1, 1973.....	\$20,000
July 1, 1974.....	21,000
July 1, 1975.....	24,000
July 1, 1976.....	24,000

1er juillet 1977.....	\$25,000
1er juillet 1978.....	28,000
1er juillet 1979.....	31,000
1er juillet 1980.....	33,000
1er juillet 1981.....	36,000
1er juillet 1982.....	38,000
1er juillet 1983.....	23,000
1er juillet 1984.....	26,000
1er juillet 1985.....	27,000
1er juillet 1986.....	29,000
1er juillet 1987.....	31,000
1er juillet 1988.....	34,000
1er juillet 1989.....	37,000
1er juillet 1990.....	40,000
1er juillet 1991.....	44,000
1er juillet 1992.....	68,000

July 1, 1977.....	\$25,000
July 1, 1978.....	28,000
July 1, 1979.....	31,000
July 1, 1980.....	33,000
July 1, 1981.....	36,000
July 1, 1982.....	38,000
July 1, 1983.....	23,000
July 1, 1984.....	26,000
July 1, 1985.....	27,000
July 1, 1986.....	29,000
July 1, 1987.....	31,000
July 1, 1988.....	34,000
July 1, 1989.....	37,000
July 1, 1990.....	40,000
July 1, 1991.....	44,000
July 1, 1992.....	68,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$3,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1992 au montant de \$68,000 comprend un solde de \$22,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er juillet 1993.....	\$1,000
1er juillet 1994.....	1,000
1er juillet 1995.....	2,000
1er juillet 1996.....	2,000
1er juillet 1997.....	2,000
1er juillet 1998.....	2,000
1er juillet 1999.....	3,000
1er juillet 2000.....	3,000
1er juillet 2001.....	3,000
1er juillet 2002.....	3,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lévis.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$3,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of July 1, 2002 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of July 1, 1992 in the amount of \$68,000 includes a balance of \$22,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	Capital
July 1, 1993.....	\$1,000
July 1, 1994.....	1,000
July 1, 1995.....	2,000
July 1, 1996.....	2,000
July 1, 1997.....	2,000
July 1, 1998.....	2,000
July 1, 1999.....	3,000
July 1, 2000.....	3,000
July 1, 2001.....	3,000
July 1, 2002.....	3,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Lévis.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$68,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Lévis s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 861 — \$49,700 — aqueduc, égouts, voirie; 865 — \$10,300 — aqueduc, égouts; 885 — \$7,900 — achat d'une propriété, voirie; 889 — \$12,000 — achat d'équipements; 901 — \$48,000 — achat de machine-comptable; 903 — \$10,000 — aqueduc, égouts; 906 — \$11,000 — revision cadastrale; 908 — \$7,000 — achat de terrain; 910 — \$25,600 — aqueduc, égouts; 912 — \$108,000 — achat de terrain; 916 — \$6,000 — éclairage; 928 — \$233,000 — aqueduc, égouts; 929 — \$35,000 — aqueduc, égouts; 936 — \$40,000 — projet municipal d'habitation; 939 — \$23,500 — achat de machineries; 941 — \$12,000 — construction et réparation d'escaliers.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 12 juin 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 225, Côte du Passage, Lévis, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lévis (Comté de Lévis), ce 17 mai 1972.

*Le greffier,*  
ME PIERRE GAGNON.

Hôtel de ville, 225, Côte du Passage,  
Lévis, (Lévis), P.Q.

Téléphone: 833-3261, code 418.

45998-0

**Ville de Pointe-Claire**  
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Madame S. C. Larue, greffier, Hôtel de ville, 451, Montée Saint-Jean, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 12 juin 1972, pour l'achat de \$1,940,000 d'obligations de la ville de Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, datées du 1er juillet 1972 et remboursables en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$68,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Lévis agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 861 — \$49,700 — aqueduct, sewers, roads; 865 — \$10,300 — aqueduct, sewers; 885 — \$7,900 — purchase of property, roads; 889 — \$12,000 — purchase of equipment; 901 — \$48,000 — purchase of an accounting machine; 903 — \$10,000 — aqueduct, sewers; 906 — \$11,000 — cadastral revision; 908 — \$7,000 — purchase of land; 910 — \$25,600 — aqueduct, sewers; 912 — \$108,000 — purchase of land; 916 — \$6,000 — lighting; 928 — \$233,000 — aqueduct, sewers; 929 — \$35,000 — aqueduct, sewers; 936 — \$40,000 — municipal housing project; 939 — \$23,500 — purchase of machinery; 941 — \$12,000 — building and repairing of stairs.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, June 12, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 225 Côte du Passage, Lévis, County of Lévis, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lévis (County of Lévis), May 17, 1972.

ME PIERRE GAGNON,  
*City Clerk.*

City Hall, 225 Côte du Passage,  
Lévis, (Lévis), P.Q.

Telephone: 833-3261, code 418.

45998

**Town of Pointe-Claire**  
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. S. C. Larue, town Clerk, at the Town Hall, 451 Montée St. Jean, Pointe-Claire, County of Robert Baldwin, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Monday, June 12, 1972, for the purchase of a bond issue of \$1,940,000 for the Town of Pointe-Claire, County of Robert Baldwin, dated July 1, 1972 and redeemable serially from July 1, 1973, to July 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on January

8% payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 1, 1972.

Tableau d'amortissement — \$1,940,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1973	\$ 58,000
1er juillet 1974	63,000
1er juillet 1975	68,000
1er juillet 1976	72,000
1er juillet 1977	77,000
1er juillet 1978	83,000
1er juillet 1979	89,000
1er juillet 1980	96,000
1er juillet 1981	103,000
1er juillet 1982	110,000
1er juillet 1983	93,000
1er juillet 1984	100,000
1er juillet 1985	108,000
1er juillet 1986	118,000
1er juillet 1987	95,000
1er juillet 1988	101,000
1er juillet 1989	110,000
1er juillet 1990	121,000
1er juillet 1991	131,000
1er juillet 1992	144,000

Redemption table — \$1,940,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1973	\$ 58,000
July 1, 1974	63,000
July 1, 1975	68,000
July 1, 1976	72,000
July 1, 1977	77,000
July 1, 1978	83,000
July 1, 1979	89,000
July 1, 1980	96,000
July 1, 1981	103,000
July 1, 1982	110,000
July 1, 1983	93,000
July 1, 1984	100,000
July 1, 1985	108,000
July 1, 1986	118,000
July 1, 1987	95,000
July 1, 1988	101,000
July 1, 1989	110,000
July 1, 1990	121,000
July 1, 1991	131,000
July 1, 1992	144,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$144,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$144,000 and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of July 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at Pointe-Claire.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the

dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$144,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Pointe-Claire s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 487 — \$344,000 — renouvellement d'emprunt; 1473 — \$7,000 — aqueduc, égouts; 1494 — \$10,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1500 — \$97,000 — aqueduc, égouts; 1503 — \$15,000 — achat d'équipement; 1506 — \$129,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1511 — \$43,000 — aqueduc, égouts; 1517 — \$5,000 — aqueduc, égouts; 1520 — \$3,000 — achat de terrain; 1531 — \$30,000 — voirie; 1532 — \$74,000 — achat d'équipement; 1533 — \$14,000 — plantation d'arbres et clôtures; 1534 — \$31,000 — services récréatifs et communautaires; 1538 — \$45,000 — électricité; 1542 — \$4,000 — services récréatifs et communautaires; 1543 — \$7,000 — voirie; 1544 — \$6,000 — électricité; 1545 — \$53,000 — achat d'ameublement; 1549 — \$4,000 — services récréatifs et communautaires; 1550 — \$185,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1551 — \$20,000 — électricité; 1555 — \$22,000 — voirie; 1556 — \$67,000 — voirie; 1557 — \$20,000 — voirie; 1558 — \$540,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1560 — \$7,000 — voirie; 1568 — \$58,000 — aqueduc, égouts; 1569 — \$29,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1575 — \$20,000 — voirie; 1583 — \$15,000 — aqueduc, égouts; 1586 — \$18,000 — achat de moissonneuse aquatique; 1609 — \$18,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 12 juin 1972, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 451, Montée Saint-Jean, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire (Comté de Robert Baldwin), ce 18 mai 1972.

*Le greffier,*  
Madame S. C. LARUE.

Hôtel de ville, 451, Montée Saint-Jean,  
Pointe-Claire, Comté de Robert Baldwin, P.Q.  
Téléphone: 697-0770, code 514. 46010-o

loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$144,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Pointe-Claire agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant the following by-laws: 487 — \$344,000 — loan renewal; 1473 — \$7,000 — aqueduct, sewers; 1494 — \$10,000 — aqueduct, sewers, roads; 1500 — \$97,000 — aqueduct, sewers; 1503 — \$15,000 — purchase of equipment; 1506 — \$129,000 aqueduct, sewers, roads; 1511 — \$43,000 — aqueduct, sewers; 1517 — \$5,000 — aqueduct, sewers; 1520 — \$3,000 — purchase of land; 1531 — \$30,000 — roads; 1532 — \$74,000 — purchase of equipment; 1533 — \$14,000 — planting of trees and fences; 1534 — \$31,000 — recreational and community services; 1538 — \$45,000 — electricity; 1542 — \$4,000 — recreational and community services; 1543 — \$7,000 — roads; 1544 — \$6,000 — electricity; 1545 — \$53,000 — purchase of furniture; 1549 — \$4,000 — recreational and community services; 1550 — \$185,000 — aqueduct, sewers, roads; 1551 — \$20,000 — electricity; 1555 — \$22,000 — roads; 1556 — \$67,000 — roads; 1557 — \$20,000 — roads; 1558 — \$540,000 — aqueduct, sewers, roads; 1560 — \$7,000 roads; 1568 — \$58,000 — aqueduct, sewers; 1569 — \$29,000 — aqueduct, sewers, roads; 1575 — \$20,000 — roads; 1583 — \$15,000 aqueduct, sewers; 1586 — \$18,000 — purchase of aquatic harvesting machine; 1609 — \$18,000 — refinancing costs.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, June 12, 1972, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 451 Montée St. Jean, Pointe-Claire, County of Robert Baldwin, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Claire (County of Robert Baldwin) May 18, 1972.

Mrs. S. C. LARUE,  
*Town Clerk.*

Town Hall, 451, Montée St. Jean,  
Pointe-Claire, County of Robert Baldwin, P.Q.  
Telephone: 697-0770, code 514. 46010

Village de l'Annonciation  
Comté de Labelle

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Émilien Deslauriers, secrétaire-trésorier, Bureau municipal, 24, rue Principale Sud, l'Annonciation, comté de Labelle, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 14 juin 1972, pour l'achat de \$127,500 d'obligations du village de l'Annonciation, comté de Labelle, datées du 1er juillet 1972 et remboursables en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

Tableau d'amortissement — \$127,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1973	\$ 6,500
1er juillet 1974	7,000
1er juillet 1975	7,500
1er juillet 1976	8,000
1er juillet 1977	8,500
1er juillet 1978	9,000
1er juillet 1979	10,000
1er juillet 1980	11,000
1er juillet 1981	11,500
1er juillet 1982	12,500
1er juillet 1983	1,000
1er juillet 1984	1,000
1er juillet 1985	1,000
1er juillet 1986	1,000
1er juillet 1987	1,000
1er juillet 1988	1,000
1er juillet 1989	1,000
1er juillet 1990	1,500
1er juillet 1991	1,500
1er juillet 1992	26,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$3,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre

Village of l'Annonciation  
County of Labelle

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" shall be received by the undersigned, Émilien Deslauriers, Secretary-Treasurer, Municipal Office, 24 Principale Street South, l'Annonciation, County of Labelle, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, June 14, 1972, for the purchase of a bond issue of \$127,500 for the Village of l'Annonciation, County of Labelle, dated July 1st, 1972, and redeemable serially from July 1st, 1973 to July 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1st, 1972.

Redemption table — \$127,500 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1973	\$ 6,500
July 1, 1974	7,000
July 1, 1975	7,500
July 1, 1976	8,000
July 1, 1977	8,500
July 1, 1978	9,000
July 1, 1979	10,000
July 1, 1980	11,000
July 1, 1981	11,500
July 1, 1982	12,500
July 1, 1983	1,000
July 1, 1984	1,000
July 1, 1985	1,000
July 1, 1986	1,000
July 1, 1987	1,000
July 1, 1988	1,000
July 1, 1989	1,000
July 1, 1990	1,500
July 1, 1991	1,500
July 1, 1992	26,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$3,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several

qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1992 au montant de \$26,000 comprend un solde de \$24,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er juillet 1993.....	\$1,500
1er juillet 1994.....	2,000
1er juillet 1995.....	2,000
1er juillet 1996.....	2,000
1er juillet 1997.....	2,500
1er juillet 1998.....	2,500
1er juillet 1999.....	2,500
1er juillet 2000.....	3,000
1er juillet 2001.....	3,000
1er juillet 2002.....	3,500

complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of July 1st, 2002, of the renewable part hereafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of July 1st, 1992 in the amount of \$26,000 includes a balance of \$24,500 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
July 1, 1993.....	\$1,500
July 1, 1994.....	2,000
July 1, 1995.....	2,000
July 1, 1996.....	2,000
July 1, 1997.....	2,500
July 1, 1998.....	2,500
July 1, 1999.....	2,500
July 1, 2000.....	3,000
July 1, 2001.....	3,000
July 1, 2002.....	3,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à l'Annonciation.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$26,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de l'Annonciation s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 180 — \$127,500 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 14 juin 1972, à 8 heures du soir, Bureau municipal, 24, rue Principale-Sud, l'Annonciation, comté de Labelle, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Annonciation (Comté de Labelle), ce 18 mai 1972.

*Le secrétaire-trésorier,*  
ÉMILIEN DESLAURIERS.

Bureau municipal, 24, rue Principale-Sud,

L'Annonciation, (Labelle), P.Q.

Téléphone: 275-2929, code 819.

46008-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at l'Annonciation.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$26,000 and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Village of l'Annonciation agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 1st, 1972, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 180 — \$127,500 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, June 14, 1972, at 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Office, 24 Principale Street South, l'Annonciation, County of Labelle, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

L'Annonciation (County of Labelle), May 18, 1972.

ÉMILIEN DESLAURIERS,  
*Secretary-Treasurer.*

Municipal Office, 24 Principale Street South,

L'Annonciation, County of Labelle, P.Q.

Telephone: 275-2929, code 819.

46008

**Cité de Montmagny**  
Comté de Montmagny

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Paul Dolan, greffier, Hôtel de ville, 97, Avenue Ste-Julie, Montmagny, comté de Montmagny, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 14 juin 1972, pour l'achat de \$242,500 d'obligations de la cité de Montmagny, comté de Montmagny, datées du 1er juillet 1972 et remboursables en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

*Tableau d'amortissement — \$242,500 — 20 ans*  
Année Capital

1er juillet 1973.....	\$11,500
1er juillet 1974.....	12,500
1er juillet 1975.....	14,000
1er juillet 1976.....	15,000
1er juillet 1977.....	16,500
1er juillet 1978.....	6,000
1er juillet 1979.....	7,000
1er juillet 1980.....	8,000
1er juillet 1981.....	8,500
1er juillet 1982.....	9,000
1er juillet 1983.....	9,500
1er juillet 1984.....	10,500
1er juillet 1985.....	11,500
1er juillet 1986.....	12,000
1er juillet 1987.....	12,500
1er juillet 1988.....	13,500
1er juillet 1989.....	14,500
1er juillet 1990.....	15,500
1er juillet 1991.....	17,000
1er juillet 1992.....	18,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$18,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le

**City of Montmagny**  
County of Montmagny

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Me Paul Dolan, City Clerk, in the City Hall, 97 Ste. Julie Avenue, Montmagny, County of Montmagny, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, June 14, 1972, for the purchase of a bond issue of \$242,500 for the City of Montmagny, County of Montmagny, dated July 1st, 1972 and redeemable serially from July 1st, 1973 to July 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 1st, 1972.

*Redemption table — \$242,500 — 20 years*  
Year Capital

July 1, 1973.....	\$11,500
July 1, 1974.....	12,500
July 1, 1975.....	14,000
July 1, 1976.....	15,000
July 1, 1977.....	16,500
July 1, 1978.....	6,000
July 1, 1979.....	7,000
July 1, 1980.....	8,000
July 1, 1981.....	8,500
July 1, 1982.....	9,000
July 1, 1983.....	9,500
July 1, 1984.....	10,500
July 1, 1985.....	11,500
July 1, 1986.....	12,000
July 1, 1987.....	12,500
July 1, 1988.....	13,500
July 1, 1989.....	14,500
July 1, 1990.....	15,500
July 1, 1991.....	17,000
July 1, 1992.....	18,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$18,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this

présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montmagny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$18,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéance apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Montmagny s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 136 — \$79,500 — renouvellement d'emprunt; 393 — \$50,000 — aqueduc, égouts et voirie; 394 — \$113,000 — achats de machinerie et équipement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mercredi, le 14 juin 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 97, Avenue Ste-Julie, Montmagny, comté de Montmagny, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montmagny (Comté de Montmagny), ce 19 mai 1972.

*Le greffier,*  
ME PAUL DOLAN.

Hôtel de ville, 97, Avenue Ste-Julie,  
Montmagny, (Montmagny), P.Q.  
Téléphone: 248-3361, code 418. 46039-0

**Ville de Sainte-Thérèse**  
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Charles-Édouard Desjardins, greffier, Hôtel de Ville, 34, rue Blainville-Ouest, Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 13 juin 1972, pour l'achat de \$670,000 d'obligations de la ville de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, datées du 1er juillet 1972 et remboursables en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux

notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of July 1st, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue, only and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Montmagny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$18,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Montmagny agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 1st, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 136 — \$79,500 — loan renewal; 393 — \$50,000 — aqueduct, sewers and roads; 394 — \$113,000 — purchase of machinery and equipment.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Wednesday, June 14, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, 97 Ste. Julie Avenue, Montmagny, County of Montmagny, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montmagny (County of Montmagny), May 19, 1972.

ME PAUL DOLAN,  
*City Clerk.*

97 Ste. Julie Avenue,  
Montmagny, (Montmagny), P.Q.  
Telephone: 248-3361, code 418. 46039

**City of Ste. Thérèse**  
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Charles-Édouard Desjardins, City Clerk, at the City Hall, 34 Blainville Street West, Ste. Thérèse, County of Terrebonne, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, June 13, 1972, for the purchase of a bond issue of \$670,000 for the City of Ste. Thérèse, County of Terrebonne, dated July 1, 1972 and redeemable serially from July 1, 1973 to July 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor

non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

Tableau d'amortissement — \$670,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1973	\$22,000
1er juillet 1974	23,000
1er juillet 1975	24,000
1er juillet 1976	26,000
1er juillet 1977	27,000
1er juillet 1978	29,000
1er juillet 1979	32,000
1er juillet 1980	32,000
1er juillet 1981	35,000
1er juillet 1982	36,000
1er juillet 1983	29,000
1er juillet 1984	31,000
1er juillet 1985	33,000
1er juillet 1986	35,000
1er juillet 1987	37,000
1er juillet 1988	39,000
1er juillet 1989	41,000
1er juillet 1990	44,000
1er juillet 1991	46,000
1er juillet 1992	49,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$49,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque

more than 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 1, 1972.

Redemption table — \$670,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1973	\$22,000
July 1, 1974	23,000
July 1, 1975	24,000
July 1, 1976	26,000
July 1, 1977	27,000
July 1, 1978	29,000
July 1, 1979	32,000
July 1, 1980	32,000
July 1, 1981	35,000
July 1, 1982	36,000
July 1, 1983	29,000
July 1, 1984	31,000
July 1, 1985	33,000
July 1, 1986	35,000
July 1, 1987	37,000
July 1, 1988	39,000
July 1, 1989	41,000
July 1, 1990	44,000
July 1, 1991	46,000
July 1, 1992	49,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$49,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of July 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Ste-Thérèse.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan

dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$49,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un cheque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Ste-Thérèse s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 127 N.S.—\$1,400 — renouvellement d'emprunt; 128 N.S.—\$1,700 — renouvellement d'emprunt; 154 N.S.—\$595,500 — renouvellement d'emprunt; 157 N.S.—\$5,900 — renouvellement d'emprunt; 158 N.S.—\$29,000 — renouvellement d'emprunt; 167 N.S.—\$12,000 — renouvellement d'emprunt; 187 N.S.—\$24,500 — renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 13 juin 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 34, rue Blainville-Ouest, Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse (Comté de Terrebonne), ce 18 mai 1972.

*Le greffier,*  
CHARLES-ÉDOUARD DESJARDINS.

Hôtel de Ville, 34, rue Blainville-Ouest,  
Ste-Thérèse, (Terrebonne), P.Q.  
Téléphone: 435-9521, code 514.

46009

procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$49,000, and the said surplus only will be redeemable, by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Ste. Thérèse agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 127 N.S.—\$1,400 — loan renewal; 128 N.S.—\$1,700 — loan renewal; 154 N.S.—\$595,500 — loan renewal; 157 N.S.—\$5,900 — loan renewal; 158 N.S.—\$29,000 — loan renewal; 167 N.S.—\$12,000 — loan renewal; 187 N.S.—\$24,500 — loan renewal.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, June 13, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 34 Blainville Street West, Ste. Thérèse, County of Terrebonne, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste. Thérèse (County of Terrebonne), May 18, 1972.

CHARLES-ÉDOUARD DESJARDINS,  
*City Clerk.*

City Hall, 34 Blainville Street West,  
Ste. Thérèse, (Terrebonne), P.Q.  
Telephone: 435-9521, code 514.

46009

### La Commission scolaire de Saint-Bruno

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Louis P. Fournier, secrétaire-trésorier, Centre administratif, 1725, rue Montarville, Saint-Bruno-de-Montarville, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 13 juin 1972, pour l'achat de \$1,349,000 d'obligations pour la commission scolaire de St-Bruno, datées du 1er juillet 1972 et remboursables en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

### The School Board of St-Bruno

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Louis P. Fournier, Secretary-Treasurer, Administration Centre, 1725 Montarville Street, St. Bruno-de-Montarville, County of Verchères, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, June 13, 1972, for the purchase of a bond issue of \$1,349,000 for the School Board of St. Bruno, dated July 1st, 1972, and redeemable serially from July 1st, 1973 to July 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 1st, 1972.

Tableau d'amortissement — \$1,349,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1973	x \$113,500
1er juillet 1974	x 122,000
1er juillet 1975	x 130,500
1er juillet 1976	x 140,500
1er juillet 1977	x 151,000
1er juillet 1978	36,500
1er juillet 1979	39,500
1er juillet 1980	42,500
1er juillet 1981	46,000
1er juillet 1982	49,000
1er juillet 1983	33,000
1er juillet 1984	36,000
1er juillet 1985	38,500
1er juillet 1986	42,000
1er juillet 1987	45,000
1er juillet 1988	49,000
1er juillet 1989	52,500
1er juillet 1990	56,500
1er juillet 1991	60,000
1er juillet 1992	65,500

Redemption table — \$1,349,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1973	x \$113,500
July 1, 1974	x 122,000
July 1, 1975	x 130,500
July 1, 1976	x 140,500
July 1, 1977	x 151,000
July 1, 1978	36,500
July 1, 1979	39,500
July 1, 1980	42,500
July 1, 1981	46,000
July 1, 1982	49,000
July 1, 1983	33,000
July 1, 1984	36,000
July 1, 1985	38,500
July 1, 1986	42,000
July 1, 1987	45,000
July 1, 1988	49,000
July 1, 1989	52,500
July 1, 1990	56,500
July 1, 1991	60,000
July 1, 1992	65,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de \$625,000, accordée par le gouvernement provincial et payable en 5 versements de \$125,000 de 1973 à 1977 inclusive, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission d'obligations, conformément aux dispositions du Bill 64.

La commission scolaire de Saint-Bruno, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$65,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent

The years marked with the letter "x" indicate those years during which the annual instalments of a grant of \$625,000, awarded by the Provincial Government and payable in 5 instalments of \$125,000 each from 1973 to 1977 inclusive, will be applied to the service of this loan. The instalments paid on such grant will be deposited during the aforesaid years with the Minister of Finance for the purpose of completing the sums required to pay off the aggregate amount of the debt service on this issue, in conformity with the provisions of Bill 64.

The School Commissioners of St. Bruno in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by him to the said school corporation (including those indicated above), the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds will not be for an amount less than \$65,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting

avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Bruno.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$65,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire de Saint-Bruno s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 4 mai 1962 — \$132,000 — renouvellement d'emprunt; 28 juin 1971 — \$910,000 — construction de l'école Mgr Gervais; 22 décembre 1971 — \$300,000 — dépenses d'immobilisation; 4 mai 1962 tel que modifié — \$7,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 13 juin 1972, à 8 heures du soir, Centre administratif, 1725, rue Montarville, Saint-Bruno-de-Montarville, comté de Verchères, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. St-Bruno-de-Montarville, ce 19 mai 1972.

*Le secrétaire-trésorier,*

LOUIS P. FOURNIER.

Centre administratif, 1725, rue Montarville,  
St-Bruno-de-Montarville (Verchères), P.Q.

Téléphone: 653-6114, code 514. 46042-o

with the last years of redemption, excluding the maturity of July 1st, 1992.

However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Bruno.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$65,500 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The School Board of St. Bruno agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: May 4, 1962 — \$132,000 — loan renewal; June 28, 1971 — \$910,000 — construction of the Monseigneur Gervais School; December 22, 1971 — \$300,000 — capital expenditure; May 4, 1962 as amended — \$7,000 — refinancing costs.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, June 13, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in the Administration Centre, 1725 Montarville Street, St. Bruno-de-Montarville, County of Verchères, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. Bruno-de-Montarville, May 19, 1972.

LOUIS P. FOURNIER,

*Secretary-Treasurer.*

Administration Centre, 1725 Montarville Street,  
St. Bruno-de-Montarville (Verchères), P.Q.

Telephone: 653-6114, code 514. 46042

## Vente d'effets non réclamés

## Sale of Unclaimed Baggage

### La Cie Messagerie CP limitée

### CP Express Limited

La Cie Messageries CP Limitée donne avis par les présentes que tous les effets reçus avant le 1er jour de mai, 1971, et non réclamés aux bureaux des CP Express Limitée à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 189 est rue Queen, Toronto, Ontario, à ONZE heures du

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1971, still remaining unclaimed in the offices of the CP Express Limited at different points in the Province of Québec, will be sold at Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 189 Queen St. East, Toronto, Ontario, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the FIRST

matin, le PREMIER jour de JUIN, 1972, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

45578-17-6-o

*Le gérant-général,*  
W. M. RILEY.

day of JUNE, 1972, unless same shall be called for before that date, and all charges paid thereon.

45578-17-6-o

W. M. RILEY,  
*General Manager.*

## Ventes par Shérifs

## Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### DRUMMOND

### DRUMMOND

Canada — Province de Québec  
Cour Supérieure — District de Drummond

Canada — Province of Québec  
Superior Court — District of Drummond

No 1259. { MARIE-LAURE PICOTIN, maîtresse de maison, épouse commune en biens de Oxance Daneau, domiciliée à 307 William, Drummondville, demanderesse, *vs* OXANCE DANEAU, domicilié à 581, Villeneuve, Drummondville, défendeur.

No. 1259. { MARIE-LAURE PICOTIN, housewife, wife common as to property of Oxance Daneau, residing at 307 William, Drummondville, plaintiff, *vs* OXANCE DANEAU, domiciled at 581 Villeneuve, Drummondville, defendant.

« Un lot avec bâtisses dessus construites, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham sous le numéro quarante de la subdivision officielle du lot numéro cent vingt-quatre (124-40), ces immeubles portant le numéro civique 307, de la rue William, Drummondville. »

“A lot with buildings erected thereon known and described in the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Grantham under number forty of the official subdivision of lot number one hundred and twenty-four (124-40), these immovables numbered 307 William Street, Drummondville.”

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Drummond, Palais de Justice, Drummondville, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the Division of Drummond Registry Office, at the Court House, in Drummondville, on THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Drummondville, ce 17<sup>e</sup> jour de mai 1972.

Drummondville, this 17th day of May, 1972.

46005-o

*Le shérif,*  
STEPHEN DOLAN.

46005

STEPHEN DOLAN,  
*Sheriff.*

### GASPÉ

### GASPÉ

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec  
Cour Provinciale — District de Gaspé

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec  
Provincial Court — District of Gaspé

No S-6951. { LA BANQUE ROYALE DU CANADA, corporation légalement constituée ayant une place d'affaires à Sept-Îles, district de Hauterive, demanderesse, *vs* URGEL DUPUIS, domicilié à 270, rue Joliette, à Sept-Îles, district de Hauterive, défendeur.

No. S-6951. { THE ROYAL BANK OF CANADA, a corporation legally incorporated; having a place of business at Sept-Îles, District of Hauterive, plaintiff, *vs* URGEL DUPUIS, domiciled at 270 Joliette Street, Sept-Îles, District of Hauterive, defendant.

« Lot 37-C du premier rang, cadastre officiel de la municipalité de Pabos, circonstances et dépendances, connu au cadastre révisé de la municipalité de Pabos, sous les numéros 37-C 3 et 37-C 4. »

“Lot 37-C of Range One, official cadastre of the municipality of Pabos, appurtenances and dependencies, known in the revised cadastre of the municipality of Pabos, under numbers 37-C 3 and 37-C 4.”

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du district de Gaspé, au Palais de Justice à Percé, LUNDI,

in the Percé Court House, on MONDAY, the THIRD

le TROISIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Percé, le 16 mai 1972.

*Le shérif intérimaire,*  
JEAN BOURGET.  
46022-o

day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Percé, May 16, 1972.

JEAN BOURGET,  
*Acting Sheriff.*  
46022

## HAUTERIVE

Canada — Province de Québec  
District de Hauterive

Cour Provinciale, { JEANNOT GIRARD, demandeur,  
No 9328. { vs HÉBERT GIRARD, dé-  
fendeur.

Le lot numéro quarante-quatre (40-4) du rang quatre (4), au cadastre révisé d'une partie du rang IV du canton d'Iberville, étant un terrain situé dans la municipalité du village de Sault-au-Mouton, de figure irrégulière, borné vers le nord-ouest par le lot no: 40-5 (Route Nationale no: 15), vers le nord-est par le lot no: 40-6, vers le sud-est par le lot no: 40-11 (marqué par un ruisseau) et vers le sud-ouest par le lot no: 40-2, mesurant cinquante pieds (50') au nord-ouest, cent quatre-vingt-deux pieds (182') au nord-est et deux cent treize pieds (213') au sud-ouest, contenant en superficie neuf mille huit cent soixante-quinze pieds carrés (9,875 pieds ca.), mesure anglaise avec les bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au Bureau du registrateur de la première division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie-Comeau, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de JUIN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le shérif adjoint,*  
Bureau du Shérif-adjoint, CHARLOTTE BERGERON.  
Baie Comeau, ce 27<sup>e</sup> jour de mai 1972. 46004-o

## IBERVILLE

*Fieri Facias de Bonis de Terris*

Cour Provinciale — District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: { LA CORPORATION SCO-  
No 15590. { LA LAIRE DES COMMIS-  
SAIRES D'ÉCOLES DE LA

MUNICIPALITÉ DE ST-JEAN, corporation légalement constituée ayant son siège social à la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, demanderesse, vs MARIO COLLETTI, 299 Chemin Richelieu, ville de Saint-Jean, district d'Iberville, défendeur, et ROBERT SAUVÉ, en sa qualité de registrateur pour la division d'enregistrement du comté de Saint-Jean, district d'Iberville, mis en cause.

« Une terre située dans la paroisse de Saint-Jean, portant le numéro 49 dudit cadastre de la paroisse de Saint-Jean et désigné au livre de renvoi officiel, comme

## HAUTERIVE

Canada — Province of Québec  
District of Hauterive

Provincial Court, { JEANNOT GIRARD, plaintiff,  
No. 9328. { vs HÉBERT GIRARD, de-  
fendant.

Lot number forty-four (40-4) of Range Four (4), in the revised cadastre for a part of Range IV of the Township of Iberville, being a piece of land located in the Municipality of the Village of Sault-au-Mouton, of an irregular configuration, bounded towards the northwest by lot No. 40-5 (National Highway No. 15), towards the northeast by lot No. 40-6, towards the southeast by lot No. 40-11 (marked by a stream) and towards the southwest by lot No. 40-2, measuring fifty feet (50') on the northwest, one hundred and eighty-two feet (182') on the northeast and two hundred and thirteen feet (213') on the southwest, containing a surface area of nine thousand eight hundred and seventy-five square feet (9,875 sq. ft.), English measure, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the office of the Registrar of the First Registration Division of the County of Saguenay, at the Baie-Comeau Court House, on THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of JUNE, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLOTTE BERGERON,  
Assistant Sheriff's Office, *Assistant Sheriff.*  
Baie Comeau, this 27th day of May, 1972. 46004

## IBERVILLE

*Fieri Facias de Bonis de Terris*

Provincial Court — District of Iberville

St. John's, to wit: { THE SCHOOL CORPORA-  
No. 15590. { TION OF THE SCHOOL  
COMMISSIONERS OF THE

MUNICIPALITY OF ST. JOHN'S, a corporation legally incorporated and having its head office in the City of St. John's, District of Iberville, plaintiff, vs MARIO COLLETTI, 299 Richelieu Road, City of St. John's, District of Iberville, defendant, and ROBERT SAUVÉ, in his capacity as registrar for the registration division of the County of St. John's, District of Iberville, mis en cause.

“A tract of land located in the Parish of St. Jean, bearing number 49 of the said cadastre of the Parish of St. Jean and described in the official book of reference

suit: Bornée en front, vers le sud-est, par la Rivière Richelieu, en profondeur, vers le nord-ouest, par les terres de la deuxième concession au Grand Bernier, d'un côté, au sud-ouest par le lot no 48, et de l'autre côté au nord-est, par le lot no 50; contenant cinq arpents de largeur, sur trente-six arpents de profondeur, dont il faut distraire deux arpents en superficie appartenant à la Compagnie de chemin de fer de Montréal et Champlain, formant cent soixante-dix-huit arpents en superficie (178.0.0). En y comprenant le chemin public qui le traverse.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Jean, portant le numéro 49-164 dudit cadastre de la paroisse de Saint-Jean et désigné au livre de renvoi officiel, comme suit: De figure irrégulière, bornée, vers le nord, par les lots 49-163 et 49-156, vers l'est par les lots 49-156 et 49, non subdivisé, vers le sud par le lot 49-165 et vers l'ouest par le lot 49-166 (rue), mesurant soixante-quatre pieds (64') de largeur, cent sept pieds et deux dixièmes (107.2') et cinq pieds et quatre dixièmes (5.4') vers le nord, vingt et un pieds et quatre dixièmes (21.4') et quarante-deux pieds et six dixièmes (42.6') vers l'est, cent quinze pieds et deux dixièmes (115.2') vers le sud, et soixante-quatre pieds (64'), vers l'ouest; contenant en superficie sept mille cent quarante-six pieds carrés et un dixième, mesure anglaise. (7,146.1 p.c.). »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean, en la ville de Saint-Jean, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Daté à St-Jean, ce 15e jour de mai 1972.

*Le député shérif dûment assermenté,*

45999-0

ANDRÉ BERGERON.

*Fieri Facias de Bonis de Terris*

Cour Provinciale — District d'Iberville

Saint-Jean; à savoir: { A COMMISSION SCOLAIRE DE ST-LUC, demanderesse, vs EMMANUEL LACHANCE, domicilié à 263, 4e rue à Laval des Rapides district de Montréal, défendeur.

*Lot 12-17:* De figure rectangulaire, borné en front vers le sud par le lot 12-37 (rue), vers l'ouest par le lot 12-18, vers le nord par le lot 13, et vers l'est par le lot 12-16; mesurant 70 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur; contenant en superficie 7,000 pieds carrés, mesures anglaises.

*Lot 12-18:* De figure rectangulaire, borné en front au sud par le lot 12-37 (rue), à l'ouest par le lot 12-19, au nord par le lot 13, à l'est par le lot 12-17; mesurant 70 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur; contenant en superficie 7,000 pieds carrés mesures anglaises.

*Lot 12-19:* De figure rectangulaire, borné en front au sud par le lot 12-37 (rue), à l'ouest par le lot 12-20, (rue), au nord par le lot 13 et à l'est par le lot 12-18; mesurant 70 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, contenant en superficie 7,000 pieds carrés, mesures anglaise.

as follows: Bounded in front, towards the southeast by the Richelieu River, in depth, towards the northwest by the lands on the Second Concession at Grand Bernier, on one side, on the southwest by lot No. 48 and on the other side, on the northeast by lot No. 50; containing five arpents in width by thirty-six arpents in depth, from which two arpents in surface area belonging to the Montreal and Champlain Railway Company must be withdrawn, forming one hundred and seventy-eight arpents in surface area (178.0.0). Including the public road which crosses it.

A tract of land located in the Parish of St. Jean, bearing number 49-164 of the said cadastre of the Parish of St. Jean and described in the official book of reference as follows: Of an irregular configuration, bounded, towards the north by lots 49-163 and 49-156, towards the east by lots 49-156 and 49, unsubdivided, towards the south by lot 49-165 and towards the west by lot 49-166 (street), measuring sixty-four feet (64') in width, one hundred and seven and two tenths feet (107.2') and five and four tenths feet (5.4') towards the north, twenty-one and four tenths feet (21.4') and forty-two and six tenths feet (42.6') towards the east, one hundred and fifteen and two-tenths feet (115.2') towards the south, and sixty-four feet (64') towards the west; containing in surface area, seven thousand one hundred and forty-six and one tenth square feet, English measure. (7,146.1 sq. ft.)."

To be sold at the County of St. John's Registry Office, in the City of St. John's, on the TWENTY-SEVENTH day of JUNE, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Dated at St. John's, this 15th day of May, 1972.

45999

ANDRÉ BERGERON,  
Deputy Sheriff duly sworn in.

*Fieri Facias de Bonis de Terris*

Provincial Court — District of Iberville

St. John's, to wit: { THE ST. LUC SCHOOL COMMISSION, plaintiff, vs EMMANUEL LACHANCE, domiciled at 263, 4th Street, Laval des Rapides, district of Montreal, defendant.

*Lot 12-17:* Of a rectangular configuration, bounded in front on the south by lot 12-37 (street), on the west by lot 12-18, on the north by lot 13 and on the east by lot 12-16; measuring 70 feet in width by 100 feet in depth; containing 7,000 square feet in surface area, English measure.

*Lot 12-18:* Of a rectangular configuration, bounded in front on the south by lot 12-37 (street), on the west by lot 12-19, on the north by lot 13, on the east by lot 12-17; measuring 70 feet in width by 100 feet in depth; containing 7,000 square feet in surface area, English measure.

*Lot 12-19:* Of a rectangular configuration, bounded in front on the south by lot 12-37 (street), on the west by lot 12-20 (street), on the north by lot 13 and on the east by lot 12-18; measuring 70 feet in width by 100 feet in depth, containing 7,000 square feet in surface area, English measure.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean, en la ville de Saint-Jean, le TRENTIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Daté à St-Jean, P.Q., ce 17e jour de mai 1972.

*Le député shérif,*  
ANDRÉ BERGERON.

46025-o

To be sold at the County of St. John's Registry Office, City of St. John's, on the THIRTIETH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Dated at St. John's, P.Q. this 17th day of May, 1972.

ANDRÉ BERGERON,  
*Deputy Sheriff.*

46025

MONTMAGNY

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montmagny

No 11-954. { **M**AGASIN CO-OP LA PAIX, entreprise faisant le commerce de marchandises générales, société coopérative légalement constituée ayant son siège social à St-Jean-Port-Joli, demanderesse, vs GUY-NELSON BOUCHARD, domicilié à L'Islet-sur-Mer, comté de L'Islet, et ARTHUR BARD, domicilié à L'Islet-sur-Mer, comté de L'Islet, défendeurs.

« Le lot de terre désigné sous le numéro vingt-neuf (29) au cadastre officiel de la paroisse de L'Islet, avec constructions et dépendances. Ce terrain mesure environ huit perches et six pieds de front sur la profondeur qui s'y trouve, et il est borné au sud-est par la route deux, au nord-ouest par le Fleuve St-Laurent, au nord-est par le terrain de Robert St-Pierre, et au sud-ouest par celui de Gael Proulx. »

Pour être vendu au bureau du registraire de St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif,*  
Montmagny, 16 mai 1972. JEAN-PAUL TREMBLAY.  
46026-o

MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

No 817-304. { **L**A BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, demanderesse, vs DAME THÉRÈSE BRAZEAU-SCOTT, résidant et domiciliée au numéro 5789, 10e Avenue, App. #1, des cité et district de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement situé en la Cité de Montréal, ayant front sur la Dixième Avenue, Rosemont, connu et désigné comme lot numéro deux mille soixante-douze de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-douze (172-2072) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Village Incorporé de la Côte-de-la-Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, plus ou moins, mesure anglaise.

MONTMAGNY

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montmagny

No. 11-954. { **M**AGASIN CO-OP LA PAIX, a firm dealing in general goods, cooperative society legally incorporated, having its head office in St. Jean-Port-Joli, plaintiff, vs GUY-NELSON BOUCHARD, domiciled at L'Islet-sur-Mer, County of L'Islet, and ARTHUR BARD, domiciled at L'Islet-sur-Mer, County of L'Islet, defendants.

“The lot of land described as number twenty-nine (29) in the official cadastre for the Parish of L'Islet, with constructions and dependencies. This tract of land measures approximately eight perches and six feet in front by the depth existing, and is bounded on the southeast by Highway two, on the northwest by the St. Lawrence River, on the northeast by the land of Robert St-Pierre, and on the southwest by the property of Gael Proulx”.

To be sold at the Registrar's Office in St. Jean-Port-Joli, County of L'Islet, on the TWENTY-SEVENTH day of JUNE, 1972 at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *Jean-Paul Tremblay,*  
Montmagny, May 16, 1972. *Sheriff.*  
46026

MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Montreal

No. 817-304. { **T**HE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, plaintiff, vs MRS. THÉRÈSE BRAZEAU-SCOTT, residing and domiciled at number 5789, 10th Avenue, Apt. 1, in the City and District of Montreal, defendant.

“An emplacement located in the City of Montreal, fronting on Tenth Avenue, Rosemont, known and described as lot number two thousand seventy-two of the original subdivision of lot number one hundred and seventy-two (172-2072) on the official plan and book of reference of the cadastre for the Incorporated Village of Côte-de-la-Visitation, measuring twenty-five feet in width by a depth of ninety feet, more or less, English measure.

Avec maison et bâtisses dessus construites portant le no 5789, Dixième Avenue, Rosemont, dont les murs nord-ouest et sud-est sont mitoyens.

Tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment les servitudes de vues et de lumière créées par les actes enregistrés à Montréal, sous les Nos 795422 et 1294683.»

Pour être vendu au bureau du Shérif, Cour Supérieure, au Palais de Justice de Montréal, 4<sup>e</sup> étage, chambre #195, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
 Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.  
 Montréal, P.Q. 46028-0

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec  
 Cour Supérieure — District de Montréal

No 817-967. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA  
 CITÉ ET DU DISTRICT DE  
 MONTRÉAL, demanderesse, vs RI-  
 CARDO NOBILI, défendeur.

« Un emplacement situé sur la rue Mozart Est, en la Cité de Montréal, province de Québec, et connu et désigné comme étant le lot de resubdivision numéro deux du lot de subdivision numéro mille cent quatre-vingt-dix du lot originaire numéro dix (10-1190-2) et du lot de resubdivision numéro deux du lot de subdivision numéro mille cent quatre-vingt-one du lot originaire numéro dix (10-1191-2) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, division d'enregistrement de Montréal;

Avec une maison y érigée portant le numéro 61 est, de l'Avenue Mozart, en la Cité de Montréal, mesurant trente-cinq pieds (35') de largeur par quarante pieds (40') de profondeur;

Toutes les mesures ci-dessus sont en mesures anglaises et plus ou moins.

Tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve de la part du débiteur, et avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes affectant ledit emplacement. »

Pour être vendu au bureau du shérif, Cour supérieure, Palais de justice de Montréal, 4<sup>e</sup> étage, chambre #195, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du shérif, *Le shérif adjoint,*  
 Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.  
 Montréal, ce 18 juin 1972. 46027-0

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec  
 Cour Supérieure — District de Montréal

No 812 866. { DAME ANITA MARSAN, veuve  
 non remariée de Rodolphe Mar-  
 san en son vivant manufacturier, domici-  
 lée au 5636 rue Mignault, dans les cité et district de  
 Montréal, demanderesse, vs JULIUS ROSENBLUM,  
 domicilié et résidant au 2250 rue Duncan, dans les cité  
 et district de Montréal, défendeur.

With house and buildings erected thereon bearing No. 5789 Tenth Avenue, Rosemount, whose northwest and southeast walls are common.

As the whole presently subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable and particularly the servitude of view and light created by the deeds registered in Montreal, under Nos. 795422 and 1294683.”

To be sold at the Sheriff's Office, Superior Court, in the Montreal Court House, 4th floor, Room #195, on the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,  
 Superior Court, Assistant Sheriff.  
 Montreal, P.Q. 46028

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec  
 Superior Court — District of Montreal

No. 817-967. { THE MONTREAL CITY AND DIS-  
 TRICT SAVINGS BANK, plain-  
 tiff, vs RICARDO NOBILI, defendant.

“An emplacement located on Mozart Street East, in the City of Montreal, Province of Québec, and known and described as resubdivision of lot number two of subdivision lot number one thousand one hundred and ninety of original lot number ten (10-1190-2) and of resubdivision lot number two of subdivision lot number one thousand one hundred and ninety-one of original lot number ten (10-1191-2) on the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte St-Louis, Montreal Registration Division;

With a house erected thereon bearing number 61 Mozart Avenue East, in the City of Montreal, measuring thirty-five feet (35') in width by forty feet (40') in depth;

All the above measures are English measures and more or less.

As the whole presently subsists without exception or reservation on the part of the debtor, and with and subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes affecting the said emplacement.”

To be sold at the Sheriff's Office, Superior Court, Montreal Court House, 4th floor, Room #195, on the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1972, at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,  
 Superior Court, Assistant Sheriff.  
 Montreal, June 18, 1972. 46027

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec  
 Superior Court — District of Montreal

No. 812 866. { MRS. ANITA MARSAN, unre-  
 married widow of Rodolphe  
 Marsan, during his lifetime manu-  
 facturer, domiciled at 5636 Mignault Street, in the  
 City and District of Montreal, plaintiff, vs JULIUS  
 ROSENBLUM, domiciled and residing at 2250 Dun-  
 can Street, in the City and District of Montreal,  
 defendant.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot cent soixante-seize de la subdivision du lot originaire cinq cent quatre-vingt-un, (581-176) de la paroisse St-Laurent, avec les bâtisses ci-dessus érigées, portant le numéro civique 2250 rue Duncan, Ville Mont-Royal, district de Montréal. »

Pour être vendu au bureau du shérif, Cour Supérieure, au Palais de Justice, 10 est, rue Craig, 4e étage, chambre 195, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Cour Supérieure,

Montréal, ce 18 mai 1972.

*Le shérif adjoint,*

PAUL ST-MARTIN.

46030-0

“An immovable known and designated as lot number one hundred and seventy-six of the subdivision of original lot five hundred and eighty-one (581-176) of the Parish of St. Laurent, with buildings erected thereon, bearing civic number 2250 Duncan Street, Town of Mount Royal, District of Montreal.”

To be sold at the Sheriff's Office, Superior Court, Court House, 10 Craig Street East, 4th floor, room 195, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Superior Court,

Montreal, May 18, 1972.

PAUL ST-MARTIN,

*Assistant Sheriff.*

46030

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

No 815-996. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA  
CITÉ ET DU DISTRICT DE  
MONTREAL, demanderesse, vs ED-  
WARD J. WHITE, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Rousseau en la cité de Lasalle et composé de la subdivision numéro six cent quarante du lot originaire numéro neuf cent soixante-dix (970-640) au cadastre officiel de la paroisse de Lachine.

Avec tous ses droits, membres et circonstances et la bâtisse dessus construite, portant les numéros civiques 2381, 2383, 2385 et 2387 de ladite rue Rousseau, cité de Lasalle.

Sujet à une servitude en faveur de la Corporation du Gaz Naturel, enregistrée sous le No 2036796 et à la servitude habituelle en faveur de l'Hydro Québec et de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, enregistrée sous le numéro 2060231.

Ainsi que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu au bureau du shérif, Cour Supérieure, au Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4e étage, pièce 195, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Cour Supérieure,

Montréal, ce 18 mai 1972.

*Le shérif adjoint,*

PAUL ST-MARTIN.

46029

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

District de Montréal

No 818287. { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHEQUES ET DE LOGEMENT  
demanderesse, vs ALBERT CYR, défendeur.

« Un emplacement sis et situé à ville de Brossard, comté de Laprairie, P.Q., connu et désigné comme étant le lot numéro trente-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-six (126-39) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine.

Avec une maison dessus érigée portant le numéro civique 2510 Croissant Allen.

Sujet à une servitude en faveur de La Commission Hydro-électrique de Québec et de La Compagnie de

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

Superior Court — District of Montreal

No. 815-996. { THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, plaintiff,  
vs EDWARD J. WHITE, defendant.

“An emplacement fronting on Rousseau Street, in the City of Lasalle, composed of subdivision number six hundred and forty of original lot number nine hundred and seventy (970-640) on the official cadastre of the Parish of Lachine.

With all its rights, members and appurtenances and the building thereon erected bearing civic numbers 2381, 2383, 2385 and 2387 in said Rousseau Street, City of Lasalle.

Subject to a servitude in favour of Corporation du Gaz Naturel registered under No. 2036796 and to the usual servitude in favour of Hydro-Québec and the Bell Telephone Company of Canada registered under No. 2060231.

As the whole now subsists without exception or reserve of any kind.

To be sold at the Sheriff's Office, Superior Court, at the Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th floor, room #195, on the TWENTY-NINTH day of JUNE 1972 at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,

Superior Court,

Montreal, this May 18, 1972.

PAUL ST-MARTIN,

*Deputy Minister.*

46029-0

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec

District of Montreal

No. 818287. { CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, plaintiff,  
vs ALBERT CYR, defendant.

“An emplacement lying and situate in the Town of Brossard, County of Laprairie, P.Q., known and designated as lot number thirty-nine of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-six (126-39) on the official plan and book of reference for the Parish of Laprairie de la Magdeleine.

With a house erected thereon bearing civic number 2510 Allen Crescent.

Subject to a servitude in favor of the Québec Hydro-Electric Commission and of the Bell Telephone Com-

Téléphone Bell du Canada signée sous seing privé et enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie sous le numéro 78108. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, 214 rue St-Ignace, à Laprairie, P.Q., le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.  
Montréal, P.Q., ce 18 mai 1972. 46031-0

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec  
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-816-333-71. { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPO-  
POTHEQUES ET DE LO-  
GEMENT, corporation légalement

constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Ottawa, Province d'Ontario, ayant une place d'affaires dans le district judiciaire de Montréal, au 2350 boulevard Manella, à Ville Mont-Royal, demanderesse; *vs* LES ENTREPRISES D'HABITATION DU ST-LAURENT INC., corporation légalement constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 2167 boulevard des Roses, à Carignan, dans le district judiciaire de Montréal, défenderesse, et M. ANDRÉ LAREAU, constructeur, domicilié et résidant au 264 boulevard Richelieu, à St-Mathias, dans le comté de Rouville, district de St-Hyacinthe, défendeur, et ME GAËTAN LALUMIÈRE, en sa qualité de registraire au bureau d'enregistrement de Laprairie, mis en cause es-qualité, et C. A. MICHAUD, syndic, en sa qualité de syndic à la faillite de M. André Lareau, au 1010 Beaver Hall Hill, suite 607, Montréal, district judiciaire de Montréal, mis en cause.

Un emplacement sis et situé en la ville de Brossard, comté de Laprairie, P.Q., connu et désigné comme étant le lot numéro quarante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-six (126-43) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, 214 rue St-Ignace à Laprairie, P.Q., le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.  
Montréal, ce 18 mai 1972. 46032-0

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec  
Cour Supérieure — District de Montréal

No 815-429. { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPO-  
THÈQUES ET DE LOGEMENT,

demanderesse, *vs* LES ENTREPRISES D'HABITATION DU ST-LAURENT INC., corporation légalement constituée, ayant sa place d'affaires au 2167 Boul. des Roses à Carignan, district de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement sis et situé à Ville de Brossard, comté de Laprairie, P.Q., connu et désigné comme étant

pany of Canada signed under private signature and registered at the Registry Office for the County of Laprairie under number 78108. »

To be sold at the Registry Office for the County of Laprairie, 214 St. Ignace Street, in Laprairie, P.Q., on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1972, at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *PAUL ST-MARTIN,*  
Superior Court, *Assistant Sheriff.*  
Montreal, P.Q., May 18, 1972. 46031

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec  
Superior Court — District of Montreal

No. 05-816-333-71. { CENTRAL MORTGAGE &  
HOUSING CORPORA-  
TION, a corporation legally in-

corporated having its head office and its principal place of business in Ottawa, Province of Ontario, having a place of business in the judicial district of Montreal, at 2350 Manella Boulevard, in Town of Mount Royal, plaintiff; *vs* LES ENTREPRISES D'HABITATION DU ST-LAURENT INC., a corporation legally incorporated, having its head office and its principal place of business at 2167 Des Roses Boulevard, in Carignan, in the judicial district of Montreal, defendant, and MR. ANDRÉ LAREAU, builder, domiciled and residing at 264 Richelieu Boulevard, in St. Mathias, in the County of Rouville, District of St. Hyacinthe, defendant, and ME GAËTAN LALUMIÈRE, in his capacity of Registrar for the Registry Office of Laprairie, mis en cause es-qualité, and C. A. MICHAUD, trustee, in his capacity of trustee in the bankruptcy of Mr. André Lareau, 1010 Beaver Hall Hill, Room 607, Montreal, judicial district of Montreal, mis en cause.

“An emplacement situated and located in the Town of Brossard, county of Laprairie, P.Q., known and designated as lot number forty-three of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-six (126-43) on the official plan and book of reference for the Parish of Laprairie de la Magdeleine”.

To be sold at the county of Laprairie Registry Office, 214 St. Ignace Street, in Laprairie, P.Q., on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *PAUL ST-MARTIN,*  
Superior Court, *Assistant Sheriff.*  
Montreal, May 18, 1972. 46032

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec  
Superior Court — District of Montreal

No. 815-429. { CENTRAL MORTGAGE AND  
HOUSING CORPORATION,

plaintiff, *vs* LES ENTREPRISES D'HABITATION DU ST-LAURENT INC., a corporation legally incorporated, having its place of business at 2167 des Roses Boulevard in Carignan, district of Montreal, defendant.

“An emplacement lying and located in the Town of Brossard, county of Laprairie, P.Q., known and desig-

le lot numéro cinquante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-six (126-58) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine.

Avec une maison dessus érigée portant le numéro civique 2645 Croissant Amyot.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, 214 rue St-Ignace à Laprairie, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Cour Supérieure,  
Montréal, P.Q.

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN,  
46033-0

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada — Province de Québec  
Cour Supérieure — District de Montréal

No 806564. { SOCIÉTÉ DE FIDUCIE DU QUÉ-  
BEC, demanderesse, vs GÉRARD  
TÉTREAULT LTÉE, corporation léga-  
lement constituée, ayant son siège et sa principale place  
d'affaires au 0960 Charlevoix dans les cité et district de  
Montréal, mis en cause, et GÉRARD A. TÉTREAULT,  
entrepreneur en démolition, domiciliée et résidant au  
1302, rue Crawford Bridge à Verdun, district de  
Montréal, défendeur, et Messieurs les REGISTRA-  
TEURS de Montréal et Laval, mis en cause.

\* Cet emplacement sis à Verdun, dans le district de  
Montréal, avenue Leclair, mesurant quarante-sept  
pieds de largeur par une profondeur de cent pieds, plus  
ou moins, mesure anglaise, et comprenant:

a) La partie sud-est de la subdivision vingt-trois, du  
lot numéro quatre mille six cent quatre-vingt-sept  
(4,687 Ptie S.E. 23) au cadastre officiel de la paroisse de  
Montréal, cette partie mesurant quarante-sept pieds de  
largeur par vingt-cinq pieds de profondeur, et étant  
bornée comme suit: en front, au sud-ouest, par ladite  
avenue Leclair (4,687-14), en arrière, au nord-est, par  
la partie sud-est ci-après décrite de la subdivision  
vingt-deux dudit lot quatre mille six cent quatre-  
vingt-sept (4,687 Ptie S.E. 22) audit cadastre, d'un  
côté, au nord-ouest, par le résidu de cette même sub-  
division vingt-trois dudit lot quatre mille six cent  
quatre-vingt-sept (4,687 R. 23) et de l'autre côté, au  
sud-est, par une ruelle (4,687-19);

b) La partie sud-est de la subdivision vingt-deux  
dudit lot numéro quatre mille six cent quatre-vingt-  
sept (4,687 Ptie S.E. 22) audit cadastre officiel de la  
paroisse de Montréal, cette partie mesurant quarante-  
sept pieds de largeur par vingt-cinq pieds de profondeur,  
et étant bornée comme suit: au sud-ouest, par la partie  
sud-est ci-dessus décrite de ladite subdivision vingt-  
trois dudit lot quatre mille six cent quatre-vingt-sept  
(4,687 Ptie S.E. 23), au nord-est, par la partie sud-est  
ci-après décrite de la subdivision vingt et un dudit lot  
quatre mille six cent quatre-vingt-sept (4,687 Ptie  
S.E. 21) audit cadastre, au nord-ouest par le résidu  
de cette même subdivision vingt-deux dudit lot quatre  
mille six cent quatre-vingt-sept (4,687 R. 22), et au  
sud-est, par ladite ruelle (4,687-19);

nated as lot number fifty-eight of the official subdivision  
of original lot number one hundred and twenty-six  
(126-58) on the official plan and book of reference for  
the Parish of Laprairie de la Magdeleine.

With a house erected thereon bearing civic number  
2645 Amyot Crescent.

To be sold at the Registry Office for the county of  
Laprairie, 214 St. Ignace Street in Laprairie, on the  
TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1972, at TEN  
o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Superior Court,  
Montreal, P.Q.

PAUL ST-MARTIN,  
*Assistant Sheriff.*  
46033

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada — Province de Québec  
Superior Court — District of Montreal

No. 806564. { QUÉBEC TRUST COMPANY, plain-  
tiff, vs GÉRARD TÉTREAULT  
LTÉE, a corporation legally incorpo-  
rated, having its head office and principal place of  
business at 0960 Charlevoix, City and District of  
Montréal, mis en cause, and GÉRARD A. TÉ-  
TREAULT, demolition contractor, domiciled  
and residing at 1302 Crawford Bridge Street, Verdun,  
District of Montreal, defendant, and the REGIS-  
TRARS of Montreal and Laval, mis en cause.

"This emplacement located in Verdun, District of  
Montreal, on Leclair Avenue, measuring forty-seven  
feet in width by a depth of one hundred feet, more or  
less, English measure, and comprising:

(a) The southeast part of subdivision twenty-three  
of lot number four thousand six hundred and eighty-  
seven (4,687 S.E. Pt. 23) in the official cadastre of the  
Parish of Montreal, this part measuring forty-seven  
feet in width by twenty-five feet in depth, bounded as  
follows: in front on the southwest by the said Leclair  
Avenue (4,687-14), in the rear on the northeast by the  
southeast part hereinafter described of subdivision  
twenty-two of said lot four thousand six hundred and  
eighty-seven (4,687 S.E. Pt. 22) on the said cadastre,  
on one side on the northwest by the remainder of the  
same subdivision twenty-three of said lot four thou-  
sand six hundred and eighty-seven (4,687 R. 23) and  
on the other side on the southeast by a lane (4,687-19);

(b) The southeast part of subdivision twenty-two of  
said lot number four thousand six hundred and eighty-  
seven (4,687 S.E. Pt. 22) on the said official cadastre of  
the Parish of Montreal, this part measuring forty-seven  
feet in width by twenty-five feet in depth, bounded as  
follows: on the southwest by the southeast part herein-  
above described of said subdivision twenty-three of  
said lot four thousand six hundred and eighty-seven  
(4,687 S.E. Pt. 23), on the northeast by the southeast  
part hereinafter described of subdivision twenty-one  
of said lot four thousand six hundred and eighty-seven  
(4,687 S.E. Pt. 21) of the said cadastre, on the north-  
west by the remainder of this same subdivision twenty-  
two of said lot four thousand six hundred and eighty-  
seven (4,687 R. 22), and on the southeast by the said  
lane (4,687-19);

c) La partie sud-est de la subdivision vingt et un dudit lot numéro quatre mille six cent quatre-vingt-sept (4,687 Ptie S.E. 21) audit cadastre officiel de la paroisse de Montréal, cette partie mesurant quarante-sept pieds de largeur par vingt-cinq pieds de profondeur et étant bornée comme suit: au sud-ouest, par la partie sud-est ci-dessus décrite de ladite subdivision vingt-deux dudit lot quatre mille six cent quatre-vingt-sept (4,687 Ptie S.E. 22), au nord-est, par la partie sud-est ci-après décrite de la subdivision vingt dudit lot quatre mille six cent quatre-vingt-sept (4,687 Ptie S.E. 20) audit cadastre, au nord-ouest, par le résidu de cette même subdivision vingt et un dudit lot quatre mille six cent quatre-vingt-sept (4,687 R. 21), et au sud-est, par ladite ruelle (4,687-19);

d) La partie sud-est de la subdivision vingt dudit lot numéro quatre mille six cent quatre-vingt-sept (4,687 Ptie S.E. 20) audit cadastre officiel de la paroisse de Montréal, cette partie mesurant quarante-sept pieds de largeur par vingt-cinq pieds de profondeur, et étant bornée comme suit: au sud-ouest, par la partie sud-est ci-dessus décrite de ladite subdivision vingt et un dudit lot quatre mille six cent quatre-vingt-sept (4,687 Ptie S.E. 21), au nord-est, par une partie du lot numéro quatre mille six cent quatre-vingt-six (4,686) audit cadastre, au nord-ouest, par le résidu de cette même subdivision vingt dudit lot quatre mille six cent quatre-vingt-sept (4,687 R. 20), et au sud-est, par ladite ruelle (4,687-19);

Et deux maisons portant les numéros 1071, 1073, 1075 et 1077 de ladite avenue Leclair, séparées par un mur de refend, circonstances et dépendances;

Tel que le tout se trouve présentement avec tous droits y inhérents, sans exception ni réserve de la part de l'emprunteur. »

« Un immeuble sis en la Cité de Verdun, dans le district de Montréal, avenue Crawford Bridge, à l'angle de l'avenue Churchill, comprenant:

Trois lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions quatre cent quatre-vingt, quatre cent quatre-vingt-un et quatre cent quatre-vingt-deux du lot originaire numéro quatre mille six cent quatre-vingt-sept (4,687-480, 481 et 482) au cadastre officiel de la paroisse de Montréal;

Et une maison portant le numéro 1302 de ladite avenue Crawford Bridge, circonstances et dépendances;

Tel que le tout se trouve présentement, avec tous droits y inhérents, sans exception ni réserve. »

Pour être vendu séparément au bureau du shérif, Cour Supérieure au Palais de Justice de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi, 10 est rue Craig, 4<sup>e</sup> étage, chambre 195.

Bureau du Shérif,  
Cour Supérieure,  
Montréal, P.Q., ce 18 mai 1972.

Le shérif adjoint,  
PAUL ST-MARTIN.

« Un emplacement sis à Ste-Dorothée, en la Cité de Laval, boulevard Sauvé, comprenant:

a) Les subdivisions un, deux, trois, quatre, cinq, six sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize et dix-sept du lot numéro deux cent vingt-

(c) The southeast part of subdivision twenty-one of said lot number four thousand six hundred and eighty-seven (4,687 S.E. Pt. 21) on the said official cadastre of the Parish of Montreal, this part measuring forty-seven feet in width by twenty-five feet in depth, bounded as follows: on the southwest by the southeast part hereinabove described of said subdivision twenty-two of said lot four thousand six hundred and eighty-seven (4,687 S.E. Pt. 22), on the northeast by the southeast part hereinafter described of subdivision twenty of said lot four thousand six hundred and eighty-seven (4,687 S.E. Pt. 20) on the said cadastre, on the northwest by the remainder of this same subdivision twenty-one of said lot four thousand six hundred and eighty-seven (4,687 R. 21), and on the southeast by the said lane (4,687-19);

(d) The southeast part of subdivision twenty of said lot number four thousand six hundred and eighty-seven (4,687 S.E. Pt. 21) on the said official cadastre of the Parish of Montreal, this part measuring forty-seven feet in width by twenty-five feet in depth, bounded as follows: on the southwest by the southeast part hereinabove described of said subdivision twenty-one of said lot four thousand six hundred and eighty-seven (4,687 S.E. Pt. 21), on the northeast by a part of lot number four thousand six hundred and eighty-six (4,686) of the said cadastre, on the northwest by the remainder of this same subdivision twenty of said lot four thousand six hundred and eighty-seven (4,687 R. 20), and on the southeast by the said lane (4,687-19);

Both houses numbered 1071, 1073, 1075 and 1077 said Leclair Avenue, separated by a cross-wall, appurtenances and dependencies;

As the whole now subsists with all rights related thereto, without exception nor reservation on the part of the borrower. »

« An immoveable located in the City of Verdun, District of Montreal, Crawford Bridge Avenue, at the corner of Churchill Avenue, comprising:

Three lots of land known and described as being subdivisions four hundred and eighty, four hundred and eighty-one and four hundred and eighty-two of original lot number four thousand, six hundred and eighty-seven (4,687-480, 481 and 482) on the official cadastre of the Parish of Montreal;

A house numbered 1302 said Crawford Bridge Avenue, appurtenances and dependencies;

As the whole now subsists, with all rights related thereto, without exception nor reservation. »

To be sold separately at the Sheriff's Office, Superior Court in the Montreal Court House, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195.

Sheriff's Office,  
Superior Court,

PAUL ST-MARTIN,  
Assistant Sheriff.

Montreal, P.Q., May 18, 1972.

« An emplacement located at Ste. Dorothée, in the City of Laval, Sauvé Boulevard, comprising:

(a) Subdivisions one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen and seventeen of lot number two

six (226-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17) au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Dorothée;

b) Les subdivisions un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un du lot numéro deux cent vingt-sept (227-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21) audit cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Dorothée;

c) Partie du lot numéro deux cent vingt-deux (Ptie 222) audit cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Dorothée, cette partie mesurant deux cent quarante-cinq pieds dans ses lignes sud-ouest et nord-est et cent pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est mesure anglaise et étant bornée comme suit: au sud-ouest par une autre partie de ce même lot deux cent vingt-deux (Ptie 222) faisant partie dudit boulevard Sauvé, au nord-ouest, par une autre partie de ce même lot deux cent vingt-deux (Ptie 222) étant une rue privée et au nord-est et au sud-est par d'autres parties de ce même lot deux cent vingt-deux (Ptie 222);

La ligne nord-ouest de la partie présentement hypothéquée du lot numéro 222 étant parallèle à la ligne sud-est des lots 227-1 et 226-1 dudit cadastre et se trouvant à trente-six pieds (36') anglais au sud-ouest de ladite ligne;

Et des maisons, des hangars et un garage, portant les numéros 7495, 7497, 7499, 7575, 7585 et 7815 dudit boulevard Sauvé, circonstances et dépendances;

Tel que le tout se trouve présentement, avec tous droits y inhérents et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées, sans exception ni réserve.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens à Laval, P.Q., le VINGT-HUITIÈME jour de JUNI 1972, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, ce 18 juin 1972. Le shérif adjoint, PAUL ST-MARTIN. 46035-0

hundred and twenty-six (226-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 and 17) on the official cadastre of the Parish of Ste. Dorothée;

(b) Subdivisions one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one of lot number two hundred and twenty-seven (227-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 and 21) on the said official cadastre of the Parish of Ste. Dorothée;

(c) Part of lot number two hundred and twenty-two (Pt. 222) on the said official cadastre of the Parish of Ste. Dorothée, this part measuring two hundred and forty-five feet on its southwest and northeast lines and one hundred feet on its northwest and southeast lines, English measure, bounded as follows: on the southwest by another part of this same lot two hundred and twenty-two (Pt. 222) forming part of said Sauvé Boulevard, on the northwest by another part of this same lot two hundred and twenty-two (Pt. 222) being a private street and on the northeast and southeast by other parts of this same lot two hundred and twenty-two (Pt. 222);

The northwest line of the part of lot number 222 now mortgaged is parallel to the southeast line of lots 227-1 and 226-1 of the said cadastre and found thirty-six English feet (36') southwest of the said line;

Including the houses, sheds and a garage numbered 7495, 7497, 7499, 7575, 7585 and 7815 said Sauvé Boulevard, appurtenances and dependencies;

As the whole now subsists, with all rights related thereto and with active and passive, apparent or unapparent servitudes attached thereto, without exception nor reservation."

To be sold at the County of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, at Laval, P.Q., on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1972, at TWO-THIRTY o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, June 18, 1972. PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff. 46035

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

Cour Provinciale — District de Montréal

No 02-411672-71. Ex-Parte: 18-000370-72. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ DE WEST

ISLAND, dans le comté de Jacques-Cartier, demandeurs, vs JULIAN HUVEN, défendeur, et le REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montréal, mis en cause.

1° Un emplacement de figure irrégulière situé au coin sud-est de la rue Claremont et du chemin Lakeshore, en la ville de Pointe Claire, connu et désigné comme le lot No 49-20-1 et le lot 49-20-2 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire, avec la bâtisse dessus érigée au numéro 148, chemin Lakeshore (moins et à distraire d'icelui le lot No 49-20-1 qui a été aliéné par un acte enregistré à Montréal, sous le No 1987058).

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec

Provincial Court — District of Montreal

No. 02-411672-71. Ex-Parte: 18-000370-72. { THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF

WEST ISLAND, in the County of Jacques-Cartier, plaintiff, vs JULIAN HUVEN, defendant, the REGISTRAR for the Registration Division of Montreal, mis en cause.

1. An emplacement of irregular figure at the southeast corner of Claremont Avenue and Lakeshore Road, in the City of Pointe Claire, known and designated as lot No. 49-20-1 and lot 49-20-2 on the official plan and book of reference for the parish of Pointe Claire, with the building thereon erected at 148 Lakeshore Road (less and to be deducted therefrom lot No. 49-20-1, which was alienated by a deed registered at Montreal under No. 1987058):

2° Un morceau de terrain situé en la ville de Pointe Claire et faisant partie du lot 49 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire; faisant un parallélogramme et bornée en avant à l'ouest par le chemin Lakeshore (sans numéro cadastral) au nord-ouest et à l'est par une partie du lot 49 et au sud-est par le lot 49-20, mesurant 5 pieds en largeur perpendiculaire sur une profondeur de 43 pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est et contenant deux cent quinze (215) pieds carrés mesure anglaise et plus ou moins.

Ainsi que lesdites propriétés immobilières se trouvent présentement, sujettes à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, et à toutes les charges et hypothèques auxquelles elles peuvent être assujetties.

Pour être vendus au bureau du shérif, Cour Supérieure, au Palais de Justice de Montréal, 4<sup>e</sup> étage, pièce 195, le TRENTIÈME jour de JUN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, le 18 mai 1972. *Le shérif adjoint,* PAUL ST-MARTIN, 46034

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec  
Cour Provinciale — District de Montréal

No 312 512.

*Ex-Parte:* No 18-000127-72. {VILLE DE LAVAL, demanderesse, vs J.-A. CHAMPAGNE, défendeur.

« Une lisière de terrain située à l'encoignure du boulevard des Prairies et du boulevard Bon Pasteur à Laval des Rapides, connu sous le numéro cent treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinquante (250-113) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin.

Ladite lisière mesurant douze (12) pieds de largeur en front et à l'arrière par une profondeur de cent quatre-vingt-dix-sept pieds et cinq dixièmes de pied (197.5) dans sa ligne nord-est, et bornée comme suit:

En front, au sud-est, par le boulevard des Prairies;  
D'un côté, au sud-ouest, par le boulevard Bon Pasteur, étant le lot 250-11;

En arrière, au nord-ouest, par partie du lot 250-4;

Et de l'autre côté, au nord-est, par partie du lot originaire numéro 250 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse susdite. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boul. Je Me Souviens, à Laval, P.Q., le VINGT-HUITIÈME jour de JUN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, P.Q., ce 18 mai 1972. *Le shérif adjoint,* PAUL ST-MARTIN, 46037-o

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec  
Cour Supérieure — District de Montréal

No 815-497. {TILAM INVESTMENTS LTD., demandeur, vs Dame GABRIELLE TOUZE, veuve non remariée d'Albi-

2. A piece of land situated in the City of Pointe Claire forming part of lot 49 on the official plan and book of reference of the parish of Pointe Claire of parallellogramatic figure, and bounded in front, to the west by Lakeshore Road (no cadastral number), to the northwest and east by part of lot 49 and to the southeast by lot 49-20, measuring 5 feet in perpendicular width by a depth of 43 feet in its northwest and southeast lines and containing two hundred and fifteen (215) square feet English measure, more or less.

As the said immovable properties now exist, subject to all active and passive servitudes, apparent and unapparent, and to all charges and encumbrances to which they may be subject.

To be sold at the Sheriff's Office, Superior Court, at the Montreal Court House, 4th floor, room #195 on the THIRTIETH day of JUNE 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, May 18, 1972. *PAUL ST-MARTIN, Deputy Sheriff.* 46034-o

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec  
Provincial Court — District of Montreal

No. 312 512.

*Ex-Parte:* No. 18-000127-72. {CITY OF LAVAL, plaintiff, vs J.-A. CHAMPAGNE, defendant.

“A strip of land located at the corner of Des Prairies Boulevard and Bon Pasteur Boulevard at Laval des Rapides, known as number one hundred and thirteen of the official subdivision of original lot number two hundred and fifty (250-113) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Martin.

The said strip measuring twelve (12) feet in width in front and in the back by a depth of one hundred and ninety-seven and five-tenths feet (197.5) on its northeast line, and bounded as follows:

In front, on the southeast, by Des Prairies Boulevard;  
On one side, on the southwest, by Bon Pasteur Boulevard, being lot 250-11;

In the back, on the northwest, by part of lot 250-4;

And on the other side, on the northeast, by part of original lot number 250 on the official plan and book of reference for the aforesaid parish.

To be sold at the County of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, P.Q., on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, P.Q., May 18, 1972. *PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff.* 46037

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec  
Superior Court — District of Montreal

No. 815-497. {TILAM INVESTMENTS LTD., plaintiff, vs Dame GABRIELLE TOUZE, unmarried widow of Albini

ni Brault, domicilié et résidant au 5161 St-Ambroise, en les cité et district de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement ayant front à la rue St-Ambroise, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-douze, subdivision officielle du lot originaire numéro mille sept cent trois (1703-292) et le lot numéro cent vingt-huit, subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille quatre cent treize (3413-128) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal.

Avec toutes les bâtisses dessus construites nommément une maison portant les numéros civiques 5161 et 5163 rue St-Ambroise, Montréal.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu au bureau du Shérif, Cour Supérieure, au Palais de Justice de Montréal, 4<sup>e</sup> étage, chambre #195, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1972, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Montréal, ce 18 mai 1972. *Le shérif adjoint,* PAUL ST-MARTIN. 46036-o

Brault, domiciled and residing at 5161 St. Ambroise, in the City and District of Montreal, defendant.

“An emplacement fronting on St. Ambroise Street, in the City of Montreal, known and designated as lot number two hundred and ninety-two, official subdivision of original lot number one thousand seven hundred and three (1703-292) and lot number one hundred and twenty-eight, official subdivision of lot number three thousand four hundred and thirteen (3413-128) on the official plan and book of reference for the Parish of Montreal.

With all the buildings erected thereon, particularly a house bearing civic numbers 5161 and 5163 St. Ambroise Street, Montreal.

As the whole presently subsists with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.”

To be sold at the Sheriff's Office, Superior Court, at the Montreal Court House, 4th floor, room No. 195, on the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1972, at TWO-THIRTY in the afternoon.

Sheriff's Office, Court House, Montreal, May 18, 1972. PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff. 46036

SAINT-MAURICE

SAINT-MAURICE

Canada — Province de Québec  
Cour Supérieure — District de St-Maurice

No 2096. { LA CAISSE POPULAIRE DE LA CITÉ DE SHAWINIGAN, deman- deresse; vs M. ROBERT MARCHAND, domicilié à 681, Rang St-Flavien, Mont-Carmel et RÉMI MARCHAND, domicilié à 2030 Rang St-Flavien, Mont-Carmel, défendeurs.

“Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, connu et désigné, comme le numéro un de subdivision du lot originaire numéro trois cent trois, un (303-1) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement fait pour la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, mesurant cent vingt pieds de large par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front, vers le sud, par le chemin public du rang St-Flavien, en arrière vers le nord par un terrain portant le numéro 303-2 dudit cadastre, d'un côté vers l'est, d'un terrain portant le numéro 304-1 dit cadastre et de l'autre côté vers l'ouest par rue 303-3 dit cadastre, avec bâtisses dessus construites.”

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Geneviève de Batiscan, district de Trois-Rivières, LUNDI, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN 1972 à DIX heures TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Shawinigan, le 18 mai 1972. *Le shérif,* RENÉ BOISVERT. 46023-o

Canada — Province of Québec  
Superior Court — District of St. Maurice

No. 2096. { LA CAISSE POPULAIRE DE LA CITÉ DE SHAWINIGAN, plaintiff, vs MR. ROBERT MARCHAND, domiciled at 681 St. Flavien Range, Mont-Carmel, and RÉMI MARCHAND, domiciled at 2030 St. Flavien Range, Mont-Carmel, defendants.

“A tract of land or emplacement located in the Parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, known and described as number one of the subdivision of original lot number three hundred and three, one (303-1) in the official plan and book of reference for the Parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, measuring one hundred and twenty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, bounded in front towards the south by the public road of St. Flavien Range, in the rear towards the north by a lot bearing number 303-2 of said cadastre, on one side towards the east by a lot bearing number 304-1 of said cadastre, and on the other side towards the west by street 303-3 of said cadastre, with buildings erected thereon.”

To be sold at the Registry Office of Ste. Geneviève-de-Batiscan, district of Three-Rivers, on MONDAY, the TWENTY-SIXTH day of JUNE, 1972 at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Shawinigan, May 18, 1972. RENÉ BOISVERT, Sheriff. 46023

## TERREBONNE

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de St-François

No 35-192. { JEAN-MARC CHALOUX,\* opérateur,  
 { domicilié et résidant au 2800 de la  
 rue Mézy en la cité de Sherbrooke, dis-  
 trict de St-François, demandeur, vs JOHN LUNNY,  
 commis, domicilié et résidant au numéro 4210 Hill  
 Road West, en la Cité de Montréal, district de Mont-  
 réal, défendeur.

## Avis de vente

La moitié indivise de l'immeuble ci-après désigné en la possession du défendeur, à savoir:

« Un emplacement situé dans le canton de Wentworth, comté d'Argenteuil, P.Q., connu et désigné comme une partie du lot de subdivision numéro trois cent cinquante-six du lot originaire numéro vingt-neuf (29 ptie 356) du huitième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth, dans le comté d'Argenteuil, et mesurant de façade au sud-est, en une ligne brisée, vingt-huit pieds et trois dixièmes et vingt-sept pieds et deux dixièmes, en arrière au nord-ouest cinquante pieds, d'un côté au nord-est cent pieds et de l'autre côté au sud-ouest quatre-vingts pieds et un dixième; mesure anglaise et plus ou moins et ladite partie avant, de ligne brisée, étant bornée au sud-est et d'un côté au sud-ouest par une rue (29-363), en arrière au nord-ouest par une partie du lot numéro (29-357), dit rang, dit canton et dit cadastre et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot appartenant à M. J. R. Savard ou représentants. Avec le chalet y érigé. Avec le droit de passage en commun avec les autres ayants droit de circuler sur toute partie de terrain n'étant pas désignée comme lot sur le plan, y compris les rues, parcs et grèves.

Ainsi que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve de la part du vendeur. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, au 430, rue Grâce, Lachute, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1972, à QUATORZE heures.

Bureau du Shérif,  
 St-Jérôme,

ce 19<sup>e</sup> jour de mai 1972.

Le shérif,

JEAN-LOUIS MUIR,  
 46024-o

## TERREBONNE

Canada — Province of Québec

Superior Court — District de St. François

No. 35-192. { JEAN-MARC CHALOUX, operator,  
 { domiciled and residing at 2800 Mézy  
 Street, in the City of Sherbrooke, district  
 of St. François, plaintiff, vs JOHN LUNNY, clerk,  
 domiciled and residing at number 4210 Hill Road West,  
 in the City of Montreal, district of Montreal, defendant.

## Notice of Sale

The undivided half of the immoveable hereafter designated and in the possession of the defendant, to wit:

“An emplacement situated in the township of Wentworth Argenteuil County, P.Q. known and designated under a part of subdivision lot number three hundred and fifty-six of the original lot number twenty-nine (29 Pt. 356) of the eighth Range, of the official plan and book of reference of the township of Wentworth, in the county of Argenteuil measuring in front to the southeast in a broken line twenty-eight feet and three tenths of a foot and twenty-seven feet and two tenths of a foot, in rear to the northwest fifty feet, on one side to the northeast one hundred feet and on the other side to the southwest eighty feet and one tenth of a foot, English measure and more or less and bounded said part in front in a broken line to the southeast and one side to the southwest by a street (29-363), in rear the northwest by part of a lot number (29-357), said Range, said township, said cadastre, and on the other side to the northeast by the remainder of said lot belonging to Mr. J. R. Savard or representatives. With the chalet thereon erected. With the right of way with all others having right thereon on every piece of land non indicated as a lot on the plan, including streets, parks and beaches, etc.

As the whole now subsists without exception nor reserve on the part of the vendor.”

To be sold at the Registry Office of Argenteuil, at 430 Grâce Street, Lachute, THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of JUNE 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
 St. Jérôme,

this 19th day of May 1972.

JEAN-LOUIS MUIR,  
 Sheriff.

46024-o

## Ventes pour taxes

## Municipalité du comté des Îles de la Madeleine

Avis public est, par les présentes donné, par le sousigné, Marc-A. Boudreau, secrétaire-trésorier du Conseil de Comté des Îles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère pu-

## Sales for taxes

## Municipality of the County of Magdalen Islands

Public notice is hereby given by the undersigned, Marc-A. Boudreau, secretary-treasurer of the County Council of Magdalen Islands that the immoveables hereafter described will be sold by public auction, at

blique, au Palais de Justice de Havre-Aubert, MERCREDI, le CINQUIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avant la vente, à savoir:

Dans la municipalité de l'Île du Havre-Aubert

Comme appartenant à succession Thomas Deveau, un lot de terre connu au cadastre de l'Île Amherst comme suit:

Lot No 930 contenant 2-0-0 avec bâtisses. Taxes municipales: \$31.19; taxes scolaires: \$44.29; frais: \$6.99. Total: \$82.47.

Comme appartenant à Albert Az. Arseneau, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 489 contenant 0-0-3. Taxes municipales: \$0.80; taxes scolaires: \$2.96; frais: \$0.07. Total: \$3.83.

Comme appartenant à Émile J. Renaud, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 483 contenant 0-0-3. Taxes municipales: \$0.80; taxes scolaires: \$2.96; frais: \$1.70. Total: \$5.46.

Comme appartenant à Arnold et Wilfrid Renaud, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 477 contenant 0-0-2. Taxes municipales: \$0.94; taxes scolaires: \$4.09; frais: \$0.38. Total: \$5.41.

Comme appartenant à Elzéar Lapierre, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 494 contenant 0-0-6. Taxes municipales: \$0.80; taxes scolaires: \$2.96; frais: \$0.07. Total: \$3.83.

Comme appartenant à Elzéar Deveau et Nazaire C. Lapierre, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 479 contenant 0-0-3. Taxes municipales: \$1.11; taxes scolaires: \$3.66; frais: \$0.92. Total: \$5.69.

Comme appartenant à Frank et Alvide Turbide, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 508 contenant 0-0-1. Taxes municipales: \$0.94; taxes scolaires: \$7.46; frais: \$0.88. Total: \$9.28.

Comme appartenant à Succession Johnney Martinet, trois lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 651 contenant 18-1-0, lot No 656 contenant 8-0-0, lot No 785 contenant 0-1-36 avec bâtisses. Taxes municipales: \$38.08; taxes scolaires: \$107.43; frais: \$8.92. Total: \$154.43.

Comme appartenant à Isaac C. Bourgeois, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 2335 contenant 6-0-0. Taxes municipales: \$17.72; taxes scolaires: \$46.80; frais: \$8.47. Total: \$72.99.

Comme appartenant à Elisabeth Jomphe-Lapierre, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 2337 contenant 996,800 p.c. Taxes municipales: \$10.50; taxes scolaires: \$74.72; frais: \$8.55. Total: \$93.77.

Comme appartenant à Raymond H. Lapierre, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 1251 contenant 81,100 p.c. Taxes municipales: \$6.16; taxes scolaires: \$5.39; frais: \$2.81. Total: \$14.36.

Comme appartenant à Maria Vigneau, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

the Court House at Havre-Aubert, on WEDNESDAY the FIFTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock a.m. for the municipal and school taxes due upon these immoveables, unless the same be paid with cost, before the sale, to wit:

In the Municipality of Île du Havre-Aubert

As belonging to Estate Thomas Deveau a lot of land known on the cadastre of Havre-Aubert Island as follows:

Lot No. 930 containing 2-0-0 with buildings. Municipal taxes: \$31.19; school taxes: \$44.29; costs: \$6.99. Total: \$82.47.

As belonging to Albert Az. Arseneau, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 489 containing 0-0-3. Municipal taxes: \$0.80; school taxes: \$2.96; costs: \$0.07. Total: \$3.83.

As belonging to Émile J. Renaud, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 483 containing 0-0-3. Municipal taxes: \$0.80; school taxes: \$2.96; costs: \$1.70. Total: \$5.46.

As belonging to Arnold and Wilfrid Renaud, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 477 containing 0-0-2. Municipal taxes: \$0.94; school taxes: \$4.09; costs: \$0.38. Total: \$5.41.

As belonging to Elzéar Lapierre, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 494 containing 0-0-6. Municipal taxes: \$0.80; school taxes: \$2.96; costs: \$0.07. Total: \$3.83.

As belonging to Elzéar Deveau and Nazaire C. Lapierre, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 479 containing 0-0-3. Municipal taxes: \$1.11; school taxes: \$3.66; costs: \$0.92. Total: \$5.69.

As belonging to Frank and Alvide Turbide, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 508 containing 0-0-1. Municipal taxes: \$0.94; school taxes: \$7.46; costs: \$0.88. Total: \$9.28.

As belonging to Estate Johnney Martinet, three lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 651 containing 18-1-0, lot No. 656 containing 8-0-0, lot No. 785 containing 0-1-36 with buildings. Municipal taxes: \$38.08; school taxes: \$107.43; costs: \$8.92. Total: \$154.43.

As belonging to Isaac C. Bourgeois, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 2335 containing 6-0-0. Municipal taxes: \$17.72; school taxes: \$46.80; costs: \$8.47. Total: \$72.99.

As belonging to Elisabeth Jomphe-Lapierre, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 2337 containing 996,800 s.f. Municipal taxes: \$10.50; school taxes: \$74.72; costs: \$8.55. Total: \$93.77.

As belonging to Raymond H. Lapierre, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 1251 containing 81,100 s.f. Municipal taxes: \$6.16; school taxes: \$5.39; costs: \$2.81. Total: \$14.36.

As belonging to Maria Vigneau, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot 1952 contenant 879,000 p.c. Taxes municipales: \$12.60; taxes scolaires: \$45.33; frais: \$4.65. Total: \$62.58.

Comme appartenant à René Martinet, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 655 contenant 2-0-0 avec bâtisses. Taxes municipales: \$14.85; taxes scolaires: \$78.34; frais: \$19.92. Total: \$113.11.

Comme appartenant à Dame Bella Landry, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 478 contenant 0-0-2. Taxes municipales: \$0.57; taxes scolaires: \$2.96; frais: \$0.04. Total: \$3.57.

Comme appartenant à Maurice Bouchard, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 1000 A contenant 19-1-0. Taxes municipales: \$13.42; taxes scolaires: \$36.90; frais: \$2.82. Total: \$53.14.

Comme appartenant à Jean W. Bouchard, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 931 contenant 1-3-6 avec bâtisses. Taxes municipales: \$26.61; taxes scolaires: \$56.11; frais: \$10.76. Total: \$93.48.

Comme appartenant à Conrad et Elzéar Bourgeois, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 492 contenant 0-0-3. Taxes municipales: \$0.76; taxes scolaires: \$3.78; frais: \$0.30. Total: \$4.84.

Comme appartenant à Will Massé, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 1299 contenant 2,045 p.c. Taxes municipales: \$11.25; taxes scolaires: \$72.20; frais: \$7.81. Total: \$91.26.

#### Dans la municipalité de Grande-Entrée

Comme appartenant à Edmond Cyr, un lot de terrain connu au cadastre de Grande-Entrée comme suit:

Lot No 62 contenant 5 acres. Taxes municipales: \$15.00; taxes scolaires: \$37.50. Total: \$52.50.

Comme appartenant à Charles Noël, un lot de terrain connu au cadastre de Pointe-aux-Loups comme suit:

Lot No 15 contenant 7.75 acres. Taxes municipales: \$6.00; taxes scolaires: \$28.45; frais: \$3.72. Total: \$38.17.

#### Dans la municipalité de Havre-aux-Maisons

Comme appartenant à Augustin Cyr, quatre lots de terrain connus au nouveau cadastre de l'Île Allright comme suit:

Lot No 321 contenant 294,470 p.c., lot No 348 contenant 46,570 p.c. avec bâtisse, lot No 349 contenant 247,600 p.c., lot No 357 contenant 282,850 p.c. Taxes municipales: \$132.81; taxes scolaires: \$324.56; frais: \$40.58. Total: \$497.95.

Comme appartenant à Onéciphore Hubert, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 297 contenant 288,550 p.c. avec bâtisse. Taxes municipales: \$13.97; taxes scolaires: \$85.12; frais: \$7.24. Total: \$106.33.

Comme appartenant à Aurèle Poirier, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot 1952 containing 879,000 s.f. Municipal taxes: \$12.60; school taxes: \$45.33; costs: \$4.65. Total: \$62.58.

As belonging to René Martinet, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 655 containing 2-0-0 with buildings. Municipal taxes: \$14.85; school taxes: \$78.34; costs: \$19.92. Total: \$113.11.

As belonging to Lady Bella Landry, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 478 containing 0-0-2. Municipal taxes: \$0.57; school taxes: \$2.96; costs: \$0.04. Total: \$3.57.

As belonging to Maurice Bouchard, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 1,000 A containing 19-1-0. Municipal taxes: \$13.42; school taxes: \$36.90; costs: \$2.82. Total: \$53.14.

As belonging to Jean W. Bouchard, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 931 containing 1-3-6 with buildings. Municipal taxes: \$26.61; school taxes: \$56.11; costs: \$10.76. Total: \$93.48.

As belonging to Conrad and Elzéar Bourgeois, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 492 containing 0-0-3. Municipal taxes: \$0.76; school taxes: \$3.78; costs: \$0.30. Total: \$4.84.

As belonging to Will Massé, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 1299 containing 2,045 s.f. Municipal taxes: \$11.25; school taxes: \$72.20; costs: \$7.81. Total: \$91.26.

#### In the Municipality of Grande-Entrée

As belonging to Edmond Cyr, a lot of land known on the cadastre of Grande-Entrée as follows:

Lot No. 62 containing 5 acres. Municipal taxes: \$15.00; school taxes: \$37.50. Total: \$52.50.

As belonging to Charles Noël, a lot of land known on the cadastre of Pointe-aux-Loups as follows:

Lot No. 15 containing 7.75 acres. Municipal taxes: \$6.00; school taxes: \$28.45; costs: \$3.72. Total: \$38.17.

#### In the Municipality of Havre-aux-Maisons

As belonging to Augustin Cyr, four lots of land known on the new cadastre of Havre-aux-Maisons Island as follows:

Lot No. 321 containing 294,470 s.f., lot No. 348 containing 46,570 s.f. with building, lot No. 349 containing 247,600 s.f., lot No. 357 containing 282,850 s.f. Municipal taxes: \$132.81; school taxes: \$324.56; costs: \$40.58. Total: \$497.95.

As belonging to Onéciphore Hubert, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 297 containing 288,550 s.f. with building. Municipal taxes: \$13.97; school taxes: \$85.12; costs: \$7.24. Total: \$106.33.

As belonging to Aurèle Poirier, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No 302 contenant 149,820 p.c. avec bâtisse. Taxes municipales: \$6.40; taxes scolaires: \$70.04; frais: \$4.97. Total: \$81.41.

Comme appartenant à Avila A. Poirier, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 457 contenant 101,710 p.c. avec bâtisse. Taxes municipales: \$22.88; frais: \$2.06. Total: \$24.94.

Donné à Havre-aux-Maisons, I.M., ce 9e jour de mai 1972.

*Le secrétaire-trésorier,*  
MARC-A. BOUDREAU.

45902-20-2-o

**Cité de Côte Saint-Luc**

Avis public est par la présente donné, que le Conseil municipal de la Cité de Côte Saint-Luc, par une résolution en date du 15 mai 1972, a ordonné au soussigné, conformément à la Loi des cités et villes de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages des taxes municipale et/ou scolaire, générale ou spéciale, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la Salle du Conseil à l'Hôtel de Ville de Côte Saint-Luc, 5490 avenue Westminster, Cité de Côte Saint-Luc, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN 1972 à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels lesdites taxes pour l'année 1972 et des années antérieures, intérêts et frais, auront été payés avant le moment de la vente.

Les immeubles ci-après décrits seront vendus, sujets au droit de retrait d'un an. Ils font tous partie du plan cadastral et du livre de renvoi de la Paroisse de Montréal.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y a lieu, sujets à tous les droits acquis de la Ville de Côte Saint-Luc et à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement, en monnaie légale ou par chèque visé.

Lot No. 302 containing 149,820 s.f. with building. Municipal taxes: \$6.40; school taxes: \$70.04; costs: \$4.97. Total: \$81.41.

As belonging to Avila A. Poirier, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 457 containing 101,710 s.f. with building. Municipal taxes: \$22.88; costs: \$2.06. Total: \$24.94.

Given at Havre-aux-Maisons, I.M., this 9th day of May, 1972.

MARC-A. BOUDREAU,  
*Secretary-Treasurer.*

45902-20-2-o

**City of Côte Saint-Luc**

Public notice is hereby given that the City Council of the City of Côte Saint-Luc, by resolution dated the 15th of May, 1972, has ordered the undersigned, pursuant to the Cities and Towns Act, to sell the immovable properties hereinafter described for non-payment of municipal and/or school taxes, general or special, with interest and costs, and that consequently the said immovable properties shall be sold by public auction in the Council Room of the City Hall of Côte Saint-Luc, 5490 Westminster Avenue, City of Côte Saint-Luc, on the NINETEENTH day of JUNE 1972 at TEN o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Saving Time.

However, there shall be excluded from the sale, those immovable properties on which the said taxes, for the year 1972 and previous years, interest and costs, have been paid prior to the sale.

The immovable properties hereafter described will be sold subject to the one year right of redemption. They are all on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal.

They shall be sold with buildings erected thereon, circumstances and dependencies if any, subject to all the acquired rights of the City of Côte Saint-Luc, and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent which may affect them.

The purchase price of said immovables shall be payable immediately, in legal currency or by certified cheque.

Numéro du compte	Nom	Description de l'immeuble	Montant des taxes
Account number	Name	Description of immovable	Amount of taxes
447-9	Mme-Mrs. D. Adler	P. 88-620	\$ 150.31
<p>Une partie du lot 88-620, mesurant 76.05 pieds sur ses lignes nord-ouest et sud-est, 23.34 pieds sur sa ligne sud-ouest et 22.9 pieds sur sa ligne nord-est, et ayant une superficie de 1747 pieds carrés, toutes ces mesures étant anglaises, et plus ou moins.</p> <p>Elle est bornée au nord-ouest par Ptie 88-620, au sud-est par Ptie 88-621, au sud-ouest par Ptie 88-645 et au nord-est par Ptie 88.</p>		<p>A part of lot No. 88-620, measuring 76.05 feet on its northwest and southeast lines, 23.34 feet on its southwest line, and 22.9 feet on its northeast line, and having an area of 1747 square feet, all of the above being English measure and more or less.</p> <p>It is bounded to the northwest by Pt. 88-620, to the southeast by Pt. 88-621, to the southwest by Pt. 88-645, and to the northeast by Pt. 88.</p>	
447-9	Mme-Mrs. D. Adler	P. 88-621	177.59
<p>Une partie du lot 88-621, mesurant 76.05 pieds sur ses lignes nord-ouest et sud-est, 26.66 pieds sur sa ligne sud-ouest et 27.1 pieds sur sa ligne nord-est, et ayant une superficie de 2064 pieds carrés, toutes ces mesures étant anglaises, et plus ou moins.</p>		<p>A part of lot No. 88-621, measuring 76.05 feet on its northwest and southeast lines, 26.66 feet on its southwest line, and 27.1 feet on its northeast line, and having an area of 2064 square feet, all of the above being English measure and more or less.</p>	

Numéro du compte	Nom	Description de l'immeuble	Montant des taxes
Account number	Name	Description of immovable	Amount of taxes
Elle est bornée au nord-ouest par Ptie 88-620, au sud-est par Ptie 88-621, au sud-ouest par le lot 88-645 et au nord-est par le lot 88-351.		It is bounded to the northwest by Pt. 88-620, to the southeast by Pt. 88-621, to the southwest by lot 88-645 and to the northeast by lot 88-351.	
445-134	M.-Mr. B. Hendler	P. 115-23	\$3,157.05
Une partie du lot 115-23, mesurant 136.94 pieds sur sa ligne nord-ouest, 168.79 pieds sur sa ligne sud-est, 89.97 pieds sur sa ligne sud-ouest et 87.33 pieds sur sa ligne nord-est, et ayant une superficie de 13,163 pieds carrés, toutes ces mesures étant anglaises, et plus ou moins.		A part of lot No. 115-23, measuring 136.94 feet on its northwest line, 168.79 feet on its southeast line, 89.97 feet on its southwest line, and 87.33 feet on its northeast line, and having an area of 13,163 square feet, all of the above being English measure and more or less.	
Elle est bornée au nord-ouest par le lot 115-6, au sud-est par le lot 4713, au sud-ouest par le lot 115-138 et au nord-est par le lot 114-287.		It is bounded to the northwest by lot 115-6, to the southeast by lot 4713, to the southwest by lot 115-138 and to the northeast by lot 114-287.	
399-7 au- 399-27 incl.	Elmy Investment Corp. et-and Oryx Realty Corp.	93-612, -613, -614, -615, -616, -617, -618, -619, -620, -621, -622, -623, -624, -625, -626, -627, -628, -629, -630, -631 et-and -632.	19,152.57
399-28	Elmy Investment Corp. et-and Oryx Realty Corp.	P. 93-633	778.72
Une partie du lot 93-633, mesurant 95.95 pieds sur sa ligne nord-ouest, 95.87 pieds sur sa ligne sud-est, 14.7 pieds sur sa ligne sud-ouest et 18.16 pieds sur sa ligne nord-est, et ayant une superficie de 1526 pieds carrés, toutes ces mesures étant anglaises, et plus ou moins.		A part of lot No. 93-633, measuring 95.95 feet on its northwest line, 95.87 feet on its southeast line, 14.7 feet on its southwest line and 18.16 feet on its northeast line, and having an area of 1526 square feet, all of the above being English measure and more or less.	
Elle est bornée au nord-ouest par Ptie 93-633, au sud-est par le lot 93-632, au sud-ouest par Ptie 93-1066, et au nord-est par le lot 93-642A.		It is bounded to the northwest by Pt. 93-633, to the southeast by 93-632, to the southwest by Pt. 92-1066, and to the northeast by lot 93-642A.	
399-30	Elmy Investment Corp. et-and Oryx Realty Corp.	P. 93-635	202.81
Une partie du lot 93-635, mesurant 95.98 pieds sur sa ligne nord-ouest, 95.95 pieds sur sa ligne sud-est, 10.3 pieds sur sa ligne sud-ouest et 6.75 pieds sur sa ligne nord-est, et ayant une superficie de 816 pieds carrés, toutes ces mesures étant anglaises, et plus ou moins.		A part of lot No. 93-635, measuring 95.98 feet on its northwest line, 95.95 feet on its southeast line, 10.3 feet on its southwest line and 6.75 feet on its northeast line, and having an area of 816 square feet, all of the above being English measure and more or less.	
Elle est bornée au nord-ouest par le lot 93-636 au sud-est par Ptie 93-635, au sud-ouest par Ptie 93-1066 et au nord-est par le lot 93-642A.		It is bounded to the northwest by lot 93-636, to the southeast by Pt. 93-635, to the southwest by lot 93-1066, and to the northeast by lot 93-642A.	
399-31 au- 399-37 incl., 500-44 et-and 502-5	Elmy Investment Corp. et-and Oryx Realty Corp.	93-636, -637, -638, -639, -640, -641, -642, -1082 et-and -634.	5,697.10
502-5	Elmy Investment Corp. et-and Oryx Realty Corp.	P. 93-633	328.46
Une partie du lot 93-633, mesurant 95.87 pieds sur sa ligne nord-ouest, 95.95 pieds sur sa ligne sud-est, 10.3 pieds sur sa ligne sud-ouest et 6.84 pieds sur sa ligne nord-est, et ayant une superficie de 874 pieds carrés, toutes ces mesures étant anglaises, et plus ou moins.		A part of lot No. 93-633, measuring 95.87 feet on its northwest line, 95.95 feet on its southeast line, 10.3 feet on its southwest line and 6.84 feet on its northeast line, and having an area of 874 square feet, all of the above being English measure and more or less.	
Elle est bornée au nord-ouest par le lot 93-634, au sud-est par Ptie 93-633, au sud-ouest par Ptie 93-1066 et au nord-est par le lot 93-642A.		It is bounded to the northwest by lot 93-634, to the southeast by Pt. 93-633, to the southwest by Pt. 93-1066 and to the northeast by lot 93-642A.	
502-5	Elmy Investment Corp. et-and Oryx Realty Corp.	P. 93-635	573.18
Une partie du lot 93-635, mesurant 95.95 pieds sur sa ligne nord-ouest, 95.87 pieds sur sa ligne sud-est, 14.7 pieds sur sa ligne sud-ouest et 18.25 pieds sur sa ligne nord-est, et ayant une superficie de 1525 pieds carrés, toutes ces mesures étant anglaises, et plus ou moins.		A part of lot No. 93-635, measuring 95.95 feet on its northwest line, 95.87 feet on its southeast line, 14.7 feet on its southwest line and 18.25 feet on its northeast line, and having an area of 1525 square feet, all of the above being English measure and more or less.	
Elle est bornée au nord-ouest par Ptie 93-635, au sud-est par le lot 93-634, au sud-ouest par Ptie 93-1066 et au nord-est par le lot 93-642A.		It is bounded to the northwest by Pt. 93-635, to the southeast by lot 93-634, to the southwest by Pt. 93-1066 and to the northeast by lot 93-642A.	

En foi de quoi j'ai signé à Côte Saint-Luc, ce 17<sup>e</sup> jour de mai 1972.

45944-20-2-o

Le greffier,  
A. E. KIMMEL.

In witness whereof I have signed at Côte Saint-Luc this 17th day of May 1972.

45944-20-2-o

A. E. KIMMEL,  
City Clerk.

Ville de Rosemère

Town of Rosemère

Avis est par les présentes donné par le soussigné greffier de la susdite municipalité que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au poste Police-Incendie, 428 Grande-Côte, Rosemère, Comté de Terrebonne, Québec, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de JUNI, 1972, à DIX heures du matin (heure avancée de l'est), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec par décision en date du 27 avril 1972 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 (R.S.Q. 1964, chapitre 193).

Notice is hereby given by the undersigned clerk of the aforesaid municipality that the properties herein-after described will be sold by public auction at the Police and Fires Station, 428 Grande-Côte, Rosemère, County of Terrebonne, Québec, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), to satisfy the payment of the Municipal and School taxes, with interest, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Québec Municipal Commission by a decision dated April 27, 1972, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of Article 550 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, Chapter 193).

Noms des propriétaires Names of proprietors	No de cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scl. School taxes
Dépatie, Daniel	P. 29, 29-13, -12	\$ 465.71	
Hennegan, Maurice	260-54	419.23	
Van de Mosselaer, T.	24-24	234.55	
Labelle, Maurice	P. 40-67, -66	556.11	
Dyer, Hedley	40-54, -55	1,379.89	
Nault, Florian	45-72, -73, -74	898.86	
Nault, Florian	45-63, -64, -65	898.86	
Nault, Florian	45-67	340.83	
Nault, Florian	45-68, -69, 44-15, -14	599.22	
Nault, Florian	45-129, -156	643.81	
Carey, John	44-11	402.86	
Giroux, Henri	44-3	289.46	
Campeau, Mme-Mrs. A.	237-234, -235	440.78	
Molini, Laurent	42-77, -76, -75	599.43	
Molini, Laurent	42-74, -73, -72	599.43	
Molini, Laurent	42-66, -67	252.08	
Molini, Laurent	43-90, -88, -87, -86	795.72	
Molini, Laurent	43-72, -73, -74, -75, -76	994.66	
Marigot Inv. Ltd.	52-50-2, -51-1	\$ 562.68	26.24
Marigot Inv. Ltd.	52-51-2, -52	481.74	22.29
Marigot Inv. Ltd.	47-10, -21	415.59	21.29
Marigot Inv. Ltd.	47-12, -23	415.59	21.29
Marigot Inv. Ltd.	P. 47	57.20	21.35
Marigot Inv. Ltd.	46	81.49	41.39
Marigot Inv. Ltd.	52-57-2, -58-1, -58-2	650.53	28.04
Marigot Inv. Ltd.	52-59-2, -59-1, 52-60-2, -60-1	619.99	34.27
Marigot Inv. Ltd.	52-27	460.90	17.81
Marigot Inv. Ltd.	52-26-2, -26-1	424.15	17.81
Marigot Inv. Ltd.	52-25	424.15	17.81
Marigot Inv. Ltd.	52-24	424.15	17.81
Marigot Inv. Ltd.	52-23-2, -23-1	410.13	10.67
Marigot Inv. Ltd.	52-22	410.13	10.67
Marigot Inv. Ltd.	52-19-1, -18	469.97	22.25
Marigot Inv. Ltd.	52-17, -16-2	469.97	22.25
Marigot Inv. Ltd.	52-16-1, -15	451.56	12.91
Marigot Inv. Ltd.	52-14	300.75	8.04
Marigot Inv. Ltd.	52-21	319.15	17.81
Marigot Inv. Ltd.	52-9, 47-7, -32, -33	330.54	23.59
Marigot Inv. Ltd.	52-8, 47-6, -31	320.91	18.71
Marigot Inv. Ltd.	52-7, 47-5, -30	306.01	11.15
Marigot Inv. Ltd.	52-6, 47-4, -29	306.01	18.71
Marigot Inv. Ltd.	52-5, 47-3, -28	306.01	11.15
Marigot Inv. Ltd.	52-4, 47-2-1, 47-2-2, -26	243.93	8.04
Marigot Inv. Ltd.	47-27, 52-3, 47-1	249.19	11.15
Marigot Inv. Ltd.	52-2	298.12	6.77
Ross, Rolland	35-65-2, -66-1	575.14	
Hercu Inv. Co.	235-14, -15-1, -15-3	468.63	11.42
Oakes, L. Owen	236-8	337.71	44.78

Noms des propriétaires Names of proprietors	No de cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes
Taylor, Mme-Mrs. Pierrette	45-136, -137	\$ 575.02	\$
Lanthier, Ernest	45-144	496.77	
Dupuis, Achille	237-114, -113	413.63	
Northcote Inv. Corp. & Axminster Holdings & Inv. Ltd.	P. 19-9, 19-8	487.01	38.15
Northcote Inv. Corp. & Axminster Holdings & Inv. Ltd.	19-7	235.14	23.31
Northcote Inv. Corp. & Axminster Holdings & Inv. Ltd.	18-10	252.36	18.33
Northcote Inv. Corp. & Axminster Holdings & Inv. Ltd.	19-15	29.80	24.01
Northcote Inv. Corp. & Axminster Holdings & Inv. Ltd.	19-16	29.80	24.01
Northcote Inv. Corp. & Axminster Holdings & Inv. Ltd.	19-17	35.93	28.98
Axminster Holdings & Inv. Ltd. & Northcote Inv. Corp.	P. 19	576.60	293.35
Axminster Holdings & Inv. Ltd. & Northcote Inv. Corp.	19-14, 18-12	27.16	21.90
Axminster Holdings & Inv. Ltd. & Northcote Inv. Corp.	18-11	29.80	24.01
Axminster Holdings & Inv. Ltd. & Northcote Inv. Corp.	18-13, 19-18	28.92	23.31
Axminster Holdings & Inv. Ltd. & Northcote Inv. Corp.	18-7	35.05	28.26
Axminster Holdings & Inv. Ltd. & Northcote Inv. Corp.	18-6	40.31	32.52
Axminster Holdings & Inv. Ltd. & Northcote Inv. Corp.	18-5	30.67	24.10
Axminster Holdings & Inv. Ltd. & Northcote Inv. Corp.	18-4	30.67	24.10
Axminster Holdings & Inv. Ltd. & Northcote Inv. Corp.	P. 18	1,922.52	973.40
Grotschall Dev. Co. Ltd.	36-72, -73	431.54	10.37
Oppenheimer, Peter	30-54	939.34	328.77
Abel Photo Inc.	P. 53-48, -47, P. 53, 53-47-1	2,168.59	853.71
Nikitin, John	27-31, -30	839.37	543.04
Johnston, Mme-Mrs. Mary	30-84-1, -84-2	488.26	27.85
Johnston, Mme-Mrs. Mary	30-64, -65	838.66	38.33
Les Entreprises Harvey (1962) Ltée.	29-133	362.28	7.47
Miller, Mme-Mrs. Marie-Claire	242-39, -40	1,653.17	710.71
Alie, Armand	237-237	262.81	
Trerice, Nelson	272-73	38.55	50.34
Trerice, Nelson	272-65	37.68	49.24
Trerice, Nelson	272-68	38.55	50.34
Barbeau, R.	34-26	235.14	
Mosli, Willi	29-34	426.76	
Cadioux, Mme-Mrs. Pierre	35-41	460.75	
Houle, Yvan	40-78	355.97	
Mercure, L. Claude, syndic-trustee	28-43	1,202.86	15.24
Chouinard, Philippe	31-28	107.46	
Généreux, Hector	P. 34-48	226.15	
Roy, Denis	43-98	233.94	
Germano, Yves	43-93	545.92	
Mordiko, Samuel	237-243	316.36	50.44
Reggio Construction Ltd.	66-59	453.70	47.77
Reggio Construction Ltd.	66-66, -65-1	554.07	53.00
Reggio Construction Ltd.	66-67	472.11	41.82
Campbell, Gerald	66-28	648.36	243.17
Vary, Fernand	928-55-2, -56, -57-1	658.68	
Kosowan, Édouard	235-35, -34-2, -41-1	872.80	89.52
Les Propriétés Métropolitaines Ltée.	19-13, 18-9	39.43	20.09
Les Propriétés Métropolitaines Ltée.	18-8	39.43	20.09

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne, et situés dans la Ville de Rosemère.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné à Rosemère, ce 11<sup>e</sup> jour de mai 1972.

*Le greffier,*

45941-20-2-o

Mme PH. GARDINER.

Cité de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de ville, 145, nord rue Wellington, dans ladite cité, MARDI, le VINGTIÈME jour de JUIN 1972,

The above immovables are all on the Official plan and book of the Parish of Ste-Thérèse-de-Blainville, Registry Division of Terrebonne, and situated in the Town of Rosemère.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at Rosemère, this 11th day of May, 1972.

45941-20-2-o

Mrs. PH. GARDINER,  
Town Clerk.

City of Sherbrooke

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of Sherbrooke, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the City Hall, 145 Wellington St. North, in the said city, on TUESDAY, the TWENTIETH day of JUNE 1972,

à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastre et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Lavoie, Alphonse II et al.	Pt. 846		Est
	Pt. 845		
Lavoie, Alphonse II et al.	Pt. 844		Est
Lavoie, Alphonse II et al.	Pt. 844		Est
	Pt. 843		
Dion, Denise Mlle et al.	815		Est
Gagné, Louis Inc.	798		Est
Gervais, Jean René Mme.	Pt. 899 . 163		Est
Marcoux, Eugène	899 . 159 . 2		Est
	899 . 159 . 1		Est
Marcoux, Eugène	899 . 159 . 3		Est
Marcoux, Eugène	899 . 159 . 4		Est
Marcoux, Eugène	899 . 159 . 5		Est
Marcoux, Eugène	899 . 159 . 6		Est
Gopar Inc.			
Cartier, Jean-Pierre			
Cartier, Jacques	743 . 2		Est
	744 . 2		Est
Tanguay, Clermont	899 . 85		Est
Beauchesne, Renaud	899 . 44		Est
Plamondon, Francis	899 . 157 . 19		Est
Guertin, Joseph	899 . 157 . 18		Est
Lajeunesse, Réal	Pt. 899 . 157 . 105		Est
Lajeunesse, Réal	Pt. 899 . 157 . 105		Est
Dugré, Roger Mme.	899 . 157 . 111		Est
Jolin, André	899 . 157 . 80		Est
Duhamel, Roger			
Cyr, André	899 . 157 . 70-1		Est
Veilleux, Yvon	899 . 157 . 82		Est
Bouliane, Bernard	899 . 157 . 3		Est
	899 . 157 . 2		Est
Plamondon, Francis	730 . 175		Est
	Pt. 730 . 176		Est
Marcil, Lucien	730 . 61		Est
Verland Ltd.	730 . 382		Est
Morin, Jean	730 . 296		Est
Collins, J. Charles	22 B . 158	Rg 6 . . . . .	Ascot
	21 H . 4	Rg 6 . . . . .	Ascot
Le Journal de Drummondville Inc.	21 H . 18	Rg 6 . . . . .	Ascot
Petit, Laurent	22 A . 50	Rg 7 . . . . .	Ascot
Benny, Georges J.	22 F . 36	Rg 6 . . . . .	Ascot
Benny, Georges J.	22 F . 37	Rg 6 . . . . .	Ascot
Gendron, Normand R.	22 G . 65	Rg 6 . . . . .	Ascot
Godbout, Maurice	22 G . 77	Rg 6 . . . . .	Ascot
Lemay, Michel	22 F . 130	Rg 6 . . . . .	Ascot
	22 F . 131	Rg 6 . . . . .	Ascot
Trudeau, Louise	22 F . 105	Rg 6 . . . . .	Ascot
Rouleau, Alphonse	22 F . 83	Rg 6 . . . . .	Ascot
Desjardins, Roland	Pt. 22 B . .	Rg 7 . . . . .	Ascot
	22 B . 2	Rg 7 . . . . .	Ascot
	22 B . 161	Rg 7 . . . . .	Ascot
Racicot, André	Pt. 22 B . .	Rg 7 . . . . .	Ascot
Desjardins, Roland	22 B . 155	Rg 7 . . . . .	Ascot
Paris, Roland	22 B . 154	Rg 7 . . . . .	Ascot
Paris, Roland	22 B . 153	Rg 7 . . . . .	Ascot
Paris, Roland	22 D . 22 C . 22 B 159	Rg 7 . . . . .	Ascot
Congregation Agudat L. Achim.	22 B . 130	Rg 7 . . . . .	Ascot
Dumoulin, François	22 B . 131	Rg 7 . . . . .	Ascot
	22 B . 136	Rg 7 . . . . .	Ascot
Dumoulin, Normand	Pt. 22 B . 135	Rg 7 . . . . .	Ascot
	22 J . 2	Rg 7 . . . . .	Ascot
Matton, Gabriel	Pt. 425 . 2		Est
Nadeau, Venant	Pt. 425 . 1		Est
	10 A . .		Est
Parenteau, Fernand	Pt. 9 A . .		Est
	733 . 34		Est
Jacques, Jean Denis et al.			Est

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastre et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Le Directeur des Terres Destinées aux Anciens Combattants Boulanger Roland.	733...46...		Est
Investissements Den-Mor Ltée.	733...105...		Est
Lavoie, Robert.	729...124...		Est
Investissements Den-Mor Ltée.	729...127...		Est
Bou langer, Henri-Paul.	729...164...		Est
Lord, Jean-Guy.	20 B...55...	Rg 6.....	Ascot
Paquet, Gérard.	727...63...		Est
Verville, Gaston.	726...96...		Est
	727...187...		Est
Barolet, Lévis.	729...142...		Est
Nadeau, Venant.	463...1...		Est
	462...1...		Est
	421...		Est
Nadeau, Venant.	300...		Est
Barrière, Léo.	710...107...		Est
Hudon, Marc.	710...163...		Est
Les produits de Ciment de Windsor Inc.	710...198...		Est
	710...199...		Est
	710...200...		Est
	710...201...		Est
	710...202...		Est
	710...204...		Est
	710...205...		Est
	710...206...		Est
	710...207...		Est
	710...208...		Est
	710...209...		Est
	710...210...		Est
	710...211...		Est
Steinberg, Hyman.	710...293...		Est
	710...294...		Est
	710...350...		Est
Lacroix, Léonard.	19 B...56...	Rg 6.....	Ascot
Potvin, Mathias Mme.	19 B...8...2.....	Rg 6.....	Ascot
Grenon, Lucien Mme.	19 B...87...	Rg 6.....	Ascot
Massé, Gilles.	19 B...86...	Rg 6.....	Ascot
Roy, Réal.	19 B...22...	Rg 6.....	Ascot
Le Directeur des Terres Destinées Aux Anciens Combattants Fau-teux, Philippe.	19 C...3...	Rg 6.....	Ascot
Bonneville, Claude.	19 A...43...	Rg 6.....	Ascot
	19 A...42...1.....	Rg 6.....	Ascot
Boudreau, Marcel.	18 A...282...	Rg 6.....	Ascot
Martel, Pierre.	18 A...46...1.....	Rg 6.....	Ascot
	18 A...45...1.....	Rg 6.....	Ascot
	18 A...51...	Rg 6.....	Ascot
Poulin, Dominique.	8...39...		Est
Quimet, Adrien.	8...65...		Est
Les Immeubles Des Cantons de L'Est Compagnie Limitée.	Pt. 8...64...1.....		Est
Les Immeubles Des Cantons de L'Est Compagnie Limitée.	7...39...		Est
Collard, Jean.	7...22...		Est
Tinker, Réal.	5...219...		Est
Couture, Conrad.	5...220...1.....		Est
	5...227...		Est
Couture, Conrad.	5...226...		Est
Couture, Conrad.	5...222...		Est
Couture, Conrad.	5...225...		Est
Desmarais, Laurian.	5...218...		Est
Palardy Josaphat.	4...205...		Est
Deacon, Antoine.	16 D...127...	Rg 6.....	Ascot
Nadeau, Yvette Mme.	16 D...145...	Rg 6.....	Est
Audy, Robert.	16 D...91...	Rg 6.....	Ascot
Martel, J. Robert Inc.	16 D...79...	Rg 6.....	Ascot
Lafleur, Roger & Antoine.	16 D...100...1.....	Rg 6.....	Ascot
Forcier, Jean Guy.	16 A...144...	Rg 6.....	Ascot
Chatelois, Benjamin.	16 A...38...	Rg 6.....	Ascot
	16 A...39...	Rg 6.....	Ascot
	16 A...73...	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges.	16 A...75...	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges.	16 A...92...	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges.	16 A...91...	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges.	16 A...90...	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges.	16 A...89...	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges.	16 A...88...	Rg 6.....	Ascot

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastré et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Larivière, Georges	16 A. 98	Rg 6	Ascot
Larivière, Georges	16 A. 97	Rg 6	Ascot
Larivière, Georges	16 A. 96	Rg 6	Ascot
Larivière, Georges	16 A. 95	Rg 6	Ascot
Larivière, Georges	16 A. 94	Rg 6	Ascot
Larivière, Georges	16 A. 93	Rg 6	Ascot
Breton, Wesley	Pt. 16 A. 2	Rg 6	Ascot
Breton, Wesley	16 A. 1	Rg 6	Ascot
Leclerc, Albert Mme	16 A. 7	Rg 6	Ascot
Hôtel Motel Sherbrooke Inc.	1263		Sud
	1262		Sud
	1261		Sud
	1260		Sud
	1259		Sud
	1258		Sud
	1257		Sud
Hôtel Motel Sherbrooke Inc.	Pt. 1267		Sud
Biron, Louis	Sur 1245		Sud
Stanford, L.M.B. Mrs.	5	12	Sud
	5	12	Sud
Martel, Jean Claude	5	6	Sud
	5	7	Sud
St-Cyr, Laurent	888		Sud
Investissements Den-Mor Ltée	Pt. 1444	302	Sud
	Pt. 1444	299	Sud
Investissements Den-Mor Ltée	1444	303	Sud
	Pt. 1444	304	Sud
	Pt. 1444	302	Sud
Lafond, J. Renaud	7	299	Sud
Goyette, Bernard	7	262	Sud
Goyette, Bernard	7	263	Sud
Brignone, Lina	7	179	Sud
Construction St-François Ltée	1493	1	Sud
	1492	1	Sud
	1494	1	Sud
J. Robert Martel Inc.	7	158	Sud
Construction St-François Ltée	15 A.	182	Rg 7 Ascot
Colette, André	15 A.	255	Rg 7 Ascot
Colette, André	15 A.	254	Rg 7 Ascot
Provencher, Bertrand	15 A.	448	Rg 7 Ascot
Les Entreprises R.G. Balc Inc.	15 A.	459	Rg 7 Ascot
	15 A.	460	1 Ascot
Morin, Gérard	15 A.	189	Rg 7 Ascot
Forgues, Jean Guy	15 A.	165	Rg 7 Ascot
Gagné, Lucien	15 A.	438	Rg 7 Ascot
Gagné, Lucien	15 A.	434	Rg 7 Ascot
Beauvais, André	15 A.	63	Rg 7 Ascot
Lemaoutte, Eugène	Pt. 1497		Sud
Cormier, Normand Mme	Pt. 1496		Sud
Constantineau, Félix	15 A.	268	28 Rg 8 Ascot
Caisse de Dépôt Placement Québec	15 A.	268	36 Rg 8 Ascot
	15 A.	286	Rg 8 Ascot
Hébert, Hébert & Hébert Inc.	15 A.	268	37 Rg 8 Ascot
Crête, Albert	15 A.	267	64 Rg 8 Ascot
St-Onge, Gérard	15 A.	267	65 Rg 8 Ascot
Hébert, Hébert & Hébert Inc.	15 A.	267	21 Rg 8 Ascot
Hébert, Hébert & Hébert Inc.	15 A.	267	20 Rg 8 Ascot
	15 A.	276	Rg 8 Ascot
Gauthier, Normand, Nadeau, Yvette Mme	15 A.	305	Rg 7 Ascot
Fortier, Yvon	1535	52	Sud
Immeubles Marcoux Enrg.	Pt. 1535	51	Sud
	1535	81	Sud
	1535	82	Sud
	Pt. 1535	83	Sud
Sorenson, Heine	1535	88	Sud
Guertin, Joseph	1535	90	Sud
Guertin, Joseph	1535	91	Sud
Poirier, Jérôme	1536	13	Sud
Roy, Normand, Morin, Jean	Pt. 1536	36	Sud
	Pt. 1536	37	Sud
Bolduc, Maxime	15 A.	141	Rg 8 Ascot
Dallaire, Jean Guy	15 A.	42	Rg 8 Ascot
Mercier, Normand	15 F.	1	Rg 9 Ascot
Goulet, André	15H.	296	Rg 9 Ascot

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastre et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Bilodeau, Lionel	15 I . . 4 . . . . .	Rg 9 . . . . .	Ascot
	15 J . . 3 . . . . .	Rg 9 . . . . .	Ascot
Chrétien, Roger	15H . . 82 . . . . .	Rg 9 . . . . .	Ascot
Lemire, Yvan	15H . . 166 . . . . .	Rg 9 . . . . .	Ascot
Lemire, Yvan Mme.	15H . . 134 . . 30 . . . . .	Rg 9 . . . . .	Ascot
Labonté, Lionel	15 I . . 29 . . 10 . . . . .	Rg 9 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 199 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 200 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 201 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 190 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	Pt. 15 I . . 192 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Hamel, René	15 I . . 187 . . 1 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 671 . . 2 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 264 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 205 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 206 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 207 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 208 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 209 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 210 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 211 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 258 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Bisson, Roland	15 I . . 748 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 445 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 640 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 894 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 895 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 896 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 897 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 898 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	Pt. 15 I . . N.S. . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Poulin, Bernard	15 I . . 788 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 455 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 456 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 457 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 458 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 459 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 460 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 461 . . 1 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 461 . . 2 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
	15 I . . 463 . . 1 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 463 . . 3 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 464 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 465 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 466 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 467 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 468 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 470 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 474 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 480 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 481 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 483 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 484 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 485 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
	15 I . . 486 . . 1 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 462 . . 2 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
	15 I . . 487 . . 1 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
	15 I . . 486 . . 3 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
	15 I . . 487 . . 2 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 883 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 881 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 880 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 879 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 878 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 877 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 876 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 875 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 874 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 873 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 872 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 328 . . 1 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . . 333 . . 1 . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot
Blouin, Eddy	Pt. 15 I . . N.S. . . . . .	Rg 10 . . . . .	Ascot

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastre et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Blouin, Eddy	15 I . 830	Rg 10	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . 831	Rg 10	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . 832	Rg 10	Ascot
Blouin, Eddy	15 I . 833	Rg 10	Ascot
Landry, Arthur	15 F . 10	Rg 10	Ascot
Gaudet, Claude	15 F . 90	Rg 10	Ascot
	15 F . 108	Rg 10	Ascot
Meunier, Georges	16 C . 21	Rg 10	Ascot
Meunier, Georges	16 C . 22	Rg 10	Ascot
Roberge, Léonard	16 C . 52	Rg 10	Ascot
Letendre, Rosaire	16 C . 220	Rg 10	Ascot
Bouliane, Henri-Paul	16 C . 164	Rg 10	Ascot
Gladu, Jean Roger	16 C . 127	Rg 10	Ascot
Gladu, Jean Roger	16 C . 126	Rg 10	Ascot
Dostie, Maurice	16 C . 275	Rg 10	Ascot
Thibault, Xavier	16 C . 90	Rg 10	Ascot
Poulin, Conrad	Pt. 16 C . 32	Rg 10	Ascot
Georges Pednault Inc.	16 A . 179	Rg 10	Ascot
Placements Sidali Inc.	16 A . 16	Rg 10	Ascot
Placements Sidali Inc.	16 A . 18	Rg 10	Ascot
Placements Sidali Inc.	16 A . 19	Rg 10	Ascot
Lebas, Nicolas	16 A . 164	Rg 10	Ascot
Canadian Lacrosse Manufacturing Co.	16 E . 112	Rg 9	Ascot
Charland, Jean	Pt. 24		Centre
	Pt. 25		Centre
Sabourin, Roger	Pt. 784		Nord
Chartier, J. Richard	Pt. 695		Nord
	Pt. 694		Nord
	Pt. 693		Nord
	Pt. 688		Nord
	Pt. 776		Nord
	Pt. 788		Nord
Denis, Arcadius	616		Nord
Walsh Ave.	610		Nord
Gagné Louis Inc.	575 . 2		Nord
Houle, Edgar Mme.	519		Nord
Trépanier, André	Pt. 520		Nord
Parenteau, Fernand	556 . 9		Nord
	Pt. 556 . 5		Nord
	Pt. 556 . 7		Nord
	Pt. 556 . 8		Nord
Philippon, André	1 . 99		Nord
	33 . 5		Nord
Investissements Den-Mor Ltée	2 . 12		Nord
Blouin, Eddy	2 . 3 . 2		Nord
Saine, Georges	2 . 4 . 1-1		Nord
Gagné Louis Inc.	457		Nord
Hébert, René Jr. Mme.	382		Nord
Hydman, Reid Isabelle Miss	386		Nord
Quenec, H Du François	49 . 5		Nord
Saine, Georges	49 . 4		Nord
Saine, Georges	44 . 16		Nord
Labarge, Normand	Pt. 28		Nord
Philie, Roger	Pt. 23		Nord
Braun, Raymond	57 . 5 . 2		Nord
Gagné Louis Inc.	57 . 6		Nord
Gagné Louis Inc.	57 . 5 . 1		Nord
	63 . 1		Nord
Baldini J. Inc.	904 . 79		Nord
Bélanger, Charles B.	903 . 29		Nord
	902 . 188 . 2		Nord
Hamel, René Mme.	902 . 160		Nord
Duquette, André	922 . 84		Nord
Gingras, Paul H. Mme.	922 . 83		Nord
	Sur 941 . 3		Nord
Allatt Walter	941 . 3		Nord
Allatt Bakery Limited	Pt. 941 . 4		Nord
	943 . 3		Nord
Investissements Den-Mor Ltée	943 . 2 . 1		Nord
	Pt. 943 . 2		Nord
	Pt. 69 . 28		Orford
Goyette, Bernard	69 . 44		Orford
Cabana, Onil			
Le Directeur des Terres Destinées Aux Anciens Combattants			
Bales, J.J. Guy	69 . 9		Orford

Nom des Propriétaires	Cadastre et lot	Rang	Quartier
Name of property owners	Cadastral and lot	Range	Ward
Gaulin, Georges	Pt. 164		Orford
Gendron, Richard	162...74		Orford
Fisher, Robert	162...55		Orford
Nadeau, Henri	162...29		Orford
Berti, Daniel	162...57		Orford
Dubo Inc.	Pt. 160		Orford
Reno Con Limited	127...36		Orford
Lapierre, Bertrand	101...376		Orford
Bédard, Omer	101...374		Orford
Dupuy, J.G. Raymond	Pt. 113		Orford
	Pt. 111		Orford
Kessler, Frank	111...36...2		Orford
Benott, Laurent	110...192		Orford
Benott, Laurent	110...191		Orford
Les Habitations M. Genest Ltée	107...57...2		Orford
Les Habitations M. Genest Ltée	107...57...1		Orford
Les Habitations M. Genest Ltée	107...58...2		Orford
Les Habitations M. Genest Ltée	107...58...1		Orford
Les Habitations M. Genest Ltée	107...59...2		Orford
Les Habitations M. Genest Ltée	107...59...1		Orford
Les Habitations M. Genest Ltée	107...60...2		Orford
Les Habitations M. Genest Ltée	107...60...1		Orford
Moreau, Robert	105...36		Orford
King Phil Enterprises Inc.			
Wilfrid Grégoire Inc.	105...32		Orford
Bolduc, Jean Guy	105...26		Orford
Lapierre, Réjean	98...9...1		Orford
Desorey, Antonio	Pt. 64...150		Orford
Investissement Den-Mor Ltée	Pt. 64...83		Orford
Massicotte, Gilles	106...64		Orford
Tardif, Jean Claude	48...335		Orford
Nadeau, Jean Marc	106...125		Orford
Tardif, Jean Claude	48...336		Orford
Yoo Tae Ho	97...45		Orford
Comtois, Yves	48...393		Orford
Morin, Antoine	64...21		Orford
Bell, Mrs Edward W			
Bell, Mme Aline	64...46		Orford
Rouleau, Alphonse	48...77		Orford
Restaurant de l'Estrée Ltée	48...238...1		Orford
	63...16		Orford
	63...17		Orford
	63...18		Orford
Bilodeau, Lionel	Pt. 47...43		Orford
	Pt. 47...44		Orford
Bilodeau, Lionel	56...9		Orford
Constantineau, Félix	44...88		Orford
Hamel, Aurélien	Pt. 50		Orford
Morissette, Raymond	44 100		Orford
	Pt. 44...97		Orford
	Pt. 44...96		Orford
	44...95		Orford
	44...94		Orford
	44...99		Orford
	44...233		Orford
Charland, Denis	43...27...15		Orford
Datnow, Boris	43...27...35		Orford
Vaillancourt, Léon	44...105...1		Orford
Rouleau, Alphonse	44...106...1		Orford
	47...172...1		Orford
	47...171...1		Orford
King Well Investments Inc.	Pt. 47...98		Orford
Goyette, Bernard	95...9		Orford
Goyette, Bernard	95...10		Orford
Bolduc, Jean Guy	28...92		Orford
Morissette, Gilles	28...105		Orford
Darche, Robert	28...88		Orford
	28...87...1		Orford
	28...18		Orford
Duncan, William F	Pt. 29...N.S.		Orford
Hébert, René			
Hébert, René			
Allatt, Stephen	29...63		Orford
Sherbrooke Country Club	Pt. 29		Orford

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastre et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Blouin, Eddy.....	29.....101....		Orford
Blouin, Eddy.....	Pt. 29.....		Orford
Sherbrooke Country Club Inc.....	29.....100....		Orford
	29.....11....		Orford
	Pt. 36.....		Orford
	Pt. 35.....		Orford
	Pt. 34.....		Orford
	Pt. 37.....		Orford
Marcoux, Eugène.....	4.....21....1....		Orford
Marcoux, Eugène.....	4.....22....1....		
Marcoux, Eugène.....	4.....23....1....		Orford
Marcoux, Eugène.....	4.....24....		Orford
	4.....25....		Orford
Melanson, Jean.....	4.....87....		Orford
	4.....88....1....		Orford
Campbell, André Guy.....	4.....280...2....		Orford
Rosaire Viens Ltée.....	26.....2....7....		Orford
Rosaire Viens Ltée.....	26.....2....12....		Orford
Rosaire Viens Ltée.....	26.....2....13....		Orford
Rosaire Viens Ltée.....	26.....2....14....		
Rosaire Viens Ltée.....	26.....2....16....		Orford
Rosaire Viens Ltée.....	26.....2....18....		Orford
Dubo Inc.....	27.....34....		Orford
Dubo Inc.....	Pt. 26.....2....47....		Orford
Dubo Inc.....	26.....2....46....		Orford
Dubo Inc.....	26.....2....45....		Orford
Dubo Inc.....	26.....2....44....		
Dubo Inc.....	Pt. 26.....2....43....		Orford
Dubo Inc.....	27.....20....		Orford
Dubo Inc.....	27.....11....		Orford
Dubo Inc.....	27.....22....		Orford
Dubo Inc.....	27.....24....		Orford
Dubo Inc.....	27.....26....		Orford
Dubo Inc.....	27.....28....		Orford
Dubo Inc.....	27.....30....		Orford
Dubo Inc.....	27.....31....		Orford
Dubo Inc.....	27.....33....		Orford
	4.....313....		Orford
Dubo Inc.....	27.....35....		Orford
Dubo Inc.....	27.....36....		Orford
Dubo Inc.....	27.....19....		Orford
Dubo Inc.....	27.....18....		Orford
Dubo Inc.....	27.....17....		Orford
Dubo Inc.....	27.....16....		Orford
Dubo Inc.....	27.....12....		Orford
Dubo Inc.....	27.....10....		Orford
Dubo Inc.....	27.....9....		Orford
Dubo Inc.....	27.....7....		Orford
Dubo Inc.....	27.....6....		Orford
Dubo Inc.....	Pt. 26.....1 et Pt. 26 - 2		Orford
Eastern Transport Ltd.....	5.....39....		Orford
	5.....40....		Orford
	5.....41....		Orford
	5.....42....		Orford
	5.....43....		Orford
	5.....44....		Orford

Donné à Sherbrooke, ce 23e jour de mai 1972.

Given at the City of Sherbrooke, this 23rd day of May 1972.

46051-21-2-o

*Le greffier,*  
ROBERT L. BÉLISLE.

46051-21-2-o

ROBERT L. BÉLISLE,  
*City Clerk.*

## INDEX No 21

### Partie I: avis juridiques — Part I: Juridical notices

#### ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES

#### COOPERATIVE ASSOCIATIONS

Association Coopérative Forestière de St-Siméon ( <i>Nom-Name ch. &amp; Stat.</i> ).....	4204
Caboteurs Unis de Québec, Association Coopérative ( <i>Dissolution</i> ).....	4204
Coop Funéraire Ste-Agnès ( <i>Formation</i> ).....	4203
Coopérative étudiante Critne ( <i>Formation</i> ).....	4203
Québec United Coasters, Cooperative Association ( <i>Dissolution</i> ).....	4204

#### AVIS DIVERS

#### MISCELLANEOUS NOTICE

Saint-Honoré Par. ( <i>Requête-Petition</i> ).....	4204
Saint-Honoré, village ( <i>Requête-Petition</i> ).....	4204

#### CHANGEMENT DE NOM — Loi du

#### CHANGE OF NAME ACT

##### *Demandes:*

##### *Applications:*

Beaudry, Jeanne Fernande Doris.....	4212
Bromirski, Ted John.....	4213
Brzostowski, Witold Konrad.....	4214
Daigle, Pierre.....	4214
Fréchette, Robert.....	4214
Jarvis, Gordon Allyson.....	4214
Kalischtschuk, Piotr.....	4212
McCraw, Daniel Saucier.....	4213
Tawadros, Farah Ebeid.....	4213
Thomas, Russell Lynwood.....	4213

#### CHANGEMENT DE NOM — Loi du

#### CHANGE OF NAME ACT

##### *Accordés:*

##### *Granted:*

Archambault, Alphonse Oscar Arthur Karl.....	4214
Beauvais, Peter Joseph Rochon.....	4215
Blum, Henry.....	4215
Bonspiel, John McBain.....	4215
Laverdière, Joseph Aurèle Louis Mario.....	4215
Ouellette, Marie Lucette Claude.....	4215
Savard, Manon.....	4215
Thomas, Tom.....	4216

#### CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

#### SAVING AND CREDIT UNIONS

Strathcona Credit Union Limited (The) ( <i>Mod. gr.</i> ).....	4206
--	------

Couvent Saint-Célestin.....	4209
Couvent de Sainte-Gertrude.....	4209
Drummond Heights Ltd.....	4209
Flash Screen Process Inc.....	4210
McIntyre Educational Materials Ltd.....	4210
Matériel d'Enseignement McIntyre Itée (Le).....	4210
Murmac Corporation Limited.....	4211
Pensionnat de Louiseville.....	4210
Pensionnat Notre-Dame de l'Assomption.....	4208
Pensionnat de Paquetteville.....	4211
Pensionnat Saint-Germain.....	4209
Pensionnat Saint-Guillaume.....	4209
Pensionnat Sainte-Marie.....	4209
Pensionnat de Wotton.....	4211
Reliance Molded Plastics Ltd.....	4211
Richard Investment Corp.....	4210
Stancarole Holdings Ltd.....	4210
20th Century Fiberglass Ltd.....	4207

#### COMPAGNIES — LOI DES

#### COMPANIES ACT

##### *Demandes d'abandon de charte*

##### *Applications for Surrender of Charter*

Astra Distribution inc.....	4207
Bourget Wholesale Fruit & Vegetable Inc.....	4207
Brault Entreprises inc.....	4207
Cedar Plaza Inc.....	4207
Clinique Métropolitaine limitée.....	4208
Constructions Busque Itée (Les).....	4208
Couvent de la Baie.....	4208
Couvent de Gentilly.....	4208
Couvent de Sainte-Angèle.....	4208

<b>Divers</b>	<b>Miscellaneous</b>	
Béton Duroplast inc. ( <i>Nom-Name ch.</i> )	4217	Éditions Pop Jeunesse inc. (Les) 4113
Bouchard & Véronneau Inc. ( <i>Nom-Name ch.</i> )	4216	Entrepôt Pierrefonds ltée 4113
Budmark Converters Co. Ltd. ( <i>Dir.</i> )	4216	Entreprises D.G.L. inc. (Les) 4114
Centre des Arts Visuels (Le) ( <i>Règl.</i> )	4216	Entreprises de drainage de Mont-Laurier inc. (Les) 4114
Clinique Pédagogique de Montréal inc. (La) ( <i>Règl.-By-laws</i> )	4217	Entreprises Jacques Grondines inc. (Les) 4115
Compagnie Pharmaceutique Vita ltée ( <i>Dir.</i> )	4216	Entreprises Jean-Marc inc. (Les) 4115
Distributions Clément inc. (Les) ( <i>Dir.</i> )	4216	Entreprises Rochon ltée (Les) 4115
Hôtel des Vingt-Quatre inc. ( <i>Nom-Name ch.</i> )	4217	Entreprises R. St-Pierre inc. (Les) 4116
International Titanium Limited ( <i>Dir.</i> )	4217	Entreprises Walpol inc. (Les) 4143
Jobidon (Marcel) inc. ( <i>Nom-Name ch.</i> )	4218	Équipement de bureau Garneau inc 4116
Metro Wall Coverings (Montreal) Ltd. ( <i>Name ch.</i> )	4218	Équipements C & U Gauthier ltée 4116
Ouellet, Bilodeau inc. ( <i>Nom-Name ch.</i> )	4217	Fédération de patinage artistique du Québec 4117
Revêtements de Mur Métro (Montréal) ltée ( <i>Nom ch.</i> )	4218	Fourrures Geremia & Renzetti inc 4117
Visites Interprovinciales Québec ( <i>Règl.-By-laws</i> )	4217	Geremia & Renzetti Furs Inc 4117
Visual Arts Centre (The) ( <i>By-laws</i> )	4216	Gormac Contact Lenses Laboratories Inc 4118
		Graziella Draperies & Bedspreads Ltd 4118
		Grenier (D. & R.) inc 4118
		Grillades Hulloises inc. (Les) 4119
		H.J. Title Manufacturing Inc 4140
		Hervieux Sports Inc 4119
		Hôtel Pierrefonds inc 4119
		Immeubles Dessureault & fils ltée (Les) 4120
		Immeubles Villeneuve ltée (Les) 4120
		Importation Arдав ltée 4121
		Importations Grandes Marques ltée (Les) 4121
		Importations Kado inc. (Les) 4121
		Imprimerie Bégin inc 4122
		Indépendant Community Media Services Inc 4122
		Industries de l'Est Artique inc. (Les) 4113
		Industries Péloquin ltée (Les) 4122
		International Forums Inc 4123
		Jacques-Cartier Sanitary Services Limited 4138
		Jardins Su-Casa inc 4123
		Jarsel Inc 4124
		Kado Importations Inc 4121
		Kallos (Ervin) Insurance Agency Inc 4124
		Laber inc 4124
		Laboratoires de lentilles cornéennes Gormac inc 4118
		Lafortune Naturist Beauty Center Inc 4106
		Lambert (Joseph) inc 4125
		Lampes Plexi Décor de Montréal ltée (Les) 4134
		Landry Habitation ltée 4125
		Lessard (Jean-Luc) ltée 4125
		Lévis Traction Inc 4126
		Lingerie Intimité ltée 4126
		London, Lussier & Ass. Ltd 4126
		Longueuil Toyota Inc 4127
		MacCallum Godbout (1972) Ltd 4127
		Maclar Corp 4128
		Magasin Continental (Chatham) ltée 4128
		Magasin Continental (Lachute) ltée 4128
		Maloney, Rudy, Tessier Associates Inc 4129
		Maloney, Rudy, Tessier associés inc 4129
		Matériaux de construction du Moulin ltée (Les) 4129
		Maxi-Gestion ltée 4130
		Medi Mart Industries Ltd 4130
		Mines Pinto ltée 4130
		Mobile Air Industries Ltd 4131
		Montreal Color Print Ltd 4131
		Morin (Roland) inc 4133
<b>Lettres patentes</b>	<b>Letters Patent</b>	
Air Rimouski inc 4102		
Amqui Construction Inc 4102		
Aqua-Air Techniques Inc 4102		
Argento Bros. Paving Co. Ltd 4103		
Automobile Riviera inc 4103		
B.L.M. Construction Inc 4104		
Ben-Aryeh Investment Corp 4103		
Bernard (C.) Associates Inc 4104		
Bernard (C.) associés inc 4104		
Beta Import Inc 4104		
Boutique Louise inc 4105		
Boutique Punch inc 4105		
Brigadier Frederick Kisch Remembrance Fund Inc. (The) 4106		
Centre de beauté naturiste Lafortune inc 4106		
Chomedey Form Works Inc 4107		
Cidexpor Québec Inc 4106		
Clicen inc 4107		
Club des Chutes de Charette inc 4107		
Coffages Chomedey inc. (Les) 4107		
Compagnie de gestion Jean Morissette inc 4108		
Compopuls Typesetters Inc 4141		
Concept Records Québec Inc 4112		
Continental Store (Chatham) Ltd 4128		
Continental Store (Lachute) Ltd 4128		
Corporation Philke (La) 4132		
Copy-Static Ltd 4109		
D.D.M. Construction Inc 4108		
Daigle-Deville Auto Centre Inc 4109		
Dalton's Picture Framing Ltd 4109		
Darijan inc 4110		
Davan inc 4110		
Dean Lake Mines Ltd 4110		
Décorations L.L. ltée 4111		
Diamond Head Resources Ltd 4111		
Disques Concept Québec inc 4112		
Dominion Restaurant & Bar-B-Q. Inc 4112		
Draperies et couvre-lits Graziella ltée 4118		
Dynamic Cycle & Sports Ltd 4112		
Eastern Arctic Industries Inc 4113		

**Lettres patentes***(suite)*

My Baby Publishing Inc.	4134
Optel Film Inc.	4131
Paradis (A.) inc.	4132
Péloquin Industries Ltd.	4122
Phénix & fils inc.	4132
Philkee Corporation	4132
Pierrefonds Warehouse Ltd.	4113
Pinto Mines Ltd.	4133
Placements Verneuil inc.	4133
Plexi Lamps Decor of Montreal Ltd.	4134
Publications Mon Bébé inc. (Les)	4134
R.L.T. Transport Inc.	4137
Radiateurs d'autos du Richelieu inc.	4137
Raymond (G.) ltée.	4134
Résidence St-Laurent inc.	4135
Restaurant de l'Auberge Laurier inc.	4135
Restaurant Le Dauphin inc.	4135
Restaurant Lessard inc.	4136
Ricard (J. C.) inc.	4136
Richelieu Auto Radiators Inc.	4137
Rideau Pants Manufacturing Inc.	4137
Riviera Automobile Inc.	4103
Ruth Investment Corp.	4138
St. Laurent Residence Inc.	4135
Salon Erik du Danemark inc.	4138
Salon Erik of Denmark Inc.	4138
Services sanitaires Jacques-Cartier limitée	4138
Sévigny (Léo) & fils inc.	4139
Somerville House Corporation (The)	4139
Sonax Inc.	4140
Sumitel inc.	4140
Tremblay (J. Edgar) & fils inc.	4141
Typographie Compoplus inc.	4141
Universal Meat Market Inc.	4141
Vachon & Lessard Construction Inc.	4142
Valcourt Maintenance Inc.	4142
Voûtes d'Artigny inc. (Les)	4142
Walker (J. C.) Inc.	4143
Walpol Enterprises Inc.	4143
Young Men's — Young Women's Christian Association of Sherbrooke (1971)	4144
Zepoli Limited	4144

**Lettres patentes supplémentaires**

Appartements Lafayette inc. (Les)	4144
Auto Hudson Inc.	4145
Beiersdorf (Canada) Ltd.	4145
Beiersdorf (Canada) ltée.	4145
Beloit Sorel Walmsley Ltd.	4145
Beloit Sorel Walmsley ltée.	4145
Calvin Exploration & Development Corporation	4145
Cegelec Canada inc.	4146
Centre Médical Fabreville inc.	4146
Chouinard & Associés (1972) inc.	4146
Club de Golf des Pins inc.	4146
Coinco Ltd.	4147
Compagnie Silvimatic du Commonwealth (La)	4152

**Letters Patent***(continued)*

Cuisines Riviera inc.	4152
Dagobert Entreprises Ltd.	4148
Développements du Nord-Est, ltée (Les)	4147
Distribution Gaston Morin inc.	4147
Dunver Inc.	4147
Enteco inc.	4147
Entreprises Dagobert ltée (Les)	4148
Entreprises Verdi inc. (Les)	4148
Eureka Maintenance Ltd.	4150
Fabreville Medical Centre Inc.	4146
Fairview Dairy Inc.	4148
Fédération d'Athlétisme du Québec	4148
Francico Ltd.	4148
Francico ltée	4148
Grenier Auto Radio ltée	4149
H.L.L. Industries Ltd.	4149
Immeubles Daigle inc. (Les)	4149
Immeubles Trans-Québec ltée (Les)	4151
Industries H.I.L. ltée (Les)	4149
Jewish People's Schools and Peretz Schools Inc.	4149
Lacroix inc.	4150
Ladouceur (Ronald) ltée	4150
Laiterie Fairview inc. (La)	4148
Lanshire Manufacturing Inc.	4150
Maintenance Eureka ltée	4150
Mesco inc.	4151
North American Expansion Corp.	4151
Northeastern Development, Ltd.	4147
Pâtisserie Georges Fortin inc.	4151
Pinetree Golf Club Inc.	4146
Prévost (François) inc.	4151
Provisions Économiques ltée (Les)	4151
Publication du Journal de Québec (Offset) inc.	4152
Regent Properties Limited	4152
Riviera Kitchen Inc.	4152
Roulottes Eureka limitée	4152
Silvomatic Commonwealth Corporation	4152
Société de Promotion et de Publicité (S.P.P.) ltée	4153
Trans-Québec Realities Ltd.	4153
Vachon (Victor) & Fils inc.	4153

**Sièges sociaux****Head Offices**

Institut Populaire d'Information Écologique Inc.	4212
Professional Ski Promotions Inc.	4211
Terminus des Trois-Rivières Inc.	4212

**DEMANDES À LA LÉGISLATURE****APPLICATIONS TO LEGISLATURE**

Bethel Gospel Chapel Montreal	4220
Chomedey Baptist Church	4220
City of Laval Transit Commission	4220
Commission de Transport de la ville de Laval (La)	4220
Communauté urbaine de Montréal	4219
Excellence, compagnie d'assurance-vie (L')	4218
Excellence Life Insurance Company (The)	4218
Montreal Urban Community	4219
Verdun, cité-city	4219
Youssef El-Batravi	4219

<b>LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la</b>	<b>WINDING-UP ACT</b>	<b>SYNDICATS PROFESSIONNELS</b>	<b>PROFESSIONAL SYNDICATES</b>
Action Populaire, limitée (L).....	4218	Association des Cadres Scolaires du Québec (Const.-Inc.).....	4224
<b>MINISTÈRES</b>	<b>DEPARTMENTS</b>	Association des Policiers de Gatineau (L.) (Const.-Inc.).....	4223
<b>Affaires municipales</b>	<b>Municipal Affairs</b>	<b>VENTES</b>	<b>SALES</b>
Bagotville, par. (Unité de Regroupement avec-Regroupment Unit with Port-Alfred, Bagotville, ville).....	4221	<b>Effets non réclamés</b>	<b>Unclaimed Baggage</b>
Bagotville, ville-Town (Unité de Regroupement avec-Regroupment Unit with Port-Alfred, Bagotville, par.).....	4221	CP Express Limited.....	4239
Port-Aldred, ville-Town (Unité de Regroupement avec-Regroupment Unit with Bagotville, ville, Bagotville, par.).....	4221	Cie Messagerie CP limitée (La).....	4239
<b>Institutions financières compagnies et coopératives</b>	<b>Financial Institutions Companies and Cooperatives</b>	<b>Par Shérifs</b>	<b>By Sheriffs</b>
<i>Assurance:</i>	<i>Insurance:</i>	<b>Drummond</b>	<b>Drummond</b>
Rapport sommaire.....	4153	Picotin vs Daneau.....	4240
Summary Report.....	4153	<b>Gaspé</b>	<b>Caspé</b>
<b>Richesses naturelles</b>	<b>Natural Resources</b>	Banque Royale du Canada (La) vs Dupuis.....	4240
Avis sommaire de révocation.....	4223	Royal Bank of Canada (The) vs Dupuis.....	4240
Summary notice of revocation.....	4223	<b>Hauterive</b>	<b>Hauterive</b>
<b>Terres et forêts</b>	<b>Lands and Forests</b>	Girard vs Girard.....	4241
<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>	<b>Iberville</b>	<b>Iberville</b>
Babel, canton-township.....	4221	Commission scolaire de St-Luc (La) vs Lachance.....	4242
Babel, canton-township.....	4221	Corporation scolaire des commissaires d'écoles de la Municipalité de St-Jean (La) vs Colletti et Al.....	4241
Babel, canton-township.....	4221	St-Luc School Commission (The) vs Lachance School Corporation of the School Commissioners of the Municipality of St. John's (The) vs Colletti et Al.....	4242
Douglas, canton-township.....	4222	<b>Montmagny</b>	<b>Montmagny</b>
Dubuisson canton-township.....	4222	Magasin Co-Op La Paix vs Bouchard et al. . .	4243
Hull, canton-township.....	4222	<b>Montréal</b>	<b>Montreal</b>
Laprairie de la Magdeleine, par.....	4222	Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal (La) vs Brazeau-Scott.....	4243
St-Bruno, par.....	4222	Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal (La) vs Nobili.....	4244
St-Mathieu de Beloeil, par.....	4223	Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal (La) vs White.....	4245
<b>PROCLAMATION</b>	<b>PROCLAMATION</b>	Central Mortgage and Housing Corporation vs Cyr.....	4245
Bureau de la division d'enregistrement de Châteauguay, à Sainte-Martine (concernant).....	4224	Central Mortgage and Housing Corporation vs Lareau & Al.....	4246
Office of the registration division of Châteauguay, at Sainte-Martine.....	4224	Central Mortgage and Housing Corporation vs Les Entreprises d'Habitation du St-Laurant inc.....	4246
<b>SOUSSIONS — demandes de</b>	<b>TENDERS Request for</b>	City of Laval vs Champagne.....	4250
Annonciation, village.....	4232	Commissaire d'Écoles de la Municipalité de West Island dans le Comté Jacques-Cartier (Les) vs Huven.....	4249
Chicoutimi, cité-city.....	4225	Marsan vs Rosemblum.....	4244
Lévis, ville-cité.....	4227	Montreal City and District Savings Bank (The) vs Brazeau-Scott.....	4243
Montmagny, cité-city.....	4234		
Pointe-Claire, ville-town.....	4229		
St-Bruno, c.s.-s.c.....	4237		
Ste-Thérèse, ville-city.....	4235		

<b>Montréal</b>	<b>Montreal</b>	Société de Fiducie du Québec <i>vs</i> Tétreault...	4247
( <i>suite</i> )	( <i>continued</i> )	Tilam Investments Ltd. <i>vs</i> Touze.....	4250
Montreal City and District Savings Bank (The) <i>vs</i> Nobili.....	4244	Ville de Laval <i>vs</i> Champagne.....	4250
Montreal City and District Savings Bank (The) <i>vs</i> White.....	4245	<b>Saint-Maurice</b>	<b>Saint-Maurice</b>
Québec Trust Company <i>vs</i> Tétreault.....	4247	Caisse populaire de la cité de Shawinigan (La) <i>vs</i> Marchand.....	4251
School Commissioners for the Municipality of West Island, in the County of Jacques-Car- tier (The) <i>vs</i> Huvén.....	4249	<b>Terrebonne</b>	<b>Terrebonne</b>
Société centrale d'hypothèques et de logement <i>vs</i> Cyr.....	4245	Chaloux <i>vs</i> Lunny.....	4252
Société centrale d'hypothèques et de logement <i>vs</i> Lareau & Al.....	4246	<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
Société centrale d'hypothèque et de logement <i>vs</i> Les Entreprises d'Habitation du St-Lau- rent inc.....	4246	Côte Saint-Luc, cité-city.....	4255
		Îles-de-la-Madeleine, comté.....	4252
		Magdalen Islands, county.....	4252
		Rosemère, ville-town.....	4257
		Sherbrooke, cité-city.....	4258









## LOIS ET RÈGLEMENTS

## LAWS AND REGULATIONS

## Avis divers

## Miscellaneous Notice

## Projet de règlement

## Regulation Draft

Le ministre des Affaires sociales donne avis conformément à la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.Q. 1971, ch. 48), qu'il proposera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption du projet de règlement dont le texte apparaît ci-dessous.

Ceux qui désirent formuler quelques commentaires à ce projet de règlement doivent le faire dans les 90 jours suivant la date de publication de ce projet.

CLAUDE CASTONGUAY,  
Ministre des Affaires sociales.

Règlement en vertu de la Loi sur les services de santé  
et les services sociaux

## PARTIE I

## LES CONSEILS RÉGIONAUX

## SECTION I

## DÉLIMITATION DES RÉGIONS

1.1.1 Pour les fins du présent règlement, le territoire du Québec est divisé en 12 régions:

1) *Région du Bas St-Laurent et de la Gaspésie*: le territoire décrit pour la région du Bas St-Laurent et de la Gaspésie à l'arrêté en conseil 524 du 29 mars 1966 et aux modifications subséquentes;

2) *Région du Saguenay-Lac St-Jean*: le territoire décrit pour la région du Saguenay-Lac St-Jean à l'arrêté en conseil 524 du 29 mars 1966 et aux modifications subséquentes;

3) *Région de Québec*: le territoire décrit pour la région de Québec à l'arrêté en conseil 524 du 29 mars 1966 et aux modifications subséquentes;

4) *Région de Trois-Rivières*: le territoire décrit pour la région de Trois-Rivières à l'arrêté en conseil 524 du 29 mars 1966 et aux modifications subséquentes;

5) *Région des Cantons de l'Est*: le territoire décrit pour la région des Cantons de l'Est à l'arrêté en conseil 524 du 29 mars 1966 et aux modifications subséquentes;

6) *Région de Montréal*: cette partie du territoire de la région de Montréal décrite à l'arrêté en conseil 524 du 29 mars 1966 et aux modifications subséquentes, qui comprend l'Île de Montréal, l'Île Jésus et l'Île Bizard;

Pursuant to the Act respecting health services and social services (S.Q. 1971, ch. 48), the Minister of Social Affairs gives notice that he will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of the regulation draft, which copy appears hereinafter.

Those who wish to bring forward comments to this regulation draft must do so in the 90 days following publication of the said draft.

CLAUDE CASTONGUAY,  
Minister of Social Affairs.

Regulation under the act respecting health services and  
social services.

## PART I

## REGIONAL COUNCILS

## DIVISION I

## REGIONAL BOUNDARIES

1.1.1 For the purposes of this regulation the territory of the Province of Québec is divided into 12 regions:

(1) *The Lower St. Lawrence and Gaspé region*: the territory ascribed to the Lower St. Lawrence and Gaspé region by Order in Council No. 524 of March 29, 1966 and subsequent amendments to such Order in Council;

(2) *The Saguenay-Lake St. John region*: the territory ascribed to the Saguenay-Lake St. John region by Order in Council No. 524 of March 29, 1966 and subsequent amendments to such Order in Council;

(3) *The Québec region*: the territory ascribed to the Québec region by Order in Council No. 524 of March 29, 1966 and subsequent amendments to such Order in Council;

(4) *The Trois-Rivières region*: the territory ascribed to the Trois-Rivières region by Order in Council No. 524 of March 29, 1966 and subsequent amendments to such Order in Council;

(5) *The Eastern Townships region*: the territory ascribed to the Eastern Townships region by Order in Council No. 524 of March 29, 1966 and subsequent amendments to such Order in Council;

(6) *The Montreal region*: that part of the territory of the Montreal region described by Order in Council No. 524 of March 29, 1966 and subsequent amendments to such Order in Council, comprising Montreal Island, Île Jésus and l'Île Bizard;

6A) *Région des Laurentides*: cette partie du territoire de la région de Montréal décrite à l'arrêté en conseil 524 du 29 mars 1966 et aux modifications subséquentes, qui comprend les municipalités au nord de la Rivière Outaouais, des Mille-Iles et du Fleuve St-Laurent;

6B) *Région de la Rive-Sud*: cette partie du territoire de la région de Montréal décrite à l'arrêté en conseil 524 du 29 mars 1966 et aux modifications subséquentes, qui comprend les municipalités au sud de la Rivière Outaouais et du Fleuve St-Laurent y compris l'Île Perrot;

7) *Région de l'Outaouais*: le territoire décrit pour la région de l'Outaouais à l'arrêté en conseil 524 du 29 mars 1966 et aux modifications subséquentes;

8) *Région du Nord-Ouest*: le territoire décrit pour la région du Nord-Ouest à l'arrêté en conseil 524 du 29 mars 1966 et aux modifications subséquentes;

9) *Région de la Côte-Nord*: le territoire décrit pour la région de la Côte-Nord à l'arrêté en conseil 524 du 29 mars 1966 et aux modifications subséquentes;

10) *Région du Nouveau-Québec*: tout le territoire du Québec situé au Nord des régions de la Côte-Nord, du Saguenay-Lac St-Jean et du Nord-Ouest.

## SECTION II

## LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

1.2.1 Avant le 1<sup>er</sup> octobre 1972, les maires de chacune des régions du Québec telles que délimitées par le présent règlement doivent faire parvenir au ministre des Affaires sociales les noms de quatre personnes qu'ils ont élus pour devenir membres du conseil régional de la région.

L'élection tenue par les maires en vertu du second alinéa de l'article 21 de la Loi est faite au scrutin majoritaire secret.

1.2.2 Les organismes énumérés aux paragraphes *a* à *f* de l'article 21 de la Loi doivent faire parvenir au ministre avant le 1<sup>er</sup> octobre 1972 les noms des membres qu'ils ont nommés pour devenir membres du conseil régional de la région.

1.2.3 Les maires de chacune des régions ainsi que les organismes énumérés aux paragraphes *b*, *e* et *f* de l'article 21 doivent par la suite faire parvenir au ministre à tous les deux ans les noms des membres qu'ils élisent ou nomment conformément à l'article 21 de la Loi.

Les organismes énumérés aux paragraphes *a*, *c* et *d* de l'article 21 doivent procéder à de nouvelles nominations et faire parvenir au ministre les noms des personnes nommées avant le 1<sup>er</sup> octobre 1973 et à tous les deux ans par la suite.

LR-538

(6A) *The Laurentides region*: that part of the territory of the Montreal region described by Order in Council No. 524 of March 29, 1966 and subsequent amendments to such Order in Council, comprising the municipalities to the north of the River Outaouais, les Mille-Iles and the St. Lawrence River;

(6B) *The South Shore region*: that part of the territory of the Montreal region described by Order in Council No. 524 of March 29, 1966 and subsequent amendments to such Order in Council, comprising the municipalities to the south of the River Outaouais and the St. Lawrence River and including l'Île Perrot;

(7) *The Outaouais region*: the territory ascribed to the Outaouais region by Order in Council No. 524 of March 29, 1966 and subsequent amendments to such Order in Council;

(8) *The North-West region*: the territory ascribed to the North-West region by Order in Council No. 524 of March 29, 1966 and subsequent amendments to such Order in Council;

(9) *The North Shore region*: the territory ascribed to the North Shore region by Order in Council No. 524 of March 29, 1966 and subsequent amendments to such Order in Council;

(10) *The New-Québec region*: the whole of the territory of the Province of Québec situate to the north of the North Shore, Saguenay-Lake St. John and North-West regions.

## DIVISION II

## BOARDS OF DIRECTORS

1.2.1 Before October 1, 1972 the mayors in each region in the Province of Québec established by these regulations shall forward to the Minister of Social Affairs the names of the four persons they have elected to membership of the regional council of such region.

The election held by the mayors under the second paragraph of section 21 of the Act shall be by secret majority ballot.

1.2.2 Before October 1, 1972 the bodies enumerated in subparagraphs *a* to *f* of section 21 of the Act shall forward to the Minister the names of those whom they appoint to membership of the regional council of their region.

1.2.3 Every two years thereafter the mayors in each region and the bodies enumerated in subparagraph *b*, *e* and *f* of section 21 shall forward to the Minister the names of the members whom the elect or appoint pursuant to section 21 of the Act.

Before October 1, 1973 and every two years thereafter the bodies enumerated in subparagraph *a*, *c* and *d* of section 21 must make known to the Minister the names of their new appointees.

1.2.4 Les membres du conseil d'administration d'un conseil régional sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées conformément au tarif et à la procédure fixé par la décision 39966 du 4 décembre 1968 du Conseil du trésor pour l'indemnisation des membres d'organismes analogues.

1.2.4 The members of the board of directors of a regional council shall be reimbursed their expenses for attendance at meetings in accordance with the tariff and procedure established by decision No. 39966 dated December 4, 1968 of the Treasury Board governing like bodies.

SECTION III

EXERCICE DES POUVOIRS

1.3.1 Les articles 2.1.1 et 2.1.2 du présent règlement s'appliquent *mutatis mutandis* aux pouvoirs qu'est habilité à exercer un conseil régional.

1.3.1 Sections 2.1.1 and 2.1.2 of this regulation shall apply *mutatis mutandis* to the enabling powers of a regional council.

SECTION IV

PERSONNEL

1.4.1 Le conseil d'administration d'un conseil régional doit nommer un directeur général avant le 1er janvier 1973.

1.4.1 The board of directors of a regional council shall appoint a general manager before January 1, 1973.

Cette nomination est faite à la suite d'un concours et sur recommandation d'un jury. Les règlements du concours doivent être établis par le conseil d'administration.

Such appointment shall be made following an examination and upon the recommendation of a selection board appointed therefor. The rules governing the examination shall be made by the board of directors.

Le jury est formé de 4 membres nommés par le conseil d'administration et d'une personne déléguée par le ministre.

The selection board shall be composed of four members appointed by the board of directors and a fifth person delegated by the Minister.

Un conseil d'administration doit annoncer tout concours pour la nomination d'un directeur général dans deux journaux publiés dans la région ou le plus près possible de la région, au moins un mois avant la date des séances du jury. Il doit en outre donner avis de la date des séances au ministre au moins un mois à l'avance.

The board of directors shall give notice of any examination to be held for the post of general manager in two newspapers published in the region or the closest possible thereto at least one month before the date of the selection board sittings. It shall also advise the Minister of the date of the sittings at least one month prior thereto.

1.4.2 Le jury transmet au conseil d'administration une liste d'éligibilité indiquant par ordre de préférence les noms des candidats qu'il juge aptes à remplir le poste.

1.4.2 The selection board shall forward an eligibility list to the board of directors containing the names of the candidates it deems qualified to hold such post.

Le conseil d'administration doit nommer le candidat classé au premier rang de la liste d'éligibilité à moins que, pour motifs sérieux, il décide d'écarter cette candidature. Il ne peut alors nommer qu'un autre candidat dont le nom apparaît sur la liste d'éligibilité.

The board of directors shall appoint the candidate whose name ranks first on the eligibility list unless, for well founded reasons, it rejects his candidature. It may, in the latter event, appoint one other candidate whose name appears on the eligibility list.

Si la nomination porte sur une personne autre que celle placée en tête de la liste d'éligibilité, le conseil d'administration doit transmettre par écrit au ministre les motifs de ce choix.

If the appointment should fall to a candidate who is not ranked first on the eligibility list, the board of directors shall inform the Minister of the reasons prompting such selection.

1.4.3 Le délégué du ministre fait partie du jury à part entière et vote sur la confection de la liste d'éligibilité.

1.4.3 The person delegated by the Minister shall enjoy full selection board status and shall vote on selections to the eligibility list.

1.4.4 Le traitement du directeur général est établi sur la base du barème déterminé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil pour les postes de directeur général de centres hospitaliers.

1.4.4 The salary of the general manager shall be determined on the basis of the scale established by regulation of Lieutenant-Governor in Council for the posts of general managers of hospital centres.

1.4.5 Le directeur général est engagé pour une période n'excédant pas trois ans. L'engagement est ensuite renouvelé pour une période identique à la période d'engagement initial à moins d'avis écrit au contraire donné par une partie à l'autre 60 jours avant la fin d'une période d'engagement.

1.4.6 Le conseil d'administration d'un conseil régional, en collaboration avec le directeur général, doit élaborer et soumettre au ministre un plan d'organisation du conseil régional. Les règles et barèmes pour la détermination des effectifs et des conditions de travail du personnel sont ceux adoptés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil pour le personnel des centres hospitaliers.

1.4.7 Le personnel de cadre d'un conseil régional ne reçoit aucune rémunération pour les heures supplémentaires de travail effectuées pour exercer ses fonctions.

1.4.5 The general manager shall be appointed for a period not exceeding 3 years. The appointment shall then be renewed for a like period unless notice to the contrary be given by one party to the other 60 days before the end of the appointment period.

1.4.6 The board of directors of a regional council shall collaborate with the general manager in the drawing up of a plan of organization of the regional council and forward it to the Minister. The rules and standards governing staff, remuneration and conditions of employment shall be those laid down by regulation of the Lieutenant-Governor in Council respecting hospital centres.

1.4.7 The staff members of a regional council shall not be paid for overtime work in the exercise of their duties.

## PARTIE II

### POUVOIRS ET CLASSIFICATION DES ÉTABLISSEMENTS

#### SECTION I

##### POUVOIRS DES CORPORATIONS

2.1.1 Une corporation constituée en vertu de la présente loi a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations au sens du Code civil et peut spécialement, sous réserve des dispositions de la loi, du présent règlement, et de ses lettres patentes:

- a) avoir un sceau et le modifier à volonté;
- b) ester en justice;
- c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute oeuvre ou entreprise dans la poursuite de ses fins;
- d) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;
- e) faire sur son crédit des emprunts de deniers;
- f) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou grever d'une autre charge ses biens meubles pour assurer le remboursement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;
- g) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;
- h) nonobstant le Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents ou futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (S.R.Q. 1964, ch. 275) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

## PART II

### POWERS AND CLASSIFICATION OF ESTABLISHMENTS

#### DIVISION I

##### POWERS OF CORPORATIONS

2.1.1 A corporation constituted under this Act shall have the powers, rights and privileges of corporations within the meaning of the Civil Code and may, subject to the Act, this regulation and its letters patent, in particular:

- (a) have a seal and change it at pleasure;
- (b) sue and be sued;
- (c) acquire, establish, maintain, administer and manage any operation or enterprise for the achievement of its aims;
- (d) bind itself and bind others to it in any legal manner particularly by bill of exchange, promissory note or other negotiable document
- (e) borrow money upon its credit;
- (f) hypothecate or mortgage its immovable property, pledge or otherwise encumber its moveable property, as collateral for loans or in the performance of its obligations;
- (g) issue bonds or other certificates or securities and sell, exchange, mortgage or pledge them;
- (h) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge while retaining possession thereof the moveable or immoveable property, present or future, to secure any debentures or securities issued, to give part only of such guarantee for such purposes, and to constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (R.S.Q. 1964, ch. 275) or any Act which may replace the latter;

i) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

j) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

k) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens, meubles ou immeubles, par tous modes légaux et à tout titre;

l) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, qu'il s'agisse d'immeubles dont la corporation est propriétaire ou d'immeubles dont elle a seulement la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de ses ouvrages et constructions;

m) céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie de ses entreprises et les vendre pour toute considération jugée appropriée;

n) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

o) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

p) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs;

q) établir, modifier et révoquer des règlements concernant la poursuite de ses fins de manière générale.

2.1.2 La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de 7 années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

#### SECTION II

##### CLASSIFICATION DES CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES.

2.2.1 Il n'existe qu'une seule classe de centre locaux de services communautaires.

#### SECTION III

##### CLASSIFICATION DES CENTRES HOSPITALIERS

2.3.1 Sont établies 4 classes de centres hospitaliers selon le niveau et la durée des soins:

a) *Les centres hospitaliers de soins généraux*: Les centres hospitaliers de soins généraux fournissent des services de chirurgie générale limitée, de médecine générale, d'obstétrique à risque limité, de gériatrie, d'anesthésie, de radiologie et certains services de laboratoire et de pharmacie;

b) *Les centres hospitaliers de soins spécialisés*: Les centres hospitaliers de soins spécialisés, en outre des services offerts dans les centres hospitaliers de soins généraux, assurent des services de médecine interne, de

(i) invest its funds in any manner deemed expedient, either in its own name or through trusteeship;

(j) accept any gift, bequest or other endowment;

(k) acquire, possess, manage and alienate any moveable or immovable property by any legal means and by any title deed;

(l) erect, hold, repair, appoint, improve, alter and utilize any construction and works deemed useful in the pursuit of its aims, whether such be immovables owned by the corporation or immovables of which it has enjoyment, and contribute to or assist in any way the construction, appointment and maintenance of its works and constructions;

(m) Cede or otherwise alienate in whole or in part any of its enterprises and sell them for any consideration deemed appropriate;

(n) make with any public authority arrangements conducive to the furtherance of its aims, implement them, and exercise the rights and privileges and discharge the obligations resulting therefrom;

(o) associate itself with any corporation operating enterprises or works related to its own aims;

(p) accomplish any other thing connected or directly associated with the pursuit of its aims and the exercise of its powers;

(q) establish, amend and revoke in general its regulations concerning the pursuit of its aims;

2.1.2 The corporation must, within a reasonable time, dispose of the immovables which has not been used for their own purpose during a consecutive period of 7 years.

#### DIVISION II

##### CLASSIFICATION OF LOCAL COMMUNITY SERVICE CENTRES

2.2.1 There shall be only one class of local community service centre.

#### DIVISION III

##### CLASSIFICATION OF HOSPITAL CENTRES

2.3.1 There shall be 4 classes of hospital centres, classified according to the level and duration of medical care:

(a) *General care hospital centres*: these shall provide limited general surgery services, general medical services, limited risk obstetrics, geriatrics, anaesthesia, X-ray and certain laboratory and pharmacy services;

(b) *Hospital centres for specialized care*: these shall provide, in addition to the services provided by general care hospital, internal medicine, general surgery, pathology and pharmacy services. They may also provide

chirurgie générale, de biologie médicale et de pharmacie. Ils peuvent en outre offrir d'autres services, notamment dans les domaines de la pédiatrie, de l'obstétrique et de la psychiatrie. Si un centre hospitalier de soins spécialisés fait partie de ceux qui sont énumérés dans l'annexe I du présent règlement, il doit offrir des services de médecine sociale et préventive;

*c) Les centres hospitaliers de soins ultraspécialisés:* Les centres hospitaliers de soins ultraspécialisés offrent des services dont la nature nécessite des équipes de professionnels, du matériel et des appareils ultraspécialisés.

Les services offerts peuvent inclure notamment un ou plusieurs des domaines spécialisés suivants: la neurochirurgie, la radiothérapie, la chirurgie cardio-vasculaire et thoracique, la néphrologie ou la génétique.

Si un centre hospitalier de soins ultraspécialisés fait partie de ceux qui sont énumérés dans l'annexe I du présent règlement, il doit offrir des services de médecine sociale et préventive.

*d) Les centres hospitaliers de soins prolongés:*

*1) Pour convalescents:* Les centres hospitaliers de soins prolongés pour convalescents offrent des services de soins médicaux et de réadaptation aux personnes qui ont dû être admises pour traitement actif. La moyenne de séjour dans ces établissements est de moins de 2 mois pour les maladies physiques et moins de 4 mois pour les maladies mentales.

*2) Pour malades à long terme:* Les centres hospitaliers de soins prolongés pour malades à long terme assurent des soins aux personnes qui en ont besoin d'une façon continue pour une période moyenne de plus de 2 mois dans les cas de maladies physiques et pour une période moyenne de plus de 4 mois dans les cas de maladies mentales.

#### SECTION IV

##### CLASSIFICATION DES CENTRES DE SERVICES SOCIAUX

2.4.1 Il n'existe qu'une seule classe de centres de services sociaux.

#### SECTION V

##### CLASSIFICATION DES CENTRES D'ACCUEIL

2.5.1 Sont établies 4 classes de centres d'accueil:

*a) Les centres de garderie:* Les centres de garderie reçoivent des personnes à qui ils offrent pendant une partie de la journée, des soins et un programme d'activités visant à promouvoir leur développement physique, intellectuel et social.

*b) Les centres de transition:* Les centres de transition reçoivent des personnes qui, privées de leur milieu familial habituel, doivent recourir provisoirement à une ressource de protection.

other services, particularly in the field of pediatrics, obstetrics and psychiatry. A hospital centre for specialized care listed in Schedule 1 of this regulation must provide services in social and preventive medicine;

*(c) Hospital centres for highly specialized care:* these shall provide services requiring highly specialized professional teams and advanced technical equipment and apparatus.

Such services may in particular be in one or more of the following specialized fields: neurosurgery, X-ray treatment, cardiovascular and thoracic surgery, nephrology or genetics.

A hospital centre for highly specialized care listed in Schedule 1 of this regulation must provide services in social and preventive medicine;

*(d) Hospital centres for extended care:*

*(1) For convalescent patients:* such hospitals shall provide medical and rehabilitation services to persons admitted for continuous treatment. The average stay in such establishments shall be less than two months for physical illness and less than four months for mental illness;

*(2) For long-term patients:* such hospitals shall provide extended continuous care to persons for an average period of more than two months in the case of physical illness and for an average period of more than four months on the case of mental illness.

#### DIVISION IV

##### CLASSIFICATION OF SOCIAL SERVICE CENTRES

2.4.1 There shall be only one class of social service centre.

#### DIVISION V

##### CLASSIFICATION OF RECEPTION CENTRES

2.5.1 There shall be 4 classes of reception centre:

*(a) Day-care Centres:* Such centres shall admit persons who are provided during part of the day with care and activities for their physical, intellectual and social development.

*(b) Transition Centres:* Such centres shall admit persons deprived of their usual family surroundings who are obliged to seek temporary protective help.

c) *Les centres de réadaptation*: Les centres de réadaptation reçoivent des personnes qui, à cause d'inadaptation majeure sur le plan physique, intellectuel, psychologique ou social, doivent bénéficier de services intensifs de réadaptation ou d'orientation pour une période définie.

d) *Les centres d'hébergement*: Les centres d'hébergement reçoivent des personnes qui, en raison d'une diminution de leur autonomie physique ou psychique, doivent séjourner en résidence protégée.

(c) *Rehabilitation Centres*: Such centres shall admit persons suffering from a major physical, intellectual, psychological or social handicap who require intensive rehabilitation or orientation for a limited period of time.

(d) *Night-care Centres*: Such centres shall admit persons who, because of a lessening in their physical or psychic capacity, are obliged to sojourn in protective residence.

SECTION VI

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE

2.6.1 Un établissement relié par un contrat d'affiliation à une institution d'enseignement conformément à l'article 88 de la Loi doit offrir les services d'enseignement et de recherche prévus par ce contrat quelle que soit la catégorie ou la classe à laquelle il appartient.

PARTIE III

LES BÉNÉFICIAIRES DE SERVICES

SECTION I

LA QUALITÉ DE BÉNÉFICIAIRE DE SERVICES

3.1.1 Toute personne recevant des services de santé ou des services sociaux d'un établissement est considérée comme bénéficiaire de services au sens du présent règlement.

3.1.2 Il est interdit de photographier ou de filmer des personnes se trouvant dans un établissement ou d'enregistrer leur voix sans une autorisation écrite de ces personnes ou de leurs représentants, le cas échéant.

SECTION II

L'ACCÈS AUX SERVICES DISPENSÉS PAR LES CENTRES HOSPITALIERS

§ 1. — *Inscription et admission des bénéficiaires.*

3.2.1.1 Une personne peut être inscrite ou admise dans un centre hospitalier.

Une personne est inscrite dans un centre hospitalier lorsqu'elle requiert ou reçoit des soins ou traitements qui ne nécessitent pas son hébergement.

Une personne est admise dans un centre hospitalier lorsque sa condition nécessite un hébergement et que les deux conditions suivantes sont remplies:

1) une demande d'admission à son sujet est faite par écrit, sur une formule appropriée, par un médecin ou par un chirurgien dentiste; et

DIVISION VI

TEACHING AND RESEARCH ACTIVITIES

2.6.1 An establishment bound by a contract of affiliation to a teaching institution in accordance with section 88 of the Act shall provide the teaching and research services stipulated in such contract in accordance with the category or class to which it belongs.

PART III

SERVICE RECIPIENTS

DIVISION I

DEFINITION OF RECIPIENT

3.1.1. Every person benefiting from the health or social services of an establishment shall be considered a recipient within the meaning of this regulation.

3.1.2 The photographing or filming of any person receiving care in an establishment, or the recording of his voice without written permission from such person or any representative of such person, is prohibited.

DIVISION II

OBTAINMENT OF SERVICES PROVIDED BY HOSPITAL CENTRES

§ 1. — *Registration and admission of recipients*

3.2.1.1 A person may be registered in or admitted to a hospital centre.

A person shall be registered in a hospital centre when he requires or receives care or treatment not necessitating his stay therein.

A person shall be admitted to a hospital centre when his condition necessitates his stay therein and the two following conditions are fulfilled:

(1) an application for his admission is made in writing on the appropriate form by a physician or dental surgeon; and

2) un diagnostic provisoire établi par un médecin ou un chirurgien-dentiste conclut à la nécessité de cette admission.

En cas d'urgence, un centre hospitalier doit toutefois admettre une personne sans que soient satisfaites les deux conditions prévues au présent article.

Un cas d'urgence au sens du présent article comprend une affection due à l'alcoolisme ou autre toxicomanie.

3.2.1.2 Tout médecin ou chirurgien-dentiste peut demander l'admission d'une personne dans un centre hospitalier.

3.2.1.3 Le diagnostic prévu au paragraphe 2 du troisième alinéa de l'article 3.2.1.1 s'établit à la suite d'exams subis en service externe à moins qu'un médecin ou un chirurgien-dentiste affirme par écrit que l'état de la personne nécessite des soins requérant l'admission immédiate dans un centre hospitalier.

3.2.1.4 Le médecin ou le chirurgien-dentiste qui requiert l'admission d'une personne est tenu de donner tous les renseignements pertinents relatifs à l'état de santé de cette personne de même que sur les effets que cet état de santé peut avoir sur les autres malades ou le personnel du centre hospitalier.

3.2.1.5 Un centre hospitalier doit admettre et traiter au moins temporairement toute personne qui nécessite des soins d'urgence.

3.2.1.6 Une personne inscrite ou admise dans un centre hospitalier doit fournir des renseignements relativement à son nom, domicile, résidence, état civil et état de santé ainsi que tout document pertinent relatif à ces objets.

Elle doit en outre se conformer aux règlements du centre hospitalier.

3.2.1.7 Une personne inscrite ou admise dans un centre hospitalier a le droit d'y être traitée par le médecin ou le chirurgien-dentiste de son choix, pourvu que celui-ci soit membre du conseil des médecins et dentistes du centre, accepte de la traiter et agisse dans le cadre des fonctions qui lui sont attribuées.

3.2.1.8 Une personne inscrite ou admise dans un centre hospitalier, ou son représentant, doit signer une formule de consentement aux soins généraux requis et, dans le cas d'une intervention chirurgicale, signer en plus des formules de consentement à cet effet. En l'absence de la signature de telles formules, les soins requis pourront être refusés par le centre hospitalier à moins qu'il s'agisse d'un cas d'urgence.

3.2.1.9 Un centre hospitalier doit prévenir au moins 24 heures avant le moment prévu pour leur admission les personnes pour lesquelles une demande d'admission a été faite.

3.2.1.10 Les lits d'un centre hospitalier sont mis à la disposition des bénéficiaires en fonction de leurs besoins, de l'intensité des soins ou de la gravité des maladies.

(2) a preliminary diagnosis made by a physician or dental surgeon indicates that such admission is necessary.

In cases of emergency however, a hospital centre shall admit a person even if the 2 conditions prescribed by this section are not fulfilled.

A case of emergency within the meaning of this section includes illness due to alcoholism or other drug addiction.

3.2.1.2 Any physician or dental surgeon may request the admission of a person to a hospital centre.

3.2.1.3 The diagnosis provided for in sub-paragraph 2 of the third paragraph of section 3.2.1.1 shall be made following an examination in the out-patient clinic unless a physician or dental surgeon declares in writing that the person's condition necessitates his immediate admission to a hospital centre.

3.2.1.4 The physician or dental surgeon who requests that a person be admitted shall provide all the information pertinent to such person's condition and to the possible effects on other patients and hospital centre personnel.

3.2.1.5 A hospital centre shall admit at least temporarily any person requiring emergency care.

3.2.1.6 A person registered or admitted to a hospital centre shall give his name, temporary and permanent addresses, civil status and medical history as well as any pertinent document relating to such particulars.

He must also comply with all hospital centre regulations.

3.2.1.7 A person registered in or admitted to a hospital centre shall be entitled to treatment therein by the physician or dental surgeon of his choice, provided such physician or dental surgeon be a member of the centre's council of physicians and dentists, agrees to treat him, and acts within the scope of the duties assigned him.

3.2.1.8 A person registered in or admitted to a hospital centre, or such person's representative, must sign a form giving his consent to the general care required, and where an operation is necessary, he must also sign the forms of consent thereto. Should such forms not be signed the required treatment may be refused by the hospital unless it be an emergency case.

3.2.1.9 A hospital centre shall notify all persons for whom a request for admission is made at least 24 hours before the time fixed for admission.

3.2.1.10 The beds in hospital centres shall be at the disposal of recipients in terms of their needs, the degree of care required or the severity of the illness.

Aucun lit ne peut être réservé à un médecin ou un chirurgien dentiste particulier pour les bénéficiaires traités par lui.

§ 2. — *Congés*

3.2.2.1 Le congé d'une personne admise dans un centre hospitalier doit être signé par un médecin ou un chirurgien-dentiste.

3.2.2.2 Une personne admise dans un établissement peut en obtenir un congé temporaire aux conditions établies par écrit par un médecin ou un chirurgien-dentiste.

3.2.2.3 Lorsqu'un médecin ou un chirurgien-dentiste est d'avis qu'une personne soumise à ses soins n'a plus à demeurer au centre hospitalier pour des raisons d'ordre médical, il doit en ordonner la sortie.

3.2.2.4 Au départ du patient, un médecin ou chirurgien-dentiste doit compléter le dossier, indiquer le diagnostic clinique final et y apposer sa signature.

3.2.2.5 Tout patient qui quitte le centre hospitalier sans autorisation doit signer une formule dégageant la responsabilité du centre hospitalier et des médecins ou chirurgiens-dentistes y exerçant leur profession. Le refus du patient de signer une telle formule doit être attesté par un témoin.

§ 3. — *Autorisations*

3.2.3.1 Avant de procéder à quelque anesthésie ou intervention chirurgicale que ce soit, le médecin doit s'assurer que la personne sur laquelle doit être pratiquée l'intervention ou son représentant en a donné l'autorisation par écrit et doit contresigner la formule d'autorisation.

3.2.3.2 Une personne qui désire obtenir un avortement thérapeutique doit en faire la demande par écrit sur une formule prévue à cette fin et l'adresser au comité formé dans le centre hospitalier en vertu de l'article 251 du Code criminel (S.R.C. 1970 ch. C-34).

3.2.3.3 Toute personne désirant se soumettre à une intervention chirurgicale stérilisante doit en faire la demande par écrit sur une formule prévue à cette fin.

§ 4. — *Décès et autopsie*

3.2.4.1 Tout centre hospitalier dans lequel décède une personne doit prendre les mesures pour qu'une déclaration de décès soit dressée au sujet du défunt par un médecin.

3.2.4.2 Un centre hospitalier doit saisir le coroner de tout décès qui paraît suspect.

3.2.4.3 Une autopsie peut être pratiquée sur le cadavre de toute personne décédée dans un centre hospitalier

No bed shall be reserved by any one physician or dental surgeon for his own patients.

§ 2. — *Discharge*

3.2.2.1 The discharge authorization of a person admitted to a hospital centre shall be signed by a physician or dental surgeon.

3.2.2.2 A person admitted to an establishment may obtain a temporary discharge according to the conditions fixed by a physician or dental surgeon in writing.

3.2.2.3 Whenever a physician or dental surgeon is of the opinion that a person under his care no longer need remain in a hospital centre for medical reasons, he shall order his immediate discharge.

3.2.2.4 Upon the patient's discharge, the physician or dental surgeon shall complete the medical record, including therein the final clinical diagnosis, and shall sign the record.

3.2.2.5 Any person who leaves a hospital centre without authorization must sign a form relieving the hospital centre and the physicians and dental surgeons practicing therein from responsibility for such unauthorized departure. The refusal of a patient to sign such form must be certified by a witness.

§ 3. — *Authorizations*

3.2.3.1 Before anaesthesia or any operation whatever, the physician must ensure that the person to be operated on, or his representative, has authorized the operation in writing and the physician must countersign the authorization form.

3.2.3.2 A person desiring a therapeutic abortion must apply in writing using the required form and forward it to the committee formed in hospital centres under section 251 of the Criminal Code (R.S.C. 1970, ch. C-34).

3.2.3.3 Any person desiring sterility surgery must apply in writing using the required form.

§ 4. — *Death and Autopsy*

3.2.4.1 Every hospital centre in which a person dies must ensure that a death certificate for such person is signed by a physician.

3.2.4.2 Any case of death that appears to be due to suspicious circumstances shall be referred to the coroner.

3.2.4.3 With the consent of the lawful representatives, if such there be of the deceased, an autopsy may be

avec le consentement des représentants légaux du défunt le cas échéant.

3.2.4.4 Si un cadavre n'est pas réclamé dans les 24 heures du décès, une autopsie peut être pratiquée, sauf lorsque le cadavre doit être livré conformément à la Loi de l'étude de l'anatomie (S.R.Q. 1964, ch. 250) ou que l'article 20 de la Loi des coroners (L.Q. 1966-67, ch. 19) est susceptible de trouver application.

#### SECTION III

##### L'ACCÈS AUX SERVICES DISPENSÉS PAR LES CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES ET PAR LES CENTRES DE SERVICES SOCIAUX

3.3.1 Une personne peut recevoir des services d'un centre local de services communautaires ou d'un centre de services sociaux dès que son inscription a été acceptée.

3.3.2 Un centre local de services communautaires ou un centre de services sociaux doit accepter l'inscription de toute personne qui en fait la demande et qui:

a) autorise le centre local ou le centre de services sociaux à solliciter et obtenir de tout établissement les renseignements dont celui-ci dispose relativement au requérant;

b) fournit tout renseignement ou document exigé par le centre local ou le centre de services sociaux relativement à son âge, son statut civil, son état de santé et à l'objet de sa demande de services.

3.3.3 Un groupe de personnes peut recevoir des services d'un centre local de services communautaires sans que chacun des membres du groupe s'y inscrive.

3.3.4 Le conseil d'administration d'un centre local de services communautaires adopte des règlements déterminant les conditions que doivent satisfaire les groupes de personnes pour avoir accès aux services dispensés par le centre.

Tels règlements entrent en vigueur sur approbation par le ministre.

3.3.5 En cas d'urgence, un centre local ou un centre de services sociaux doit fournir des services à toute personne qui s'y présente.

#### SECTION IV

##### L'ACCÈS AUX SERVICES DISPENSÉS PAR LES CENTRES D'ACCUEIL

3.4.1 La présente section ne s'applique pas aux centres d'accueil qui fonctionnent sans avoir recours à des sommes d'argent provenant du fonds consolidé du revenu.

3.4.2 Toute personne désirant bénéficier des services d'un centre d'accueil doit y remplir une fiche d'inscription et fournir les renseignements suivants:

a) son nom, âge et date de naissance;

performed on the body of any person who dies in a hospital centre.

3.2.4.4 If a body is not claimed within 24 hours after death an autopsy may be performed, unless the body is to be delivered pursuant to the Study of Anatomy Act (R.S.Q. 1964, ch. 250) or when section 20 of the Coroners Act (S.Q. 1966-67, ch. 19) may be applied.

#### DIVISION III

##### OBTAINMENT OF SERVICES PROVIDED BY LOCAL COMMUNITY SERVICE CENTRES AND BY SOCIAL SERVICE CENTRES

3.3.1 A person is entitled to obtain services from a local community service centre or a social service centre as soon as his registration is accepted.

3.3.2 A local community service centre or a social service centre must accept the registration of any person applying therefor and who:

(a) authorizes the local centre or the social service centre to request and obtain from any establishment information it may have concerning the applicant;

(b) furnishes any information or document required by the local centre or the social service centre relating to his age, civil status, state of health and purpose of his application for services.

3.3.3 A group is entitled to obtain services from a local community service centre (without the requirement that each member of the group be registered thereat.

3.3.4 The board of directors of a local community service centre shall make regulations determining the conditions which groups of persons must fulfil in order to obtain services provided by the centre.

Such regulations shall come into force upon the approval of the Minister.

3.3.5 In cases of emergency, a local centre or social service centre shall furnish services to any person requiring such services.

#### DIVISION IV

##### OBTAINMENT OF SERVICES PROVIDED BY RECEPTION CENTRES

3.4.1 This division does not apply to reception centres operating without recourse to moneys available from the consolidated revenue fund.

3.4.2 Any person who wishes to make use of reception centre services shall fill in a registration card and furnish the following information:

(a) his name, age and date of birth;

b) son numéro d'assurance-maladie;

c) son état de santé général et les problèmes relatifs à cet état de santé.

S'il s'agit d'un bénéficiaire âgé de moins de 18 ans, la fiche d'inscription doit être remplie par les parents ou par la personne qui en a la garde juridique. La fiche doit indiquer en tel cas le nom et l'adresse des parents ou des gardiens, leur numéro de téléphone à la maison et au travail ainsi que le nom et l'adresse de toute personne autorisée à venir conduire ou chercher l'enfant au centre d'accueil.

3.4.3 Le conseil d'administration d'un centre d'accueil peut adopter des règlements déterminant les critères d'admission dans le centre. Ces règlements peuvent porter notamment sur l'âge des personnes admises, leur sexe ou leur état de santé.

Tels règlements entrent en vigueur sur approbation par le ministre.

3.4.4 Un centre d'accueil n'est pas tenu d'admettre une personne qui ne satisfait pas aux critères d'admission établis par règlement adopté en vertu de l'article 3.4.3.

Il doit toutefois traiter et admettre au moins temporairement toute personne en cas d'urgence.

3.4.5 Lorsque le bénéficiaire est âgé de moins de 18 ans, le centre d'accueil doit prendre les mesures pour que soit consigné à son dossier un rapport médical indiquant:

a) l'état de santé de l'enfant;

b) l'appréciation de son développement psychomoteur pour son âge;

c) les immunisations reçues ou à recevoir;

d) l'absence de maladie contagieuse ou de contact récent avec une personne atteinte de maladie contagieuse.

3.4.6 Un centre d'accueil autre qu'un centre de garde-rie ou de transition ne peut accepter l'inscription d'une personne que sur requête écrite à cet effet provenant d'un centre de services sociaux avec lequel a été conclu un contrat de services.

3.4.7 Un centre de services sociaux n'adresse une requête à un centre de réadaptation ou d'hébergement que lorsque:

a) un professionnel a posé un diagnostic par écrit au sujet d'une personne et a conclu qu'elle devait être accueillie dans un centre d'accueil; ou

b) un jugement ou une ordonnance de la Cour du bien-être social prescrit la garde pour fins de surveillance ou de réadaptation dans un centre d'accueil.

3.4.8 Lorsqu'un centre de services sociaux voit à l'exécution d'un jugement ou d'une ordonnance de la Cour du bien-être social, il doit transmettre à celle-ci un rapport à cet effet.

3.4.9 Un centre de services sociaux doit tenir un registre où sont consignés des renseignements sur chaque personne qu'il dirige dans un centre d'accueil, de

(b) his health insurance number;

(c) his general state of health and any problems arising therefrom.

If the recipient is less than 18 years old his registration card must be filled in by his parents or his legal guardian. In such cases the card shall include the name and address of the parents or guardians, their home and business telephone numbers, and also the name and address of any person authorized to take the child to or from the reception centre.

3.4.3 The board of directors of a reception centre may make regulations determining admission requirements to the centre. These regulations may, in particular, concern the age, sex or state of health of the persons admitted.

Such regulations shall come into force upon the approval of the Minister.

3.4.4 A reception centre is not obliged to admit a person who does not fulfil the admission requirements established by the regulation made under section 3.4.3.

In cases of emergency, however, it shall admit and treat any person, if only on a temporary basis.

3.4.5 If the recipient is less than 18 years old the reception centre shall ensure that a complete medical report is filed with his record, stating:

(a) the person's state of health;

(b) an evaluation of the extent of his psychomotor development for his age;

(c) past and future immunizations;

(d) the absence of a contagious disease or of recent contact with someone suffering from a contagious disease.

3.4.6 A reception centre other than a day-care or transition centre may only accept the registration of a person upon for his admission from a social service centre with which it has entered into a contract for services.

3.4.7 A social service centre shall only forward an application to a rehabilitation or night-care centre when:

(a) a professional has prepared a written diagnosis of a person concluding that a person should be admitted to a reception centre; or

(b) a judgment or order by the Social Welfare Court prescribes confinement in a reception centre for observation and rehabilitation purposes.

3.4.8 If a social service centre is changed with the enforcement of a judgment or order of the Social Welfare Court, it shall send such court a report to that end.

3.4.9 A social service centre shall keep a record containing information on every person whom it refers to a rehabilitation or night-care centre. This information

réadaptation ou d'hébergement. Ces renseignements indiquent notamment le nom, prénom et adresse de la personne, la date et la raison de la requête et le centre où elle est accueillie.

3.4.10 Un centre d'accueil, de réadaptation ou d'hébergement peut recommander à un centre de services sociaux de requérir le transfert d'une personne à un autre centre d'accueil. Avis du transfert doit être adressé aux proches parents de la personne transférée et au tribunal qui a ordonné l'accueil, le cas échéant.

3.4.11 Une personne admise dans un centre d'accueil de réadaptation ou d'hébergement peut en recevoir son congé sur certificat signé par un professionnel à l'effet qu'il n'est plus nécessaire que cette personne soit admise dans un centre d'accueil.

Lorsqu'une personne se trouve dans un centre d'accueil à la suite de l'ordre d'un tribunal, le centre d'accueil doit faire parvenir copie du certificat mentionné au présent article au tribunal concerné.

Le présent article ne s'applique toutefois pas aux personnes se trouvant dans un centre d'accueil conformément à la Loi sur la santé mentale (1972, chapitre inscrire ici le numéro de chapitre du Bill 8).

shall include in particular the surname, Christian name and address of the person, the date, and the reason for the application and the centre to which he has been admitted.

3.4.10 A rehabilitation or night-care reception centre may recommend to a social service centre that it apply for a patient's transfer to another reception centre. Notice of the transfer shall be sent to the transferred person's next of kin and, where applicable to the court that ordered the reception.

3.4.11 A person admitted to a rehabilitation or night-care reception centre may be discharged upon the signing of a certificate by a professional stating that such person has no further need of care in the reception centre.

If a person is in a reception centre by order of a court, the reception centre shall forward to such court a copy of the certificate referred to in this section.

This section does not apply, however, to persons staying in reception centres in accordance with Mental Health Act (1972, insert the chapter number of Bill 8).

## SECTION V

## DOSSIERS DES BÉNÉFICIAIRES

3.5.1 Un établissement tient un dossier individuel sur chacune des personnes qui y requiert ou obtient des services.

Ce dossier comprend l'identification de la personne, son adresse, son état civil et l'identification de deux proches parents en outre des autres éléments prescrits par le présent règlement.

3.5.2. Sauf en cas d'urgence, le dossier tenu par un centre hospitalier comprend, le cas échéant:

a) l'observation médicale, l'examen physique et, s'il y a lieu, l'examen dentaire;

b) les ordonnances;

c) les notes d'évolution rédigées par le personnel professionnel;

d) le rapport sur la capacité de la personne d'administrer ses biens si tel rapport est exigé en vertu de la Loi sur la santé mentale (1972, chapitre inscrire ici le numéro de chapitre du Bill 8);

e) les demandes et rapports de consultation;

f) les demandes et rapports de traitements;

g) les rapports d'examens diagnostiques et notamment le diagnostique préopératoire du chirurgien devant effectuer une opération, la nature de l'opération projetée et les motifs qui justifient l'intervention;

h) les formules d'autorisations légales;

i) le protocole d'anesthésie;

## DIVISION V

## RECORDS ON RECIPIENTS OF SERVICES

3.5.1 An establishment shall keep an individual record on each person who requests or obtains services.

Such file shall contain, in addition to the other information prescribed by these regulations, the person's identification, his address, civil status, and the identification of his two next of kin.

3.5.2 Except in cases of emergency, the record to be kept by a hospital centre shall contain, where applicable:

(a) the physician's observations, the findings of the physical examination and, where applicable, those of the dental examination;

(b) the prescribed treatment;

(c) the follow-up observations made by the professional staff;

(d) a report on the capacity of the person to administer his property if such report is required pursuant to the Mental Health Act (1972, insert here the Chapter Number of Bill 8);

(e) consultation requests and reports;

(f) treatment requests and reports;

(g) diagnostic reports and in particular the surgeon's preliminary diagnosis before commencing an operation, the nature of the proposed operation and the reasons justifying the operation;

(h) forms of legal authorization;

(i) the anaesthetist's report;

j) le protocole opératoire, dans les 24 heures de toute opération, et un rapport rédigé par le chirurgien ayant effectué l'opération indiquant les constatations, les techniques opératoires utilisées et la description des pièces prélevées;

k) les rapports d'anatomo-pathologie;

l) les rapports d'infection;

m) un rapport sur tout cas d'accident survenu dans l'établissement;

n) le rapport d'autopsie;

o) une copie du certificat de décès;

p) la feuille sommaire;

q) un résumé du dossier.

3.5.3 Le dossier tenu par un centre de services sociaux, un centre d'accueil ou un centre local de services communautaires comprend, le cas échéant:

a) l'histoire du cas;

b) les constatations de l'examen médical ou psycho-social;

c) les rapports d'examen diagnostiques;

d) la nature de la demande de services;

e) les ordonnances;

f) les notes d'évolution rédigées par le personnel professionnel;

g) les demandes et rapports de consultation;

h) les rapports d'évaluation des ressources utilisées;

i) les formules d'autorisations légales;

j) les formules de référence;

k) les comptes rendus sur l'administration des biens;

l) un rapport sur tout accident survenu dans l'établissement.

3.5.4 Il n'est pas nécessaire de faire mention au dossier d'une personne, tenu en vertu de l'article 3.5.3 des communications d'information générale; doit toutefois être consignée toute consultation, même téléphonique, ayant une signification pour l'évolution de l'état physique, mental ou social d'une personne ou pour la réalisation d'un programme de traitements ou de services.

3.5.5 Chaque prestation de services fournis à un bénéficiaire dans un établissement est consignée par ordre chronologique sur une feuille indiquant la nature du service, le nom du professionnel qui l'a rendu, l'indication, le cas échéant, de la nécessité d'une relance et de la date où elle devrait être faite et enfin, une référence, s'il y a lieu, aux pièces du dossier contenant les observations du personnel traitant, le diagnostic médical ou psycho-social ou tout autre renseignement relatif à cette prestation de services.

3.5.6 Lorsqu'une personne est transférée d'un établissement à un autre, l'établissement où elle avait été admise ou inscrite en premier lieu fait parvenir au second un résumé du dossier dans les 72 heures.

3.5.7 Tout dossier constitué en vertu des articles 3.5.1 à 3.5.3 du présent règlement doit être conservé par l'éta-

(j) the operation report, made within 24 hours of any operation, and a report made out by the surgeon who performed the operation stating the findings, the operating techniques employed and the description of any parts removed;

(k) the pathologist's report;

(l) an infection report;

(m) a report of any accident occurring in the establishment;

(n) an autopsy report;

(o) a copy of a death certificate;

(p) the summary report form;

(q) a resumé of the case

3.5.3 The record to be kept by a social service centre, reception centre, or local community service centre, shall contain, where applicable:

(a) the case history;

(b) the findings of the medical or psycho-social examination;

(c) the reports of diagnostic examinations;

(d) the nature of the request for services;

(e) the prescribed treatment;

(f) the follow-up observations made by the professional staff;

(g) consultation requests and reports;

(h) evaluation reports of treatment administered;

(i) forms of legal authorization;

(j) reference forms;

(k) reports on the administration of property;

(l) a report of any accident occurring in the establishment.

3.5.4 The record of any person kept pursuant to section 3.5.3 need not include mention of general information given on the person's condition; it must, however, record all consultations, including those given by telephone, which have a bearing on the follow-up of the physical, mental or social condition of the person, or for the carrying out of a programme of treatment or services.

3.5.5 Each service benefit furnished a recipient in an establishment is to be recorded in chronological order on a form stating the nature of the service, the name of the attending professional, whether the service should be repeated and on what date, and finally, a reference to any documents in the record containing observations of the attending staff, the medical or psycho-social diagnosis, or any other information related to such service benefit.

3.5.6 When a person is transferred from one establishment to another, the establishment to which the person was first admitted, or in which he was first registered, shall deliver a resumé of his record to the second within 72 hours.

3.5.7 All records made pursuant to sections 3.5.1 to 3.5.3 of this regulation must be kept by the establish-

blissement qui l'a constitué dans un lieu déterminé par le conseil d'administration pendant une période d'au moins 5 années à compter de la date de la dernière mention faite au dossier.

Il peut être détruit après l'expiration de cette période; toutefois, un résumé doit en être conservé pour une période supplémentaire de 5 ans.

3.5.8 Le conseil d'administration d'un centre hospitalier peut permettre la destruction des clichés radiologiques ainsi que des tracés d'électrocardiographie ou d'électroencéphalographie après deux ans dans les cas où ces documents ne révèlent aucune pathologie. S'ils révèlent une pathologie, ces clichés doivent être conservés suivant l'article 3.5.7 comme s'ils faisaient partie du dossier d'une personne.

3.5.9 Aucune pièce d'un dossier ne peut être retirée d'un dossier sauf sur ordre à cet effet d'une cour de justice compétente.

## SECTION VI

## LES ORDONNANCES

3.6.1 Une ordonnance prescrite à une personne admise ou inscrite dans un établissement doit être faite par écrit, datée et signée par un médecin ou un chirurgien-dentiste sur une feuille d'ordonnance et doit faire partie du dossier de la personne.

3.6.2 Un établissement ne peut fournir que des médicaments apparaissant à la liste des médicaments approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 3a de la Loi de l'assurance-maladie (1970, ch. 37, mod. par L.Q. 1971, ch. 47).

3.6.3 En cas d'urgence, des médicaments peuvent être prescrits par téléphone. Telle ordonnance doit être dictée à un professionnel qui exerce ses fonctions dans le centre hospitalier et ce dernier doit en faire mention au dossier en indiquant le nom du médecin ou chirurgien-dentiste qui l'a prescrite, la date et l'heure de l'appel et apposer sa propre signature. Le médecin ou chirurgien-dentiste doit contresigner cette ordonnance dans les 24 heures suivantes.

3.6.4 Une ordonnance est valide pour 7 jours à moins qu'une autre période de validité ait été fixée par le médecin ou chirurgien-dentiste qui l'a émise. Tout renouvellement doit prendre la forme d'une nouvelle ordonnance.

La règle édictée par le présent article souffre toutefois exception dans les cas de malades à long terme pour lesquels les ordonnances sont valides pour un mois à moins d'indication contraire du médecin.

3.6.5 Le conseil des médecins et dentistes d'un centre hospitalier doit établir une durée de validité plus courte pour les ordonnances portant sur des stupéfiants, des anticoagulants, des antibiotiques ou tout autre médicament dont il juge opportun de limiter la durée d'administration.

ment which opened them in a place decided upon by the board of directors for a period of not less than 5 years, starting from the date of the last entry made in the file.

The record may be destroyed after the expiration of such period; however, a resumé must be kept for an additional 5 year period.

3.5.8 The board of directors of a hospital centre may permit X-ray negatives and electrocardiographs or electroencephalographs to be destroyed after 2 years in those cases where no defect is revealed. Where a defect is revealed, however, such negatives or graphs must be kept in accordance with the provisions of section 3.5.7 as though they were part of a person's record.

3.5.9 No document may be extracted from the record except upon the express order of a competent court of justice.

## DIVISION VI

## PRESCRIPTIONS

3.6.1 A prescription authorized for a person admitted to or registered in an establishment must be made in writing and must be dated and signed by a physician or dental surgeon on a prescription form and must become part of the person's record.

3.6.2 An establishment shall provide only those medications appearing in the list of medications approved by the Lieutenant-Governor in Council under paragraph 3a of the Health Insurance Act (1970, ch. 37, am. by S.Q. 1971, ch. 47).

3.6.3 In cases if emergency, medications may be prescribed by telephone. Such prescriptions must be dictated to a professional of the staff of the hospital centre and the latter must make an entry in the record stating the name of the prescribing physician or dental surgeon, the date and time of the telephone call, and must append his own signature. The physician or dental surgeon must countersign such prescription within the following 24 hours.

3.6.4 A prescription is valid for 7 days unless another validity period is fixed by the prescribing physician or dental surgeon. Any renewal must take the form of a new prescription.

The rule prescribed by this section is, however, subject to exception in cases of the chronically ill for whom prescriptions shall be valid for one month unless the physician indicates otherwise.

3.6.5 The council of physicians and dentists of a hospital centre shall establish a shorter validity period for those prescriptions involving drugs, anticoagulants, antibiotics or other medications whose validly period it deems expedient to limit.

3.6.6 Le comité exécutif du conseil des médecins et dentistes d'un centre hospitalier est habilité à interdire la prescription de tout médicament, drogue ou traitement qu'il juge préjudiciable à une personne.

3.6.6 The executive committee of the council of physicians and dentists of a hospital centre is empowered to prohibit the prescription of any medication, drug or treatment which it deems to be prejudicial to a person.

SECTION VII

DIVISION VII

LES VISITES

VISITS

3.7.1 Le conseil d'administration d'un établissement où sont hébergées des personnes pour plus de 24 heures en moyenne doit adopter des règlements relativement aux visites que peuvent recevoir les personnes ainsi hébergées.

3.7.1 The set of directors of an establishment in which persons are confined for more than 24 hours on an average must make regulations in respect of visits to such persons.

3.7.2 Ces règlements déterminent les jours et heures où les visites sont autorisées, le nombre de visiteurs admissibles, les lieux où peuvent se rencontrer les visiteurs et les personnes visitées, la durée de chaque visite.

3.7.2 These regulations shall fix the visiting days and hours, the admissible number of visitors, the places in which visiting is allowed, and the duration of each visit.

3.7.3 Les règlements sur les visites doivent tenir compte de la nature des soins ou services prodigués aux personnes hébergées et favoriser le déroulement normal des programmes de soins ou services.

3.7.3 The regulations on visiting must take into consideration the nature of the care or services given confined persons and must not conflict with the normal carrying on of health or services programmes.

3.7.4 Les règlements doivent prévoir qu'un enfant hébergé peut recevoir régulièrement et au moins une fois la semaine la visite de ses parents ou tuteur.

3.7.4 The regulations must prescribe that a confined child may be visited at least once a week by his parents or guardian.

3.7.5 Nonobstant l'article 3.7.4, le conseil d'administration peut suspendre toute visite dans les cas où la santé ou la sécurité des personnes hébergées ou des visiteurs pourrait être affectée.

3.7.5 Notwithstanding section 3.7.4, the board of directors may suspend any visit in cases where the health or security of confined persons or of their visitors may be jeopardized.

PARTIE IV

PART IV

L'ADMINISTRATION

ADMINISTRATION

SECTION I

DIVISION I

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

THE BOARD OF DIRECTORS

§ 1. — *Devoirs généraux*

§ 1. — *General Duties*

4.1.1.1 Le conseil d'administration d'un établissement doit adopter tout règlement nécessaire pour remplir les fonctions qui lui sont attribuées par la loi et pour exercer les pouvoirs de l'établissement. Tels règlements doivent notamment avoir pour objet:

4.1.1.1 The board of directors of an establishment, in fulfilment of their responsibilities under the Act, shall make any regulations necessary for carrying on the administration of the establishment. Such regulations must in particular have the following objectives:

a) la nomination du directeur général conformément à l'article 4.2.1 et la désignation d'un remplaçant en cas d'absence ou d'incapacité de celui-ci;

(a) the appointment of the general manager in accordance with section 4.2.1 and the designation of a replacement in case of his absence or incapacity;

b) la responsabilité du conseil d'administration sur l'ensemble des activités de l'établissement, sur le respect des conditions de délivrance des permis ainsi que sur l'application des lois et des règlements;

(b) the responsibility of the board of directors in the overseeing of all the activities in general of the establishment, in ensuring that the permit conditions are honoured, and in the application of the rules and the regulations;

c) la nomination du personnel de cadre conformément au plan d'organisation approuvé par le ministre;

(c) the appointment of staff in accordance with the organization plan approved by the Minister;

d) l'acceptation du budget qui doit être soumis par l'établissement et sa mise en application une fois qu'il a été approuvé par le ministre, la mise en place d'un contrôle interne adéquat de l'utilisation des ressources et l'adoption de mesures appropriées pour remédier aux problèmes révélés par les rapports périodiques du directeur général;

e) l'approbation de toute demande ou projet soumis pour le bénéfice de l'établissement au ministre, au conseil régional, ou à tout organisme extérieur et dont l'effet serait de modifier l'orientation, la nature ou l'envergure des activités de l'établissement ou encore d'augmenter ou de réduire significativement l'importance des ressources dont il dispose;

f) de conclure des contrats de services par lequel des services d'un autre établissement peuvent être mis à la disposition des personnes admises ou inscrites dans l'établissement.

Copie des règlements adoptés en vertu du présent article est adressée au ministre sur demande.

4.1.1.2 Le conseil d'administration doit adopter des règlements relatifs à sa procédure interne, à la fréquence de ses réunions, à l'élection et aux fonctions respectives de ses officiers, au quorum exigé, à ses procédures de délibération et de vote à la constitution de comités permanents ou spéciaux en son sein à la conservation de ses archives et à la préparation des procès-verbaux de ses réunions et de celles de ses comités.

4.1.1.3 Il est du devoir du conseil d'administration d'un établissement de prendre connaissance de tout rapport financier relatif à l'établissement, des rapports du vérificateur, du rapport annuel de l'établissement, des directives du ministère des affaires sociales et de tout rapport du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec ou du Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

4.1.1.4 Dans les six mois de son entrée en fonctions en vertu de la loi, le conseil d'administration d'un établissement doit soumettre au ministre un plan d'organisation de l'établissement, conformément à la loi et au présent règlement.

Lorsqu'un plan d'organisation existe déjà pour l'établissement, il peut être soumis avec les modifications rendues nécessaires par la loi ou les règlements.

4.1.1.5 Le plan d'organisation est préparé par le directeur général et transmis au conseil d'administration pour approbation.

Le plan d'organisation décrit les structures administratives de l'établissement, les fonctions du directeur général conformément à la loi ainsi que toute autre fonction jugée utile ou prévue à la loi ou aux règlements.

4.1.1.6 Le conseil d'administration approuve ou modifie le plan d'organisation et le transmet au ministre

(d) the passing of a budget which must be submitted by the establishment to the Minister and its implementation upon the Minister's approval, the setting up of an adequate system of supervisory control over its resources, and the adoption of appropriate measures to resolve any problems revealed in the periodic reports of the general manager;

(e) the approval of any request or suggestion for submission on behalf of the establishment to the Minister, the regional council, or to any outside organization and whose effect would be to change the orientation, the nature or the scope of the establishment's activities, or to significantly increase or reduce the extent of the resources at its disposal;

(f) to make service contracts whereby the services of another establishment are placed at the disposal of persons admitted to or registered in the department.

A copy of any regulations which have been made under this section shall be sent to the Minister upon request.

4.1.1.2 The board of directors must make regulations in respect of its internal procedures, the frequency of its meetings, the election and functions of each of its officers, how many constitute a quorum, procedural rules at meetings and for voting, the constitution of its standing or special committees, the keeping of its records, and the drawing up of the minutes of meetings and of those of its committees.

4.1.1.3 It is the duty of the board of directors of an establishment to give careful study to all financial reports respecting the establishment, to the auditor's reports, the annual report, the directives of the Minister of Social Affairs, and to all reports of The College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec and of The College of Dental Surgeons of the Province of Québec.

4.1.1.4 The board of directors of an establishment must, within six months of taking over its duties under the Act submit to the Minister an organization plan of the establishment in conformity with the Act and these regulations.

Where such a plan already exists it may be submitted together with any modifications rendered necessary by the Act or the regulation.

4.1.1.5 The organization plan is prepared by the general manager and transmitted to the board of directors for approval.

The organization plan shall define the administrative structures of the establishment, the functions of the general manager under the Act, and any other function deemed useful or that is prescribed by the Act or the regulation.

4.1.1.6 The board of directors shall approve or modify the organization plan and transmit it to the Minister

dans les 30 jours de la date où il lui est soumis par le directeur général.

Tel plan est considéré comme approuvé par le ministre à moins d'avis contraire de sa part dans les 60 jours du dépôt.

Dès qu'un plan d'organisation est approuvé par le ministre le conseil d'administration prend les mesures pour le mettre en application.

4.1.1.7 À défaut par le conseil d'administration de soumettre au ministre un plan d'organisation dans les délais prévus à la présente loi, le ministre peut établir d'office le plan d'organisation d'un établissement et le communiquer au conseil d'administration.

À défaut par le conseil d'administration de mettre en application le plan d'organisation approuvé ou établi par le ministre, ce dernier peut suspendre le permis de l'établissement et en assumer l'administration provisoire conformément aux articles 120 et suivants de la Loi.

4.1.1.8 Un conseil d'administration peut modifier en tout ou en partie le plan soumis conformément à l'article 4.1.1.4. Les modifications doivent être soumises au ministre et sont considérées comme approuvées par celui-ci à moins d'avis contraire de sa part dans les 60 jours du dépôt.

## § 2. — Vérification des états financiers.

4.1.2.1 Le conseil d'administration d'un établissement doit nommer, au moins six mois avant la fin de chaque exercice financier, un vérificateur de ses états financiers. Ce vérificateur doit être membre en règle de l'Institut des comptables agréés du Québec.

Le ministre peut désigner d'office un vérificateur pour tout établissement qui néglige de le faire dans les délais prévus pour la présentation du rapport annuel.

4.1.2.2 Le conseil d'administration d'un établissement doit constituer un comité de vérification formé de trois de ses membres choisis en dehors du personnel de l'établissement.

Le quorum du comité est fixé à deux membres. Les séances du comité se déroulent à huis clos mais le comité peut convoquer à ses séances toute personne susceptible de lui fournir une aide ou des informations y compris des membres du personnel de l'établissement.

4.1.2.3 Le ministre peut désigner par écrit un représentant qui a droit d'assister à toutes les réunions du comité de vérification.

4.1.2.4 Le vérificateur nommé par le conseil d'administration d'un établissement ou par le ministre doit, dans les 60 jours de la clôture de l'année financière d'un établissement, adresser au comité de vérification son rapport de vérification sur les états financiers de l'établissement à la clôture de ladite année financière, conformément à l'annexe II.

within 30 days from the date on which it was submitted to them by the general manager.

Such plan shall be considered to have been approved by the Minister if no notification to the contrary has been received from him within 60 days of its submission.

Immediately upon the approval by the Minister of the organization plan the board of directors shall take measures to implement it.

4.1.1.7 Upon failure by the board of directors to submit an organization plan within the time prescribed by this Act, the Minister may *ex officio* establish the organization plan of such establishment and communicate it to the board of directors.

Upon failure by the board of directors to implement the organization plan approved or established by the Minister, the latter may suspend the establishment's permit and assume provisional administration of the establishment under sections 120 to 128 of the Act.

4.1.1.8 A board of directors may modify, in whole or in part, the plan submitted under section 4.1.1.4. The modifications must be submitted to the Minister and shall be considered to have been approved by the Minister if no notification to the contrary has been received from him within 60 days of its submission.

## § 2. — Audit of the books

4.1.2.1 The board of directors of an establishment must, within the 6 months preceding the end of each fiscal year, appoint an auditor to examine its books. Such auditor must be a member in good standing of the Corporation of Chartered Accountants of Québec.

The Minister may *ex officio* designate an auditor for any establishment which has neglected to do so within the time prescribed for the presentation of the annual report.

4.1.2.2 The board of directors of an establishment must constitute an audit committee formed by three of its members who are not on the staff of the establishment.

The quorum of such committee shall be two members. The committee sittings shall be held in camera but the committee may summon any person to a meeting from whom it seeks assistance or information, including staff members of the establishment.

4.1.2.3 The Minister may give written authorization to a person to represent him at any or all of the meetings of an audit committee.

4.1.2.4 The Auditor appointed by the board of directors of an establishment or by the Minister must, within 60 days of the closure of an establishment's fiscal year, present his auditor's report for the end of the said fiscal year to the audit committee in accordance with Schedule II.

Le rapport d'un vérificateur doit faire mention de toute irrégularité, lacune ou omission constatée dans les opérations financières de l'établissement ou dans le système de tenue de livres ou de contrôle interne et de toute réserve ou recommandation qui s'impose à ce sujet.

4.1.2.5 Le comité de vérification exerce les fonctions suivantes au nom du conseil d'administration:

a) il reçoit toute communication du vérificateur et lui vient en aide relativement à l'exécution de son mandat;

b) il reçoit tout rapport du vérificateur, le discute avec lui et le transmet au conseil d'administration avec ses commentaires et ses recommandations.

4.1.2.6 Lorsque le rapport d'un vérificateur est soumis au conseil d'administration, celui-ci accepte ou refuse le rapport par résolution. Il doit ensuite considérer chacune des recommandations ou réserves exprimées par le vérificateur et prendre les mesures correctives qui s'imposent le cas échéant.

4.1.2.7 Le conseil d'administration transmet intégralement au ministre tout rapport du vérificateur ainsi qu'une indication des mesures correctives qu'il entend prendre relativement aux recommandations exprimées dans le rapport.

Le rapport de vérification annuel doit être transmis au ministre dans les 3 mois de la fin de l'année financière de l'établissement avec l'indication qu'il a été accepté ou refusé par le conseil d'administration.

4.1.2.8 Un vérificateur doit adresser directement au ministre une copie de son rapport de vérification lorsque le conseil d'administration n'a pas transmis ce rapport au ministre dans les 3 mois de la fin de l'année financière de l'établissement.

## SECTION II

### LE DIRECTEUR GÉNÉRAL: NOMINATION ET FONCTIONS

4.2.1 Dans les 3 mois de son entrée en fonction à la suite de la mise en vigueur de la loi, le conseil d'administration d'un établissement public doit pourvoir à la nomination d'un directeur général sous réserve des dispositions prévues à l'article 4.2.6.

Cette nomination est faite à la suite d'un concours et sur recommandation d'un jury. Les règlements du concours doivent être établis par le conseil d'administration.

Le jury est formé de trois personnes nommées par le conseil d'administration, d'une personne déléguée par le ministre et d'une cinquième personne désignée par le conseil régional de la région dans laquelle se trouve l'établissement.

The auditor's report must indicate any irregularities, missing documents or omissions found in the establishment's financial operations, its book-keeping system or in its internal control, and of any qualification or recommendation which follows from such audit.

4.1.2.5 The audit committee shall perform the following functions in behalf of the board of directors:

(a) it shall be the recipient of any communication from the auditor and shall render him any assistance he requires in the performance of his duties;

(b) it shall be the recipient of any report from the auditor and shall discuss it with him and shall transmit it to the board of directors together with any remarks or recommendations it desires to make.

4.1.2.6 The board of directors, upon submission of the auditor's report, shall accept or reject it by resolution. It must then consider each recommendation or qualification made by the auditor and take corrective measures where necessary.

4.1.2.7 The board of directors shall transmit all auditor's reports intact to the Minister, including therewith any statement of corrective measures it proposes to take in respect of the report's recommendations.

The annual audit report must be transmitted to the Minister within 3 months following the end of the establishment's fiscal year together with a statement of whether it has been accepted or rejected by the board of directors.

4.1.2.8 An auditor must send directly to the Minister a copy of his audit report when the board of directors has failed to transmit such report to the Minister within the 3 months following the end of the establishment's fiscal year.

## DIVISION II

### THE GENERAL MANAGER: APPOINTMENT AND FUNCTIONS

4.2.1 The board of directors of a public establishment must, within 3 months of their taking office following upon the coming into effect of the Act, provide for the appointment of a general manager subject to section 4.2.6.

Such appointment shall be made following upon an examination and on the recommendation of selection board. The rules of the examination must be established by the board of directors.

The selection board shall be composed of 3 persons to be named by the board of directors, one person to be delegated by the Minister and a fifth person designated by the regional council for the region in which the establishment is located.

4.2.2 Un conseil d'administration doit annoncer tout concours pour la nomination d'un directeur général dans deux journaux publiés dans la région ou le plus près possible de la région, au moins un mois avant la date des séances du jury. Il doit en outre donner avis de la date des séances au ministre et au conseil régional au moins un mois à l'avance.

4.2.3 Le jury transmet au conseil d'administration une liste d'éligibilité indiquant par ordre de préférence les noms des candidats qu'il juge aptes à remplir le poste.

Le conseil d'administration doit nommer au poste de directeur général le candidat classé au premier rang de la liste d'éligibilité à moins que pour motifs sérieux, il décide d'écarter cette candidature. Il ne peut alors nommer qu'un autre candidat dont le nom apparaît sur la liste d'éligibilité.

Si la nomination porte sur une autre personne que celle placée en tête de la liste d'éligibilité, le conseil d'administration doit transmettre par écrit au ministre les motifs de son choix.

4.2.4 La personne déléguée par le ministre et la personne désignée par le conseil régional font partie du jury à part entière et votent sur la confection de la liste d'éligibilité.

4.2.5 Un directeur général est engagé pour une période n'excédant pas 3 ans. L'engagement est ensuite renouvelé pour une période identique à la période d'engagement initial à moins d'avis écrit au contraire donné par une partie à l'autre 60 jours avant la fin d'une période d'engagement.

4.2.6 Lorsqu'en date du premier janvier 1972, une personne occupait, en vertu d'un contrat d'engagement, le poste de directeur général ou tout poste équivalent dans un hôpital ou centre d'accueil devenu un établissement au sens de la loi, le contrat d'engagement de cette personne est considéré comme un engagement valable au sens du présent règlement, pour la période prévue au contrat.

4.2.7 Le directeur général de tout centre hospitalier de tout centre de services sociaux, de tout centre local de services communautaires ou de tout centre d'accueil, de réadaptation ou d'hébergement doit s'occuper exclusivement du travail de l'établissement et des devoirs de sa fonction.

Une même personne peut toutefois être directeur général de plus d'un établissement si les règlements du conseil d'administration ne s'y opposent pas.

### SECTION III

#### DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS

4.3.1 Dans la mesure où l'importance d'un établissement le justifie, le plan d'organisation peut prévoir l'institution d'un service du personnel, d'un service des finances et d'un service des services auxiliaires.

4.2.2 Any examination in respect of the appointment of a general manager must be advertised in two newspapers published in the region, or the closest at hand, at least one month before the date of the sittings of the selection board. The board of directors must also give one month's notice of the date of the sittings to the Minister and the regional council.

4.2.3 The selection board shall transmit to the board of directors an eligibility list indicating in order of preference the names of those candidates adjudged to be most suitable for the position.

The board of directors must appoint the candidate ranked first in the eligibility list to the position of general manager, unless there are sound reasons for by-passing his candidature. In the latter event it may only appoint another candidate whose name appears on the eligibility list.

If the appointment should fall to a candidate who is not ranked first on the eligibility list, the board of directors must transmit the reasons for its selection to the Minister.

4.2.4 The person delegated by the Minister and the person designated by the regional council shall be full members of the selection board and shall vote on the eligibility list selections.

4.2.5 The general manager shall be engaged for a period not exceeding 3 years. The engagement shall then be renewed for a similar period unless written notice to the contrary is given by one party to the other 60 days before the end of the initial engagement period.

4.2.6 Where, on January 1, 1972, under an engagement contract a person occupied the post of general manager or any equivalent position in a hospital or reception centre which has become an establishment within the meaning of the Act, such engagement contract shall be considered a valid engagement within the meaning of this regulation for the period stipulated in the contract.

4.2.7 The general manager of any hospital centre, social service centre, local community service centre, or rehabilitation or night-care reception centre, must devote himself exclusively to the work of the establishment and the duties of his office. The same person may however be general manager of more than one establishment provide such circumstance does not contravene the by-laws of the Board of Directors.

### DIVISION III

#### MANAGEMENT OF ADMINISTRATION DEPARTMENTS

4.3.1 If warranted by the importance of an establishment, an organization plan may provide for the institution of a personnel department, financial department, and an auxiliary services department.

Lorsque deux ou trois des services mentionnés au premier alinéa du présent article sont institués, ils peuvent être groupés sous une direction des services administratifs.

Le plan d'organisation peut également prévoir qu'en l'absence des trois services mentionnés au premier alinéa du présent article, leurs fonctions sont exercées par une direction des services administratifs.

Lorsque le plan d'organisation ne prévoit l'institution ni d'une direction des services administratifs, ni de services du personnel, des finances ou de services auxiliaires, les fonctions de cette direction ou de ces services sont dévolues au directeur général.

4.3.2 Lorsqu'est établie une direction des services administratifs, le directeur est nommé par le conseil d'administration à la suite d'un concours et de la recommandation d'un jury de trois membres dont font partie le directeur général et deux membres nommés par le conseil d'administration.

4.3.3 Le directeur des services administratifs est responsable de la bonne marche des opérations relatives au personnel, aux finances et aux services auxiliaires.

4.3.4 Chacun des services du personnel, des finances ou des services auxiliaires le cas échéant est placé sous l'autorité d'un chef de service.

#### § 1. — *Le service du personnel*

4.3.1.1 Lorsque le plan d'organisation d'un établissement établit un service du personnel, ce service remplit les fonctions qui lui sont attribuées par le plan d'organisation, sous l'autorité du directeur des services administratifs s'il y en a un et sinon, du directeur général. Le chef de ce service a notamment pour fonctions:

a) de constituer et tenir à jour, pour chaque membre du personnel de l'établissement, à l'exception des médecins ou chirurgiens-dentistes, un dossier complet comprenant:

1) une formule de demande d'emploi signée par l'employé et incluant l'identification, l'adresse, l'état civil, le niveau scolaire, la préparation professionnelle, le numéro de licence, de certificat ou de permis d'exercice ainsi que l'énoncé de l'expérience antérieure;

2) un certificat de santé signé par un médecin;

3) les rapports périodiques d'évaluation rédigés par les supérieurs immédiats;

4) les rapports d'absence, de maladie et de tout autre élément susceptible d'être noté.

b) de participer à l'élaboration et de mettre en oeuvre les politiques de recrutement, de sélection, d'embauchage, de formation, de promotion et de congédiement du personnel;

c) d'analyser et classer les tâches et de conseiller les directeurs ou les chefs sur les relations avec le personnel, l'organisation, le développement et la motivation des ressources humaines;

I.R-556

Where two or three of the departments mentioned in the first paragraph of this section are instituted, they may be grouped under the management of a central administration department.

The organization plan may also provide that, in the absence of the three departments mentioned in the first paragraph of this section, their functions may be performed by one administration department.

Where the organization plan does not provide for either an administration department, a personnel department, a financial department, or an auxiliary services department, the functions of such management or departments shall devolve upon the general manager.

4.3.2 Where administration department is established, the director shall be appointed by the board of directors following an examination and upon the recommendation of a three-man selection board composed of the general manager and two members appointed by the board of directors.

4.3.3 The director of administration shall be responsible for the personnel, financial and auxiliary service operations.

4.3.4 Where applicable the personnel, financial, or auxiliary services departments shall each have its own department head.

#### § 1. — *Personnel Department*

4.3.1.1 Where an establishment's organizational plan provides for a personnel department, such department shall perform the duties assigned to it by the organization plan under the director of administration if there is one, or failing such appointment, under the general manager. The department head shall have the following duties in particular:

(a) to keep complete and up-to-date file on each staff member of the establishment, with the exception of doctors and dental surgeons, comprising:

(1) an application for employment form signed by the employee and including identification, address, civil status, education, professional qualifications, licence, certificate or work permit number, and a record of past experience.

(2) a health certificate signed by a doctor;

(3) periodic evaluation reports made by immediate superiors;

(4) an absentee and sickness report and any other pertinent report;

(b) to participate in the setting up and carrying out of policies on selection, hiring, training, and promotion, and in the dismissal of personnel;

(c) to analyze and classify responsibilities and to counsel department heads on their relations with personnel, on organization, and on the development and motivation of staff;

d) de voir à l'application des politiques et pratiques administratives approuvées par le ministre en matière de gestion des ressources humaines et à l'application des conventions collectives;

e) d'analyser et prévoir les besoins en effectifs de l'établissement;

f) de développer et administrer des programmes de notation du personnel;

g) de rédiger et maintenir à jour un manuel de politiques et procédures de gestion des ressources humaines de l'établissement;

h) d'assurer l'élaboration et la mise en application d'un plan d'urgence notamment en cas d'incendie;

i) d'assumer la responsabilité de l'ordre et de la sécurité.

### § 2. — *Le service des services auxiliaires*

4.3.2.1 Lorsque le plan d'organisation d'un établissement institue un service des services auxiliaires, ce service remplit les fonctions qui lui sont attribuées par le plan d'organisation sous l'autorité du directeur des services administratifs s'il y en a un, et sinon, du directeur général. Le chef de ce service a notamment pour fonctions:

a) d'organiser et surveiller le fonctionnement des opérations de buanderie, de lingerie et de l'entretien ménager;

b) d'entretenir et d'assurer le fonctionnement et l'inspection des terrains, édifices et équipements conformément aux lois et aux règlements;

c) d'assurer l'organisation, le fonctionnement et la surveillance de tous les systèmes de communication;

d) d'assurer l'élaboration et la mise en application de plans de sécurité d'urgence, notamment en cas d'incendie ou d'accident;

e) d'assumer l'ordre et la sécurité.

### § 3. — *Le service des finances*

4.3.3.1 Lorsque le plan d'organisation d'un établissement établit un service des finances, ce service remplit les fonctions qui lui sont attribuées par le plan d'organisation sous l'autorité du directeur des services administratifs s'il y en a un, et sinon, du directeur général. Le chef de ce service a notamment pour fonctions:

a) de voir à ce que soient tenus de façon adéquate les livres relatifs à la comptabilité de l'établissement;

b) d'assumer la responsabilité sur toutes les entrées et sorties de fonds, y compris la paie du personnel;

c) de voir à prendre les mesures nécessaires au besoin, par poursuites judiciaires, pour que soit effectué le recouvrement des sommes dues à l'établissement;

d) d'assurer le contrôle interne des opérations dans le cadre budgétaire;

(d) to see to the application of administrative policies and practices approved by the Minister in matters respecting staff management and to the application of collective agreements;

(e) to analyze and provide for the manpower needs of the establishment;

(f) to develop and administer personnel rating systems;

(g) to draft and keep up to date a manual of policies and procedures in respect of the management of staff within the establishment;

(h) to ensure the setting up and implementation of emergency procedures, particularly fire drills;

(i) to assume responsibility for good order and security.

### § 2. — *Auxiliary services department*

4.3.2.1 Where an establishment's organization : plan provides for an auxiliary services department, such department shall perform the functions assigned it by the organization plan under the director of administration if there is one or by the general manager. The head of such department shall have the following responsibilities in particular :

(a) to organize and supervise laundry, linen and housekeeping operations;

(b) to maintain and oversee the functioning and inspection of grounds, buildings and equipment in accordance with the Acts and regulations;

(c) to oversee the organization, operation and supervision of all communication systems;

(d) to oversee the setting up and implementation of emergency plans, particularly in the case of fire or accident;

(e) to maintain good order and security.

### § 3. — *Financial department*

4.3.3.1 Where the organization plan of an establishment provides for a financial department, such department shall perform the functions assigned it in the organization plan under the director of administration if there is one, or under the general manager. The head of this department shall have the following responsibilities in particular :

(a) to ensure that a proper system of bookkeeping is maintained in respect of the establishment's accounting;

(b) to assume responsibility for all receipts and payments including staff wages;

(c) to ensure that the necessary measures are taken when necessary, by legal proceedings, in order that moneys owing to the establishment are recovered;

(d) to ensure that effective control is maintained over operations in accordance with the budget.

e) d'effectuer les achats et d'être responsable de l'organisation et du contrôle des magasins et entrepôts de l'établissement;

f) de procéder à la collecte de données quantitatives se rapportant aux activités et services de l'établissement, à la compilation de ces données et à la préparation des statistiques et rapports requis par le directeur général, le conseil d'administration ou le ministre;

g) d'assurer la préparation du budget de l'établissement, de le soumettre au conseil d'administration et d'en assurer la mise en application le cas échéant;

h) d'assurer le développement et l'application d'un système de gestion relatif aux activités dont il assume la responsabilité.

(e) to make purchases and be responsible for the organization and management of the establishment's stores and warehouses;

(f) to organize the gathering of quantitative data in respect of establishment activities and services, the compilation of the data, and the preparation of statistics and reports required by the general manager, the board of directors or the Minister;

(g) to see that the establishment's budget is prepared, to submit it to the board of directors, and to take charge of its implementation where necessary;

(h) to ensure the development and application of a system of management in respect of those activities for which he is responsible.

## SECTION IV

## LA DIRECTION DES SERVICES HOSPITALIERS DANS UN CENTRE HOSPITALIER

4.4.1 Le plan d'organisation d'un centre hospitalier peut prévoir la constitution d'un service d'accueil, d'un service de pharmacie, d'un service de soins infirmiers, d'un service des archives et d'un service de diététique.

Lorsque les services mentionnés au premier alinéa du présent article sont constitués dans un centre hospitalier, ils sont groupés au sein d'une direction des services hospitaliers.

4.4.2 La direction des services hospitaliers est placée sous l'autorité d'un directeur nommé par le conseil d'administration après concours et recommandation d'un jury de trois membres constitué par le conseil d'administration dont fait partie *ex officio* le directeur général.

4.4.3 Chacun des services énumérés au premier alinéa de l'article 4.4.1 est dirigé par un chef de service nommé par le conseil d'administration après concours et recommandation d'un jury de trois membres constitué par le conseil d'administration et dont font partie *ex officio* le directeur général et le directeur des services hospitaliers.

4.4.4 Chacun des services énumérés au premier alinéa de l'article 4.4.1 exerce les activités et assume les responsabilités prévues au plan d'organisation. Son chef est responsable, sous l'autorité du directeur des services hospitaliers, du contrôle et du fonctionnement du service, de la discipline, de l'évaluation et de la répartition du personnel en fonction des besoins quotidiens des unités de soins ou de services.

4.4.5 Lorsque le plan d'organisation d'un centre hospitalier ne prévoit pas tous les services énumérés à l'article 4.4.1, les fonctions que la présente section attribue à l'un des services qui n'est pas créé sont dévolues à l'un des services constitués ou au directeur des services hospitaliers.

4.4.6 Le chef du service de pharmacie doit être un pharmacien membre du Collège des pharmaciens du

## DIVISION IV

## THE MANAGEMENT OF HOSPITAL SERVICES IN A HOSPITAL CENTRE

4.4.1 The organization plan of a hospital centre may provide for the setting up of a reception centre, a pharmacy department, a nursing department, a records department and a dietary department.

Where the services mentioned in the first paragraph of this section are provided in a hospital centre they shall be grouped under one hospital services branch.

4.4.2 The management of hospital services shall be placed under the authority of a director appointed by the board of directors, following upon an examination and recommendation by a three-man selection board set up by the board of directors of which the general manager is a member *ex officio*.

4.4.3 Each of the departments listed in the first paragraph of section 4.4.1 shall be directed by a department head appointed by the board of directors following upon an examination and the recommendation of a three-man selection board set up by the board of directors and of which the general manager and the director of hospital services shall be members *ex officio*.

4.4.4 Each of the departments listed in the first paragraph of section 4.4.1 shall carry out and assume the responsibilities prescribed in the organization plan. Under the authority of the director of hospital services, its head is responsible for the management and functioning of the department, for the discipline, evaluation and assignment of staff according to the daily needs of the nursing or service units.

4.4.5 Where the organization plan of a hospital centre does not provide for all the departments listed in section 4.4.1 the functions which this section assigns to one of the departments which has not been created shall devolve upon one of the existing departments or upon the director of hospital services.

4.4.6 The head of the pharmacy department must be a member of the College of Pharmacists of the Province

Québec. Le conseil d'administration peut toutefois, eu égard aux circonstances, nommer au poste de chef du service de pharmacie un médecin ayant obtenu à cette fin une autorisation spéciale du Collège des pharmaciens.

4.4.7 Le chef du service de pharmacie:

a) assume la responsabilité de la préparation et de la livraison des ordonnances;

b) assume la responsabilité de la rédaction des réquisitions de médicaments lesquels doivent apparaître sur la liste des médicaments approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément à l'article 3a de la Loi de l'assurance-maladie;

c) assume la responsabilité du classement des drogues et des narcotiques;

4.4.8 Le chef du service des soins infirmiers doit être un membre en règle de l'Association des infirmières et infirmiers du Québec. Il doit mettre sur pied et faire fonctionner des services de soins et tous autres services spéciaux décidés par le directeur des services hospitaliers.

4.4.9 Le chef du service de diététique doit être un membre en règle de l'Association de diététistes du Québec.

Ses fonctions sont d'assumer la responsabilité de l'organisation, de la surveillance, du contrôle et du fonctionnement des opérations relatives à l'alimentation et à la diétothérapie.

4.4.10 Le conseil d'administration d'un centre hospitalier peut conclure conformément aux dispositions à l'article 87 de la Loi, un contrat de services professionnels avec un centre de services sociaux qui s'engage à assurer les services sociaux à l'intérieur du centre hospitalier; si un tel contrat existe, les services sociaux sont coordonnés à l'intérieur du centre hospitalier par le directeur des services hospitaliers.

of Québec. The board of directors may, however, with regard to the circumstances, appoint a physician to the post of head of the pharmacy department who has obtained special authorization therefor from the College of Pharmacists.

4.4.7 The head of the pharmacy department shall assume responsibility for:

(a) the preparation and delivery of prescriptions;

(b) the checking of requisitions for medications. Such medications must appear on the list of medications approved by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with section 3a of the Health Insurance Act;

(c) the classification of drugs and narcotics;

4.4.8 The head of the nursing department shall be a member in good standing of the Association of nurses and male nurses of the Province of Québec. He must establish and manage care services and all other services decided upon by the director of hospital services.

4.4.9 The head of the dietary department must be a member in good standing of the Association of Dietetists of the Province of Québec. He is responsible for the organization, supervision, management and functioning of the food and dietotherapy operations.

4.4.10 The board of directors of a hospital centre may, under section 87 of the Act, make a contract of professional services with a social service centre which binds itself to ensure social services within the hospital centre; where such contract exists, the social services are coordinated within the hospital centre by the director of hospital services.

SECTION V

LA DIRECTION DES SERVICES PROFESSIONNELS

§ 1. — Dispositions générales

4.5.1.1 Le conseil d'administration d'un centre hospitalier ou d'un centre de services sociaux, de même que le conseil d'administration d'un centre d'accueil ou d'un centre local de services communautaires dans lequel oeuvrent au moins 25 professionnels doit nommer un directeur des services professionnels conformément à l'article 79 de la Loi.

4.5.1.2 Le directeur des services professionnels exerce les activités et fonctions visées à l'article 81 de la Loi et celles déterminées par le présent règlement.

DIVISION V

MANAGEMENT OF PROFESSIONAL SERVICES

§ 1. — General Provisions

4.5.1.1 The board of directors of a hospital centre or of a social service centre, and the board of directors of a reception centre or of a local community service centre, in which there are at least 25 professionals, shall appoint a director of professional services in accordance with section 79 of the Act.

4.5.1.2 The director of professional services shall carry on the activities and functions contemplated in section 81 of the Act and those prescribed by this regulation.

4.5.1.3 Le plan d'organisation d'un centre hospitalier ou d'un centre de services sociaux prévoit la constitution de certains départements cliniques.

4.5.1.4 Chacun des départements cliniques est dirigé par un directeur nommé annuellement par le conseil d'administration du centre sur recommandation du conseil des médecins et dentistes dans le cas des services hospitaliers et du directeur des services professionnels dans le cas des centres de services sociaux.

S'il s'agit d'un centre relié par contrat d'affiliation conformément à l'article 88 de la Loi à une institution d'enseignement, le conseil doit prendre l'avis de cette institution avant de procéder à la nomination du directeur d'un département clinique.

4.5.1.5 Chaque directeur de département exerce les fonctions et assume les responsabilités prévues au plan d'organisation et au présent règlement sous l'autorité du directeur des services professionnels. Il est responsable du contrôle et du fonctionnement du département, de la discipline, de l'évaluation du personnel médical et dentaire.

§ 2. — *L'organisation des départements cliniques dans les centres hospitaliers*

*Département de médecine générale*

4.5.2.1 Le plan d'organisation de tout centre hospitalier de soins généraux ou de soins spécialisés doit prévoir l'institution d'un département de médecine générale.

Le plan d'organisation d'un centre hospitalier de soins ultraspecialisés ou de soins prolongés peut prévoir l'institution d'un tel département.

4.5.2.2 Le directeur du département de médecine générale doit être un omnipraticien membre du conseil des médecins et dentistes.

4.5.2.3 Le département de médecine générale d'un centre hospitalier groupe des omnipraticiens oeuvrant dans ce centre hospitalier.

4.5.2.4 Le département de médecine générale d'un centre hospitalier pourvoit à la mise sur pied et au bon fonctionnement d'un service d'urgence.

S'il n'y a aucun département de médecine générale dans un centre hospitalier, la mise sur pied et le fonctionnement d'un service d'urgence sont assurés conformément au plan d'organisation.

*Départements de médecine interne, de radiologie, de chirurgie et d'anesthésiologie*

4.5.2.5 Le plan d'organisation de tout centre hospitalier de soins spécialisés ou ultraspecialisés doit prévoir l'institution d'un département de médecine interne, d'un département de radiologie, d'un département de chirurgie et d'un département d'anesthésiologie.

4.5.1.3 The organization plan of a hospital centre or a social service centre shall provide for the institution of certain clinical departments.

4.5.1.4 Each clinical department shall be managed by a director appointed annually by the board of directors of the centre upon the recommendation of the council of physicians and dentists in the case of hospital services, and by the director of professional services in the case of social service centres.

Where the centre is bound by a contract of affiliation to a teaching institution in accordance with section 88 of the Act, the council must consult such institution before appointing a clinical department director.

4.5.1.5 Each director of a department shall carry out the functions and assume the responsibilities provided in the organization plan and this regulation under the authority of the director of professional services. He is responsible for the management and functioning of the department and for the discipline and evaluation of medical and dental personnel.

§ 2. — *The organization of clinical departments in hospital centres*

*Department of general medicine*

4.5.2.1 The organization plan of any hospital centre for general care or specialized care must provide for the inclusion of a department of general medicine.

The organization plan of a hospital centre for highly specialized care or extended care must provide for the including of such department.

4.5.2.2 The director of the department of general medicine must be a general practitioner and a member of the council of physicians and dentists.

4.5.2.3 The department of general medicine in a hospital centre shall group all the general practitioners who are staff members of such hospital centre.

4.5.2.4 The department of general medicine of a hospital centre shall provide for the setting up and proper functioning of emergency services.

If no such department of general medicine exists in a hospital centre, the setting up and functioning of emergency services shall be provided for in the organization plan.

*Departments of internal medicine, X-ray, surgery anaesthesiology*

4.5.2.5 The organization plan of any hospital centre for specialized or highly specialized care must provide for the inclusion of a department of internal medicine, an X-ray department, a department of surgery and a department of anaesthesiology.

Le plan d'organisation d'un centre hospitalier de soins généraux ou de soins prolongés peut prévoir l'institution de tels départements; toutefois, lorsqu'un département de chirurgie est institué dans un centre hospitalier, l'institution d'un département d'anesthésiologie est obligatoire.

4.5.2.6 Le chef du département de chirurgie doit être un spécialiste en chirurgie membre du conseil des médecins et dentistes. Le département de chirurgie groupe des spécialistes en chirurgie oeuvrant dans le centre hospitalier.

4.5.2.7 Le chef du département de médecine interne doit être un spécialiste de médecine interne membre du conseil des médecins et dentistes. Le département de médecine interne groupe tous des spécialistes en médecine oeuvrant dans le centre hospitalier.

4.5.2.8 Le chef du département de radiologie doit être un spécialiste en radiologie membre du conseil des médecins et dentistes.

Le département de radiologie groupe tous les spécialistes en radiologie, en radiothérapie et en médecine nucléaire oeuvrant dans le centre hospitalier.

4.5.2.9 Le chef du département d'anesthésiologie doit être un spécialiste en anesthésiologie membre du conseil des médecins et dentistes.

Le département d'anesthésiologie groupe tous les spécialistes en anesthésiologie oeuvrant dans le centre hospitalier.

#### *Autres départements*

4.5.2.10 Le plan d'organisation d'un centre hospitalier peut en outre prévoir, compte tenu des disponibilités et ressources du centre, des départements d'obstétrique, de biologie médicale, de médecine physique, de psychiatrie, de médecine dentaire et autres. Il prévoit en outre la création d'un département de médecine sociale et préventive lorsque le centre hospitalier apparaît sur la liste dressée en annexe I au présent règlement.

4.5.2.11 Lorsqu'un département de médecine sociale et préventive est institué au sein d'un centre hospitalier, ce département assure la mise sur pied et le bon fonctionnement d'un service de clinique externe. Si un tel département n'existe pas dans le centre hospitalier, ce service est assuré par le département de médecine et, à défaut, sa mise sur pied et son fonctionnement sont prévus par le plan d'organisation.

4.5.2.12 Tout centre hospitalier doit fournir des services de biologie médicale qu'un département à cet effet soit institué ou non.

4.5.2.13 Un centre hospitalier peut exiger d'une personne qu'elle se soumette à des examens d'urine, d'hémoglobine, ou à un examen sérologique de routine (B.W.) au moment de son inscription ou de son admission.

Tout autre examen ne peut être exigé que sur ordonnance médicale.

The organization plan of a hospital centre for general care or extended care must provide for the inclusion of such departments; however, where there is a department of surgery in a hospital centre, the inclusion of an anaesthesiology department is obligatory.

4.5.2.6 The head of the department of surgery must be a specialist in surgery and member of the council of physicians and dentists. The department of surgery shall group the specialists in surgery who are staff members in hospital centres.

4.5.2.7 The head of the department of internal medicine must be a specialist in internal medicine and member of the council of physicians and dentists. The department of internal medicine shall group all the specialists in medicine who are staff members of the hospital.

4.5.2.8 The head of the X-ray department must be a specialist in radiology and member of the council of physicians and dentists.

The X-ray department shall group all the specialists in radiology, radiotherapy, and in nuclear medicine who are staff members of the hospital centre.

4.5.2.9 The head of the department of anaesthesiology must be a specialist in anaesthesiology and member of the council of physicians and dentists.

The department of anaesthesiology shall group all the specialists in anaesthesiology who are staff members in a hospital centre.

#### *Other departments*

4.5.2.10 The organization plan of a hospital centre may also provide, equipment and resources permitting, departments of obstetrics, pathology, physical medicine, psychiatry, dental medicine and others. Moreover it shall also provide for the creation of a social and preventive medicine department where such hospital centre is listed in Schedule I of this regulation.

4.5.2.11 Where a department of social and preventive medicine is included in a hospital centre, such department shall ensure the setting up and proper functioning of an out-patient clinic. If a hospital centre does not have such a department, this service shall be provided by the department of general medicine and, failing such, its setting up and functioning shall be prescribed by the organization plan.

4.5.2.12 Every hospital centre must furnish pathology services whether or not such a department has been instituted.

4.5.2.13 A hospital centre may require that a person at the time of his registration or admission take urine or hemoglobin tests, or a routine blood test (B.W.).

Any other examination must be authorized by a physician.

4.5.2.14 Un centre hospitalier qui utilise des appareils émettant des isotopes radioactifs, du radium ou des produits de désintégration du radium doit avoir à son service un physicien ou un médecin spécialisé en radiation.

4.5.2.15 Toute partie d'un corps humain y compris les dents prélevées au cours d'une intervention chirurgicale doit être soumise à l'examen d'un anatomopathologiste et ce dernier doit rédiger un rapport écrit indiquant les conclusions de cet examen; tel rapport doit être consigné au dossier du malade.

## PARTIE V

### L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

#### SECTION I

##### L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT

5.1.1 Lorsqu'un établissement a conclu un contrat avec une université conformément à l'article 88 de la Loi, le conseil d'administration de l'établissement institue un comité de l'enseignement.

Dans un centre hospitalier, ce comité est placé sous l'autorité du directeur des services professionnels.

5.1.2 Lorsqu'un contrat en vertu de l'article 88 de la Loi a été conclu avec une institution d'enseignement autre qu'une université, la création d'un comité de l'enseignement n'est pas obligatoire.

5.1.3 La composition du comité de l'enseignement est fixée par le plan d'organisation de l'établissement, sauf dans le cas des centres hospitaliers.

5.1.4 Le comité de l'enseignement d'un centre hospitalier se compose d'au moins 6 personnes dont:

1. le directeur des services professionnels;
2. le directeur des services hospitaliers ou son représentant;
3. une personne représentant l'institution d'enseignement;
4. une personne élue par les internes et résidents;
5. une personne nommée par le conseil des médecins et dentistes;
6. une personne nommée par le conseil consultatif des professionnels.

Les nominations effectuées en vertu des paragraphes 3, 4, 5 et 6 sont faites annuellement.

5.1.5 Le comité de l'enseignement d'un centre hospitalier a pour fonctions:

a) de coordonner et surveiller la qualité de l'enseignement donné dans chaque discipline conformément aux programmes de l'institution d'enseignement à laquelle l'établissement est relié;

b) de procéder à l'application d'un programme d'enseignement annuel en collaboration avec l'institution

4.5.2.14 A hospital centre employing machines which emit radioactive isotopes, radium or radium disintegration by-products must retain the services of a physicist or a physician specialized in radiation.

4.5.2.15 Any part of the human body, including the teeth, removed in an operation must be submitted for examination by an anatomical pathologist who shall make a written report containing the results of such examination; this report shall be put in the patient's medical record.

## PART V

### THE PROFESSIONAL ORGANIZATION

#### DIVISION I

##### THE TEACHING ORGANIZATION

5.1.1 Where an establishment makes a contract with a university in accordance with section 88 of the Act, the Board of Directors of the establishment shall form a teaching committee.

In a hospital centre, such committee shall be under the authority of the director of professional services.

5.1.2 Where a contract under section 88 has been made with a teaching institution other than a university the formation of a teaching committee is not obligatory.

5.1.3 The composition of the teaching committee shall be fixed by the organization plan of the establishment, except in the case of hospital centres.

5.1.4 The teaching committee of a hospital centre shall be composed of at least six persons as follows:

- (1) The director of professional services;
- (2) the director of hospital services or his representative;
- (3) a representative of the teaching institution;
- (4) a person elected by the interns and residents;
- (5) a person appointed by the council of physicians and dentists;
- (6) a person appointed by the professionals' advisory council.

The appointments made under sub-paragraphs 3, 4, 5, and 6 shall be made annually.

5.1.5 The duties of the teaching committee of a hospital centre shall be:

(a) to coordinate and supervise the teaching standards of each discipline in accordance with the programmes of the teaching institutions to which the establishment is bound;

(b) to proceed with the application of an annual teaching programme in collaboration with the teaching ins-

d'enseignement à laquelle l'établissement est relié, d'en surveiller le déroulement et d'en faire l'évaluation;

c) d'agir comme comité d'admission des internes, résidents et autres stagiaires sur la base de leurs qualifications et de leur compétence scientifique, de les répartir dans les différents services et de leur assurer un enseignement adéquat;

d) de maintenir un inventaire permanent du matériel didactique.

5.1.6 Une personne admise comme résident ou interne dans un centre hospitalier doit s'engager par écrit à respecter les règles et normes établies par le service de l'enseignement.

titution to which the establishment is bound, to supervise its development, and to evaluate it;

(c) to act as an admission committee for interns, residents and other clinical clerks on the basis of their qualifications and technical knowledge, to assign them to the various departments and to ensure their adequate teaching;

(d) to maintain a permanent inventory of teaching material.

5.1.6 A person accepted as a resident or intern in a hospital centre must bind himself in writing to respect the rules and standards established by the teaching department.

## SECTION II

### LE CONSEIL CONSULTATIF DES PROFESSIONNELS

5.2.1 Le conseil consultatif des professionnels d'un centre hospitalier et d'un centre de services sociaux adopte des règlements concernant:

- a) sa régie interne;
- b) la création de comités et leur fonctionnement;
- c) la poursuite de ses fins.

5.2.2 Les règlements de régie interne doivent établir la procédure interne, la fréquence des assemblées, les dates et lieux de ces assemblées, les règles relatives à l'élection et aux fonctions respectives des officiers du conseil, le quorum, la procédure de convocation, la procédure de délibération et de vote, les modes de consultation, la conservation des archives, la préparation des procès-verbaux des réunions et de celles des comités et tout autre élément jugé pertinent par le conseil.

5.2.3 Les règlements établissent différents comités permanents ou temporaires chargés d'étudier l'organisation scientifique et technique de l'établissement.

5.2.4 Les règlements relatifs à la poursuite des fins du conseil concernent les opérations ou activités du conseil pour s'acquitter des fonctions pour lesquelles il est institué.

5.2.5 Les membres du conseil consultatif des professionnels doivent tenir une première réunion du conseil dans les 6 semaines de l'entrée en vigueur du présent règlement. Si la réunion n'a pas été tenue dans ce délai, elle est convoquée par le conseil d'administration dans la semaine qui suit.

5.2.6 Un conseil consultatif des professionnels est institué dans tout centre local de services communautaires ou centre d'accueil dans lequel oeuvrent 5 professionnels ou plus.

Les articles 5.2.2 à 5.2.5 du présent règlement s'appliquent à ce conseil.

## DIVISION II

### THE PROFESSIONALS' ADVISORY COUNCIL

5.2.1 The professionals' advisory council of a hospital centre and a social service centre shall make by-laws in respect of:

- (a) its internal management;
- (b) the creation of committees and their functions;
- (c) the pursuit of its objectives.

5.2.2 The by-laws for the internal management must establish the internal procedures, the frequency of meetings, the dates and places of such meetings, the rules relating to the election and respective functions of the officers of the council, the quorum, the convocation procedure, the deliberation and voting, procedures, modes of consultation, maintenance of records, the drawing up of minutes of meetings and of those of committees, and any other factor deemed pertinent by the council.

5.2.3 The by-laws shall establish various permanent or temporary committees charged with the scientific and technical organization of the establishment.

5.2.4 The by-laws relating to the pursuit of the council's objectives shall concern the council's operations or activities in order that the functions for which it was instituted are fulfilled.

5.2.5 The members of the professionals' advisory council must hold their first council meeting within six weeks of the coming into force of this regulation. If the meeting has not been held within such time it shall be convened by the board of directors during the following week.

5.2.6 A professional advisory council shall be formed in every local community service centre or reception centre in which there are five or more professional staff members.

Sections 5.2.2 to 5.2.5 of this regulation shall apply to this council.

## SECTION III

## DIVISION III

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE DES  
CENTRES HOSPITALIERS

## THE PROFESSIONAL ORGANIZATION OF HOSPITAL CENTRES

## § 1. — Les médecins et dentistes

## § 1. — Physicians and dentists

5.3.1.1 Un médecin ou dentiste désirant exercer sa profession dans un centre hospitalier doit adresser au directeur général une demande écrite indiquant ses antécédents personnels et académiques, son expérience professionnelle, le statut et les fonctions postulées. Il doit s'engager à prendre connaissance des règlements et à les respecter en tout temps.

5.3.1.1 A physician or dentist who wishes to practice his profession in a hospital centre must make a written application to the general manager stating his personal and academic background, his professional experience and the post and the duties applied for. He must bind himself to take note of the by-laws and to respect them at all times.

5.3.1.2 Le conseil d'administration d'un centre hospitalier doit instituer un comité d'examen des titres formé de 5 membres; le directeur général, le directeur des services professionnels et le président du conseil des médecins et dentistes font partie *ex officio* de ce comité.

5.3.1.2 The board of directors of a hospital centre must institute a credentials committee composed of five members; the general manager, the director of professional services and the chairman of the council of physicians and dentists shall be members *ex officio* of such committee.

5.3.1.3 Toute demande adressée au directeur général en vertu de l'article 5.3.1.1 est transmise par celui-ci sans délai au comité d'examen des titres.

5.3.1.3 Each application sent to the general manager under section 5.3.1.1 shall be forwarded without delay by the latter to the credentials committee.

5.3.1.4 Le comité d'examen des titres étudie la qualification et la compétence scientifique du candidat et fait rapport dans les 30 jours de la réception de la demande au comité exécutif du conseil des médecins et dentistes.

5.3.1.4 The credentials committee shall study the applicant's qualifications and the extent of his technological competence and report thereon to the executive committee of the council of physicians and dentists.

Le comité exécutif adresse dans les 30 jours de la réception du rapport du comité d'examen des titres une recommandation au conseil d'administration sur l'opportunité d'accepter la candidature.

The executive committee shall forward their decision on the acceptability of the applicant to the board of directors within 30 days of its receipt from the credentials committee.

La recommandation doit être motivée et se fonder uniquement sur les critères de la qualification et de la compétence scientifique.

Such decision must be motivated and based solely on the criteria of qualifications and technological competence.

5.3.1.5 Dans les 60 jours de la présentation de la demande du candidat, le conseil d'administration doit lui adresser une décision écrite et motivée par laquelle la candidature est acceptée ou refusée.

5.3.1.5 Within 60 days of receipt of the abovementioned application the board of directors must advise the applicant in writing of their decision, stating the reasons for or against his acceptability.

Une candidature ne peut être refusée pour le motif que le centre hospitalier ne dispose pas d'un nombre de lits suffisant.

An applicant may not be rejected on the grounds that such centre does not have a sufficient number of beds.

5.3.1.6 Le ministre forme une commission de révision de 3 membres dont l'un est nommé sur recommandation du Bureau provincial de médecine et un autre sur la recommandation de l'Association des hôpitaux du Québec.

5.3.1.6 The Minister shall form a revision committee of 3 members one of whom shall be appointed by the Provincial Medical Board and another upon the recommendation of the Hospital Association of the Province of Québec.

Si l'un ou l'autre des organismes mentionnés au premier alinéa fait défaut d'effectuer une recommandation requise par le ministre, ce dernier procède aux nominations d'office.

If one or other of the organizations mentioned in the preceding paragraph fails to make the recommendation required by the Minister he shall make the appointments *ex officio*.

5.3.1.7 Tout médecin ou dentiste dont la candidature est rejetée par le conseil d'administration d'un centre hospitalier peut interjeter appel de cette décision devant la commission de révision.

5.3.1.7 Any physician or dentist whose application has been rejected by the board of directors of a hospital centre may lodge an appeal of such decision with the revision committee.

Il doit adresser à cet effet une requête écrite au ministre qui convoque la commission sans délai. Copie de la

He must petition the Minister in writing to that effect who shall convene the commission without delay. A

requête en appel est adressée par le ministre au directeur général du centre hospitalier qui doit immédiatement faire parvenir au ministre une copie du dossier du candidat. Le ministre transmet ensuite cette copie de dossier à la commission.

La commission doit convoquer le requérant pour l'entendre. Elle peut en outre convoquer le directeur général ou tout autre membre du personnel ou du conseil d'administration du centre hospitalier. Le candidat peut être représenté par un avocat.

5.3.1.8 La commission fait parvenir au conseil d'administration du centre hospitalier sa décision motivée sur la demande de candidature. Si cette décision est à l'effet que la demande de candidature aurait dû être approuvée, la candidature est dès lors considérée comme approuvée et le candidat est considéré comme ayant été intégré dans ses fonctions à compter du jour du refus de sa candidature.

5.3.1.9 Le directeur des services professionnels ou le président du conseil des médecins et dentistes peuvent, en cas d'urgence et à titre exceptionnel et temporaire, accorder à un médecin ou à un dentiste le droit d'exercer dans l'établissement. Dans un tel cas, la personne ayant accordé l'autorisation doit aviser sans délai le conseil d'administration.

5.3.1.10 Le renouvellement de la nomination de tout médecin ou dentiste se fait d'année en année.

5.3.1.11 Avant le 1er novembre de chaque année, le comité exécutif du conseil des médecins et dentistes doit soumettre au conseil d'administration une liste comprenant le nom des médecins et dentistes dont il recommande le renouvellement de nomination pour l'année à venir, ainsi que le nom des médecins et dentistes pour lesquels il propose une modification de statut ou un non-renouvellement de nomination. Dans ces deux derniers cas, il doit faire connaître les motifs d'une telle recommandation.

5.3.1.12 Le conseil d'administration rend sa décision sur les recommandations au cours de son assemblée régulière du mois de décembre de chaque année. Les seuls critères sur la base desquels une nomination peut ne pas être renouvelée sont le défaut de qualification, l'incompétence scientifique, la négligence ou l'inconduite.

5.3.1.13 Un médecin ou dentiste peut jouir de l'un ou de l'autre des 4 statuts suivants dans un centre hospitalier:

- a) membre actif;
- b) membre conseil;
- c) résident;
- d) interne.

5.3.1.14 Le statut de membre actif est accordé à tout médecin ou dentiste qui fait partie du conseil des médecins et dentistes. Il a droit de vote et il est éligible à toutes les fonctions. Il doit assister aux réunions suivant les règlements du conseil des médecins et dentistes.

copy of the appeal petition shall be sent by the Minister to the general manager of the hospital centre who must immediately forward a copy of the applicant's file to the Minister. The Minister shall then transmit such copy of the file to the commission.

The commission shall then summon the petitioner to a hearing. It may also summon the general manager or any other member of the staff or board of directors of the hospital centre. The applicant may be represented by an advocate.

5.3.1.8 The commission shall forward its decision, stating its reasons therefor, to the board of directors of the hospital centre. If such decision is to the effect that the application should have been accepted, the application shall thenceforward be recognized as approved and the applicant shall be considered to have taken up his duties effective upon the date of rejection of his application.

5.3.1.9 The director of professional services or the chairman of the council of physicians and dentists may, in case of emergency and as an exceptional or temporary measure only, grant the right to practice in the establishment to any physician or dentist. In such cases the person granting such authorization shall notify the board of directors thereto without delay.

5.3.1.10 Appointment renewals of every physician or dentist shall be made annually.

5.3.1.11 Before November 1st of each year, the executive committee of the council of physicians and dentists must submit to the board of directors a list of the names of the physicians and dentists whose appointment renewals for the forthcoming year are recommended, as well as the names of physicians and dentists whose status it recommends should be changed or whose appointment renewal is not recommended. In the two latter cases, it must give its reasons for such recommendation.

5.3.1.12 The board of directors shall render its decision on the recommendations during the course of its regular meeting in the month of December of each year. The sole criteria upon which may be based the non-renewal of an appointment are lack of qualifications, technological incompetence, negligence or misconduct.

5.3.1.13 The status of a physician or dentist in a hospital centre may be one or other of the following:

- (a) active staff member;
- (b) consultant;
- (c) house physician;
- (d) intern.

5.3.1.14 The status of active staff member is granted to every physician or dentist who belongs to the council of physicians and dentists. He has the right to vote and is eligible to hold any office. He must attend the meetings in accordance with the by-laws of the council of physicians and dentists.

§ 2. — *Le conseil des médecins et dentistes*

5.3.2.1 Le conseil des médecins et dentistes de chaque centre hospitalier adopte des règlements concernant :

- a) sa régie interne;
- b) la création de comités et leur fonctionnement;
- c) la poursuite de ses fins.

5.3.2.2 Les règlements de régie interne doivent établir la procédure interne, la fréquence des assemblées, les règles relatives à l'élection et aux fonctions respectives du président, du vice-président et des autres officiers du conseil, la procédure de l'élection au comité exécutif et aux autres comités le cas échéant, ainsi qu'aux postes vacants, le quorum, la procédure de convocation, la procédure de délibération et de vote, les modes de consultations, la conservation des archives, la préparation des procès-verbaux des réunions du conseil et des comités et tout autre élément jugé pertinent par le conseil.

5.3.2.3 Les médecins et dentistes d'un centre hospitalier doivent tenir la première réunion du conseil dans les 6 semaines de l'entrée en vigueur du présent règlement. Si la réunion n'a pas été tenue dans ce délai, elle est convoquée par le conseil d'administration dans la semaine qui suit.

5.3.2.4 Les règlements du conseil des médecins et dentistes prévoient au moins 4 assemblées par année, dont l'une est l'assemblée générale annuelle au cours de laquelle :

- a) le conseil reçoit les rapports de ses comités;
- b) le conseil élit son représentant au conseil d'administration du centre hospitalier et au conseil consultatif des professionnels;
- c) le conseil recommande au conseil d'administration de l'établissement le nom d'un directeur pour chacun des départements cliniques.

5.3.2.5 Lorsqu'il existe en vertu de la loi un comité exécutif du conseil des médecins et dentistes ce comité doit faire rapport à l'assemblée générale annuelle des membres du conseil qui en désigne annuellement au scrutin secret les membres électifs. Tout membre du conseil est éligible et rééligible aux postes électifs du comité exécutif.

5.3.2.6 Le comité exécutif du conseil des médecins et dentistes se réunit au moins une fois par mois.

5.3.2.7 Le conseil ou son comité exécutif peut convoquer tout professionnel à l'une ou l'autre de ses réunions.

5.3.2.8 Le conseil adresse au conseil d'administration, par l'intermédiaire du directeur général, tout avis qu'il juge approprié dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées par la loi.

5.3.2.9 Les règlements du conseil doivent prévoir qu'une assemblée spéciale du conseil peut être convo-

§ 2. — *The council of physicians and dentists*

5.3.2.1 The council of physicians and dentists of each hospital centre shall make by-laws respecting :

- (a) its internal management;
- (b) the creation of committees and their functions;
- (c) the pursuit of its objectives.

5.3.2.2 The internal management by-laws must establish the internal procedure, the frequency of meetings, the rules relating to the election and respective functions of the chairman and vice-chairman and the other officers of the council, the election procedure to be followed in forming the executive committee and any other committees, and the filling of vacancies therein, fixing a quorum, convocation procedure, deliberation and vote procedures, modes of consultation, maintenance of records, drawing up of minutes of meetings, and any other aspect deemed pertinent by the council.

5.3.2.3 The physicians and dentists of a hospital centre must hold the first meeting of the council within the 6 weeks following upon the coming into force of this regulation. If upon the expiry of the stipulated 6 weeks the meeting has not been held, it shall be convened during the following week by the board of directors.

5.3.2.4 The by-laws of the council of physicians and dentists shall provide for the holding of 4 meetings annually, one of which shall be the annual general meeting at which:

- (a) the council committees shall render their reports;
- (b) the council shall elect its representative to the board of directors of the hospital centre and to the professional advisory council;
- (c) the council shall select its appointee to the post of director of each clinical department, the said names to be transmitted to the board of directors for approval.

5.3.2.5 Where an executive committee of the council of physicians and dentists is established under the Act, such committee shall disclose the name of each council member to the annual meeting of the council and from this list the annual selection of elective members shall be made by secret ballot. Each council member is eligible and re-eligible for election to the executive committee.

5.3.2.6 The executive committee of the council of physicians and dentists shall meet at least once a month.

5.3.2.7 The council or its executive committee may summon any professional to any of such meetings.

5.3.2.8 The council, through the general manager, shall forward to the Board of Directors any comment which it deems appropriate to the exercise of the functions assigned it under the Act.

5.3.2.9 The council's by-laws may provide for the convening of a special meeting of the council at any time

quée en tout temps sur avis de convocation adressé à chaque membre :

- a) par le président;
- b) par le comité exécutif;
- c) par cinq des membres du conseil;
- d) par le conseil d'administration du centre hospitalier.

5.3.2.10 L'avis de convocation d'une assemblée spéciale doit préciser l'objet de la réunion; aucune autre affaire ne peut y être discutée.

5.3.2.11 Le conseil des médecins et dentistes peut établir par règlement tout comité dont il juge la création nécessaire ou dont la formation est décrétée par le conseil d'administration.

5.3.2.12 Le conseil des médecins et dentistes de tout centre hospitalier de soins spécialisés ou de soins ultra-spécialisés doit constituer un comité de l'évaluation médicale et dentaire. Ce comité peut lui-même former des sous-comités dont notamment un sous-comité de la mortalité maternelle et prénatale, un sous-comité des dossiers et un sous-comité des tissus.

Dans les centres hospitaliers de soins généraux ou de soins prolongés, les fonctions du comité de l'évaluation médicale et dentaire sont assumées par le comité exécutif du conseil.

5.3.2.13 Le comité de l'évaluation médicale et dentaire est composé d'au moins cinq membres du conseil, dont un médecin spécialiste en anatomo-pathologie et un chirurgien-dentiste.

5.3.2.14 Le comité de l'évaluation médicale et dentaire a pour fonctions :

- a) de veiller à ce que la tenue et la qualité des dossiers soient conformes aux normes établies par le présent règlement;
- b) de juger de la qualité des soins et traitements médicaux et dentaires donnés aux bénéficiaires de services;
- c) de comparer les diagnostics préopératoires, postopératoires et anatomo-pathologiques;
- d) d'examiner les dossiers des personnes qui présentent des complications;
- e) d'étudier tout cas de décès survenu dans le centre hospitalier, et particulièrement les mortalités maternelles et périnatales, et de faire rapport au conseil des médecins et dentistes en cas de doute sur la qualité des actes professionnels posés antérieurement au décès.

5.3.2.15 Lorsque le comité a des doutes sur la qualité des soins fournis ou la compétence d'un médecin ou d'un dentiste dans le centre hospitalier, il doit adresser un rapport à cet effet au conseil des médecins et dentistes, lequel en saisit le conseil d'administration, après avoir entendu ce médecin ou ce dentiste.

5.3.2.16 Un conseil des médecins et dentistes est institué dans tout centre local de services communautaires dans lequel oeuvrent au moins cinq médecins et dentistes.

upon written notice of convocation to each member :

- (a) by the president;
- (b) by the executive committee;
- (c) by five council members;
- (d) by the board of directors of a hospital centre.

5.3.2.10 Such notice of the convening of a special meeting shall specify the purpose of the meeting and no other matter may be discussed.

5.3.2.11 The council of physicians and dentists may establish by by-law any committee which it deems necessary or whose formation is ordered by the board of directors.

5.3.2.12 The council of physicians and dentists of any hospital centre for specialized or for highly specialized care must establish a medical and dental audit committee. Such committee may itself form sub-committees such as a maternal and perinatal sub-committee, a records sub-committee and a tissue sub-committee.

In hospital centres for general or extended care, the council's executive committee shall assume the functions of the medical and dental audit committee.

5.3.2.13 The medical and dental audit committee shall be composed of at least 5 council members, including an anatomical pathologist and a dental surgeon.

5.3.2.14 The medical and dental audit committee shall:

- (a) ensure that complete records are kept in accordance with the standards laid down by this regulation;
- (b) evaluate the quality of medical and dental care administered to the recipients of services;
- (c) compare pre-operative, post-operative and anatomical pathology diagnoses;
- (d) study the medical record of complicated cases;

(e) study every case where death occurred in the hospital centre, particularly maternal and perinatal mortality cases, and report to the council of physicians and dentists upon any doubt in respect of professional acts prior to death.

5.3.2.15 Where the committee questions the quality of care or physician or dentist competence in a hospital centre, it shall report thereon to the council of physicians and dentists who shall advise the board of directors after giving such physician or dentist a hearing.

5.3.2.16 A council of physicians and dentists shall be established in any local community service centre which has at least 5 physicians and dentists.

§ 3. — *Le conseil d'arbitrage*

5.3.3.1 Un médecin ou dentiste qui exerce sa profession dans un établissement et qui n'est pas satisfait d'une décision rendue concernant sa propre nomination, sa réinstallation ou son congédiement à l'un des postes prévus par la loi ou le présent règlement peut loger un grief devant le conseil d'arbitrage institué dans l'établissement conformément à l'article 92 de la Loi.

5.3.3.2 Un grief doit être présenté par écrit au directeur général de l'établissement dans les trois mois de la décision qui lui donne lieu.

Le directeur général transmet copie du grief au conseil.

5.3.3.3 Le conseil d'arbitrage doit convoquer les parties et les entendre au plus tard 30 jours après avoir été saisi du grief.

À défaut par le conseil d'arbitrage de procéder tel que prévu au premier alinéa, le requérant peut en informer le ministre qui peut alors convoquer lui-même le conseil.

5.3.3.4 Lors d'une audition, les parties peuvent être assistées d'un avocat.

5.3.3.5 Le conseil d'arbitrage transmet sa décision sur le conflit au conseil d'administration de l'établissement au plus tard 30 jours après avoir entendu les parties.

5.3.3.6 Les trois membres du conseil d'arbitrage doivent siéger en même temps et chacun doit voter sur la décision à prendre.

5.3.3.7 Le conseil d'arbitrage peut entériner, annuler ou modifier la décision ayant donné lieu au grief. Si la décision est annulée ou modifiée, les parties sont rétroactivement placées dans l'état où elles auraient été si la décision avait été originalement prise dans le sens déterminé par le conseil d'arbitrage.

## PARTIE VI

## LES PROCÉDURES BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES

## SECTION I

EXERCICE FINANCIER, COMPTABILITÉ ET  
RAPPORTS PÉRIODIQUES

6.1.1 L'exercice financier d'un centre hospitalier ou d'un conseil régional correspond à l'année civile. Toutefois, l'exercice financier des autres catégories d'établissement se termine le 31 mars de chaque année.

6.1.2 Tous les établissements doivent utiliser un système comptable uniforme sous réserve des particularités propres à chaque catégorie d'établissements. Ce système doit être conforme aux normes contenues au Guide budgétaire du ministère des Affaires sociales.

6.1.3 Un établissement doit fournir au ministre sur demande des rapports sur l'état de son fonds de rou-

§ 3. — *Arbitration board*

5.3.3.1 A physician or dentist practicing his profession in an establishment who is dissatisfied with a decision in respect of his appointment, transfer or dismissal from one of the posts mentioned in the Act or in this regulation may lodge a complaint with the arbitration board instituted in the establishment under section 92 of the Act.

5.3.3.2 A complaint must be made in writing to the general manager of the establishment within 3 months after such decision has been made.

The general manager shall forward a copy of the complaint to the board.

5.3.3.3 The arbitration board shall convene and hear the parties no later than 30 days after receipt of the complaint.

Should the arbitration board fail to act as prescribed in the first paragraph, the complainant may inform the Minister who may himself convene a meeting of the council.

5.3.3.4 Each party may be represented by an advocate at the hearing.

5.3.3.5 The arbitration board shall forward its ruling on the dispute to the board of directors no later than 30 days after the hearing.

5.3.3.6 The three members of the arbitration board shall sit at the same time and shall each vote upon the ruling to be made.

5.3.3.7 The arbitration board may ratify, rescind or amend the decision which gave rise to the complaint. If the decision is rescinded or amended, the parties shall be deemed to have been governed by such decision as though it had been the original decision, and it shall have retroactive force.

## PART VI

## BUDGETARY AND FISCAL PROCEDURES

## DIVISION I

## FISCAL YEAR, ACCOUNTING AND PERIODIC REPORTS

6.1.1 The fiscal year of a hospital centre and a regional council shall be the calendar year. However, the fiscal year of other categories of establishment shall end on March 31 of each year.

6.1.2 All establishments shall conform to a uniform system of accounting subject to the individual requirements of each category. Such system must accord with the rules set forth in the Department of Social Affairs Budgetary Guide.

6.1.3 An establishment shall, upon request, send a financial report to the Minister on the state of its work-

ment. Le contenu, le format et la périodicité de ces rapports sont déterminés à l'annexe III.

Ces rapports doivent être expédiés au ministre dans les 10 jours de la fin de chaque période à laquelle ils s'appliquent.

Un établissement doit en outre fournir au ministre sur demande, des rapports sur l'exécution du budget qui lui a été consenti et sur les principaux indicateurs de ses activités. Ces rapports doivent être expédiés au ministre dans les 21 jours de la fin de chaque période à laquelle ils s'appliquent.

6.1.4 Le rapport financier annuel d'un établissement doit comporter:

- a) le rapport du vérificateur;
- b) les bilans des fonds d'exploitation et des immobilisations;
- c) l'état des revenus et dépenses;
- d) l'état des variations des soldes des fonds;
- e) l'état des créances inter-fonds;
- f) l'état de la provenance et de l'utilisation des fonds;
- g) l'état des statistiques opérationnelles pour chaque centre d'activité.

6.1.5 Conformément à l'article 100 de la Loi, un détenteur de permis doit fournir au ministre dans les 3 mois de la fin de son année financière, un rapport annuel de ses activités. Ce rapport doit contenir:

- a) une description du rôle ou de la vocation de l'établissement, avec indication de toute nouvelle orientation prise dans l'année écoulée;
- b) une énumération des noms des membres du conseil d'administration avec indication des changements apportés en cours d'année;
- c) un état du fonctionnement de l'établissement, exposant les objectifs visés en début d'année et les résultats obtenus, ainsi que les modifications apportées aux services ou aux activités, à la composition du personnel, à l'aménagement physique ou à l'équipement;
- d) les états financiers revêtus du certificat du vérificateur.

## SECTION II

### LES BUDGETS ET L'ADMISSIBILITÉ DES DÉPENSES

6.2.1 Aucun établissement public et aucun établissement privé conventionné ne peut effectuer une dépense non prévue à son budget approuvé par le ministre sauf dans les cas d'exception prévus à la Loi ou au présent règlement.

6.2.2 Le directeur général d'un établissement public doit, 5 mois avant la fin d'un exercice financier soumettre au conseil d'administration ses prévisions budgétaires pour l'exercice financier subséquent.

Le conseil d'administration approuve ou modifie ces prévisions budgétaires, demande au directeur général

ing capital. The contents, mode of presentation and frequency of these reports are set forth in Schedule III.

Such reports must be sent to the Minister within 10 days following upon the expiry of the period to which they apply.

An establishment shall also, upon request, send reports to the Minister on the execution of its assigned budget and on the principal indicators of its activities. Such reports must be sent to the Minister within 21 days of the end of each period to which they apply.

6.1.4 The financial statement of an establishment shall contain:

- (a) the auditor's report;
- (b) the balance sheets of the operating cost and capital assets;
- (c) a statement of revenues and expenditures;
- (d) a cash-flow statement;
- (e) a statement of inter-fund liabilities;
- (f) a statement of source and application of funds;
- (g) a statement of operating statistics for each department.

6.1.5 Under section 100 of the Act, a permit holder must furnish the Minister with an annual report of his activities within 3 months following upon the expiry of his fiscal year. This report must contain:

- (a) a description of the establishment's functional operations noting any changes made thereto during the past year;
- (b) a list of the names of the board of directors with notations of any changes made thereto during the year;
- (c) a report stating the establishment's objectives fixed at the beginning of the year and the actual results achieved, the changes in services or activities, changes to the staff structure and alterations to lands, buildings or equipment.
- (d) financial statements certified by the auditor.

## DIVISION II

### BUDGETS AND ADMISSIBLE EXPENDITURES

6.2.1 No public or private establishment which is bound by agreement shall incur expenditures not provided for in its budget as approved by the Minister, except in the cases prescribed by the Act or by this regulation.

6.2.2 The general manager of a public establishment shall submit his estimates for the next fiscal year to the board of directors 5 months before the end of the fiscal year.

The board of directors shall approve or amend these estimates and shall request the general manager to draft

de rédiger le budget final et transmet ce budget au ministre au plus tard 3 mois avant la fin de l'exercice.

Tel budget doit également être transmis au ministre par tout établissement privé conventionné dans le même délai.

Un budget doit être transmis au ministre sur la formule établie par le guide budgétaire.

6.2.3 Dès que le ministre a approuvé les prévisions budgétaires d'un établissement, avec ou sans modification, elles deviennent le budget de fonctionnement approuvé de l'établissement pour l'exercice en question. L'approbation du ministre porte sur le total des dépenses brutes admissibles avant déduction de tout revenu ainsi que sur la distribution de cette somme entre différents postes, articles ou programmes conformément aux directives budgétaires émises par le ministre.

Un établissement doit assurer durant toute la durée de l'exercice financier et sans diminution ou modification susceptible d'en affecter le caractère ou la qualité, le fonctionnement des activités et des services pour lesquels son budget a été approuvé.

6.2.4 Le directeur général de l'établissement est responsable au conseil d'administration de l'exécution du budget approuvé par le ministre. À cette fin,

a) il est responsable, dans le cadre des politiques établies par le conseil d'administration, de l'administration financière de l'établissement, du contrôle interne des opérations, des achats de biens et de services et du contrôle des stocks;

b) il doit présenter au conseil d'administration, à la fin de chaque mois ou de toute autre période comparable un rapport détaillé et complet sur la situation financière de l'établissement;

c) il doit faire connaître au conseil d'administration son opposition à l'exécution de toute résolution du conseil d'administration qui entraînerait selon lui une violation du budget approuvé par l'établissement ou enfreindrait un règlement ou une directive du ministre. Cette opposition doit être faite par écrit, en indiquant ses motifs, communiquée au président ou au secrétaire du conseil d'administration et consignée aux minutes de la réunion subséquente du conseil d'administration.

6.2.5 Le budget approuvé d'un établissement constitue la base sur laquelle les paiements de transfert sont effectués par le ministre, après déduction d'une somme égale aux revenus estimés, lesquels sont déductibles des dépenses brutes approuvées selon le présent règlement.

Ces paiements sont effectués pour la période à laquelle ils s'appliquent mais au moins une fois par mois pour les dépenses courantes de fonctionnement.

6.2.6 Le ministre peut effectuer par anticipation des versements périodiques aux établissements privés pour lesquels des versements forfaitaires sont prévus selon un taux fixe ou un barème de taux sur la base d'une estima-

the final budget and forward it to the Minister no later than 3 months before the end of the fiscal year.

Such budget must also be sent within the same period of grace to the Minister by each private establishment which is bound by agreement.

Budgets must be submitted to the Minister on the form established by the budgetary guide.

6.2.3 As soon as the Minister has approved the budgetary estimates of an establishment, with or without amendments, they shall become the approved operating budget of the establishment for the pertinent fiscal year. The Minister's approval shall be in respect of the total gross expenditures admissible before any income deductions and to the apportionment of such amount to various departments, items or programmes in accordance with the budgetary directives issued by the Minister.

An establishment must, throughout the entire fiscal year, ensure the full operation of its activities and services for which its budget has been approved without any diminution or modification of the nature and quality of such activities and services.

6.2.4 The general manager of the establishment shall be responsible to the board of directors for the execution of the budget approved by the Minister, in respect of which he shall:

(a) be responsible, in accordance with the policies established by the board of directors, for the financial administration of the establishment, for the internal management of operations, for purchases of goods and services and for inventory control;

(b) submit to the board of directors, at the end of each month or any other suitable interval, a complete and detailed report of the financial situation of the establishment;

(c) inform the board of directors of his opposition to the implementation of any board of directors resolution which, in his opinion, may violate a budgetary provision or contravene a regulation or directive of the Minister. Such objection must be made in writing, setting forth the reasons therefor; it shall be conveyed to the chairman or secretary of the board of directors and noted in the minutes of the next meeting of the board of directors.

6.2.5 The budget approved for an establishment shall be the basis upon which transfer payments are made by the Minister after deduction of an amount equal to the estimated revenues, which are deductible from the gross expenditures approved under this regulation.

These payments shall be made for the period to which they apply and shall be made at least monthly to cover current operating expenses.

6.2.6 The Minister may make periodic advance payments to private establishments for which lump sum payments at a fixed rate or in accordance with a tariff table are prescribed on the basis of a provisional esti-

ion provisoire des sommes totales devant leur être versées pour l'ensemble d'un exercice financier de ces établissements.

6.2.7 Si un établissement privé ne dispose pas des installations ou du personnel nécessaire pour fournir tous les services prévus, il doit prendre les arrangements nécessaires pour que ces services soient fournis ailleurs, à ses frais, et doit assumer lui-même les frais de transport des bénéficiaires.

6.2.8 Un établissement ayant conclu un contrat avec le ministre conformément à l'article 133 de la loi est tenu de percevoir tous les revenus qui lui sont dus au taux fixé par le présent règlement.

6.2.9 Sont admissibles au budget de fonctionnement d'un établissement pour financement par le ministre les dépenses brutes courantes avant déduction de tout revenu, pourvu qu'elles satisfassent aux conditions suivantes :

a) qu'elles soient encourues au bénéfice de l'établissement et pour la prestation des services essentiels à la réalisation du plan d'organisation de l'établissement et aux services qu'il est appelé à fournir;

b) qu'elles n'appartiennent à aucune des catégories suivantes :

1) charges financières résultant d'emprunts à court et à long terme;

2) imputations reflétant l'amortissement des édifices, du mobilier et de l'équipement ;

3) sommes versées pour des personnes occupant des postes de cadres non reconnus dans le plan d'organisation ou excédant les barèmes approuvés;

4) sommes versées pour l'achat de mobilier ou d'équipement matériel dépréciable, ou pour leur location;

5) sommes versées pour l'acquisition ou la construction d'immeubles ou pour des réparations majeures, des rénovations et des réaménagements à des immeubles occupés par l'établissement dont l'effet est d'accroître le volume intérieur des édifices, de prolonger la vie utile de l'ensemble de l'édifice ou de parachever une partie de l'édifice laissée incomplète lors de la construction originale;

6) sommes versées à titre de loyer pour des locaux loués à l'exception des sommes payées pour leur entretien ou leur fonctionnement, lesquelles constituent des dépenses admissibles;

7) coût d'utilisation d'espace et la prestation de services de soutien pour les fins de la recherche.

6.2.10 Le ministre peut consentir des subventions à un établissement afin de rembourser à cet établissement des dépenses prévues à son budget appartenant aux catégories énumérées aux sous-paragraphes 1, 4, 5, 6 et 7 du paragraphe *b* de l'article 6.2.9.

Toutefois, aucune subvention ne peut être consentie pour rembourser des dépenses appartenant aux catégories énumérées aux sous-paragraphes 2 et 3 du para-

mate of the total sums required for the entire fiscal year of such establishments.

6.2.7 Where a private establishment does not have the necessary departments or personnel to provide all the services prescribed, it must make the proper arrangements to have such services furnished elsewhere at its own expense and must itself assume the transportation costs of the recipients.

6.2.8 An establishment which has contracted with the Minister under section 133 of the Act must levy all charges at the fixed rate established by this regulation.

6.2.9 Current gross expenditures before deduction of any revenue shall be allowed in an establishment's operating budget to be financed by the Minister if they fulfil the following conditions:

(a) they must be incurred for the benefit of the establishment and for the provision of services essential to the implementation of the establishment's organization plan and the services which it is required to provide;

(b) they must be of any of the following categories:

(1) interest charges resulting from short and long term loans;

(2) application of amounts covering depreciation of buildings, equipment and furnishings;

(3) remuneration of persons occupying management posts not recognized within the organization plan or which exceed the approved scale;

(4) payments made for the purchase of depreciable equipment and furnishings, or for their rental;

(5) payments made for the purchase or construction of immoveables or for major repairs, renovations and reappointments of immoveables occupied by the establishment, in order to increase the interior space of buildings, to prolong the serviceable life of the building as a whole, or to complete any section left unfinished during the original construction of the building;

(6) payments made for the leasing of premises with the exception of amounts paid for their upkeep or operation, the latter expenses being admissible expenses;

(7) payments made for the rental of premises for research purposes and the maintenance thereof.

6.2.10 The Minister may grant subsidies to an establishment in order to reimburse such establishment for expenditures provided for in its budget and which pertain to the categories listed in sub-paragraphs 1, 4, 5, 6 and 7 of paragraph *b* of section 6.2.9.

However, no subsidy may be granted in reimbursement of expenditures pertaining to the categories listed in sub-paragraphs 2 and 3 of paragraph *b* of section

graphe *b* de l'article 6.2.9 même si elles sont effectuées pour la prestation de services essentiels.

En outre, le ministre ne peut consentir à un établissement privé pour lequel il effectue des versements forfaitaires, une subvention pour l'une quelconque des catégories de dépenses énumérées au paragraphe *b* de l'article 6.2.9.

6.2.11 Tout établissement peut, dans la limite de ses pouvoirs, réaliser des activités accessoires et fournir des services qui ne sont pas des services essentiels au sens du présent règlement, pourvu que les conditions suivantes soient respectées :

*a*) que les dépenses reliées à chacun de ces services ou activités soient correctement et complètement identifiées;

*b*) qu'une part des frais généraux proportionnelle selon les cas à l'importance des espaces utilisés, aux effectifs employés et aux services de soutien fournis par l'établissement pour ces fins soit imputée aux activités et services en question;

*c*) que des revenus adéquats soient prévus par l'établissement pour financer non seulement ces activités et services mais également l'ensemble des autres dépenses non admissibles énumérées à l'article 6.2.9 sauf les imputations reflétant l'amortissement des édifices, du mobilier et de l'équipement;

*d*) que les rapports périodiques et les états financiers fournis par l'établissement au ministre contiennent distinctement sur ces services, activités et autres dépenses non admissibles des données analogues à celles exigées relativement aux services essentiels.

6.2.12 Le ministre peut désigner une ou plusieurs activités exécutées par un établissement comme activités accessoires lorsque ces activités sont exécutées au bénéfice de plus d'un établissement.

Dans tous les cas où une telle désignation est faite, seule la partie des dépenses afférentes à ces activités accessoires qui correspond aux activités effectuées à l'avantage de l'établissement demeure admissible au sens de l'article 6.2.9.

6.2.13 Sans restreindre la généralité des articles 6.2.9 à 6.2.12, les services suivants doivent dans tous les cas être considérés comme des services non essentiels :

*a*) l'opération de parcs de stationnement, de cantines, de boutiques ou de toute autre activité généralement considérée comme étant de nature commerciale;

*b*) l'hébergement de personnes n'appartenant pas aux catégories de celles qui, en raison de leur état physique, mental ou social, ont accès de droit aux services essentiels d'hébergement fournis par l'établissement.

6.2.14 Dans la détermination des versements périodiques devant être effectués par le ministre à un établissement conformément à l'article 6.2.5, les sommes suivantes doivent être défalquées du total des dépenses brutes estimées ou approuvées :

6.2.9, even where such are incurred for the provision of essential services.

Moreover, the Minister shall not grant a subsidy to a private establishment to which it makes lump sum payments for any of the categories of expenditure listed in paragraph *b* of section 6.2.9.

6.2.11 Any establishment may, within the limitation of its powers, engage in ancillary activities and provide services which are not essential services within the meaning of this regulation, provided the following conditions are met:

(*a*) that the expenses pertaining to such services or activities be correctly and fully specified;

(*b*) that part of the general pro-rata expenses pertaining, as the case may be, to the importance of the premises used, staff requirements and to maintenance services furnished by the establishment for such purposes be chargeable to the said activities and services;

(*c*) that sufficient revenues be projected by the establishment to finance not only such activities and services but also all other inadmissible expenses listed in section 6.2.9, with the exception of charges resulting from depreciation of buildings, equipment and furnishings;

(*d*) that the periodic reports and financial statements submitted to the Minister by the establishment include data proper to such services, activities and other inadmissible expenses, such data being the same as that required in respect of essential services.

6.2.12 The Minister may designate one or several activities carried on by an establishment as ancillary activities where such activities are carried on in behalf of more than one establishment.

In all cases where such designation is made, only that portion of the expenses of such ancillary activities which directly relate to the activities of the establishment in question shall be admissible within the meaning of section 6.2.9.

6.2.13 Without restricting the generality of sections 6.2.9 to 6.2.12, the following services must in all cases be considered as non-essential services:

(*a*) the operation of parking lots, canteens, boutiques or any other activity generally considered to be of a commercial nature;

(*b*) the lodgement of persons who do not come under the categories pertaining to those, who, because of their physical, mental or social condition are entitled to the essential lodgement services provided by the establishment.

6.2.14 In determining the periodic payments to be made by the Minister to an establishment under section 6.2.5 of this regulation, the following amounts must be deducted from the total estimated or approved gross expenditures:

a) les revenus provenant des frais modérateurs déterminés en conformité avec les règlements pour les bénéficiaires ayant accès aux services essentiels et ayant qualité de résident;

b) les revenus provenant des contributions imposées aux non-résidents conformément aux taux déterminés par le ministre pour les services essentiels;

c) les revenus provenant des contributions imposées à des tiers responsables du paiement pour des services essentiels fournis à des résidents ou à des non-résidents;

d) les revenus provenant de la location d'un espace ou de la vente d'un service par l'établissement à un autre établissement, à une institution ou à un individu;

e) les rabais ou ristournes obtenus par l'établissement sur ses achats de fournitures.

Tous les autres revenus de l'établissement font partie de ses revenus propres.

Sous réserve des directives émises par le ministre, les contributions imposées à tout bénéficiaire conformément aux paragraphes b à d du présent article sont déterminées de manière à compenser entièrement les dépenses de l'établissement relatives aux services fournis.

6.2.15 Tout revenu d'un établissement provenant d'une source autre que les deniers votés par la Législature ou les revenus énumérés à l'article 6.2.14 constituent des revenus propres.

Le conseil d'administration d'un établissement doit adopter un règlement décrétant que l'établissement doit respecter dans l'utilisation de ses revenus propres l'ordre de priorité suivant :

a) sous réserve de l'article 6.2.9, il doit affecter ces revenus aux fins particulières ou objets spécifiques pour lesquels les sommes lui sont versées;

b) il doit combler le déficit courant résultant des services non essentiels et des activités accessoires;

c) il peut effectuer les dépenses énumérées au paragraphe b de l'article 6.2.9 sauf l'amortissement des édifices, du mobilier et de l'équipement;

d) il doit absorber le déficit accumulé des années antérieures au titre des services non essentiels, des activités accessoires et des autres dépenses non admissibles;

e) il doit enfin affecter ces revenus à l'un quelconque ou une combinaison des programmes suivants :

1) un programme de prestation de certains services essentiels ou dont la prestation générale à titre gratuit n'a pas été autorisée par le ministre;

2) un programme de recherche non subventionné;

3) des bénéfices supplémentaires au personnel ou à certains employés en vertu d'un protocole d'affectation approuvé par le ministre.

6.2.16 Un établissement doit tenir une comptabilité détaillée et complète de tous ses revenus et en rendre compte au ministre par des rapports financiers périodiques de la même façon que pour ses autres opérations financières.

(a) the revenues derived from the moderating fees determined under the regulation for the recipients of essential services who have resident status;

(b) the revenues derived from fees levied for non-residents in accordance with the rates established by the Minister for essential services;

(c) the revenues derived from payments by third parties for essential services provided residents or non-residents;

(d) the revenues derived from the leasing of premises or the sale of services by one establishment to another, or to an institution or to an individual;

(e) the allowances or rebates obtained by the establishment on the purchase of supplies.

All other revenues received by the establishment shall be deemed to be the establishment's own revenues.

Subject to the directives issued by the Minister, the charges made to any recipient in accordance with paragraphs b to d of this section shall be determined in such manner as to fully compensate the establishment for expenses in respect of services provided.

6.2.15 Any revenue by an establishment derived from a source other than the funds voted by the legislature or the revenues listed in section 6.2.14 shall be the establishment's own revenue.

The board of directors of an establishment must make a by-law decreeing that the establishment must utilize its revenues according to the following priority:

(a) subject to section 6.2.9, it must allocate such revenues for the specific purposes or objects for which the payments were made;

(b) it must make up the current deficit resulting from non-essential services and ancillary activities;

(c) it may make the expenditures enumerated in paragraph b of section 6.2.9 except for the depreciation of buildings, furnishings and equipment;

(d) it must absorb the accumulated deficit from previous years deriving from non-essential services, ancillary activities and other inadmissible expenses;

(e) finally it must allocate such revenues to one or a combination of the following programmes:

(1) a programme for the provision of certain essential services or for which the general provision of services free of charge has not been authorized by the Minister;

(2) a non-subsidized research programme;

(3) supplementary benefits to personnel or to certain employees according to an entitlement agreement approved by the Minister.

6.2.16 An establishment must keep a detailed and complete accounting of all its revenues and report thereon to the Minister through periodic financial statements in the same manner as for its other financial operations.

6.2.17 Aucun don assorti d'une condition quant à son emploi ne peut être accepté par un établissement sans une autorisation écrite du ministre, à moins que la condition n'entraîne une dépense ou un engagement pour lequel aucune autorisation n'est requise. Cependant, tout don d'équipement ou immeuble d'une valeur de plus de \$5,000, doit être considéré comme étant assorti d'une condition pour laquelle une autorisation s'impose.

## SECTION III

## CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT

6.3.1 Tout contrat d'achat ou de location de biens ou de services, à l'exception des contrats de travail, des contrats pour services professionnels ou des contrats pour l'achat ou la location de biens immobiliers, constitue un contrat d'approvisionnement au sens de la présente section.

Tout établissement qui devient partie à un contrat d'approvisionnement est soumis aux dispositions des articles 6.3.1 à 6.3.9 du présent règlement à moins que le passif exigible à court terme apparaissant à ses états financiers vérifiés pour la période la plus récente ne soit inférieur à 1% des dépenses de fonctionnement pour le même exercice.

6.3.2 Tout contrat d'approvisionnement doit être pour un prix fixe calculé au mois, à l'année ou sur une base unitaire. Toutefois, le coût de la livraison peut être indiqué séparément s'il est à la charge de l'établissement et devient dans ce cas un des éléments du contrat.

Seul le prix indiqué au contrat peut être payé par l'établissement au fournisseur; ce dernier peut, toutefois, accorder une remise en considération d'un paiement accéléré.

Le prix spécifié au contrat ne peut être modifié à moins qu'il ne concerne un approvisionnement dont le prix est fixé par un organisme gouvernemental habilité à déterminer les prix pour les fournitures en cause.

6.3.3 Un établissement ne peut être partie à un contrat pour l'un des objets suivants sans autorisation écrite du ministre :

a) confier à un seul fournisseur la totalité ou une partie importante de ses approvisionnements de toutes catégories;

b) conclure un contrat d'approvisionnement impliquant un coût de main-d'oeuvre résiduaire pour l'établissement, attribuable au transfert de l'exécution de certaines tâches de l'établissement à une entreprise indépendante;

c) conclure un contrat d'approvisionnement pour l'usage d'équipement dans les domaines suivants :

- radiologie diagnostique;
- radiologie thérapeutique;
- médecine nucléaire et isotopes;
- informatique;

6.2.17 Any gift qualified by a condition respecting its use shall not be accepted by an establishment without written authorization from the Minister, unless such condition involves an expenditure or commitment for which no authorization is required. However any gift of equipment or an immoveable valued at more than \$5,000 must be considered as being qualified by a condition and authorization is required for its acceptance.

## DIVISION III

## SUPPLY CONTRACTS

6.3.1 Any contract for the purchase or rental of goods or services, with the exception of work contracts, contracts for professional services or contracts for the purchase or rental of immoveables, shall constitute a supply contract within the meaning of this division.

Any establishment which becomes party to a supply contract shall be subject to sections 6.3.1 to 6.3.9 of this regulation, unless the short-term liabilities in the audited statements for the most recent period are less than 1% of operating costs for the same fiscal year.

6.3.2 All supply contracts must be calculated for a fixed price on a monthly, yearly or unit-cost basis. However, the cost of delivery may be indicated separately where it is charged to the establishment and in such cases it shall be part of the contract.

The establishment shall only pay the supplier the price stipulated in the contract; the supplier may, however, make a refund for prompt payment.

The price stipulated in the contract shall not be changed unless it concerns supplies the price of which has been fixed by a government body empowered to establish prices for the supplies in question.

6.3.3 An establishment may not be party to a contract for one of the following objects without written authorization from the Minister:

(a) to entrust only one supplier with all or an important part of all categories of its supplies;

(b) to conclude a supply contract for which payment would be disbursed from a residual fund resulting from labour saving in the establishment, attributable to the transfer of certain work from the establishment to an independent corporation;

(c) to conclude a supply contract for the use of equipment in the following fields:

- X-ray diagnosis;
- therapeutic X-ray;
- nuclear medicine and isotopes;
- data processing;

- automatisation des laboratoires;
- hémodialyse;
- appareillage de surveillance électronique des bénéficiaires de services pour soins intensifs et coronariens;
- anesthésie et réanimation.

6.3.4 Un établissement doit, avant de devenir partie à un contrat d'approvisionnement, obtenir d'au moins 3 fournisseurs des soumissions par écrit conformes à l'article 6.3.2.

La demande de soumissions doit également être faite par écrit et comporter un devis dans lequel sont indiquées alternativement et par ordre de préférence :

- a) une référence aux spécifications standard pour les approvisionnements requis approuvées et publiées par le ministre des Affaires sociales ou par le ministre de l'Industrie et du Commerce;
- b) les spécifications approuvées par le ministre lorsque l'article 6.3.3 exige une autorisation du ministre à l'appel d'offres;
- c) les spécifications approuvées par le conseil d'administration dans les autres cas.

6.3.5 L'obligation énoncée à l'article 6.3.4 ne s'applique pas aux approvisionnements appartenant aux catégories suivantes :

- a) les approvisionnements requis de manière urgente et inattendue;
- b) les approvisionnements en viandes, poissons, légumes et fruits à l'état frais et exclusivement des mêmes produits congelés ou en conserve;
- c) les approvisionnements en médicaments faits en conformité à la liste de médicaments approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 3a de la Loi de l'assurance-maladie;
- d) les approvisionnements obtenus au moyen d'un bon de commande signé par le responsable des achats de l'établissement et adressé à une personne ou organisme chargé d'exécuter un programme d'achats en commun pour un groupe d'établissements;
- e) les approvisionnements que le conseil d'administration de l'établissement désigne spécifiquement en vertu d'une résolution motivée comme ne devant jamais faire l'objet de demande de soumissions par écrit.

Le directeur général de l'établissement doit, au moins une fois l'an, faire rapport au conseil d'administration des contrats d'approvisionnement accordés en vertu des paragraphes a et e du premier alinéa. Ce rapport doit énumérer, distinctement pour chaque paragraphe et chaque type d'approvisionnement le nom des fournisseurs et les montants qui leur ont été versés.

6.3.6 Un bon de commande émis par écrit au nom d'un établissement par le responsable des achats et adressé à une personne ou organisme chargé d'exécuter un programme d'achats en commun pour un groupe d'établissements constitue un mandat de l'établissement à cette personne ou organisme en vertu duquel cette per-

- automatization of laboratories;
- hemodialysis;
- electronic observation machinery for service recipients receiving intensive and coronary care;
- anaesthesia and reanimation.

6.3.4 An establishment shall, before entering into a supply contract, obtain written tenders from at least three suppliers in conformity with section 6.3.2.

Request for tenders must also be made in writing and include an estimate containing alternately and by order of preference:

- (a) a reference to the standard specifications approved and published by the Minister of Social Affairs or by the Minister of Industry and Commerce governing the required supplies;
- (b) the specifications approved by the Minister where section 6.3.3 stipulates an authorization must be obtained from the Minister in respect of requests for tenders;
- (c) specifications approved by the board of directors in all other cases.

6.3.5 The requirement prescribed in section 6.3.4 shall not apply to supplies in respect of the following categories:

- (a) provisions required which are urgent and unexpected;
- (b) supplies of fresh meat, fish, vegetables and fruit and the same products only that are frozen or preserved;
- (c) supplies of medications made in conformity with the list of medications approved by the Lieutenant-Governor in Council under section 3a of the Health Insurance Act;

(d) supplies obtained by means of an order form signed by the purchasing agent of the establishment and in the name of the person or body responsible for purchasing for a group of establishments;

(e) supplies specifically designated by the board of directors under a resolution justified because such supplies have never been the object of a written request for tenders.

The general manager must make a report at least once a year to the board of directors in respect of the supply contracts awarded under sub-paragraphs a and e of the first paragraph. This report must separately enumerate, according to each sub-paragraph and each type of supply, the names of the suppliers and the amounts paid them.

6.3.6 An order form signed by the purchasing agent of the establishment and in the name of the person or body who is responsible for purchasing for a group of establishments shall be an authorization from the establishment to such person or body by which such person or body may validly bind the establishment up to the

sonne ou organisme peut valablement lier l'établissement dans la limite des quantités qui apparaissent au bon de commande relativement aux approvisionnements qui en font l'objet.

La personne ou organisme qui exécute un mandat au sens du premier alinéa doit respecter les articles 6.3.1 à 6.3.9 du présent règlement.

6.3.7 Une demande de soumissions doit mentionner la date limite pour la présentation des soumissions. Cette date doit être distante d'au moins 7 jours de la date de publication ou d'expédition de la demande.

La demande de soumissions doit également préciser le lieu, le jour et l'heure d'ouverture des soumissions de même que les quantités ou la période de temps applicable au contrat d'approvisionnement envisagé.

6.3.8 Les demandes de soumissions ainsi que toutes les soumissions reçues doivent être conservées par l'établissement pour une période de 3 ans.

6.3.9 Le directeur général d'un établissement ou toute personne ayant reçu un mandat écrit du conseil d'administration à cet effet prend connaissance des soumissions reçues et accorde le contrat au plus bas soumissionnaire; il peut toutefois, pour des motifs sérieux, l'accorder à un soumissionnaire dont l'offre est plus élevée. Les motifs d'une telle décision doivent être consignés par écrit sur un document conservé dans les archives de l'établissement.

#### SECTION IV

##### LES IMMOBILISATIONS

6.4.1 Tout établissement, que ses opérations de construction, d'agrandissement et de transformation soient subventionnés ou non, doit soumettre au ministre un projet de toute opération qu'il désire entreprendre dans ces domaines et obtenir de celui-ci une autorisation écrite avant de procéder à la rédaction des esquisses préliminaires. Le projet doit indiquer clairement tous les détails du programme envisagé et prévoir son coût maximum de réalisation.

6.4.2 Lorsque l'autorisation de procéder aux esquisses préliminaires a été obtenue, l'établissement procède à leur confection et les soumet au ministre dont l'autorisation écrite doit être obtenue avant que l'établissement puisse procéder à la rédaction des plans et devis complets.

6.4.3 Un établissement ayant obtenu l'autorisation de procéder à la rédaction des plans et devis complets doit obtenir une autorisation écrite supplémentaire du ministre pour retenir les services de consultants, d'architectes ou d'ingénieurs-conseils pour tout projet dont le coût de réalisation est supérieur à \$50,000.

6.4.4 Aucun contrat relatif à un programme de construction, d'agrandissement ou de transformations dont

limit of the quantities which appear on the order form in respect of the supplies stated therein.

The person or body executing an authorization within the meaning of the first paragraph must conform with sections 6.3.1 to 6.3.9 of this regulation.

6.3.7 A request for tenders must indicate the expiration date for the submission of tenders. Such date must not fall within 7 days of the date of publication or forwarding of the request.

The request for tenders must also specify the place, date and time when tenders will be opened and must also specify the quantities or the period of time for which the contract is planned.

6.3.8 The requests for tenders together with all tenders received must be kept by the establishment for a period of 3 years.

6.3.9 The general manager of an establishment, or any person who has received written authorization therefor from the board of directors, shall study the tenders received and award the contract to the lowest bidder; he may however, for well-founded reasons, award a tender to a higher bidder. The reasons for such decision must be recorded in writing on a document which shall be kept in the establishment's archives.

#### DIVISION IV

##### CAPITAL EXPENDITURES

6.4.1 Any establishment, whether or not its construction, enlargement and alteration operations are subsidized, must submit a draft to the Minister of any operation it wishes to undertake in respect of such operations and obtain from him a written authorization before preparing any preliminary sketches. The draft must clearly state all details of the projected programme and forecast the maximum cost thereof.

6.4.2 When authorization to proceed with the preliminary sketches has been obtained, the establishment shall see to their completion and submit them to the Minister whose written authorization must be obtained before the establishment proceeds with the complete drawing up of plans and specifications.

6.4.3 An establishment obtaining the necessary authorization to proceed with the completion of final plans and specifications must obtain an additional written authorization from the Minister in order to retain the services of consultants, architects or consulting engineers for any project whose overall cost is higher than \$50,000.

6.4.4 No contract in respect of a programme for construction, enlargement or alterations whose overall cost

le coût de réalisation se chiffre à \$50,000, ou plus ne peut être attribué sans qu'une demande publique de soumissions ait été lancée.

6.4.5 La préparation du projet et des esquisses préliminaires, ainsi que la rédaction des plans et devis complets de toute construction, agrandissement ou transformations demeurent sujettes aux prescriptions de toutes lois et règlements en vigueur, relatifs à la construction, la sécurité, les installations de plomberie, chauffage, électricité et hygiène.

6.4.6 Aucune demande de soumissions pour tout projet de construction, d'agrandissement ou de transformations ne peut être lancée sans l'autorisation écrite du ministre.

6.4.7 Sont seules autorisées à soumissionner pour l'exécution des travaux les personnes ayant leur principale place d'affaires au Québec.

6.4.8 Les demandes de soumissions doivent être faites par annonces publiques dans au moins un journal publié dans la région où le programme doit être conduit.

Le ministre peut cependant permettre que les soumissions soient demandées privément à un nombre restreint d'entrepreneurs compétents et solvables.

6.4.9 La demande de soumissions doit indiquer :

- 1) la nature des travaux projetés;
- 2) le lieu où ils seront exécutés;
- 3) l'endroit où les soumissionnaires peuvent obtenir les documents nécessaires à la préparation des soumissions;
- 4) les conditions requises pour obtenir ces documents;
- 5) l'endroit où les soumissions seront reçues;
- 6) la date et l'heure limites fixées pour la réception et l'heure de l'ouverture des soumissions;
- 7) les noms et adresses de tous les ingénieurs, architectes ou autres professionnels consultants pressentis pour travailler à la réalisation du projet;
- 8) la nature de la garantie exigée par l'établissement;
- 9) un avis à l'effet que l'entrepreneur général est tenu de produire avant la signature du contrat les garanties d'exécution et d'obligations pour gages, matériaux et services;
- 10) l'identification des opérations spécialisées devant faire l'objet de soumissions de la part des sous-traitants, avec indication du montant forfaitaire ou du pourcentage de la garantie devant être affecté aux soumissions des sous-traitants ainsi que les autres conditions exigées des sous-traitants;
- 11) un avis à l'effet que l'établissement ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

6.4.10 Le délai pour la réception des soumissions venant des entrepreneurs généraux est calculé à compter de la date de la première publication dans les journaux

is \$50,000 or more may be awarded without a public request for tenders.

6.4.5 The preparation of the draft and preliminary sketches, as well as the drawing up of final plans and specifications for any construction, enlargement or alteration shall be subject to the provisions of all Acts and regulations in force in respect of construction and safety and plumbing, heating, electricity and sanitary installations.

6.4.6 No request for tenders for any construction, enlargement or alteration projects may be made without the written authorization of the Minister.

6.4.7 Only those persons whose principal place of business is in the Province of Québec are authorized to submit tenders for the execution of work.

6.4.8 Requests for tenders must be made by advertisement in at least one newspaper published in the region where the programme is to be carried out.

The Minister may however allow requests for tenders to be made privately to a restricted number of able and solvent contractors.

6.4.9 The request for tenders must state:

- (1) the nature of the projected work;
- (2) the place where the work is to be executed;
- (3) the place where the tenderers may obtain the documents necessary for the preparation of the tenders;
- (4) the conditions to be met for the obtainment of such documents;
- (5) the place where the tenders are to be received;
- (6) the closing date and time governing the receipt of tenders and the time when tenders are to be opened;
- (7) the names and addresses of all engineers, architects and other consulting professionals who have been approached in connection with working on the project;
- (8) the nature of the guarantee demanded by the establishment;
- (9) a notice to the effect that the general contractor, before the signing of the contract, must produce execution guarantees and surety to cover materials and services;
- (10) the specialized operations for which tenders may be requested from sub-contractors, with mention of the lump sum or percentage of the guarantee governing such tenders in addition to the other conditions which must be met by sub-contractors;
- (11) a notice to the effect that the establishment does not bind itself to accept either the lowest bid or any tender received.

6.4.10 The time limit governing the receipt of tenders from general contractors shall be calculated with effect from the date of the first publication in the newspapers

de la demande de soumission et il ne doit pas être inférieur au délai suivant :

- a) 4 semaines pour les travaux dont le coût estimatif excède \$1,000,000;
- b) 3 semaines pour les travaux dont le coût estimatif est entre \$300,000 et \$1,000,000;
- c) 2 semaines pour les travaux dont le coût estimatif est inférieur à \$300,000.

Toutefois, le ministre peut, suivant la nature et l'urgence des travaux et sur les renseignements qui lui sont fournis à cet effet, réduire les délais mentionnés aux paragraphes a, b et c, pourvu qu'en aucun cas, ils ne soient inférieurs à une semaine.

6.4.11 L'établissement doit remettre les documents suivants à toute personne désirant soumissionner, contre le versement d'un honoraire d'un maximum de \$300 :

- 1) la liste des documents requis pour soumissionner;
- 2) les instructions générales;
- 3) une formule de soumission;
- 4) une formule sur laquelle le soumissionnaire peut indiquer son statut juridique;
- 5) une formule de contrat;
- 6) une formule de police de garantie;
- 7) le devis spécial;
- 8) les plans.

Les instructions générales, la formule de soumission et la formule de police de garantie utilisées pour tout projet de construction, d'agrandissement et de transformations sont celles approuvées par le ministre des Affaires sociales.

6.4.12 Les instructions aux soumissionnaires doivent indiquer la manière de remplir la formule de soumission et les documents requis à l'appui, ainsi que la procédure à suivre. De plus, ce document doit contenir :

a) un avis que le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission, soit un chèque visé à l'ordre de l'établissement d'un montant égal ou supérieur à 10% du total de la soumission ou à une somme forfaitaire fixée à l'avance par l'établissement soit une police de garantie équivalente souscrite par une compagnie autorisée à se porter caution judiciaire;

b) un avis que le soumissionnaire doit fournir, avant la signature du contrat, un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services, chacun pour 50% du prix du contrat, lesdits cautionnements délivrés par une compagnie visée au paragraphe a du présent article ou une garantie jugée acceptable par le ministre;

c) un avis que le soumissionnaire doit présenter sa soumission sur des formules fournies par l'établissement, remplies avec clarté et exactitude, dûment signées aux endroits indiqués;

d) un avis que l'établissement ne peut considérer une soumission qui ne remplit pas, lorsque l'établisse-

ment de la demande de soumission et il ne doit pas être inférieur au délai suivant :

- (a) 4 weeks for work whose estimated cost is in excess of \$1,000,000;
- (b) 3 weeks for work whose estimated cost is between \$300,000 and \$1,000,000;
- (c) 2 weeks for work whose estimated cost is less than \$300,000.

However, the Minister may, in accordance with the nature and urgency of the work and upon the information furnished him thereto, reduce the time limits mentioned in sub-paragraphs a, b and c, provided that in no case such time limits be less than one week.

6.4.11 The establishment must release the following documents to any person wishing to tender upon payment of a maximum fee of \$300:

- (1) the list of documents required for tendering;
- (2) general instructions;
- (3) a tender form;
- (4) a form on which the tenderer may state his legal status;
- (5) a contract form;
- (6) a bid bond form;
- (7) the particular specifications;
- (8) the plans.

The general instructions, tender and bid bond forms utilized for any construction, enlargement and alteration projects shall be those approved by the Minister of Social Affairs.

6.4.12 The instructions to tenderers must indicate the manner in which the tender form and the required supporting documents must be completed, and also the procedure to be followed. In addition, such document must contain:

(a) a notice that the tenderer must furnish with his bid either a certified cheque to the order of the establishment for an amount equal to or exceeding 10% of the total amount of the bid, or a lump sum previously fixed by the establishment, or an equivalent bid bond furnished by a company authorized to go legal surety;

(b) a notice that the tenderer must furnish before the signing of the contract, an execution guarantee and a surety to cover materials and services, each for 50% of the contract price, the said guarantees to be issued by a company contemplated in sub-paragraph a of this section, or a guarantee deemed acceptable by the Minister;

(c) a notice that the tenderer must forward his bid on the forms provided by the establishment, clearly and accurately completed and duly signed where indicated;

(d) a notice that the establishment cannot consider a tender which, to its knowledge, does not fulfil one or

ment en prend connaissance, l'une ou l'autre des conditions essentielles suivantes :

1) la garantie de soumission prévue au paragraphe a de l'article 6.4.12 doit être produite;

2) une autorisation de signature des documents de soumission doit accompagner la soumission :

i. si le soumissionnaire est une compagnie, une copie certifiée de la résolution de la compagnie est exigée pour autoriser toute personne à signer pour et au nom de cette compagnie;

ii. s'il s'agit de personnes faisant affaires en société ou sous une raison sociale, le soumissionnaire doit joindre une copie certifiée par le notaire, de la déclaration de société et lorsque la soumission n'est pas signée par tous les associés, une procuration autorisant la signature de celui qui a signé;

iii. s'il s'agit d'une personne physique faisant affaires seule sous son propre nom, cette personne doit signer elle-même la demande de soumission; si elle ne signe pas elle-même les documents de soumission, la soumission doit être accompagnée d'un mandat en forme authentique autorisant le signataire de la soumission à la signer.

3) les documents doivent être signés aux endroits prévus à cette fin;

4) le prix global doit être indiqué sur la formule de soumission ainsi que les prix unitaires et forfaitaires demandés sur le bordereau des prix;

5) toute autre condition doit être remplie lorsqu'elle est indiquée comme essentielle dans le document intitulé « Instructions aux soumissionnaires ».

e) que l'établissement n'est pas tenu d'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions;

f) que le soumissionnaire, en cas de défaut de signer un contrat conforme à sa soumission, ou de fournir les garanties requises dans les 15 jours de la date d'acceptation, est obligé de payer à l'établissement une somme d'argent représentant la différence entre le montant de sa soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par l'établissement, le tout sans préjudice à la faculté qu'à l'établissement de faire exécuter le cautionnement de soumission ou de confisquer le chèque fourni en garantie.

6.4.13 Les soumissions demandées et les contrats accordés doivent être établis :

a) soit à prix forfaitaire;

b) soit à prix unitaire lorsque le nombre et l'importance de variations possibles dans l'exécution des travaux empêchent une estimation adéquate du coût des travaux.

6.4.14 La formule de soumissions doit mentionner les noms, spécialités et prix soumis par les sous-traitants.

Elle doit de plus contenir une liste de prix unitaire pour les travaux sujets à la modification.

Toute soumission doit inclure le coût des taxes fédérales et provinciales.

other of the following essential conditions:

(1) furnishing of the tender guarantee stipulated in sub-paragraph a of section 6.4.12;

(2) the forwarding with the tender of an authorization of the right to sign tender documents;

(i) if the tender is a company, a certified copy of the company's resolution is required authorizing any person to sign for and in the name of such company;

(ii) if the tender is in the name of a partnership or a company, the tenderer must attach a copy certified by the prothonotary of the deed of incorporation, and where the tender is not signed by all the partners a power of attorney authorizing the signature must be included;

(iii) if the tenderer is a physical person doing business alone under his own name, such person must himself sign the tender; if he does not himself sign the tender it must be accompanied by a properly authenticated order authorizing the signature on the tender.

(3) the documents must be signed in the proper places;

(4) the total cost must be stated on the tender form as well as the unit fixed prices stipulated on the price list;

(5) any other condition must be met when it is indicated as being essential in the document entitled "Instructions to Tenderers".

(e) a notice that the establishment is not required to accept either the lowest or any bid;

(f) a notice that the tenderer, upon failure to sign the contract in conformity with his bid, or to furnish the required guarantees within 15 days from the acceptance date, shall be obliged to pay the establishment an amount being the difference between the amount of his bid which has been accepted and that of the subsequent bid accepted by the establishment, the whole without prejudice to the right of the establishment to execute the bid bond or to confiscate the cheque furnished as a guarantee.

6.4.13 The requested tenders and the contracts awarded must be established: either

(a) by lump sum; or

(b) by unit price where the number and importance of the possible variations occurring in the execution of the work prohibit an adequate estimation of the cost of the said work.

6.4.14 The tender form must state the names, business and submitted prices of sub-contractors.

It must also contain a unit price list for work in respect of modifications.

Every tender must include federal and provincial taxes.

6.4.15 Le questionnaire exige les renseignements suivants :

- a) si le soumissionnaire est un individu, son nom, sa principale place d'affaires et son domicile;
- b) s'il est une société, sa raison sociale, son siège social et les noms et domiciles de tous les associés;
- c) si le soumissionnaire est une corporation, son nom, son siège social, la loi en vertu de laquelle elle a été constituée et les noms et domiciles de ses directeurs;
- d) les références bancaires du soumissionnaire;
- e) un résumé de son expérience générale et, en particulier, de son expérience dans l'exécution de contrats comparables;
- f) la description de l'équipement que le soumissionnaire entend utiliser pour l'exécution des travaux;
- g) la liste des personnes-clefs qu'il entend employer ainsi que leur expérience et leur compétence en la matière;
- h) la liste ainsi que les montants de ses travaux en voie d'exécution.

6.4.16 L'entrepreneur général soumissionnaire doit désigner les sous-traitants qu'il a choisis parmi ceux qui ont soumissionné pour effectuer les opérations spécialisées. Il doit s'assurer que les sous-traitants choisis produisent à leurs frais les garanties requises.

Il n'est pas permis à un soumissionnaire de changer de sous-traitant ni de modifier les prix et conditions que les sous-traitants lui ont soumis sauf à la demande de l'établissement et sur autorisation du ministre.

Si l'établissement requiert un changement de sous-traitant et le prix de la soumission du remplaçant excède le prix de la soumission du sous-traitant remplacé, le prix global de la soumission de l'entrepreneur général doit être majoré de la différence.

Lorsqu'il y a changement de sous-traitant, le remplaçant doit être le sous-traitant qui a soumis le plus bas prix parmi ceux dont les noms et les prix apparaissent dans les soumissions considérées pour l'adjudication des travaux. L'entrepreneur général qui s'est désigné lui-même pour effectuer des opérations spécialisées pouvant faire l'objet d'une sous-traitance ne peut par la suite confier les travaux à un sous-traitant sauf dans le cas de force majeure, avec l'approbation du ministre et aux conditions déterminées par lui.

6.4.17 Toutes les soumissions doivent être ouvertes publiquement en présence d'au moins deux témoins et d'une personne désignée par le ministre, aux dates, heures et lieux mentionnés dans la demande de soumissions.

Tous les entrepreneurs généraux qui ont soumissionné peuvent assister à l'ouverture des soumissions.

Les noms des soumissionnaires et leur prix respectif doivent être déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions.

6.4.15 The questionnaire shall require the following information:

- (a) if the tender is an individual, his name, principal place of business and address;
- (b) if it is a partnership, its corporate name, its head office and the names and addresses of all the partners;
- (c) if the tenderer is a corporation, its name, its head office, the Act under which it has been incorporated and the names and addresses of its directors;
- (d) the bank references of the tenderer;
- (e) a resumé of its general experience and, in particular, its experience in the execution of like contracts;
- (f) a description of the equipment which the tenderer proposes to use for the execution of the work;
- (g) a list of the key persons whom it intends to employ, giving their experience and their competence in the proposed type of work;
- (h) a list of the works and their valuations in which it is presently engaged.

6.4.16 The general contractor tenderer must name the sub-contractors he has selected from those who have bid to execute specialized operations. He must ensure that the selected sub-contractors produce the required guarantees at their own expense.

A tenderer shall not be permitted to change a sub-contractor or to modify the prices and conditions which the sub-contractors have submitted except upon the request of the establishment and upon the authorization of the Minister.

If the establishment requires a change of sub-contractor and the bid of the substitute sub-contractor exceeds the bid of the initial sub-contractor, the total cost of the general contractor's bid must be increased by the difference.

Where there is a change of sub-contractor, the substitute must be the sub-contractor who has submitted the lowest bid among those whose names and bids were considered in the adjudication of work. The general contractor who shall himself undertake specialized operations which could be performed under a sub-contract may not later entrust the work to a sub-contractor except in case of force majeure and with the approval of the Minister and under the conditions determined by him.

6.4.17 All tenders must be opened publicly in the presence of at least two witnesses and a person designated by the Minister on the date, time and place indicated on the request for tenders.

Any general contractor who has submitted a tender may be present at the opening of tenders.

The names of the tenderers and their respective bids must be announced during the opening of tenders.

Sous réserve de l'article 6.4.18, l'établissement doit étudier et considérer pour fins d'adjudication toutes les soumissions présentées.

6.4.18 Toute soumission qui n'est pas conforme aux instructions aux soumissionnaires, ou qui n'est pas accompagnée des documents requis ne peut être considérée pour les fins de l'adjudication du contrat.

L'établissement ne peut, sans l'autorisation écrite du ministre, accepter une soumission autre que la plus basse conforme.

6.4.19 Dès la date de l'acceptation d'une soumission, les chèques ou polices de garantie doivent être retournés à tous les autres soumissionnaires.

Le soumissionnaire dont la soumission a été acceptée doit en être informé par écrit dans les trois semaines qui suivent l'acceptation de sa soumission.

6.4.20 Toute soumission devient nulle 90 jours après la date d'ouverture.

6.4.21 Dans un délai de 3 mois de la date de l'acceptation d'une soumission, l'établissement doit donner avis écrit au soumissionnaire de signer le contrat pour l'exécution des travaux en indiquant les dates, heure et lieu déterminés pour cette signature.

Si cet avis n'est pas donné dans ce délai, le soumissionnaire peut donner avis écrit à l'établissement qu'il retire sa soumission et celle-ci, dans ce cas, est considérée nulle *ab initio*.

Après l'expiration du délai fixé au premier alinéa, l'établissement peut, tant qu'il n'a pas reçu l'avis prévu au second alinéa inviter le soumissionnaire à signer le contrat dans les 10 jours de la mise à la poste de cette demande. Au défaut du soumissionnaire de se rendre à cette demande dans ce délai, sa soumission est considérée nulle *ab initio*.

6.4.22 Dans le cas des sous-traitants qui ont fourni une garantie, le délai de validité de cette garantie ne doit pas être moindre que 120 jours de la date de l'ouverture des soumissions.

6.4.23 Avant le début des travaux de tout projet de construction, d'agrandissement, de transformation ou d'acquisition d'équipement de développement ou de renouvellement, l'établissement doit être informé par le ministre du mode de financement sur lequel il peut se fonder.

6.4.24 L'entrepreneur doit aviser l'architecte, par écrit, de l'achèvement des travaux et en demander l'acceptation provisoire. Cet avis doit être accompagné d'une estimation du coût final des travaux exécutés, préparée par l'entrepreneur et adressée à l'établissement.

L'architecte doit alors faire, en compagnie des autres professionnels engagés sur le projet ainsi que des représentants de l'établissement et de l'entrepreneur, une inspection complète des travaux. Cette inspection doit avoir lieu au moment choisi par l'architecte lorsqu'à

Subject to section 6.4.18, the establishment must study and consider all tenders for adjudication purposes.

6.4.18 Any tender which does not conform with the instructions given to tenderers, or which is not accompanied by the required documents, may not be considered for adjudication purposes.

The establishment may not accept a tender other than the lowest correctly prepared tender without written authorization from the Minister.

6.4.19 Immediately a tender has been accepted, the cheques and guarantee policies must be returned to all other tenderers.

The tenderer whose bid has been accepted must be informed thereof in writing within three weeks of the acceptance of his tender.

6.4.20 Any tender shall become null and void 90 days from the date of opening.

6.4.21 Within 3 months from the date of acceptance of a tender, the establishment must give written notice to the tenderer respecting the signing of the contract for the execution of the work, stating the dates, time and place appointed for such signing.

If such notice is not given within the above specified time, the tenderer may give written notice to the establishment that he withdraw his bid, and in such case, the tender shall be considered null and void *ab initio*.

Upon the expiration of the time fixed in the first paragraph, the establishment may, where it has not received the notice provided for in the second paragraph, invite the tenderer to sign the contract within 10 days of mailing of such invitation. Upon failure of the tenderer to accept within the stipulated time, his bid shall be considered null and void *ab initio*.

6.4.22 In the case where sub-contractors have furnished a guarantee, the validity date of such guarantee must not be within 120 days from the date of opening of the tenders.

6.4.23 Before the start of work on any construction, enlargement or alteration project, or the acquisition of development or renovation equipment, the establishment must be informed by the Minister of the method of financing upon which it must base itself.

6.4.24 The contractor must advise the architect in writing of the completion of work and request his provisional acceptance. This notice must be accompanied by an estimate of the final cost of the work executed, prepared by the contractor and forwarded to the establishment.

The architect, together with the other professionals engaged on the project, the establishment representatives and the contractor, may then make a complete inspection of the work. Such inspection must take place at the time chosen by the architect when, in his opinion,

son avis les travaux peuvent être considérés comme substantiellement complétés.

L'architecte doit alors dresser une liste de déficiences à corriger et de travaux à compléter, s'il y a lieu, et la transmettre à l'entrepreneur pour action immédiate. Cette liste doit être accompagnée de l'estimation de la valeur totale des travaux à corriger et à compléter.

6.4.25 Aucune acceptation provisoire des travaux ne doit être accordée si la valeur totale des travaux à corriger et à compléter excède un montant de 1% de la valeur de l'estimation finale des travaux.

Si la valeur des travaux à corriger et à compléter est inférieure à 1% de la valeur de l'estimation finale des travaux, l'architecte, après vérification de cette estimation finale par les autres professionnels doit recommander à l'établissement le paiement de l'estimation finale des travaux, déduction faite des paiements partiels déjà effectués et d'une retenue égale à 1% de la valeur de l'estimation finale.

La date de la recommandation par l'architecte du paiement de l'estimation finale, constitue la date de l'acceptation provisoire des travaux.

6.4.26 Le paiement, par l'établissement, de l'estimation finale, compte tenu des déductions doit être effectué au plus tard 30 jours après recommandation de l'architecte et approbation par le ministre.

6.4.27 Lorsque les travaux sont complétés et les déficiences corrigées, l'architecte doit alors faire, sur demande écrite de l'entrepreneur, en compagnie des professionnels et des représentants de l'établissement et de l'entrepreneur, l'inspection finale des travaux.

6.4.28 Une fois les travaux trouvés conformes aux plans et devis et à la satisfaction des professionnels et de la direction de l'établissement, l'architecte en recommande l'acceptation par l'établissement et en donne avis au ministre pour son approbation.

6.4.29 Dans les 30 jours suivant la recommandation de l'architecte à l'établissement et l'approbation du ministre, la remise de la retenue de 1% peut être effectuée par l'établissement, après avoir obtenu de l'entrepreneur un affidavit attestant qu'il n'intentera aucune poursuite relative aux travaux et ne produira aucune réclamation supplémentaire.

6.4.30 Si l'entrepreneur est une société ou une entreprise à responsabilité limitée, la société ou la corporation ne peut être dissoute avant l'expiration de 5 années après l'acceptation finale des travaux.

6.4.31 Un établissement ne peut recevoir aucune subvention pour l'exécution de tout programme de construction, d'agrandissement, de transformations ou d'acquisition d'équipement de développement s'il n'a obtenu avant le début des travaux un engagement écrit du ministre acceptant de participer au financement du programme et indiquant le montant maximum de contribution.

the work may be considered as being substantially completed.

The architect must then draw up a list of faults to be corrected and work to be completed, where necessary, and send it to the contractor for immediate action. Such list must be accompanied by an estimate of the total cost of the work to be corrected and completed.

6.4.25 No provisional acceptance of work may be given if the total cost of the work to be corrected and completed is in excess of 1% of the final estimate of the work.

If the cost of the work to be corrected and completed is less than 1% of the final estimate of work the architect, upon verification of such final estimate by other professionals, must recommend payment of the final estimate of work by the establishment, less the deductions already made for partial payments and a retention equal to 1% (one per cent) of the cost of the final estimate.

The date of the recommendation by the architect of payment of the final estimate shall be the date of the provisional acceptance of work.

6.4.26 The payment by the establishment of the final estimate, less the deductions, must be made no later than 30 days after recommendation by the architect and approval by the Minister.

6.4.27 When the work has been completed and the faults corrected, the architect, upon the written request of the contractor, must make the final inspection of work accompanied by the professionals, the establishment's representatives and the contractor.

6.4.28 When the completed work conforms to the plans and specifications and satisfies the professionals and the establishment's management, the architect shall recommend acceptance by the establishment and shall give notice thereof to the Minister for his approval.

6.4.29 Within 30 days of the recommendation by the architect to the establishment and the approval by the Minister, the remittance of the 1% retention may be made by the establishment, after it has obtained from the contractor an affidavit that he will not institute any proceedings in respect of the work nor make any supplementary claim.

6.4.30 If the contractor is partnership or a limited company, the partnership or corporation may not be dissolved before the expiration of 5 years from the date of final acceptance of the work.

6.4.31 An establishment shall not receive any subsidy in respect of the execution of any construction, enlargement or alteration programme or for the acquisition of development equipment if it has not obtained, prior to the start of the work, a written engagement from the Minister agreeing to financial participation in the programme and stating the maximum amount of such funding.

SECTION V

LES ASSURANCES

6.5.1 Tout établissement doit détenir en permanence une assurance-responsabilité complète répondant à ses besoins.

6.5.2 Tout médecin ou dentiste exerçant dans un établissement doit détenir une police d'assurance-responsabilité professionnelle en vigueur pour un montant minimum de \$200,000 par acte professionnel acceptée par le conseil d'administration ou être membre de la *Canadian Medical Protective Association*. Il doit en fournir annuellement la preuve au conseil d'administration.

SECTION VI

LA QUALITÉ DE RÉSIDENT DU QUÉBEC  
POUR FINS DE FINANCEMENT

6.6.1 Pour les fins du financement d'un établissement, le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil ne considère que les bénéficiaires ayant qualité de résident du Québec.

6.6.2 Est considéré comme résident pour les fins du présent règlement tout citoyen canadien ou immigrant reçu qui a établi sa résidence au Québec et s'y trouve ordinairement présent sous réserve toutefois des exceptions contenues au présent règlement.

La résidence s'établit par la présence physique habituelle sans égard à l'intention; elle s'établit également par la tenue d'un emploi régulier, la possession et l'occupation d'un immeuble et autres faits analogues.

6.6.3 La qualité de résident s'acquiert par une période de résidence de trois mois au Québec. Cette qualité, une fois acquise, est rétroactive au premier jour de la période de résidence.

Toutefois, il n'y a pas de rétroactivité lorsqu'une personne qui arrive au Québec avait auparavant sa résidence ailleurs au Canada. En tel cas, la qualité de résident du Québec s'acquiert, à compter du 1er jour du mois le plus rapproché de l'expiration d'une période de trois mois à compter du jour d'arrivée. Les étudiants ayant qualité de résidents d'une autre province canadienne au début de leur séjour au Québec n'acquièrent pas la qualité de résident du Québec avant l'expiration d'un délai de 12 mois à compter de leur arrivée à moins qu'ils ne démontrent avoir perdu leur éligibilité comme résident de leur province d'origine.

Si la période de résidence de 3 mois nécessaire à l'obtention de la qualité de résident se termine durant le séjour de la personne dans un établissement, cette personne n'acquiert la qualité de résident qu'après avoir passé une période d'au moins 60 jours à l'extérieur de tout établissement.

DIVISION V

INSURANCE

6.5.1 All establishments must permanently retain a complete liability insurance policy in respect of its needs.

6.5.2 Every doctor or dentist practicing in the establishment must maintain in force a professional liability insurance policy acceptable to the board of directors for a minimum amount of \$200,000 covering any professional act, or he must be a member of the Canadian Medical Protective Association. He must furnish proof thereof annually to the board of directors.

DIVISION VI

STATUS OF RESIDENT OF THE PROVINCE OF QUÉBEC  
FOR FINANCING PURPOSES

6.6.1 For the financing purposes of an establishment, the Minister or the Lieutenant-Governor in Council shall only consider recipients who have the status of residents of the Province of Québec.

6.6.2 Every Canadian citizen or immigrant who has established his residence in the Province of Québec and who is ordinarily present therein, subject however to exceptions contained in this regulation, shall be considered a resident for the purposes of this regulation.

Residence is established by customary physical presence without regard to intention: it is also established by the holding of a regular job, possession and occupation of an immovable, and other facts similar thereto.

6.6.3 The status of resident is acquired by a period of residence of three months' duration in the Province of Québec. Such status, when it has been acquired, is retroactive to the first day of the period of residence.

However, there shall be no retroactivity where a person who arrives in Québec had previous residence elsewhere in Canada. In such case, the status of resident of the Province of Québec is acquired with effect from the first day of the month closest to the expiration of a three month period starting from the day of arrival. Students having the status of resident of another Canadian province at the beginning of their stay in Québec do not acquire the status of resident of the Province of Québec before the expiration of 12 months, effective upon their arrival, unless they prove that they have lost their eligibility as resident of their original province.

If the period of residence of 3 months necessary to acquire the status of resident ends during the stay of the person in an establishment, such person shall only acquire the status of resident after a period of 60 days following upon his discharge from any establishment.

Une personne qui maintient une résidence à l'extérieur du Québec ne peut postuler la qualité de résident du Québec à moins de démontrer à la satisfaction du ministre qu'elle séjourne habituellement au Québec au moins 183 jours par année.

6.6.4 Exceptionnellement, un ressortissant étranger peut acquérir, pendant son séjour au Québec et pour les services qu'il y reçoit, la qualité de résident :

a) s'il séjourne au Québec en vertu d'un programme d'échange résultant d'une entente entre le Québec et un pays étranger ou d'une entente entre le Canada et la France dans la mesure où, selon l'avis du ministre, des avantages réciproques sont consentis aux résidents du Québec dans le pays étranger signataire de l'entente ou en France;

b) s'il établit sa résidence au Québec, s'y trouve ordinairement présent pour une période de 183 jours ou plus par année et y gagne un revenu d'au moins \$30 par semaine provenant d'un emploi régulier.

6.6.5 La qualité de résident se perd :

a) par une résidence de 3 mois dans une autre province;

b) par une absence du Canada de 3 mois ou plus;

c) par une absence du Québec de 12 mois.

La perte de résidence prend effet dès qu'une seule des conditions est remplie.

6.6.6 Lorsqu'une personne qui avait la qualité de résident du Québec a quitté le Québec pour une période de plus de 3 mois mais de moins de 12 mois, le ministre peut refuser de rembourser les coûts des services reçus s'il a des raisons de croire que cette personne a, en réalité, élu résidence à l'extérieur du Québec. Dès que la situation a été éclaircie à la satisfaction du ministre, et s'il apparaît que la personne n'a pas élu résidence à l'extérieur du Québec le ministre effectue le remboursement.

6.6.7 Une personne possédant la qualité de résident, même si elle est absente du Canada pour une période de plus de 3 mois, la conserve dans les cas suivants :

a) si elle séjourne à l'étranger comme étudiant ou stagiaire à temps complet et sans rémunération dans un établissement universitaire, une institution affiliée à une université, un institut de recherche ou un organisme gouvernemental ou international;

b) si elle est un employé du Gouvernement du Québec;

c) si elle est employé d'un organisme sans but lucratif ayant son siège social au Québec et si elle travaille à l'étranger dans le cadre d'un programme d'aide ou de coopération internationale approuvé par le ministre pour les fins du présent règlement;

d) si elle a été admise dans un établissement hospitalier hors du Canada avant l'expiration d'une période de

A person who maintains a residence outside the Province of Québec may not claim the status of resident of the Province of Québec unless he proves to the satisfaction of the Minister that he customarily stays in the Province of Québec at least 183 days annually.

6.6.4 As an exception to the regulation, a foreign national may acquire the status of resident during his stay in the Province of Québec and for the services he receives therein:

(a) if he stays in the Province of Québec under an exchange programme resulting from an agreement between Québec and a foreign country or an agreement between Canada and France whereby, in the opinion of the Minister, reciprocal advantages are granted to residents of the Province of Québec in the foreign country which is signatory to the agreement, or in France;

(b) if he establishes residence in the Province of Québec, is ordinarily present therein for a period of 183 days or more annually, and has an earned income deriving from regular employment there of at least \$30 per week.

6.6.5 The status of resident is lost:

(a) by a residence of 3 months in another province;

(b) by an absence from Canada of 3 months or longer;

(c) by an absence from the Province of Québec of 12 months.

The loss of residence takes effect immediately one of the conditions is fulfilled.

6.6.6 Where a person who had the status of resident of the Province of Québec has left Québec for a period of more than 3 months but less than 12 months, the Minister may refuse the costs of services received if he has reason to believe that such person has in fact taken up residence outside the Province of Québec. As soon as the situation has been clarified to the Minister's satisfaction, and if it appears that the person has not taken up residence outside Québec, the Minister shall make the reimbursement.

6.6.7 A person having the status of resident, even if he is absent from Canada for a period of more than 3 months, maintains it in the following cases:

(a) if he stays abroad as a full-time student or trainee and without remuneration in a university, an institution affiliated with a university, a research institute or a government or international body;

(b) if he is an employee of the Government of Québec;

(c) if he is an employee in a non-profit organization having its head office in the Province of Québec and if he works abroad within the framework of an international aid or cooperation programme approved by the Minister for the purposes of this regulation;

(d) if he has been admitted to a hospital establishment of Canada before the expiration of a period of 3

3 mois suivant son départ. Le calcul de la période de 3 mois nécessaire à la perte de qualité de résident est suspendu pendant la durée de cette hospitalisation. Le ministre peut toutefois interrompre cette suspension à défaut de recevoir à tous les 30 jours un certificat médical attestant de l'impossibilité du retour au Canada;

e) si elle quitte le Québec pour assumer un emploi ou exécuter un contrat dans une autre province ou à l'étranger pourvu qu'elle revienne au Québec au moins une fois par année ou qu'elle obtienne par une demande écrite adressée au ministre une autorisation de ne pas se plier à cette exigence.

6.6.8 Le paragraphe *d* de l'article 6.6.7 s'applique *mutatis mutandis* à une personne hospitalisée dans une autre province du Canada.

6.6.9 La qualité de résident s'acquiert ou se perd par référence aux circonstances particulières à chaque individu. Toutefois, les exceptions contenues aux articles 6.6.4 et 6.6.7 s'appliquent également au conjoint et aux enfants mineurs de la personne principalement visée, pourvu qu'ils résident au même lieu que cette dernière.

6.6.10 Au moment de l'approbation du budget d'un établissement ou de la détermination de versements provisoires en anticipation de l'approbation budgétaire, le ministre peut déterminer la contribution qui doit être imposée aux bénéficiaires de services n'ayant pas la qualité de résidents.

Le ministre détermine conformément aux lois fédérales qui peuvent s'appliquer ainsi qu'aux ententes à cet effet qu'il est autorisé à conclure avec le gouvernement fédéral ou avec le gouvernement d'une autre province le montant des contributions imposées aux citoyens canadiens et aux immigrants reçus qui n'ont pas la qualité de résident du Québec.

La contribution exigée par un établissement privé pour services rendus à un non-résident ne doit pas être inférieure à la somme obtenue par l'application aux résidents des taux fixes ou échelles de taux utilisés pour effectuer des versements à un tel établissement.

months following his departure. The calculation of the necessary 3 month period for the loss of residence status is suspended during such hospitalization. The Minister may however annul such suspension upon failure to receive every 30 days a medical certificate attesting to the impossibility of return to Canada;

(e) if he leaves the Province of Québec to take up employment or to execute a contract in another province or abroad, provided that he return to Québec at least once a year or that he obtain by written application to the Minister an authorization that such requirement is unnecessary.

6.6.8 Paragraph *d* of section 6.6.7 shall apply *mutatis mutandis* to a person hospitalized in another Canadian province.

6.6.9 The status of resident is acquired or lost according to the circumstances of each individual. However, the exceptions contained in sections 6.6.4 and 6.6.7 shall also apply to the spouse and minor children of the person principally concerned provided they reside in the same place as the latter.

6.6.10 At the time of approval of an establishment's budget or upon the fixing of provisional payments in anticipation of budget approval, the Minister may determine the contribution which must be made by the recipients of services not having resident status.

The Minister shall determine pursuant to applicable Federal Statutes as well as to agreements to such effect which he is authorized to conclude with the Federal Government or with the government of any other province, the amount of the charges to be made to Canadian citizens and immigrants who do not have Québec resident status.

The charge made by a private establishment for services to a non-resident must not be less than the sum obtained by the application to residents of fixed tariffs or tariff scales used in making payments to such establishment.

PARTIE VII

LES PERMIS

SECTION I

CONDITIONS

7.1.1 Toute personne qui sollicite la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'exploitation d'un établissement doit en faire la demande par écrit au ministre et fournir les renseignements demandés sur une formule appropriée fournie à cette fin par le ministre.

7.1.2 Lorsqu'il s'agit du renouvellement d'un permis, la demande doit être faite et les renseignements fournis avant le 1er octobre de chaque année.

PART VII

PERMITS

DIVISION I

CONDITIONS

7.1.1 Any person who applies for the issuance or renewal of an establishment operating permit must make application therefor in writing to the Minister and furnish the requested information on the proper form supplied for such purpose by the Minister.

7.1.2 Where the application is for a permit renewal, such application must be made, and the information furnished, before October 1 of each year.

7.1.3 Aucun permis ne peut être délivré en faveur d'une personne insolvable ou sous le coup d'une condamnation à une peine infamante en vertu du Code criminel.

7.1.4 Une corporation ne peut détenir ni conserver un permis si elle compte parmi ses membres :

- a) un interdit;
- b) un pourvu de conseil judiciaire;

c) une personne sous le coup d'une condamnation à une peine infamante en vertu du Code criminel;

d) une personne qui durant les 3 années précédentes a fait l'objet d'une mesure disciplinaire en vertu de l'article 127 ou d'une amende selon les articles 137 à 139 de la Loi.

7.1.5 Un établissement qui ne satisfait pas aux exigences des lois et des règlements ou aux normes établies par le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre ou aux règlements municipaux ne peut faire l'objet d'un permis.

7.1.6 Un honoraire de \$25 est exigé pour la délivrance d'un permis à une corporation à but lucratif.

Aucun honoraire de délivrance n'est exigé dans les autres cas.

## SECTION II

### AUDITIONS

7.2.1 Avant de prononcer l'annulation, la suspension ou le refus de renouvellement d'un permis, le ministre doit en aviser le détenteur au moyen d'une lettre recommandée. Cette lettre lui est expédiée à l'adresse de l'établissement.

7.2.2 À compter de la date de l'expédition de la lettre, le détenteur du permis a un délai de 15 jours pour aviser par écrit le ministre qu'il désire être entendu.

7.2.3 Dans les 30 jours de la réception de l'avis par le ministre, l'audition a lieu devant un comité formé de 3 personnes désignées par le ministre.

7.2.4 Le comité doit permettre au détenteur du permis de faire valoir des prétentions et de produire des documents pertinents.

7.2.5 Le détenteur du permis a droit à l'assistance d'un avocat.

7.2.6 Le comité, après délibération, rend sa décision et adresse sa recommandation et un procès-verbal de la séance d'audition au ministre.

7.2.7 Dans les 30 jours de l'audition par le comité, le ministre notifie par écrit sa décision motivée, à la personne dont le permis est suspendu, annulé ou non renouvelé.

7.1.3 No permit may be issued to a person who is insolvent or who has been convicted under the Criminal Code entailing a loss of civil rights.

7.1.4 A corporation may not hold a permit if one of its members is:

- (a) an interdicted person;
- (b) a person to whom a judicial advisor has been appointed;

(c) a person who has been convicted under the Criminal Code entailing a loss of civil rights;

(d) a person who, during the preceding 3 years, has been the object of disciplinary measures under section 127 or of a fine under sections 137 to 139 of the Act.

7.1.5 An establishment which does not satisfy the requirements of the Acts and the regulations or standards established by the Department of Labour and Manpower or municipal by-laws may not be granted a permit.

7.1.6 A fee of \$25 is required for the issuance of a permit to a non-profit corporation.

No issuance fee is required in other cases.

## DIVISION II

### HEARINGS

7.2.1 Before annulling, suspending or refusing a permit renewal, the Minister must notify the holder by registered letter. Such letter shall be sent to him at the establishment's address.

7.2.2 Effective upon the date of mailing of the letter, the permit holder shall have 15 days in which to notify the Minister in writing that he wishes a hearing.

7.2.3 Within 30 days of the receipt of such notification by the Minister, the hearing shall be held by a committee composed of 3 persons designated by the Minister.

7.2.4 The committee must allow the permit holder to assert his claims and to produce pertinent documents.

7.2.5 The permit holder shall have the right of legal assistance.

7.2.6 The committee shall give its decision after deliberation and forward its recommendation together with the minutes of such meeting to the Minister.

7.2.7 Within 30 days of the committee hearing, the Minister shall notify the person whose permit is suspended, annulled or not renewed of his decision in writing stating the reasons therefor.

ANNEXE I / SCHEDULE I

*Liste des centres hospitaliers qui doivent offrir des services de médecine sociale et préventive.  
List of hospital centres which must offer social and preventive medicine services*

REGION 1	Christ-Roi (Verdun)
St-Joseph (Rimouski)	Maisonneuve (Montréal)
Hôtel-Dieu de Gaspé	Ste-Justine (Montréal)
RÉGION 2	Montreal General (Montréal)
Hôpital de Chicoutimi	Du Sacré-Coeur (Cartierville)
Hôtel-Dieu Roberval (Roberval)	St-Luc
RÉGION 3	RÉGION 6A
St-Joseph, Beauceville	Hôtel-Dieu de St-Jérôme
Hôtel-Dieu de Rivière-du-Loup	St-Charles (Joliette)
Enfant-Jésus (Québec)	RÉGION 6B
Hôtel-Dieu de Lévis	Hôtel-Dieu de Valleyfield
Centre Hospitalier de l'Université Laval	Honoré Mercier (St-Hyacinthe)
St-Sacrement (Québec)	Charles Lemoyne (Greenfield Park)
Hôtel-Dieu Montmagny	Haut Richelieu
RÉGION 4	RÉGION 7
Régional de la Mauricie (Shawinigan)	Sacré-Coeur (Hull)
Ste-Croix (Drummondville)	RÉGION 8
Ste-Marie (Trois-Rivières)	Youville (Noranda)
RÉGION 5	RÉGION 9
Centre Hospitalier de l'Université de Sherbrooke	Général (Hauterive)
RÉGION 6	
Lakeshore General (Pointe-Claire)	

ANNEXE II

*Programme de vérification qui doit être incorporé  
au mandat confié par les établissements  
à leur vérificateur externe*

1. *Objet du programme de vérification* : La présente annexe décrit le programme de base à suivre lors de la vérification des états financiers annuels des établissements. Un tel programme n'est limitatif ni à l'égard des conseils d'administration qui peuvent y ajouter l'étude de toute question spécifique sur laquelle le programme est silencieux, ni à l'égard du vérificateur lui-même.

2. *Étendue du programme de vérification* : Ce programme de vérification a pour but d'aider le ministre à s'acquitter des responsabilités que la loi lui confère à

SCHEDULE II

*Audit rules which must be embodied  
in the commission issued to their external auditor  
by establishments*

1. *Object of the audit rules* : This schedule describes the basic audit rules to be followed at the time of auditing the establishment's annual financial statements. These rules are not limiting, either to boards of directors who may add to it the study of any specific matter not provided for herein, or to the auditor himself.

2. *Scope of the audit rules* : The object of these audit rules is to assist the Minister to discharge the responsibilities which the Act entrusts to him in respect of estab-

l'égard des établissements et, en particulier, de la responsabilité qui lui incombe de s'assurer que les sommes qu'il met à la disposition des établissements ont été utilisées pour les fins pour lesquelles elles étaient destinées et que les services et les activités qui sont du ressort de chaque établissement ont été rendus ou exécutés.

Afin de permettre la réalisation de cet objectif, le vérificateur devra exprimer une opinion sur les questions suivantes :

a) le respect par l'établissement de la Loi sur les services de santé et des services sociaux et des règlements adoptés en vertu de cette loi relativement à toute question ayant une incidence sur les dépenses ou les revenus de l'établissement ou sur le volume de services ou d'activités exécutés dans l'établissement;

b) le respect, dans la préparation, du rapport annuel de l'établissement du formulaire publié à cet effet par le ministre ainsi que du cahier des définitions et explications qui l'accompagne;

c) la conformité des pratiques comptables de l'établissement avec les normes et définitions contenues au *Manuel de comptabilité des hôpitaux du Canada* et avec les interprétations de ces normes et définitions contenues dans l'édition courante du *Guide budgétaire* publié annuellement par le ministre;

d) la fiabilité des données quantitatives sur les opérations et le fonctionnement de l'établissement à la lumière d'un examen des méthodes de collectes et d'enregistrement de ces données et des possibilités de vérification. Le vérificateur devra faire un examen des données opérationnelles compilées pour les centres d'activités; là où il y a lieu, toute différence entre la définition standard contenue dans le guide budgétaire et celle utilisée par l'établissement doit être indiquée. De plus, le vérificateur doit indiquer les cas où le nombre d'unité de mesure ne fut pas déterminé à partir de données accumulées régulièrement mais à partir d'une estimation et dans chaque cas la base de cette estimation;

e) le caractère compréhensif et exhaustif des états financiers et des données opérationnelles. En particulier, aucun compte de dépenses ne doit être réduit, avant son inscription, par un item de revenu. D'autre part, le décompte du volume d'activité ne doit omettre aucune unité de mesure pour chacun des centres d'activité;

f) la valeur des procédures de contrôle interne suivies par l'établissement et une évaluation de leur contribution possible dans la régularisation de difficultés observées lors de la vérification.

3. *Rapport du vérificateur* : Nul mandat de vérification ne doit être interprété comme s'il impliquait de la part du vérificateur un jugement sur l'opportunité ou la sagesse d'une décision quelconque d'un Conseil d'administration ou des administrateurs de l'établissement. Cependant, le vérificateur doit déterminer la conformité des décisions administratives avec des autorisations

and, in particular, the responsibility which he has to ensure that the moneys he has put at the disposal of establishments have been used for the purposes for which they were intended, and that the services and activities which lie within the competence of each establishment have been rendered or executed.

To permit the realization of such objective, the auditor must express an opinion on the following points:

(a) the degree of adherence of the establishment to the Act respecting health services and social services and to the regulations adopted under this Act insofar as such adherence touches upon the expenses or revenues of the establishment or upon the volume of services or activities executed in the establishment;

(b) the degree of adherence in the preparation of the establishment's annual report to the principles published in that regard by the Minister as well as to the accompanying definition notes;

(c) the conformity of the establishment's accounting practices with the rules and definitions contained in the *Canadian Hospital's Accounting Manual* and with the interpretations of such rules and definitions contained in the current edition of the *Budgetary Guide* published annually by the Minister;

(d) the reliability of the quantitative data on the operations and efficiency of the establishment disclosed by an examination of the methods of gathering and recording such data and the possibilities of checking thereon. The auditor must examine the operational data compiled for the various departments and he must note any differences between the standard definition contained in the *Budgetary Guide* and that used by the establishment. In addition, the auditor must note the cases where the number of units of measure was not determined from the regularly accumulated data but from an estimate, noting also the basis of such estimating.

(e) the thorough and comprehensive nature of financial statements and operational data. In particular, no statement of expenses must be reduced, before the recording thereof is made, by an item of revenue. On the other hand, the deduction of volume of activity must not omit any unit of measure applicable to each department;

(f) the value of internal control procedures followed by the establishment and an evaluation of their possible contribution in the resolving of difficulties noted during the audit.

3. *Auditor's report* : No commission for an audit shall be interpreted as requiring a judgement by the auditor on the advisability or prudence of any decision made by the board of directors of the establishment. However, the auditor must determine the conformity of administrative decisions with the written and official authorizations of the Department of Social Affairs, or with the

écrites et officielles du ministère des Affaires sociales ou avec les règles et les pratiques administratives approuvées par le ministre.

Il n'est pas de la responsabilité ou du devoir du vérificateur de porter jugement sur des variations de coût ou de volume de services; son travail portera sur l'établissement de la fiabilité des montants (en dollars) et des statistiques quantitatives. Il devra s'abstenir de commenter les raisons qui ont justifié l'expansion, respectant ainsi la compétence des autorités de l'établissement.

Cependant s'il est de l'opinion du vérificateur qu'il serait utile de faire des recommandations concernant une amélioration du contrôle et des procédures de comptabilité et de statistiques, il pourra le faire. Le ministère des Affaires sociales encourage la préparation de telles recommandations pour discussion avec les autorités de l'établissement.

administrative rules and practices approved by the Minister.

It is not the responsibility or the duty of the auditor to judge the variations in cost or volume of services; his work shall concern the reliability of the dollar amounts and the quantitative statistics. He must refrain from commenting on the reasons which justified expansion, thus demonstrating respect for the establishment authorities.

However, if it is the opinion of the auditor that it would be useful to make recommendations concerning an improvement in control, or in accounting procedures and statistics, he may do so. The Department of Social Affairs encourages such recommendations with a view to discussing them with the establishment authorities.

ANNEXE III  
(art. 6.1.3)

*Explications des renseignements demandés  
au rapport périodique*

L'état du fonds de roulement doit être préparé en conformité avec les définitions apparaissant au *Manuel de comptabilité des hôpitaux* (CHAM) par chacun des fonds mentionnés. Le calcul du fonds de roulement ainsi que des ratios (lignes 16, 17 et 18) ne porte que sur les données du fonds d'exploitation.

Les établissements qui ne maintiennent pas un système perpétuel devront inscrire comme « stock » (ligne 04) l'inventaire du début d'année soit celui du 1er janvier ou du 1er avril, selon le cas.

L'état des recettes et déboursés du fonds d'exploitation ne s'applique, comme son titre l'indique, qu'aux encaissements et déboursés de la période concernée se rapportant au fonds d'exploitation. Aucun transfert inter-fonds ne doit apparaître aux rubriques « emprunts » (ligne 20) ou « remboursements d'emprunts » (ligne 24), s'il y a de tels transferts, ils devront paraître aux lignes « autres » encaissements (ligne 21) ou « autres déboursés » (ligne 25).

On doit totaliser sous la rubrique « salaires » (ligne 23) tous les déboursés au titre de la main-d'oeuvre salariée ou professionnelle, soit les salaires et gages à tarif régulier et pour temps supplémentaires, les primes et bénéfices sociaux, la main-d'oeuvre indépendante et les honoraires des médecins et spécialistes rémunérés à l'acte ou à vacation pour la période.

Les services contractuels sont inscrits sous la rubrique « autres déboursés » (ligne 25).

Les renseignements contenus au rapport périodique sont fournis au dollar près, c'est-à-dire, en omettant les cents.

SCHEDULE III  
(s. 6.1.3)

*Explanations on the information requested  
in the periodic report*

The statement of working capital must be prepared in conformity with the definitions given in the *Canadian Hospitals Accounting Manual* (CHAM) for each of the funds mentioned. The calculation of working capital and the ratios (items 16, 17 and 18) only concern the data on working capital.

The establishments which do not maintain a perpetual inventory system must record as stock (item 04) the inventory at the start of the year, which is either January 1 or April 1, as the case may be.

The statement of receipts and disbursements of working capital only apply, as the heading indicates, to cash receipts and disbursements of the period concerned relating to working capital. No inter-funds transfer must appear in the items entitled "loans" (item 20) or "loan repayments" (item 24); if there are such transfers they must be shown in the items entitled "other" receipts (item 21) or "other disbursements" (items 25).

All disbursements for labourers' or professionals' salaries must be totalled under the item "salaries" (item 23), which shall include the salaries and wages according to the regular tariff and overtime, bonuses and fringe benefits, independent labour, and the fees physicians and specialists paid for the service rendered or by periodic fees.

The contractual services are recorded under the item "other disbursements" (item 25).

The information contained in the periodic report is furnished to the nearest dollar, that is to say, the cents are omitted.



GOUVERNEMENT  
DU QUÉBEC  
MINISTÈRE DES  
AFFAIRES SOCIALES  
DIRECTION  
DU FINANCEMENT  
Hôtel du gouvernement  
Québec

DIRECTION DES BUDGETS  
RELEVÉ FINANCIER PÉRIODIQUE

Nom de l'Établissement \_\_\_\_\_ Code: \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Période no: \_\_\_\_\_

ÉTAT DU FONDS DE ROULEMENT POUR LA PÉRIODE FINISSANT LE:  
À un dollar près) \_\_\_\_\_

DISPONIBILITÉS	Fonds d'Exploitation		Fonds d'Immobilisation		Fonds de Dotation	
	Code-CHAM 1	Montants	Code-CHAM 2	Montants	Code-CHAM 3	Montants
01 En caisse et dépôts bancaires	100 à 119	\$ _____	200 à 209	\$ _____	800 à 809	\$ _____
02 Placements	120 à 129	_____	210 à 219	_____	810 à 819	_____
03 Comptes à recevoir	140 à 159	_____	220 à 239	_____	820 à 829	_____
04 Stock (Inventaires)	160 à 179	_____				
05 Comptes payés d'avance		_____				
06 Autres (Spécifier)		_____				
07 Totaux		\$ _____		\$ _____		\$ _____
<b>EXIGIBILITÉS</b>						
08 Emprunts	300 à 302	\$ _____	400	\$ _____	870 à 872	\$ _____
09 Découverts bancaires	303 à 304	_____				
10 Billets à payer	305	_____	405	_____		
11 Comptes à payer (fournisseurs)	314	_____	420, 425 430	_____	873	_____
12 Frais courus et avances	330 à 359	_____	410	_____	877	_____
13 Échéances de dettes échues et non payés	370	_____	435	_____		
14 Autres (Spécifier)		_____				
15 Totaux		\$ _____		\$ _____		\$ _____
16 Fonds de Roulement: L.7 - L. 15	=	\$ _____				
17 Rapport du fonds de Roulement : L. 7 + L. 15	=	_____				
18 Rapport de Crédit Fournisseurs Comptes à payer (Fournisseurs) Achats de la période	=	_____				

ÉTATS DES RECETTES ET DÉBOURSÉS DU FONDS D'EXPLOITATION  
POUR LA PÉRIODE FINISSANT LE: \_\_\_\_\_

PROVENANCE DES ENCAISSEMENTS

19- Ministère des Affaires sociales	\$ _____
20- Emprunts	_____
21- Autres	_____
22- Total	\$ _____

MOINS: EMPLOI DES FONDS

23- Salaires	\$ _____
24- Remboursements d'emprunts	_____
25- Autres déboursés	_____
26- Total	\$ _____
27- Excédent (ou déficit) de la période	\$ _____

Date \_\_\_\_\_

Signature du Directeur Général \_\_\_\_\_

DGF-55



GOVERNMENT  
OF QUÉBEC  
DEPARTMENT OF  
SOCIAL AFFAIRS  
FINANCIAL  
DIVISION  
Parliament Buildings  
Québec

BUDGET DIVISION  
PERIODIC FINANCIAL REPORT

Name of establishment \_\_\_\_\_ Code: \_\_\_\_\_  
Address \_\_\_\_\_  
No. \_\_\_\_\_

STATEMENT OF WORKING CAPITAL AT: \_\_\_\_\_  
(To nearest dollar)

ASSETS	Working capital		Capital funds		Endowment funds	
	Code-CHAM 1	Amounts	Code-CHAM 2	Amounts	Code-CHAM 3	Amounts
01 Cash on hand and in bank	100 to 119	\$ _____	200 to 209	\$ _____	800 to 809	\$ _____
02 Investments	120 to 129	_____	210 to 219	_____	810 to 819	_____
03 Accounts receivable	140 to 159	_____	220 to 239	_____	820 to 829	_____
04 Stock	160 to 179	_____				
05 Accounts paid in advance		_____				
06 Others (Specify)		_____				
07 Totals		\$ _____		\$ _____		\$ _____
<b>LIABILITIES</b>						
08 Loans	300 to 302	\$ _____	400	\$ _____	870 to 872	\$ _____
09 Overdrafts	303 to 304	_____				
10 Bills payable	305	_____	405	_____		
11 Accounts payable (supplies)	314	_____	420, 425 430	_____	873	_____
12 Accrued charges and advances	330 to 359	_____	410	_____	877	_____
13 Due and overdue bills	370	_____	435	_____		
14 Others (Specify)		_____				
15 Totals		\$ _____		\$ _____		\$ _____
16 Working capital: L.7 - L. 15	=	\$ _____				
17 Working capital ratio: L. 7 ÷ L. 15	=	_____				
18 Suppliers credit ratio Accounts payable (Suppliers) Period purchases	=	_____				

STATEMENT OF RECEIPTS AND DISBURSEMENTS OF WORKING CAPITAL  
FOR THE PERIOD ENDING: \_\_\_\_\_

<b>CASH RECEIPTS</b>		
19- Department of social affairs		\$ _____
20- Loans		_____
21- Others		_____
22- Total		\$ _____
<b>LESS: EMPLOYMENT OF FUNDS</b>		
23- Salaries		\$ _____
24- Loan repayments		_____
25- Other disbursements		_____
26- Total		\$ _____
27- Period surplus (or deficit)		\$ _____

Date \_\_\_\_\_  
DGF-55

Signature of General Manager \_\_\_\_\_

## Arrêtés en conseil

### Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 864-72

Québec, le 22 mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements pour autoriser le ministre des Richesses naturelles à délivrer des permis d'exploration pour la recherche des substances minérales dans le Nouveau-Québec.

ATTENDU QU'en conformité avec le paragraphe *a*) de l'article 270 de la Loi des mines (Lois du Québec, 1965, 1ère session, ch. 34 et amendements), le lieutenant-gouverneur en conseil, par un arrêté du 13 septembre 1966, numéro 1497, a approuvé des règlements pour autoriser le ministre des Richesses naturelles à délivrer des permis d'exploration pour la recherche des substances minérales dans le Nouveau-Québec;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 14 de ces règlements, sont exclus des permis les terrains affectés par les dispositions des articles 29, 30 et 268, paragraphe *l*) de la Loi des mines, lesquels ont pour effet de restreindre le jalonnement de claims dans certains cas déterminés;

ATTENDU QUE des arrêtés en conseil accordés en vertu du paragraphe *l*) de l'article 268 de la Loi des mines ont soustrait au jalonnement de claims des étendues de territoire et ce, souvent à la demande des détenteurs éventuels de permis d'exploration sur ces mêmes territoires;

ATTENDU QUE ledit article 14 des règlements précités entraînent ainsi l'interdiction pour une compagnie minière d'obtenir un permis d'exploration sur les étendues de territoire affectées par ces soustractions au jalonnement;

ATTENDU QU'il y aurait avantage d'abroger l'article 14 dudit règlement, puisque cette abrogation n'irait pas à l'encontre de l'intérêt public et faciliterait l'émission de permis d'exploration dans le Nouveau-Québec, sans toutefois supprimer le contrôle que peut exercer le lieutenant-gouverneur en conseil relativement au jalonnement des claims dans certaines régions ou sur certains terrains.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE l'article 14 des « Règlements pour autoriser le ministre des Richesses naturelles à délivrer des permis d'exploration pour la recherche des substances minérales dans le Nouveau-Québec » tel qu'approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1497 du 13 septembre 1966, soit abrogé;

## Orders in Council

### Order in Council Executive Council Chamber

Number 864-72

Québec, March 22, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation authorizing the Minister of Natural Resources to issue exploration permits to explore for mineral substances in New Québec.

WHEREAS pursuant to sub-paragraph *(a)* of section 270 of the Mining Act (S.Q., 1965, 1st session, ch. 34 and amendments), the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 1497 dated September 13, 1966, approved a Regulation authorizing the Minister of Natural Resources to issue exploration permits to explore for mineral substances in New Québec;

WHEREAS under article 14 of this Regulation, the lands subject to the provisions of sections 29, 30, and paragraph *(l)* of section 268 of the Mining Act, are excluded from permits, thus restricting the staking of claims in certain specific cases;

WHEREAS Orders in Council issued under paragraph *(l)* of section 268 of the Mining Act, withdrew stretches of territory from claim staking, such withdrawals frequently having been made upon the request of prospective permit holders for these same territories;

WHEREAS the said article 14 of the aforementioned Regulation thereby restrains mining companies from acquiring exploration permits for stretches of territory that are subject to staking withdrawals:

WHEREAS it would be expedient to rescind article 14 of the said Regulation as such rescission would not be contrary to the public interest and would facilitate the issuance of exploration permits in New Québec, without, however, voiding the control which the Lieutenant-Governor in Council may exercise in respect of claim staking in certain regions or on certain lands.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT article 14 of the "Regulation authorizing the Minister of Natural Resources to issue exploration permits to explore for mineral substances in New Québec", as approved by Order in Council number 1497 dated September 13, 1966, be rescinded;

QUE cette modification aux règlements ci-dessus entre en vigueur lors de la parution d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,  
JULIEN CHOUINARD.

46041-o

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1375-72

Québec, le 16 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux travailleurs en fourrure commerce en gros, dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux travailleurs en fourrure commerce en gros dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 524 du 11 mai 1955 et modifications, ont présenté au Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 4 mars 1972; ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 524, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe intitulé « N.B. » de l'article IV est remplacé par le suivant:

« N.B. Au 1er mai 1973, si l'indice du coût de la vie tel que déterminé par les derniers chiffres publiés par « Statistiques Canada », pour la ville de Montréal, démontre une augmentation comparativement à l'indice du 1er mai 1972, tout employeur devra majorer le taux hebdomadaire de tous ses salariés de la façon suivante:

Pour une augmentation de l'indice d'au moins 1% et de moins de 2%, un (1) dollar de majoration.

Pour une augmentation de l'indice d'au moins 2% et de moins de 3%, deux (2) dollars de majoration.

Pour une augmentation de l'indice de 3% ou plus, trois (3) dollars de majoration. »

2° Le sous-paragraphe « A » de l'article VI est remplacé par le suivant:

« 1) Tous les employeurs, artisans et employés régis par le présent décret doivent s'abstenir de travailler, et de permettre un travail de production pour une période de deux (2) semaines consécutives, commençant le

THAT this amendment to be abovementioned Regulation come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,  
Clerk of the Executive Council.

46041-o

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 1375-72

Québec, May 16, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Fur Employees Wholesale Trade, Montreal region

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Fur Employees Wholesale Trade, Montreal Region, rendered obligatory by Decree No. 524 of May 11, 1955 and amendments, have petitioned the Department of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS, the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of March 4, 1972;

WHEREAS, no objection has been brought against its approval;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the said decree, number 524, be amended as follows:

1. The subsection entitled "N.B." of section IV is replaced by the following:

"N.B. If, on May 1, 1973, the cost-of-living index as determined by the latest figures published by STATISTICS CANADA, for the city of Montréal, shows an increase comparable to the index for May 1, 1972, all employers shall increase the weekly rate of all their employees in the following manner:

For an increase in the index of at least 1% and less than 2%, an increase of one (1) dollar.

For an increase in the index of at least 2% and less than 3%, an increase of two (2) dollars.

For an increase in the index of at least 3% or more, an increase of three (3) dollars."

2. Subsection "A" of section VI is replaced by the following:

"All employers, artisans and employees governed by the present decree shall not work or permit any production work for two (2) consecutive weeks commencing the last Monday of July each year. However, when

dernier lundi de juillet de chaque année. Toutefois, lorsque le dernier jour du mois dans lequel la période de congé doit commencer, tombe un lundi ou un mardi, la période de congé commence le lundi précédant le dernier lundi de ce mois.

2) Il est loisible aux ateliers dont le travail consiste exclusivement à faire des garnitures de changer leur période de vacances annuelles pour la période de deux (2) semaines commençant le deuxième lundi de juillet, à condition d'en aviser par écrit le Comité paritaire avant le 1er avril de chaque année.

*Le Greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

46043-0

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1438-72

Québec, le 24 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la modification au règlement approuvé par l'Arrêté en conseil numéro 2711 du 28 juillet 1971 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 7 août 1971.

ATTENDU que l'article 58 de la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction (L.Q. 1968, chapitre 45) permet au Lieutenant-gouverneur en conseil d'édicter tout règlement jugé nécessaire pour donner effet aux dispositions de ladite loi;

ATTENDU que la Commission de l'industrie de la construction n'a pu donner suite aux dispositions de l'article 3.03, paragraphe a) dudit règlement;

ATTENDU qu'il est nécessaire de modifier le règlement relatif au contrôle quantitatif de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, que le règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2711 et publié dans la *Gazette officielle du Québec*, du 7 août 1971, soit modifié comme suit:

1° À la première ligne du paragraphe a) de l'article 3.03, biffer les mots « le 1er janvier 1972 » pour y substituer les mots « le 1er octobre 1972 »;

2° À la fin de l'article 3.03, paragraphe a), ajouter la phrase suivante: « À défaut de normes ainsi mises en vigueur avant le 31 octobre 1972, le ministre arrête par règlement les critères qui doivent alors servir à l'Organisation pour l'admission de nouveaux salariés ».

3° À l'article 5.01, biffer les mots « 31 mai 1972 » pour y substituer les mots « 31 octobre 1972 » et ajouter après les mots « décernée par le ministère » les mots « depuis le 15 mai 1972 ».

the last day of the month in which the vacation period begins, falls on a Monday or on a Tuesday, the vacation period begins the Monday preceding the last Monday of this month.

(2) In shops exclusively engaged in trimmings, the annual vacation period may be changed for the two (2) week period beginning the second Monday of July, on condition that the Parity Committee is advised in writing before April 1st of each year.

JULIEN CHOUINARD,  
*Clerk of the Executive Council.*

46043-0

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 1438-72

Québec, May 24, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the amendment to the Regulation approved by Order in Council No. 2711 of July 28, 1971, and published in the *Québec Official Gazette* of August 7, 1971.

WHEREAS section 58 of the Construction Industry Labour Relations Act (S.Q. 1968, chapter 45) allows the Lieutenant-Governor in Council to make any regulation deemed necessary to give effect to the provisions of this act;

WHEREAS the Construction Industry Commission has not been able to carry out the provisions of subsection 3.03, paragraph (a) of the said regulation;

WHEREAS it is necessary to amend the Regulation respecting the quantitative control of manpower in the Construction Industry;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower, that the Regulation approved by Order in Council No. 2711 and published in the *Québec Official Gazette*, of August 7, 1971, be amended as follows:

1. In the first line of paragraph (a) of subsection 3.03, abrogate the words "January 1, 1972" and substitute the words "October 1, 1972";

2. At the end of subsection 3.03, paragraph (a), add the following sentence: "If no standards have been put into force by October 31, 1972, the Minister determines by regulation the criteria which the Authority shall follow in order to admit new workers."

3. In subsection 5.01, abrogate the words "May 31, 1972" and substitute the words "October 31, 1972", and add after the words, "issued by the Department", the words, "since May 15, 1972".

4° L'article 5.02 est remplacé comme suit:

Délai: Avant la date prévue à l'article 3.02 a), toute personne qui, d'une part, ne possède pas la carte d'identité émise par le ministère ou le permis de travail de l'organisme, et qui, d'autre part, n'est pas tenu d'être détenteur d'un certificat de qualification prévu par le Règlement no 1 relatif à la qualification et à la formation professionnelles des travailleurs de l'industrie de la construction, qui fait la preuve qu'il ne peut occuper un emploi parce qu'il ne possède pas une telle carte ou un tel permis, peut en faire la demande au ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre qui peut l'émettre.

IL EST ÉGALEMENT ORDONNÉ QUE les modifications ci-dessus formulées entrent en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le Greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

46043-o

4. Subsection 5.02 is replaced as follows:

Time limit: Before the date provided in paragraph 3.02 (a), any person who, on the one hand, does not hold an identification card issued by the Department or a work permit from the Authority, and who, on the other hand, is not required to hold a qualification certificate provided by Regulation No. 1 respecting the qualification and vocational training of workers in the Construction Industry, and who is able to prove that he can not obtain employment because he does not hold such a card or permit, may request such card or permit from the Department of Labour and Manpower which may issue same.

IT IS ALSO ORDERED THAT the amendments heretofore mentioned come into force the day of their publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,  
*Clerk of the Executive Council.*

46043-o

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1439-72

Québec, le 24 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement à l'ordonnance numéro 13, 1971 de la Commission du salaire minimum.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE l'amendement à l'ordonnance numéro 13, 1971, ci-annexé soit approuvé.

*Le Greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

**Commission du salaire minimum**

ORDONNANCE D'AMENDEMENT  
À L'ORDONNANCE No 13, 1971  
TRAVAUX PUBLICS

LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, ch. 144 et amendements),

DÉCRÈTE par la présente ordonnance d'amendement ce qui suit, savoir:

L'ordonnance no 13, 1971, adoptée par la Commission de salaire minimum le 1er juin 1971, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 2193 et publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 26 juin 1971 et entrée en vigueur le 26 juin 1971, modifiée le 1er mars 1972 par

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 1439-72

Québec, May 24, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Ordinance number 13, 1971, of the Minimum Wage Commission.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the amendment to Ordinance number 13, 1971, annexed hereto, be approved.

JULIEN CHOUINARD,  
*Clerk of the Executive Council.*

**Minimum Wage Commission**

ORDINANCE OF AMENDMENT  
TO ORDINANCE No. 13, 1971  
PUBLIC WORDS

Pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1964, c. 144 and amendments) the Minimum Wage Commission, by the present.

Ordinance of Amendment decrees the following:

Ordinance No. 13, 1971, adopted by the Minimum Wage Commission June 1, 1971, approved by Order in Council No. 2193 and published in the *Québec Official Gazette* of June 26, 1971 and brought into force June 26, 1971, amended March 1, 1972, by Order in Council

l'arrêté en conseil numéro 679-72 et publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 29 avril 1972 est modifiée.

L'article 5.1 est remplacé par le suivant:

Le tarif se calcule de la façon suivante, en additionnant:

1) Le taux de location prévu au répertoire des taux de location du service général des achats du ministère de l'Industrie et du Commerce;

2) les taux de salaire prévus à l'annexe E du Décret relatif à l'industrie de la construction;

3) 23% du taux de salaire prévu à l'annexe E du Décret relatif à l'industrie de la construction, pour fins de bénéfices marginaux y compris l'indemnité de vacances.

L'article 5.2 — 2<sup>ème</sup> paragraphe:

Au 2<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 5.2 les chiffres vingt (0.20) cents et six (0.06) cents sont remplacés par les suivants: vingt-quatre (0.24) cents et point zéro sept deux (0.072) cents.

L'article 5.2 — 3<sup>ème</sup> paragraphe:

Au 3<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 5.2 les chiffres vingt (0.20) cents et cinq (0.05) cents sont remplacés par les suivants: vingt-quatre (0.24) cents et six (0.06) cents.

L'article 6. — « Indemnité de vacances » est abrogé.

L'article 7. — f) « Indemnité de vacances » est remplacé par le suivant:

Le millage parcouru: Du chargement au point de déchargement.

ENTRÉE EN VIGUEUR: La présente ordonnance d'amendement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

FAITE ET SIGNÉE en la cité de Québec, ce quatrième jour de mai mil neuf cent soixante-douze.

Commission du salaire minimum,  
JEAN-LOUIS LEFEBVRE,  
*Président.*  
PAUL DE LA DURANTAYE,  
*Secrétaire.*

46043-o

No. 679-72 and published in the *Québec Official Gazette* of April 29, 1972 is amended.

Subsection 5.1 is replaced by the following:

The hourly rate is arrived at in the following manner, by adding:

1. The rental rates provided in the list of rental rates of the General Purchasing Office of the Department of Trade and Commerce.

2. The wage rates provided in appendix E of the decree respecting the Construction Industry.

3. 23% of the wage rate provided in appendix E of the decree respecting the Construction Industry, for purposes of marginal benefits including vacation pay.

Subsection 5.2. — 2nd paragraph:

In the 2nd paragraph of subsection 5.2 the numbers twenty (0.20) cents and six (0.06) cents are replaced by the following: twenty-four (0.24) cents and point zero seven two (0.072) cents.

Subsection 5.2 — 3rd paragraph:

In the 3rd paragraph of subsection 5.2 the numbers twenty (0.20) cents and five (0.05) cents are replaced by the following: twenty-four (0.24) cents and six (0.06) cents.

Section 6 — "Vacation pay" is abrogated.

Section 7 (f) "Vacation pay" is replaced by the following:

Mileage covered: From loading to unloading point.

COMING INTO FORCE: The present ordinance of amendment comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

DELIVERED AND SIGNED in the city of Québec, this fourth day of May, in the year one thousand, nine hundred and seventy-two.

Minimum wage commission,  
JEAN-LOUIS LEFEBVRE,  
*Président.*  
PAUL DE LA DURANTAYE,  
*Secretary.*

46043-o

## Ministère (s) Travail et Main-d'oeuvre

## Department (s) Labour and Manpower

### Avis d'abrogation de la constitution et des règlements

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143 et modifications),

### Notice of Abrogation of Constitution and Regulations

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 and amendments), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the

que la constitution et les règlements du Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec, approuvés par les arrêtés en conseil numéros 3020 du 8 novembre 1967 et 135 du 24 janvier 1968 ont été abrogés par l'arrêté en conseil numéro 1374-72 du 16 mai 1972.

*Le sous-ministre,*  
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,  
Québec, le 27 mai 1972  
46043-o

constitution and regulations of the "Comité paritaire du bois ouvré de Québec", approved by Orders in Council numbers 3020 of November 8, 1967, and 135 of January 24, 1968, have been abrogated by Order in Council number 1374-72 of May 16, 1972.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.,  
*Deputy Minister.*

Department of Labour and Manpower,  
Québec, May 27, 1972.  
46043-o

## Régie des Marchés Agricoles du Québec

## Québec Agricultural Marketing Board

### Avis

### Notice

#### *Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec*

#### *The Québec Poultry Producers' Joint Plan*

#### *Règlement de quotas*

#### *Quota regulation*

Prenez avis que lors de son assemblée du 10 mai 1972, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement ci-après adopté par la Fédération des producteurs de volailles du Québec et ayant pour effet de modifier son règlement de quotas.

Take notice that the Québec Agricultural Marketing Board approved, at its meeting of May 10, 1972, the regulation hereinafter adopted by the "Fédération des producteurs de volailles du Québec" which amends its quota regulations.

Régie des Marchés agricoles  
du Québec  
Par: (Me) GILLES LE BLANC,  
*Secrétaire.*

Québec Agricultural  
Marketing Board  
By: (Me) GILLES LE BLANC,  
*Secretary.*

### CHAPITRE III

### CHAPTER III

#### *Mesures transitoires*

#### *Transitory Measures*

La Fédération amende l'article 13 en ajoutant ce qui suit à la fin du dernier paragraphe.

The Federation amends section 13 by adding the following at the end of the last paragraph.

« Au cours de la période 2) déterminée dans chacune des productions de cet article, la demande est établie à 85% pour le poulet à griller, à 98% pour le gros poulet, à 105% pour le dindon à griller et demeure la même jusqu'à modification pour le gros dindon. Les mesures prévues à l'article 14 demeurent en vigueur, mais pour la période 2) l'éleveur peut livrer au pied carré 3% de plus de livres et de têtes de poulets à griller, 5% de plus de livres et de têtes de gros poulets et 5% de plus de livres et de têtes de dindons à griller; ces pourcentages s'additionnent aux maxima indiqués pour ces productions.

"During period (2) determined in each production of this section, the demand is established at 85% for chicken broilers, 98% for roasters, 105% for turkey broilers and remains the same until modified for the heavy turkey. The measures mentioned in section 14 remain in force, but for period (2) the breeder may deliver per square foot, 3% more pounds and heads of chicken broilers, 5% more pounds and heads of roasters and 5% more pounds and heads of turkey broilers; these percentages are added to the maxima indicated for these productions.

Cet amendement est sujet aux dispositions de l'article 48 de la Loi des marchés agricoles. »  
46044-o

This amendment is subject to the provisions of section 48 of the Agricultural Marketing Act."  
46044



## INDEX No 21

### Partie II: lois et règlements — Part II: Laws and Regulations

#### ARRÊTÉS EN CONSEIL

#### ORDERS IN COUNCIL

864 — Mines (1965, ch. 34 et amendements) règlements pour autoriser le ministre des Richesses naturelles à délivrer des permis d'exploration pour la recherche des substances minérales dans le Nouveau-Québec.	4326
864 — Permis d'exploration pour la recherche des substances minérales dans le Nouveau-Québec.	4326
864 — Mining Act (S.Q., 1965, ch. 34 and amendments) regulation authorizing the Minister of Natural Resources to issue exploration permits to explore for mineral substances in New Québec.	4326
864 — Exploration permits to explore for mineral substances in New Québec.	4326
1375 — Fourrure, gros, région de Montréal ( <i>Modifications au décret</i> ).	4327
1375 — Fur, wholesale, Montreal region ( <i>Amendments to the decree</i> ).	4327
1438 — Contrôle quantitatif de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, modification au règlement approuvé par l'arrêté en conseil No 2711.	4328
1438 — Construction Industry Labour Relations Act (S.Q. 1968, ch. 45) amendment to Order in Council No. 2711 of 1971 concerning quantitative control of manpower.	4328
1438 — Quantitative control of manpower in the Construction Industry, amendment to regulation approved by Order in Council No. 2711.	4328
1438 — Relations de travail dans l'industrie de la construction (L.Q. 1968, ch. 45) modification à l'arrêté en conseil No 2711 de 1971 concernant le contrôle quantitatif de la main-d'oeuvre.	4328
1439 — Commission du salaire minimum, amendement à l'ordonnance No 13, 1971 ( <i>Travaux publics</i> )	4329
1439 — Minimum Wage Commission, amendment to Ordinance No. 13, 1971 ( <i>Public Works</i> )	4329

#### AVIS DIVERS

#### MISCELLANEOUS NOTICE

Health services and social services (S.Q. 1971, ch. 48).	4271
Services de santé et les services sociaux (L.Q. 1971, ch. 48) ( <i>Projet de règlement</i> ).	4271

#### COMMISSION Du salaire minimum

#### COMMISSION Minimum Wage Commission

Comité paritaire du bois ouvré de Québec  
(*Abrogation const. & Règl.*)..... 4329

Ord. No 13, 1971 (Travaux publics-Public Works) (*Amend.*)..... 4329

#### Travail et de la Main-d'oeuvre

#### Labour and Manpower

**Régie des marchés  
agricoles du Québec**      **Québec Agricultural  
Marketing Board**

Producteurs de volailles du Québec (*Mod. au  
règl. de quotas*)..... 4331

*Industrie ou métiers de:*      *Industry or Trades of:*

Bois ouvré de Québec (*Abrogation*)..... 4330

Poultry Producers (Québec) (*Amend. to Quota  
regulation*)..... 4331

## SOMMAIRE

ARRÊTÉS EN CONSEIL.....	4326
ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES.....	4203-4271
AVIS DIVERS.....	4204
CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT.....	4206
CHANGEMENT DE NOM.....	4212
COMMISSION:	
Salaire minimum.....	4329
COMPAGNIES:	
Demandes d'abandon de charte.....	4207
Divers.....	4216
Lettres patentes.....	4102
Lettres patentes supplémentaires.....	4144
Sièges sociaux.....	4211
DEMANDES À LA LÉGISLATURE.....	4218
LIQUIDATION DES COMPAGNIES.....	4218
MINISTÈRES:	
Affaires municipales.....	4221
Institutions financières.....	4153
Richesses naturelles.....	4223
Terres et Forêts.....	4221
Travail et Main d'Oeuvre.....	4330
PROCLAMATION.....	4224
RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES.....	4331
SOUSSIONS.....	4225
SYNDICATS PROFESSIONNELS.....	4223
VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS.....	4239
VENTES PAR SHÉRIFS.....	4240
VENTE POUR TAXES.....	4252

## SUMMARY

APPLICATIONS TO LEGISLATURE.....	4218
CHANGE OF NAME ACT.....	4212
COMMISSION:	
Minimum Wage Commission.....	4329
COMPANIES ACT:	
Applications for surrender of charter.....	4207
Head offices.....	4211
Letters patent.....	4102
Miscellaneous.....	4216
Supplementary letters patents.....	4144
COOPERATIVE ASSOCIATIONS.....	4203
DEPARTMENTS:	
Financial Institutions.....	4153
Labour and Manpower.....	4330
Lands and Forests.....	4221
Municipal Affairs.....	4221
Natural Resources.....	4223
MISCELLANEOUS NOTICES.....	4204-4271
ORDERS IN COUNCIL.....	4326
PROCLAMATION.....	4224
PROFESSIONAL SYNDICATES.....	4223
QUÉBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD..	4331
SALES BY SHERIFFS.....	4240
SALE FOR TAXES.....	4252
SALE FOR UNCLAIMED BAGGAGE.....	4239
SAVINGS AND CREDIT UNIONS.....	4206
TENDERS.....	4225
WINDING-UP ACT.....	4218



Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre  
*Gazette officielle du Québec*  
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

**l'Éditeur officiel du Québec,  
Hôtel du Gouvernement,  
Québec 4, P.Q.**

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre  
*Québec Official Gazette*  
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

**Québec Official Publisher,  
Parliament Buildings,  
Québec 4, P.Q.**

# L'ÉDUCATION AU QUÉBEC EN 1971



GOUVERNEMENT DU QUÉBEC  
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

RAPPORT DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION EN 1971

\$3.00

## Comptoirs de vente

### QUÉBEC :

L'Éditeur officiel du Québec  
2, rue Saint-Jean  
Tél. : 643-8035

Librairie Garneau Ltée  
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de  
l'Université Laval

### MONTREAL :

L'Éditeur officiel du Québec  
310 ouest, rue Sainte-Catherine  
Tél. : 873-6101

Librairie des Presses de  
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée  
39 ouest, rue Notre-Dame

### SAINT-HYACINTHE :

Le Comptoir du Livre  
1391, rue Calixa-Lavallée

### TROIS-RIVIÈRES :

L'Éditeur officiel du Québec  
2590, boulevard Royal  
Tél. : 379-2636

Librairie Poirier Enrg.  
1505, rue Royale

### SHERBROOKE :

La Galerie des Livres inc.  
Centre d'Achats Sherbrooke  
2305, rue King ouest